



Touaregs : Voix solitaires sous l'horizon confisqué

Hélène Claudot-Hawad, E. Hawad

► To cite this version:

Hélène Claudot-Hawad, E. Hawad. Touaregs : Voix solitaires sous l'horizon confisqué. Hélène Claudot-Hawad et Hawad. *Ethnies*, Paris, 20-21, 255 p., 1996, Collection Ethnies-Documents, 9782912114006. halshs-00293895

HAL Id: halshs-00293895

<https://shs.hal.science/halshs-00293895>

Submitted on 7 Jul 2008

HAL is a multi-disciplinary open access archive for the deposit and dissemination of scientific research documents, whether they are published or not. The documents may come from teaching and research institutions in France or abroad, or from public or private research centers.

L'archive ouverte pluridisciplinaire **HAL**, est destinée au dépôt et à la diffusion de documents scientifiques de niveau recherche, publiés ou non, émanant des établissements d'enseignement et de recherche français ou étrangers, des laboratoires publics ou privés.

TOUAREGS



VOIX SOLITAIRES SOUS L'HORIZON CONFISQUÉ

Sous la direction de
Hélène Claudot-Hawad et Hawad

ETHNIES
20-21
Archives

TOUAREGS
VOIX SOLITAIRES
SOUS L'HORIZON CONFISQUÉ

Note de l'éditeur

Le comité éditorial d'*Ethnies*, fidèle à une ligne de conduite constante, présente ici un ensemble de témoignages et d'analyses réunis et introduits par Hélène Claudot-Hawad et Hawad sous la responsabilité de ceux-ci. Il va de soi que les positions prises dans les différents textes ne reflètent pas nécessairement les engagements de Survival International (France), associé depuis l'origine à cette série de publications.

TOUAREGS

VOIX SOLITAIRES

SOUS L'HORIZON CONFISQUÉ

Tous les textes recueillis en touareg ont été traduits par Hawad et Hélène Claudot-Hawad ainsi que les poèmes et chants extraits de l'ouvrage des mêmes auteurs : *Tourne-tête, le pays déchiqueté, Anthologie des chants et poèmes touaregs de résistance de 1980 à 1995*, Editions L'Harmattan Italia, Turin, 1996 en version italienne et Editions Amara, La Bouilladisse, 1996, en version française.

Hélène Claudot-Hawad, ethnologue, est chercheur au Centre national de la recherche scientifique. Elle a publié récemment *Touaregs, Portrait en fragments* (Edisud, Aix-en-Provence, 1993) et, sous sa direction, *Touaregs, Exil et résistance* (Edisud, Aix-en-Provence, 1990) et *Le politique dans l'histoire touarègue* (IREMAM, Aix-en-Provence, 1993).

Hawad, écrivain et calligraphe touareg, est l'auteur de nombreux ouvrages (poésie, romans, calligraphies) traitant sur le mode littéraire et pictural de la douleur et des espoirs d'un peuple minorisé et marginalisé. Parmi ses dernières publications en traduction française : *Froissevent* et *Yacida* chez N. Blandin, Paris (1991), *L'Anneau-Sentier*, *La danse funèbre du soleil*, *Sept fièvres et une lune* aux éditions de L'Aphélie, Céret (1989, 1992, 1993), *Buveurs de braises* en version bilingue, MEET, Saint-Nazaire (1995).

Textes réunis, traduits et présentés
par Hélène Claudot-Hawad et Hawad

ETHNIES
20-21
Académie

Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué
ISSN 0295-9151
ISBN 2-912114-00-4
HIVER 1996, VOL 11 N°s 20-21 PRIX : 120 F

Ethnies-Documents est publié par « Peuples autochtones et développement » en association avec Survival International (France). Peuples autochtones et développement est un centre de recherche et de documentation sur la situation des minorités autochtones face aux États nationaux et aux projets de développement dans le monde.

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION :

J.-P. Razon

COMITÉ ÉDITORIAL :

Bruce Albert, Simone Dreyfus-Gamelon, Christian Gros, Patrick Menget.

ADMINISTRATION ET ABONNEMENTS :

45, rue du Faubourg du Temple, 75010 Paris

Téléphone : 01 42 41 47 62

Télécopie : 01 42 45 34 51

E-mail : survival@wcube.fr

ABONNEMENT POUR 2 VOLUMES (4 NUMÉROS) PORT INCLUS : Particulier : 220 F, Institution : 250 F (Par avion, ajouter 40 F). Soutien : 500 F.

PHOTO DE COUVERTURE : Femme touarègue, Est de l'Aïr, 1991, © H. Claudot-Hawad.

ILLUSTRATIONS : Hawad

CARTE : Y. Assié et H. Claudot-Hawad

REMERCIEMENTS A : Dominique Dauzier et Jean-Claude Monod.

© PEUPLES AUTOCHTONES ET DÉVELOPPEMENT 1996.

Ce numéro est publié avec le concours du Centre national du Livre.

SOMMAIRE

| | | |
|-----------------------------|--|----|
| <i>Hélène Claudot-Hawad</i> | Introduction | 13 |
| <i>Carte</i> | Aire d'influence politique touarègue | 36 |
| <i>Hélène Claudot-Hawad</i> | La fragmentation touarègue ou le prix de la paix | 37 |

Le pays déchiqueté

| | | |
|-------------------------------|--------------------------------------|----|
| <i>Betchan welet Wajira</i> | <i>Tourne-tête</i> | 54 |
| <i>M. Ali ag Ataher Insar</i> | Les Touaregs, nageurs de l'infini | 56 |
| <i>Amuzar ag Eshim</i> | A ceux qui ont faussé notre destinée | 61 |
| <i>Hawad</i> | Hachis touareg pour dîner officiel | 83 |

Seulement à cause de la couleur de notre peau

| | | |
|---|----------------------------|----|
| <i>Issa Rhossey</i> | <i>Blessures</i> | 90 |
| <i>Khama ould Attahir, Attaher ould Atta, anonyme</i> | Pogrom : trois témoignages | 94 |

Partis pour libérer le pays : l'espoir trahi des combattants de base

| | | |
|------------------------------|---|-----|
| <i>Kidou</i> | <i>Nous veillons la nuit</i> | 108 |
| <i>Akli</i> | La révolution trahie | 110 |
| <i>Ghabdallah ag Khassan</i> | <i>La division est aisée</i> | 126 |
| <i>Ouray ag Wanayer</i> | Moi, jeune combattant révolutionnaire de base | 127 |

Voir plus loin que l'adversaire, tracer de nouveaux sentiers

| | | |
|----------------------------|--------------------------------------|-----|
| <i>Khalifa ag Elansari</i> | <i>S'il ne me reste qu'une veine</i> | 152 |
| <i>Emeslag ag Elaglag</i> | Porter en commun le fardeau | 154 |
| <i>Hawad</i> | Inventer nous-mêmes notre futur | 168 |
| <i>Kidou</i> | <i>Le désert, je ne le vends pas</i> | 181 |

Ne plus être ou être autrement : le rôle des femmes

| | | |
|----------------------------------|---|-----|
| <i>Ghabdallah ag Oumbadougou</i> | <i>Puits blanc</i> | 182 |
| <i>Dawsa welet Amayor</i> | Les femmes doivent lutter aux côtés des hommes dans l'égalité | 184 |
| <i>Karsa welet Elghelas</i> | Ma maison est ma nation qui est la maison du monde entier | 191 |
| <i>Ghabdallah ag Oumbadougou</i> | <i>Quand j'ai dépassé Akakus</i> | 198 |

Les exigences incontournables de la modernité ? La voix des scolarisés

| | | |
|--------------------------------|--|-----|
| <i>Sidalamine</i> | Sortir du tunnel pour voir et être vu | 200 |
| <i>Sidi Mohamed ag Ichrach</i> | L'illusion d'importance | 205 |
| <i>Auteur anonyme</i> | <i>Gens des on-dit</i> | 216 |
| <i>Dabbia Abrous</i> | <i>Temust</i> entre les fronts ou les contours brisés de la « targuïté » | 217 |
| | Sigles | 240 |
| | Notes | 241 |
| | Bibliographie | 246 |
| <i>Carte</i> | Régions sous influence politique touarègue | 252 |

DES NOMS QUI QUALIFIENT OU DISQUALIFIENT

Targui qui, au féminin, se dit *Targuia* et au pluriel *Touareg* est l'appellation utilisée par les voyageurs médiévaux de langue arabe pour désigner les populations du Sahara central et des rives sahéniennes, caractérisées par certains traits particuliers : l'usage de la langue berbère, le mode de vie nomade, le port masculin du voile, la teinture indigo des étoffes qui bleuit la peau... Ce terme, qui suit la forme syntaxique arabe, provient du mot berbère *targa* signifiant le « creux », le « canal », appellation de la vallée de Fezzan encore en usage chez les Touaregs. Cette dénomination apparaît d'abord notée en « Touarik » dans la littérature européenne. Remodelée suivant les terminaisons grammaticales françaises, elle a été ensuite orthographiée en *Touareg*, *Touarègue* pour le masculin et féminin singuliers et *Touaregs* pour le pluriel. Certains auteurs cependant préfèrent l'employer sous la forme invariable de *Touareg*.

Pour se dénommer eux-mêmes, les intéressés utilisent une appellation qui, selon les parlers, se prononce *amajagh*, *amaghagh* ou *amashagh* et se décline au pluriel en *imajaghen*, *imuhagh*, *imushagh* ou *imashaghen*. Ces termes correspondent à *amazigh* (pl. *imazighen*) chez les berbérophones du nord. *Amajagh* s'applique, au sens large, à tout individu qui appartient à la culture touarègue, fait référence à ses valeurs et, dans un sens plus restreint, au noble ou au suzerain par opposition aux autres catégories sociales que constituent les vassaux (*imghad*), les religieux (*ineslimen*), les affranchis (*ighawellen*), les artisans (*inaden*), les esclaves (*iklan*)... Au féminin singulier (*tamajaq*, *tamabaq*, *tamashaq*), ce mot désigne à la fois la « femme touarègue », la « femme noble » et la « langue touarègue ».

Certains groupements de l'ouest sous la dépendance des suzerains Iwellemmeden ont réservé à ces derniers l'appellation d'*imushagh* et utilisent pour se désigner le terme générique d'*imashaghen* ou encore de *Kel tamashaq*, « ceux de la langue touarègue ». Après l'avènement des États africains, dans les années 1960, les autorités maliennes ont adopté cette appellation sous la forme abrégée de *Tamashaq* orthographiée généralement *Tamachek* pour désigner les Touaregs quel que soit leur nombre ou leur genre. Cette dénomination qui privilégie la langue comme critère identitaire et, au sein de la langue, l'une de ses variantes régionales : la *tamashaq*, a été élargie par les observateurs étrangers à l'ensemble des Touaregs (y compris à ceux qui parlent la *tamajaq* ou la *tamabaq*). Enfin, depuis l'insurrection armée touarègue, *Kel Tamashaq* a été consacrée par les représentants des gouvernements comme le seul ethnonyme authentique de cette population.

Depuis la décolonisation, les noms péjoratifs de *bellah* et de *buzu* qui en songhay et en haoussa servent à désigner les esclaves, se sont également répandus dans toute la zone sahénienne, au Mali, au Niger et au Burkina Faso, pour désigner l'ensemble des Touaregs.

DES CHIFFRES QUI NE CONCORDENT PAS

Les données démographiques concernant les Touaregs sont pour la plupart anciennes, partielles et peu fiables. Depuis les revendications politiques des Touaregs au Niger et au Mali, elles représentent de part et d'autre un enjeu politique important.

Les recensements effectués ne livrent généralement pas les critères retenus pour identifier la population « touarègue ». La plupart des publications récentes font état d'un chiffre global gravitant autour de 1 300 000 individus, dont 400 000 au Mali, 750 000 (d'après le recensement de 1988) au Niger, entre 30 et 40 000 en Algérie. Aucune donnée n'est fournie pour les autres pays (Libye, Burkina Faso), pas plus que pour les importantes diasporas installées l'une dans le Ouad-ai et le Darfour (au Tchad et au Soudan), l'autre en Arabie Saoudite, depuis la colonisation française. Aujourd'hui, les exilés sont numériquement très nombreux. Selon des évaluations récentes (Pierrot, 1994 ; Baqué, 1995), les réfugiés étaient en 1994 et 1995 au nombre de 70 000 en Mauritanie, près de 50 000 au Burkina Faso et environ 100 000 en Algérie. Le Haut-Commissariat aux réfugiés des Nations-Unies, dans un communiqué daté du 18 juin 1996, évalue à 40 ou 50 000 le nombre de « réfugiés maliens » (selon ses termes) qui seraient retournés spontanément dans leur pays en 1995. Cet organisme se propose de rapatrier prochainement quelque 33 700 « réfugiés maliens » et 2500 « réfugiés nigériens » parmi les 145 400 personnes qu'il estime être restées dans les camps de réfugiés.

De sources touarègues, les évaluations chiffrées sont beaucoup plus élevées, variant du simple au double. La population globale est estimée à 3 000 000, dont 1 500 000 au Niger, 1 000 000 au Mali et 500 000 en Libye, Algérie et Burkina Faso (Association Survie Touarègue - Temoust). Le mode de calcul adopté réintègre tous les membres de la communauté touarègue sans distinction de catégorie sociale ni de couleur de peau. Il apporte par ailleurs des correctifs correspondant aux dissimulations pratiquées par la population appauvrie pour alléger des impôts trop lourds. Enfin, au sujet des réfugiés, il prend en compte non seulement les personnes installées dans les camps mais aussi celles qui sont éparpillées aux alentours. Par exemple, selon ces critères, le nombre d'exilés en Mauritanie s'élevait en décembre 1994 à 86 683 personnes (Association des réfugiés et victimes de la répression de l'Azawad).

INTRODUCTION

Hélène Claudot-Hawad*

En mai 1990, au Niger, un accrochage à la gendarmerie de Tchén Tabaraden et la répression militaire meurtrière qui s'ensuit servent de détonateur à l'insurrection armée des Touaregs. L'incendie se propage rapidement du côté malien. Cette prise d'armes au sein d'États mitoyens défraie la chronique médiatique et étale sur la scène publique la « question touarègue ».

Le développement de la révolte génère de part et d'autre de la frontière nigéro-malienne une succession d'expéditions punitives de la part de l'armée, puis des milices paramilitaires qui ne s'en prennent pas tant aux rebelles, souvent insaisissables, qu'aux civils à peau claire. Après cinq ans d'escarmouches aux allures de guerre civile, le bilan est très lourd. Les victimes se comptent par milliers et ceux qui ont pu échapper aux pogroms, à la soif et à l'épuisement de la marche dans le désert cherchent refuge dans les camps de réfugiés installés à la frontière de l'Algérie, de la Mauritanie ou du Burkina Faso. Certains réussissent à s'infiltrer dans les pays limitrophes et s'installent à la

* H. Claudot-Hawad, *ethnologue, est chercheur au CNRS et membre de l'Institut de recherches et d'études sur le monde arabe et musulman d'Aix-en-Provence.*

périphérie des villes. La zone la plus touchée est certainement la boucle du Niger, sur les deux rives du fleuve, où les nomades ont été pratiquement tous chassés ou tués. La population en exil se chiffre en centaines de milliers d'individus, équivalant ou dépassant dans certaines zones le nombre des Touaregs restés au pays. Les accords successivement conclus à partir de 1991 jusqu'en 1995 entre représentants des fronts armés et gouvernements font miroiter aux exilés l'espoir de revenir chez eux et de pouvoir y vivre dignement. En dépit des conventions signées, plusieurs tentatives de retour avortent dans la violence, ramenant les rapatriés aux camps insalubres des frontières, ou encore les laissent à l'abandon dans un état de dénuement critique¹.

L'argument du particularisme touareg

Dès le début des incidents, le « particularisme » touareg, malgré un dépérissement prédit depuis l'occupation coloniale, va redevenir un thème à la mode et se trouver systématiquement opposé, par les commentateurs, à l'universalisme de la modernité républicaine qu'incarneraient les États issus des anciennes colonies françaises. Devenue une clef privilégiée pour expliquer les événements violents qui se sont succédé, « l'exception touarègue » est formulée à l'aide d'arguments empruntés à des registres conceptuels variés allant du domaine politique à des « réalités » sociales, psychologiques, économiques, raciales... Le traitement polémique et raciste de la question de cette minorité encombrante au sein des différents États enflamme la presse et atteint des extrémités verbales difficilement soutenables.

Si, pour les insurgés, l'injustice est la cause du soulèvement, les États préfèrent ne voir dans ces événements que la manifestation de l'anarchie et du désordre qui seraient le propre du caractère nomade. Cette réduction essentialiste des faits (ramenés à une crise psychologique sans fonde-

ment) dévoile la position d'incompréhension et de refus de dialogue des autorités. Sur le plan politique, l'idée que les Touaregs – loin de former une communauté ou un peuple – ne sont que des tribus disparates et sans relations entre elles devient l'argument central des gouvernements pour disqualifier les revendications autonomistes et fédéralistes exprimées par les fronts armés. Cette négation du mal-être touareg est pourtant contredite par la pratique même des États saharo-sahéliens qui, depuis leur avènement, se sont montrés particulièrement soucieux d'enclore leurs minorités respectives dans la nouvelle logique territoriale qui s'avère exclusive et différentielle. En témoignent les multiples mesures prises dans les différents pays pour interrompre la circulation des hommes et des biens au sein de l'espace habité par les Touaregs et partagé, dans les années 1960, entre les territoires de la Libye, de l'Algérie, du Niger, du Mali et de l'ancienne Haute-Volta devenue aujourd'hui Burkina Faso.

De fait, les Touaregs représentent un cas que le modèle de l'État-nation-territoire a beaucoup de difficultés à gérer. D'une part, en manifestant leur sentiment d'appartenance à une communauté particulière, définie par des traits spécifiques, ils soulèvent le problème de la nation dans la nation, de la communauté intermédiaire entre les individus et le pouvoir central. D'autre part, cette identité collective se double d'un mode de vie nomade qui se déploie sur une territorialité transfrontalière définie par des critères précis. Enfin, ce territoire est revendiqué non seulement comme lieu d'appartenance, mais aussi dans le but de lui restituer son rôle de trait d'union entre les rives nord et sud du Sahara et de ne plus le cantonner, comme c'est le cas actuellement, dans des fonctions d'enfermement, de séparation et d'isolement.

Autrement dit, les Touaregs, par leur existence même, offrent un contre-exemple parfait à la légitimité des États

conçus comme des entités closes, homogènes et exclusives les unes des autres. Ils incarnent à ce titre la transgression de l'ordre en place qui, figé dans sa logique centralisatrice, n'a finalement qu'un intérêt : les voir disparaître, que ce soit politiquement, culturellement ou physiquement.

Du côté des universitaires, la thèse de l'« invention de l'ethnie » va rejoindre à point nommé la position tranchée des représentants du pouvoir politique qui, en appliquant à la lettre les dogmes hérités de la Révolution française, refusent catégoriquement toute forme et toute expression de communautarisme.

Parce qu'ils réclamaient le droit à l'existence de leur communauté dans la dignité, les Touaregs ont vu leur rôle fustigé et interprété de manière réductrice comme l'ultime soubresaut du monde des coutumes opposé au monde des lois, de la tradition contre la raison, des intérêts particuliers contre les droits universels, de l'ethnie contre l'État.

Les droits des peuples sont-ils vraiment incompatibles avec les droits de l'homme, comme tend à le faire croire la vision étroite du jacobinisme, niant toute communauté hors l'État ou la stigmatisant comme formation sociale rétrograde et archaïque ? La paix sociale ne peut-elle exister en conciliant les deux exigences ? La démocratie saurait-elle sans se renier elle-même évacuer la demande de reconnaissance identitaire comme « perception que les gens ont d'eux-mêmes et des caractéristiques qui les définissent comme êtres humains » (Taylor, 1994 : 41) ?

Voici l'une des questions essentielles auxquelles invite, entre autres, à réfléchir le dossier touareg.

Arrêt sur image

Le Gouvernement nigérien déclarait récemment que « dans un cadre où toutes les possibilités d'expression sont garanties aux Nigériens, à titre individuel comme à titre collectif, il n'est nul besoin de recourir aux armes pour

faire valoir ses revendications » (*Les positions et propositions du Gouvernement, Le Républicain*, 21 avril 1994). C'est pourtant dans ce même pays, à Agadez, le samedi 24 septembre 1994, que l'armée a jeté deux grenades sur la foule qui assistait à un concert organisé par le parti de l'UDPS-Amana, dont les membres sont en majorité touaregs. Cette formation politique représente le courant favorable à des solutions négociées du problème touareg. Elle n'est ni interdite ni clandestine, bien que ses candidats aient été empêchés, par arrestation, de se présenter aux dernières élections. Le bilan de cette intervention militaire est de 6 morts et 38 blessés.

A la même période, du côté malien, du 7 au 20 septembre 1994, les parachutistes aidés des Gandakoy, miliciens en armes qu'ils ont formés et armés, ont à nouveau massacré des centaines de civils, et en particulier des femmes et des enfants, dans le Gourma, entre Rharous et Douentza. La tâche s'est poursuivie au mois d'octobre avec l'élimination des habitants d'un village touareg situé au nord de Gao dans des représailles que le premier ministre malien, M. Keita, a qualifiées lui-même de « pogrom »². Une véritable entreprise d'« épuration ethnique », dénonce l'Association des réfugiés et victimes de la répression de l'Azawad. Cependant, hormis quelques articles dans des journaux associatifs, une pétition lancée en juin 1994 par l'association belge Supportgroup for Indigenous Peoples et les propositions de résolution présentées au Parlement européen par la délégation française des Verts ainsi que par le Groupe du parti des socialistes européens, ces agressions sur des civils depuis 1990 n'ont nullement été médiatisées. Pourquoi ce silence ? Et pourquoi règne-t-il en particulier dans la presse française plus muette encore sur cette question que ses homologues maliens et nigériens³ ?

Schizophrénie

Personne n'ignore que les faits qui définissent une situation dans un espace et un temps donnés ne sont jamais relatés de façon totalement objective. Cependant, en recoupant les choix partiels opérés par différents observateurs, on peut toujours tenter de se faire une opinion sur les « réalités » décrites. Mais que penser lorsque aucune des occurrences ne se croise et que la disparité entre les discours est telle que l'on est en droit de se demander s'il s'agit bien des mêmes événements ?

De fait, les informations concernant le pays touareg donnent lieu à une véritable schizophrénie de langage. Par exemple, au sujet de la situation qui prévaut du côté malien, dans les régions touarègues du fleuve, un abîme existe entre d'une part les voix faibles bien que persévérantes des observateurs de terrain (Touaregs, associations humanitaires, médecins) et, d'autre part, les voix puissantes, omniprésentes et officielles des grands médias. Dans des lettres et communiqués restés, malgré leurs efforts, confidentiels, les premiers ont dénoncé au cours de ces dernières années l'exécution par l'armée et la milice Gandakoy de plusieurs centaines de civils innocents, en produisant la liste des victimes avec leurs noms, âges, activités professionnelles. Par contre, les seconds n'ont jamais fait mention de pogroms, certains évoquant abstraitement des « sévices », non chiffrés, dont les initiateurs agiraient en situation d'« autodéfense », ce qui confère par ailleurs un tout autre sens aux événements (dans ce cadre sont souvent renvoyées dos à dos les exactions dues aux militaires ou aux milices paramilitaires et celles imputées aux groupes armés touaregs et maures).

Bandits et démocrates

Comment interpréter ce double langage et comment analyser la disparition – vérifiable⁴ – de milliers de civils

touaregs et maures depuis 1990 ? S'agit-il de « bavures » qui échapperaient aux autorités – dans ce cas pourquoi ne sont-elles pas sanctionnées ? – ou, au contraire, cette répétition de violences à l'égard de civils fait-elle véritablement partie d'une logique et d'un programme politiques ?

La lecture comparée de documents émanant des autorités gouvernementales, d'articles de la presse malienne, nigérienne et internationale, et enfin des manifestes de la milice songhay Gandakoy met en évidence certains *principes communs* qui structurent le discours dominant sur la question des Touaregs.

Le premier postulat affiché est qu'« il n'y a jamais eu un monde touareg uni, ni politiquement, ni économiquement, comme l'exprime entre autres l'historien nigérien D. Hamani (1994 : 8) dans un texte repris par le *Document de base du Gouvernement du Niger pour servir aux négociations avec la rébellion* (avril 1994). Le corollaire de cette appréciation est que les nomades n'auraient par définition aucun « territoire ». Ils seraient des « hommes de nulle part », comme le formule par exemple l'hebdomadaire *Jeune Afrique* du 28 juillet 1994, reprenant à son compte la confusion si fréquente entre nomadisme et errance.

Ces thèses, particulièrement à l'honneur depuis la naissance des fronts armés touaregs, sont largement utilisées par les autorités politiques pour prouver le caractère « illégitime », « irrecevable », « inacceptable », des revendications autonomistes exprimées au nom de la communauté touarègue. Cette perspective prive de tout sens politique les mouvements de rébellion en les réduisant à des « actions isolées et libertaires » suivant un schéma largement en usage à l'ère coloniale.

Développés par les miliciens Gandakoy, qui se sont auto-proclamés « Maîtres de la terre », ces principes vont s'exprimer ainsi : « Les nomades du Nord sont des

peuplades errantes, sans patrie, sans État, venues du désert en tribus minuscules ». La solution est alors de les ramener à leur état initial : « Peuplades errantes ils étaient, peuplades errantes ils resteront » en passant à l'acte : « Balayons toute présence nomade de nos villes et villages, de nos terres même incultes... Refoulons les nomades dans les sables de l'Azaouad... Organisez-vous, armez-vous, levons l'armée du peuple qui seule peut abattre l'ennemi » (*La Voix du Nord*, n° 0, non daté).

Sous-jacent à ces thèses, se profile le dogme évolutionniste selon lequel les nomades représentent un stade primitif du développement de l'humanité, qui se caractérise par une série de « manques » : manque de rationalité économique, manque d'organisation politique, manque de « conscience politique », manque d'unité et d'homogénéité, manque d'idée de « nation », manque de « civisme », manque de « civilisation »...

Symboles mêmes de la barbarie, les Touaregs sont ainsi présentés comme des « esclavagistes ». Cet argument, qui a servi notamment à pourvoir l'entreprise coloniale d'une légitimité « humanitaire », est largement repris aujourd'hui au sujet des Touaregs et des Maures, au prix d'une amnésie gommant l'esclavagisme des sociétés voisines – Songhay, Peul, Bambara, Haoussa... – comme de la majorité des sociétés africaines, qu'elles soient nomades ou sédentaires. Cette accusation sélective va permettre de rationaliser et de justifier les violences contre les Touaregs et les Maures.

Dans le langage de la milice, qui assimile « rebelle », « bandit » et « Touareg », le discours devient : « Les rebelles-bandits armés sont des racistes, des esclavagistes.... Le banditisme est l'état normal d'un tamachek. Ils sont un corps étranger dans le tissu social » (*La Voix du Nord*, n° 0).

Cette rhétorique reprend largement les arguments développés au début du siècle par l'occupant français en

butte à la résistance touarègue. Par exemple, le commandant Bétrix en 1908 dans son plan de « Pénétration touareg » définit les Touaregs comme « une race qui est une non-valeur sociale ». Dans le *Rapport politique du Cercle d'Agadez* de septembre 1916, on peut lire également que « Les Touaregs n'ont pas plus de raison d'exister que n'en avaient jadis les Peaux-Rouges. Malheureusement, le climat du désert et l'être fantastique qu'est le chameau nous créent des obstacles que n'ont pas connus les Américains. »

Ainsi, dans le sillage des discours et des pratiques coloniales d'il y a près d'un siècle, s'est banalisée aujourd'hui une idéologie nationaliste et raciste, qui reprend envers les Touaregs tous les poncifs servant à stigmatiser l'ennemi de la nation. L'analogie est trop frappante pour ne pas être soulignée entre ce schéma et le portrait du Juif errant, apatride, transnational, agent des puissances étrangères, prédateur, voleur, asocial, génétiquement taré..., élaboré par l'antisémitisme européen.

Soulignons que cette propagande populiste s'adresse à un électorat frustré par la crise économique, politique et sociale et par la faillite actuelle de ces États où les militaires prennent de plus en plus de poids dans la gestion du pays. Le coup d'État militaire survenu au Niger en février 1996 ne fait, de ce point de vue, qu'entériner un état de fait.

La perspective évolutionniste, enfin, sert à légitimer les violences contre les « ennemis du progrès », en développant l'idée, à la façon de Spencer, du passage d'un état incohérent, indéfini, primitif (le nomadisme, le tribalisme) à un état cohérent, défini et évolué (la sédentarisation, l'État-nation).

Dans un recours abusif au langage « démocratique », des notions telles que « pouvoir d'État/légitimité/démocratie/égalité/modernité/sédentarité » sont autoritairement amalgamées et opposées à la série « rébellion/hors-la-loi/féodalisme/tribalisme/esclavagisme/archaïsme/nomadisme ».

Sur ce terreau s'érige une véritable doctrine de la violence, qui justifie le recours à la terreur, pratiqué par l'armée et les milices. Enfin, au niveau de l'opinion publique internationale, la répression contre la population touarègue en vient à paraître légitime⁵.

Les voix de l'ombre

L'idée de ce livre est née précisément de la distorsion observée entre les commentaires publiés depuis l'insurrection touarègue de 1990 par les grands organes de diffusion médiatique et, par ailleurs, les points de vue des autres acteurs sociaux concernés, ceux qui n'ont pas trouvé le moyen de faire entendre leur opinion au monde extérieur. L'histoire ne peut se construire, comme l'écrivait l'ethnologue américaine Lina Brock (1990 : 72), qu'en « rassemblant les récits qui représentent des prises de position importantes dans une société donnée – (ou dans les) différentes sociétés en présence – » afin d'« entendre non pas une seule voix mais la conversation à laquelle ces voix prennent part ». C'est dans ce sens qu'il nous a paru indispensable de rendre compte des différents points de vue occultés par les discours autorisés et de mettre en relation ces versions discordantes des faits. Seule une vision plurielle de la situation peut permettre de comprendre la complexité des événements et le processus qui a conduit à leur émergence. La rébellion ne fut que l'une des formes multiples de rejet d'un ordre établi, jugé oppressif et exterminateur. Si son apparition sur la scène publique a pu paraître soudaine, elle était en fait prévisible de longue date et les principes qui l'animaient étaient parfaitement connus, du moins pour qui avait su prêter l'oreille aux voix de l'ombre venues des replis de la réalité vécue (voir par exemple *Ethnies* n° 6-7, 1987 : 14-19).

Les témoignages recueillis ont été pour les uns enregistrés avant le déclenchement de la lutte armée, la plupart en

pays touareg, et pour les autres après le début des hostilités, auprès de Touaregs de régions variées qui se trouvaient en exil. Ils illustrent des courants stratégiques et politiques différents, les uns pensant que la lutte armée est la seule alternative de survie, les autres ayant opté pour des solutions négociées⁶. Tous posent la question lancinante du devenir touareg dans la modernité, de la transformation des rôles et des définitions de soi au sein des États africains. Chaque récit exprime à sa manière une douleur immense et morbide, la douleur de disparaître de l'humanité, d'en être rayé à tout jamais car la menace touche non pas des individus isolés mais l'ensemble de la communauté ; la douleur de se voir nié, dénigré, piétiné et d'assister impuissant à sa condamnation et à sa perte sans pouvoir réagir, sans trouver aucun témoin ni aucun écho ; la douleur du silence et de l'indifférence des autres devant l'injustice ; la douleur de se retrouver seul dans le gâchis et la dépossession de soi.

Le viol colonial est ressenti comme le point de départ de cette anomie. Le réquisitoire contre l'ordre mis en place par la France est rédhitoire et cette position critique apparaît profondément ancrée dans l'opinion touarègue, marquée de manière indélébile par la violence de la conquête et de l'occupation française que la situation actuelle ne ferait que prolonger. Le thème du pays déchiété, de la nation piétinée, de la liberté confisquée parcourt la plupart des discours.

La divergence des points de vue intervient sur la façon d'envisager des solutions d'existence et de survie. Une ligne de fracture assez nette se dessine entre les conceptions des Touaregs de l'arrière-pays, ancrés dans leur mode de vie et leurs références, et ceux que l'on peut appeler les scolarisés urbanisés.

Qu'ils soient âgés ou plus jeunes, les premiers, pour restaurer « la trame déchirée » du Sahara et du Sahel,

inscrivent leur réflexion dans un cadre trans-étatique, se référant à une Afrique des nations davantage qu'à une Afrique des États. Dans leurs discours en effet revient en leitmotiv l'image de la mise en lambeaux des déserts qu'il faudra bien un jour raccommoder. Les fibres nourricières qui ont été rompues ne reliaient pas seulement les familles, les tribus et les confédérations touarègues ; elles concernaient également les communautés voisines impliquées dans des réseaux d'échanges politiques, économiques, sociaux et culturels vitaux pour toutes les parties concernées. C'est ainsi que les Songhay, les Maures, les Haoussa qui gravitaient autour du monde touareg sont souvent inclus dans l'idée de la communauté et du pays à rebâtir. De même, dans leurs propos, les Kounta de l'Azawad, dont le groupe était placé dans l'orbite politique des Touaregs de l'Ouest, agrègent leur destin au sort de ces derniers en se définissant comme « les Maures des Touaregs » (*Araben win Kel Tamashaq*).

Ce courant de pensée se prononce pour un projet fédéraliste large, qui pourrait englober tous les micro-États saharo-sahéliens. Il critique le modèle de l'État centralisé qui, au lieu de lier les sociétés en présence, les a morcelées, isolées et dressées les unes contre les autres. Il dénonce l'hypocrisie de la réorganisation du monde qui, au nom de principes généreux comme le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, a éliminé ces peuples de la scène politique et les a privés du droit de vivre décemment et même d'assurer leur simple survie. Il remet en cause la légitimité de ces États qui n'ont retenu du schéma démocratique occidental que des formes sans contenu et ont conduit leurs populations à une faillite sociale et à une misère économique sans précédents.

Instrumentalisant les catégories de l'ordre politique actuel où seuls les peuples dotés d'un État ont le droit à l'existence, certains éprouvent la nécessité de se tourner vers la

revendication indépendantiste en la considérant comme une étape qui saurait au moins empêcher la disparition physique des Touaregs.

Enfin, ceux qui ont intériorisé la grille de lecture fournie par les écoles françaises ou arabes, acceptent le découpage et la nouvelle géographie politique, réclamant une part équitable au sein des États-nations. Dans une attitude fréquente d'autodépréciation, ils portent généralement un regard dévalorisant sur leur société, jugée archaïque. Aux modèles alternatifs proposés par les plus radicaux, ceux-ci opposent des solutions d'autonomie régionale à l'intérieur des États constitués. Tout en étant conscients des problèmes dénoncés par les autres courants politiques, ils défendent des positions qu'ils estiment plus réalistes en misant sur la nécessité de transformer les Touaregs par rapport à un environnement politique, économique et social qui a changé et s'est rétréci.

Ces attitudes contrastées renvoient bien sûr à des conceptions différentes du « progrès », vu dans le dernier cas comme le résultat d'emprunts aux sociétés hégémoniques modernes ou, au contraire, dans l'autre perspective, comme un travail constant des groupes humains sur eux-mêmes dans une dynamique qui s'impose à tout organisme en interaction avec son milieu.

Dans tous les contextes, une conviction est partagée : les Touaregs sont aujourd'hui dans l'impasse. Marginalisés dans l'ensemble des États où ils ont été répartis, ils n'ont jamais pu trouver un mode d'insertion convenable dans le nouvel ordre africain où toute forme d'altérité et de pluralité a été combattue en tant que ferment de déstabilisation. C'est pourquoi ils pensent que seules la lutte et la résistance, qu'elles se réalisent ou non sur le terrain militaire, permettront d'obtenir des changements susceptibles de sortir la communauté de son état moribond : « Je préfère mourir en luttant plutôt que mourir de paludisme », dit l'un

des signataires du Pacte national au Mali.

Ces visions différentes se retrouvent dans la conception de la communauté d'appartenance la plus large, *temust* (ou *tumast* selon les parlers). Pour les uns, cet être collectif associé à une organisation socio-politique, économique et territoriale concerne l'ensemble touareg, appelé *temust n imajaghen* et articulé sur le mode confédéral autour des cinq grands pôles politiques, à la fois pairs et rivaux, que représentaient l'Ajjer, l'Ahaggar, l'Aïr, la Tademekkat et la Tagaraygarayt (appelée aussi Azawagh)⁷. C'est au nom de la *temust n imajaghen*, expression que l'on peut traduire par « nation des Touaregs » – dans le sens de groupe humain qui se caractérise par la conscience de son affinité et de son unité et la volonté de vivre en commun – que s'est menée au début du siècle la lutte contre l'occupation coloniale.

Il est vrai que les soulèvements touaregs ont été systématiquement ramenés dans les discours historiques extérieurs à des motifs économiques (sécheresse, misère, impôts) ou à des réactions féodales contre le nouvel ordre – colonial ou post-colonial – toujours présenté par les dominants comme émancipatoire. Au contraire, du point de vue endogène, ces insurrections se fondent d'abord sur des raisons politiques de défense de la communauté élargie, considérée comme menacée dans son ensemble dès l'instant où certains de ses piliers sont anéantis, car comme le dit la philosophie touarègue : sans alter ego, pas d'existence. Ainsi, pendant l'occupation française, il s'agissait de protéger et de restaurer la nation et le pays, tous deux conçus non pas comme des espaces d'exclusion mais comme des « abris » ouverts sur l'extérieur, charpentés d'éléments pluriels et complémentaires, eux-mêmes chaînons d'un maillage plus large. Qu'un piquet disparaisse et c'est l'équilibre du tout qui est rompu. C'est en ces termes que Kaosen, chef de la guerre de 1916 contre l'occupation

française, haranguait les combattants : « Pas de repos pour nous tant que l'ennemi est baraqué sur notre terre. Luttons jusqu'à ce que l'envahisseur quitte notre pays et s'éloigne aussi des sociétés voisines de la nôtre. » En effet, dans l'environnement rude de l'aire saharo-sahélienne, il est impensable qu'une société subsiste sans être incluse dans les larges réseaux d'échange qui relient et irriguent l'espace intercommunautaire. Le rétrécissement de la référence identitaire va aller de pair avec le morcellement administratif et politique de ce monde par des autorités qui lui appliquent leur idéologie particulière de l'organisation tribale.

A la différence des anciens ou des personnes issues des milieux politiques qui étaient autrefois en charge des relations interconfédérales et internationales, certains jeunes Touaregs nés après la fragmentation étatique de leur monde et, en particulier, les scolarisés, se réfèrent à des horizons plus étroits, qui se limitent à leur confédération, à leur région ou aux territoires clôturés par les frontières nées de la décolonisation. La découverte d'une communauté d'identification plus large leur serait apparue dans l'exil, en rencontrant des Touaregs venus d'autres pays, comme l'évoque plus loin Akli.

La révolution

Comment résister aux puissances extérieures et quelle forme nouvelle de société adopter pour y parvenir, puisque l'organisation traditionnelle a échoué dans cette tâche ? Cette question fut et est encore l'objet d'un débat entre les différents courants politiques qui ont opté pour des stratégies variées.

Déjà, au début du siècle, Kaosen fut le promoteur d'un projet étatique moderne qui heurtait les chefs traditionnels. En fait, il puisait son inspiration dans le système politique des *ighollan* de l'Aïr où les groupements, ayant renoncé au

statut et au tribut, sont placés sur pied d'égalité au sein de l'assemblée⁸. Ce modèle lui servit à concevoir non seulement les rapports entre les groupes et les catégories sociales en présence, mais également les liens entre individus. Combattant le paternalisme des anciens, il fut le premier à appliquer avec constance l'idée que tous les hommes sont égaux devant la loi et qu'un individu se définit par ses actions et non par son rang, sa classe, sa filiation. Ainsi, pour défendre le pays, n'hésita-t-il pas à enrôler aux côtés des guerriers toutes les catégories sociales de « protégés », traditionnellement pacifistes. Dans le même esprit, il trouva légitime d'attaquer ceux qui s'étaient soumis à l'ennemi, quel que soit leur statut, délaissant l'idéologie de la protection pour se référer plutôt au libre arbitre et à la responsabilité morale de chacun.

Cette « révolution » (*tégriwela*) a propagé ses ondes à l'intérieur de la société touarègue. Plusieurs grandes aspirations s'expriment aujourd'hui, faisant ricocher certaines visions de Kaosen. Tout en prolongeant la perception dynamique de l'univers que développe la philosophie touarègue⁹, elles aboutissent à des changements de perspective importants dans la conception de l'ordre social.

De complémentaire et hiérarchisée qu'elle était, la relation entre les êtres est repensée sur le mode égalitaire. Ainsi est largement prôné l'abandon de la hiérarchie sociale, dont les échelons ont d'ailleurs été déjà nivelés, disent les intéressés, par la misère et la domination extérieure.

Un prolongement de cette revendication interne est formulé par les femmes qui réclament l'équivalence des rôles masculins et féminins. Difficile à accepter par les hommes qui se sentent remis en cause sur leur terrain d'action – la guerre et la gestion des rapports avec l'extérieur –, cette aspiration sonne aussi le glas des prérogatives dont jouissait la femme touarègue, placée sur un piédestal, protégée et adulée. Ce renoncement des femmes à leurs privilèges et

leur désir de changement de statut sont en effet associés à une critique implicite des hommes qui n'ont pas su faire aboutir l'action armée engagée. Le constat de l'incapacité masculine par les femmes, ces « usines à critique » comme le dit un jeune combattant, et de l'autre côté la honte et la culpabilité des hommes traversent certains discours sur la situation actuelle.

Enfin, l'égalité des combattants révolutionnaires est une exigence que beaucoup opposent à la hiérarchie militaire inculquée récemment aux *ishumar*¹⁰ dans les casernes libyennes et qui a abouti à l'instauration d'une disparité entre les droits et les devoirs de chacun.

L'attachement à un modèle politique fédéraliste, au rôle des assemblées et des délégations à tous les niveaux de la société, à l'autonomie relative de chaque unité articulée à l'ensemble par un système d'arbitrage, s'exprime et débouche sur une conception ouverte et plurielle de la nation vue comme « un carrefour de toute l'humanité ». Comme le disent certains, il s'agit de « trouver une formule qui réunisse l'ensemble du pays et des nations » en les bâtissant « sur des piliers nobles qui respectent la dignité de tous ».

Par contre, à la volonté manifestée au début de la lutte de rester unis, pairs et solidaires, s'est substituée la constatation déchirante des fractures de la résistance illustrées par la scission des mouvements armés, par la coupure entre combattants de base et chefs de fronts, ainsi que par l'abîme qui s'est creusé entre les aspirations du peuple et le résultat des négociations avec les autorités.

Les scissions de la résistance armée

Les combattants *ishumar* ont scandé les étapes de la résistance en chantant l'amour et la nostalgie du pays et de la nation, la volonté farouche de les reconstruire, la dureté de l'exil, la souffrance de laisser en arrière les vieillards, les femmes et les enfants en proie à « la domination qui blesse

l'âme », l'image héroïque du guerrier moderne monté sur une Toyota et armé d'une kalachnikov... Mais dans ces poèmes, s'est également exprimée avec insistance une opposition douloureuse entre, d'une part, le désir de « bâtir la nation et le pays » et, d'autre part, le constat de la division actuelle des fronts armés et des rivalités individuelles : « entre vous, vous ne vous aimez pas » est un reproche fréquemment formulé.

Les observateurs extérieurs, fidèles à la dichotomie entre ordre lignager et ordre politique, ont ramené ces dissensions à deux causes essentielles : le désordre tribal et la confluence contradictoire entre des projets de société incompatibles (l'un, hiérarchique et aristocratique, ancré dans le passé autochtone, l'autre, égalitaire et démocratique, ouvert sur la modernité occidentale).

Au contraire, les témoignages des intéressés mettent en scène l'influence d'autres protagonistes : les États, montrant combien leur intervention a été déterminante pour remodeler le but initial de la lutte et diviser le mouvement de résistance.

En fait, loin d'être conjoncturel et spontané, le projet de révolution apparaît construit de longue date. À partir des années 1975, un réseau secret de résistance est créé à travers tout le pays touareg. Dans les années 1980, l'enrôlement des militants s'élargit et beaucoup de jeunes gens recrutés au Niger, au Mali et en Haute-Volta, partent se former militairement en Libye. Sorti de la clandestinité vis-à-vis de la société touarègue, le réseau, désormais apparent, devient également un enjeu politique important pour les différents États qui cherchent à endiguer et à canaliser à leur profit ce mouvement contestataire.

Dès 1981, la Libye remet en cause l'idée de la libération d'un pays touareg trans-étatique et impose la division entre Touaregs du Niger et Touaregs du Mali. En 1983, un nouveau courant émerge qui se targue de bénéficier du

soutien algérien à la condition de rompre avec la Libye. Or, la majorité des chefs politiques touaregs de l'ouest qui se trouvent en Libye sont des Ifoghas. C'est de là que date la campagne anti-Ifoghas, lancée d'Algérie. Selon les arguments xénophobes classiques, les Ifoghas sont taxés d'« étrangers », venus du Maroc, et accusés de chercher à accaparer la rébellion touarègue pour s'emparer d'un pays qui en fait ne serait pas le leur. Le mot d'ordre « tous contre les Ifoghas » se métamorphosera quelques années plus tard en une nouvelle fracture empruntée cette fois au registre de la lutte des classes : l'opposition entre suzerains et tributaires. Les autres groupes nobles de l'Adagh, c'est-à-dire les Idnan et les Taghat Mellet, devront alors se retirer du front dissident qui va s'organiser autour de deux critères : le fait d'appartenir à la catégorie sociale des *imghad* (tributaires) et la volonté d'inverser la hiérarchie. « A mort les aristocrates » devient le nouveau slogan plaqué sur une réalité touarègue infiniment plus complexe. Du même coup, les membres des autres catégories sociales de l'ordre hiérarchique ancien : artisans, religieux, esclaves, affranchis..., engagés dans la lutte pour la « nation » dont ils se sentaient partie prenante, ne se retrouveront plus dans ce schéma dualiste. Le chaos s'installe, pour le plus grand bien de la politique étatique.

La thèse « prolétarienne » sera diffusée par les scolarisés, cible facile des États qui les ont formés et largement utilisés comme des relais de leur pouvoir. Inactifs et impuissants au moment des affrontements militaires, ces derniers vont arriver sur la scène politique grâce aux accords, traduisant dans un langage acceptable par les États les revendications des fronts armés.

Des inventions conceptuelles sont alors promues : les termes qui laisseraient soupçonner l'existence d'une entité touarègue, comme l'appellation identitaire par excellence de *imajaghen* – qui désigne à la fois les « Touaregs »,

quelle que soit leur catégorie sociale, et les « nobles » – sont amputés des significations gênantes pour la politique des États. La langue devient l'unique trait commun reconnu aux Touaregs, d'où l'extraordinaire campagne de lancement de l'appellation utilisée à l'ouest de *Kel tama-shaq*, signifiant les « touarégophones », qui devient le seul terme autorisé pour les désigner. D'autres notions sont créées sur des schémas politiquement porteurs pour la sensibilité politique « moderne », c'est-à-dire occidentale, opposant peuple et aristocrates, démocrates et féodaux, progressistes et réactionnaires : ainsi émerge en 1993 le concept de *tamaghada*, « fait d'être tributaire », qui devient l'opposé de *temujagha* ou *ellelu*, dont le sens est réduit au seul « fait d'être noble ».

La sémantique politique est alors en plein essor, prise en main non seulement par les États mais également par des ethnologues et des experts occidentaux sous contrat qui se font les propagandistes actifs de l'ordre établi.

Travaillée à la fois par la logique politique des États, unanimes pour éradiquer tout danger indépendantiste touareg, et, en même temps, prise dans les rivalités inter-étatiques, la résistance touarègue subit d'énormes pressions. Aux moyens logistiques et matériels de persuasion (armes, véhicules, argent) s'ajoutent des manipulations idéologiques variées qui ont cherché à diviser les Touaregs selon des critères divers d'appartenance étatique, tribale, hiérarchique, raciale, ou en opposant l'élite que constitueraient les scolarisés aux autres qui seraient « primitifs ».

Oscillant entre des rapports tantôt de collaboration – pour se prémunir du danger touareg –, tantôt de rivalité hégémonique, les États les plus actifs comme la Libye, l'Algérie, la France, la Mauritanie ont chacun modelé leur candidat « rebelle ». Le Mali et le Niger ont armé des milices dites d'« autodéfense » (songhay au Mali et arabe au Niger), attisant la haine raciale, tandis que les médias

faisaient largement écho aux thèses xénophobes négrafricanistes prônant l'extermination des « Blancs » (dont faisaient partie les Touaregs), qui seraient intrinsèquement mauvais au contraire des « Noirs » porteurs des seuls « gènes positifs » de l'humanité.

Ces ingérences politiques massives, musclées et corruptrices des États ont contribué à déstructurer encore plus un terrain social déjà miné. Le résultat en est la transformation rapide des chefs de guerre en mercenaires, la scission des mouvements de lutte fondée davantage sur des intérêts individuels que des projets politiques, la tribalisation progressive des fronts armés, l'abandon du projet initial de libération du peuple touareg, qui aurait débouché sur des revendications indépendantistes, la coupure entre les aspirations des combattants et celles des scolarisés qui ont négocié des accords d'ailleurs jamais appliqués, l'incessante émergence de courants dissidents, l'absence de crédibilité et d'autorité morale des « chefs », le massacre impuni des civils par les militaires dans l'indifférence générale, la rupture entre le peuple et les fronts armés. Mais comme le disait l'un des combattants : « le peuple n'a pas encore dit son mot » et, bien que dépouillé, épuisé, décimé par les raids de l'armée et des milices, balayé par la misère et la famine, chassé de son pays, enfermé dans l'exil, à genoux, il pense, plus que jamais, que justice devra un jour lui être rendue.

Dans une image associant l'idée de liberté, la mobilité nomade et la technologie moderne, une voix féminine exprime dans ce livre le souhait d'être « un taxi de la liberté » qui, d'est en ouest et de nord en sud, sillonnerait son pays de désert.

Ce rêve de liberté saurait-il se concrétiser un jour et à quelles conditions ? Ou bien est-il à classer au rang des utopies, d'autant plus impensables et inaccessibles qu'elles contrarieraient l'ordre établi ? Loin de coïncider ou même

de se recouper, désirs et réalité, projets de vie et vécu de ces personnes qui témoignent apparaissent en totale discordance. Où se situent exactement les césures entre la sphère du réel et celle de l'imaginaire ? Les représentations de la « liberté » et de la « parité » seraient-elles à ce point différentes selon qu'on se place du point de vue des minorités nomades saharo-sahéliennes ou du point de vue des pouvoirs qui les administrent ? En fait, ces paroles qui disent la souffrance, l'agonie, l'indifférence des autres et la nécessité de lutter pour simplement arracher le droit de vivre, ces voix qui parlent d'idéaux de morale et de dignité humaine restituent des polarités étrangères à celles invoquées par les hommes politiques, les journalistes, les universitaires, les experts. Elles obligent à s'interroger sur les limites du modèle dominant de l'État moderne et sur son aptitude à penser l'altérité. Elles inclinent à rechercher des solutions alternatives qui seraient davantage émancipatrices, parvenant à concilier droits individuels et droits communautaires. Enfin, elles contraignent à constater que les positions apparemment opposées du refus de la différence (au nom de l'égalitarisme et de l'universalisme) ou au contraire de son acceptation peuvent aboutir aux mêmes résultats selon les présupposés sur lesquels elles s'appuient : l'idée de l'inégale valeur morale des cultures conduit dans les deux modèles à la discrimination, à l'exclusion et à la stigmatisation, tandis que la reconnaissance de leur équivalence dans ce domaine permet le respect mutuel, l'échange, l'élargissement et la fusion des horizons.

Pour comprendre la lutte des peuples minorisés par la voracité des États dominants actuels, la vision évolutionniste et hiérarchique – qui se contente d'opposer benoîtement des sociétés taxées de tribales, féodales, archaïques, particularistes, à celles, hégémoniques, qui auraient le monopole de l'organisation politique, démocratique, moderne et universaliste – ne sert finalement qu'à voiler les

réalités politiques de spoliation et de viol que ces sociétés brisées continuent d'endurer. Ainsi, les utopies portées par les marges – qu'elles soient politiques, économiques, sociales, culturelles, linguistiques – aussi foisonnantes que contrastées, souvent innovantes, jamais immobiles, sont atrophiées au profit du « développement » à sens unique qui déjà les a vouées à l'extinction, préférant le monologue au dialogue et préparant le terreau des extrémismes de demain.

LA FRAGMENTATION TOUAREGUE OU LE PRIX DE LA « PAIX »*

Hélène Claudot-Hawad

La « question touarègue » n'est pas nouvelle en soi, mais elle se pose aujourd'hui en des termes qui, en moins de quatre décennies, ont profondément changé.

Ainsi, peu avant l'indépendance des pays africains, des pétitions et des lettres ouvertes furent adressées aux autorités coloniales françaises concernant l'avenir du pays des « Touaregs et de leurs assimilés ». Du côté de l'Ouest, ces assimilés étaient les Maures, ensemble où se trouvaient inclus les Kounta, les Berabish, mais aussi les Songhay-Askya et les Armas, comme l'atteste la lettre du 30 mai 1958¹¹ signée par les notables de la boucle du Niger, tant nomades que sédentaires, qui demandaient leur rattachement à l'Est saharien :

« Nous sollicitons votre haute intervention équitable pour être séparé politiquement et administrativement et le plus tôt possible d'avec le Soudan français pour intégrer notre pays et sa région Boucle du Niger au Sahara français... »

* Version actualisée d'un article paru dans la revue Imazighen Ass-a, Paris, mars 1996.

Une requête semblable formulée « au nom des Kel Aïr et de tous les autres Touaregs » aurait été expédiée onze jours avant l'indépendance du Niger par les Touaregs de l'Est, déclarant en substance d'après l'un des témoins, Ag Cheikho :

« Puisque vous quittez le pays touareg, rendez-nous notre pays tel que vous nous l'avez arraché après la défaite de Kaosen¹²... Puisque l'indépendance s'annonce et que vous la donnez, alors nous aussi, les Touaregs, nous voulons nous diriger nous-mêmes et rassembler notre société toute entière, là où elle se trouve, dans notre pays. Nous voulons que notre pays soit un seul pays¹³. »

Le « pays » est alors conçu comme allant « de Ghat (Ajjer) jusqu'au sud de l'Aïr (Damerghou) et de Tombouctou jusqu'à Bilma » (Ag Cheikho).

Cette revendication à la fois territoriale et nationale – dans un sens politique bien davantage qu'ethnique – apparaît, trente ans plus tard, en complet décalage avec les exigences exprimées par les différents fronts armés touaregs nés en 1990. Dans les récents manifestes politiques adressés à l'opinion internationale¹⁴, toute notion unitaire a en effet été abandonnée : c'est à une autonomie régionale que se réfèrent les documents actuels, ne remettant désormais plus en cause la division du monde touareg entre des autorités politiques et territoriales distinctes, en l'occurrence les cinq États nés des indépendances, c'est-à-dire la Libye, l'Algérie, le Mali, le Niger et l'actuel Burkina Faso, où se trouve partagé le pays touareg.

Certes, ce renoncement à l'entité « touarègue » ne s'est pas manifesté aussi spontanément. Dans l'euphorie des premiers jours de lutte, en 1990, les fronts armés de l'Est comme de l'Ouest se positionnent d'abord par rapport à cette dimension (Front de libération du peuple touareg et Mouvement de libération touarègue). Mais ces

dénominations sont éphémères et se trouvent immédiatement remplacées par des appellations géographiques, entérinant l'acceptation du découpage territorial présent. Ainsi vont s'affirmer successivement du côté malien le Mouvement populaire de l'Azaouad, le Front islamique et arabe de l'Azaouad, le Front populaire de libération de l'Azaouad, l'Armée révolutionnaire de libération de l'Azaouad, les Fronts unifiés de libération de l'Azaouad, le Front national de libération de l'Azaouad, et du côté nigérien, le Front de libération de l'Aïr et de l'Azaouar, le Front de libération Temust, l'Armée révolutionnaire de libération du Nord Niger, le Front populaire de libération du Sahara. Seuls les Maures osent ou sont autorisés à nommer leur différence – qui s'accorde à la définition identitaire d'États partenaires comme l'Algérie, la Mauritanie et la Libye – par un qualificatif ethnique et religieux, se revendiquant « arabes et islamiques ». En revanche, la dimension touarègue se trouve partout gommée, sauf dans l'usage, cependant ambigu, du terme touareg *temust*, « nation », car il apparaît dans l'appellation du Front de libération Temust comme un nom propre et non comme un nom commun associé à l'idée de « libération ». Un seul de ces neuf fronts se définit clairement par rapport à un espace trans-étatique : le Sahara.

Tribalisation

Le morcellement du champ politique touareg – indépendamment de la dynamique politique interne de la société génératrice de fusions, de fissions, d'implosions ou de créations d'entités nouvelles – est un processus systématiquement mis en œuvre pendant la période coloniale. Les diverses composantes des grands pôles politiques des Ajjer, Ahaggar, Aïr, Tademekkat et Tagareygareyt, considérés par les Touaregs comme les piliers qui charpentent leur société, seront chacune autonomisée administrativement des

ensembles plus larges auxquels elles se rattachaient¹⁵. Les confédérations sont découpées en une multiplicité d'unités tribales ou familiales désormais gérées indépendamment les unes des autres.

Dans les années 1960, les indépendances africaines scellent ce qui est vécu par les Touaregs comme le « démembrement de leur corps » politique et social. La révolte qui éclate quelque temps plus tard dans l'Adrar est noyée dans le sang et aux actions armées se substitueront, pour un temps, divers modes de résistance pacifique.

L'attitude interventionniste des nouveaux États qui tentent à leur tour de contrôler les derniers axes économiques qui faisaient vivre la société, comme le trafic caravanier entre le nord et le sud, asphyxie rapidement l'économie touarègue déjà fragilisée. Par milliers, des hommes et aussi des familles partent en exode vers le nord du pays touareg placé désormais sous la tutelle algérienne ou libyenne. Fuyant la misère, les ponctions de l'État et de ses agents, l'absence de débouchés et l'oppression, les exilés sont souvent regroupés et consignés dans des camps installés en zone frontalière, sans possibilités d'embauche ni d'insertion économique, devenant des immigrés dans leur propre pays.

En 1976, au Niger, des Touaregs et des Maures sont impliqués dans une tentative de coup d'État contre le président Kountché. Ceux qui parviennent à échapper à la répression vont demander pour la première fois le statut de « réfugiés politiques » à la Libye qui le leur accorde. Leur présence drainera beaucoup d'exilés qui commencent à s'exprimer politiquement. Le courant s'amplifie quatre ans plus tard après l'appel du colonel Kadhafi proposant aux Touaregs de les aider à libérer leur pays. De nombreux jeunes gens s'engagent alors dans l'armée libyenne pour acquérir une formation militaire qui leur est refusée ailleurs. Ainsi s'organise une résistance extérieure¹⁶, qui regroupe dans ses rangs des Touaregs de toute région et de

toute condition sociale.

Dans les casernes libyennes, les Touaregs au début forment une base militaire à part, regroupée dans la région d'Oubari-Sabha. Un an plus tard, le mouvement des *ishumar* a pris de l'ampleur. Tandis que le gouvernement libyen envoie ses soldats au Liban, le groupe touareg est sollicité à son tour. Une vive contestation s'ensuit, certains refusant absolument de combattre pour une cause qui n'est pas la leur. Ces derniers vont alors être accusés par la Libye d'avoir des positions anti-arabes, c'est-à-dire « panberbères » et « pro-juives », et seront arrêtés ou poursuivis. D'après le témoignage de différents *ishumar*, dès septembre 1981, les services secrets libyens s'emploient à diviser la base militaire touarègue en s'appuyant sur les différences entre confédérations, tribus, rangs sociaux... Finalement, c'est selon les critères étatiques modernes qui distinguent les « Touaregs du Mali » et les « Touaregs du Niger » que le découpage s'opère autoritairement, tentant de remodeler l'enjeu initial de la lutte touarègue.

Pour cela, référence est faite notamment à un sociologue libyen, Mohamed Saïd El-Qachat – auteur d'une thèse publiée (en arabe) en 1989 sous le titre : *Les Touaregs, Arabes du grand Sahara* (Tripoli, Centre d'études et de recherches sur le Sahara, 308 p.) – qui développe plusieurs principes justifiant l'intégration des Touaregs à la fois dans le monde arabe et dans une structure étatique moderne : ils seraient en effet primitivement arabes et fractionnés en une multitude d'ensembles tribaux hiérarchisés. Dans cette optique, ils ne forment évidemment ni peuple, ni nation, ni même minorité culturelle ou linguistique (leur langue, le berbère, est considérée comme un « dialecte arabe »), ils ne sauraient revendiquer ni pays, ni État, ni statut autonome, et ne pourraient s'affranchir de leur féodalisme primitif que dans le giron d'une formation politique jugée progressiste telle que l'incarne l'État libyen.

A la suite de cette division autoritaire de la base d'entraînement militaire des Touaregs, les désertions se multiplient en dépit des risques encourus par les insoumis. Beaucoup sont désormais convaincus que le gouvernement libyen ne leur permettra jamais de défendre des aspirations indépendantistes. La plupart des évadés de l'armée cherchent de l'embauche individuellement en Libye ou en Algérie et partent se ressourcer secrètement au pays dès qu'ils en ont les moyens. Les va-et-vient clandestins entre les divers États sahariens et sahéliens s'intensifient. Non seulement les frontières, mais aussi les casernes, s'avèrent poreuses, aucune n'étant capable d'éviter sa propre transgression.

Fronts armés

C'est dans ce contexte tendu, émaillé d'accrochages constants avec les autorités étatiques, que les incidents de Tchén Tabaraden interviennent en mai 1990 au Niger. Au début de l'année, le nouveau gouvernement nigérien, en accord avec l'Algérie, fait rentrer 18 000 réfugiés économiques qui depuis la sécheresse de 1984 étaient dans des camps installés sur la frontière. D'autre part, voulant supprimer la menace d'une force touarègue installée en Libye et formée militairement, le président nigérien négocie également le retour des exilés politiques. Le détournement des fonds internationaux qui devaient être affectés au projet de « réinsertion » de ces populations met le feu aux poudres. Certains jeunes gens s'insurgent et une répression sanglante est alors menée par l'armée qui arrête, torture et tue des centaines de civils.

Quelques vallées plus loin, toujours en pays touareg, mais cette fois du côté malien, les heurts se propagent. Des foyers insurrectionnels s'organisent immédiatement dans l'Azaouad et dans l'Adrar. L'armée malienne, perdant du terrain dans les affrontements guerriers, se livre elle aussi à de sévères représailles sur la population civile où,

de source touarègue, l'on dénombre à nouveau des centaines de victimes. Finalement, les 5 et 6 janvier 1991, le gouvernement de Moussa Traoré finit par négocier avec les rebelles. La rencontre a lieu à Tamanrasset, sous la médiation pressante de l'Algérie qui craint une extension du conflit à sa propre minorité touarègue. Des accords sont signés, prévoyant un cessez-le feu avec l'annonce d'un statut d'autonomie interne et d'un désengagement des Forces armées maliennes dans la gestion de l'Administration civile des V^e et VI^e Régions. Quelques mois plus tard, les militaires prennent le pouvoir au Mali et continuent d'occuper la zone touarègue. Déjà des courants divergents contestant la validité des Accords de Tamanrasset sont apparus dans les rangs de la rébellion touarègue, comme d'ailleurs parmi certaines composantes de la population malienne qui refusent l'obtention d'un statut particulier pour les régions du nord. La lutte armée reprend, chaque attaque entraînant son tribut de représailles sur les civils qui fuient vers les zones frontalières, en Mauritanie et en Algérie. Après deux ans de guerre, un nouvel accord est signé à Bamako le 10 avril 1992 par la coordination des quatre fronts touaregs, MFUA (Mouvements et Fronts unifiés de l'Azaouad), toujours sous la houlette de l'Algérie et avec la médiation de la Mauritanie en la personne de Baba Miské et de la France avec Edgar Pisani. Mais pour rentrer dans le cadre de ce futur Pacte national, qui s'apparente davantage à un projet de décentralisation, les rebelles ont dû abandonner le principe du fédéralisme qu'ils revendiquaient ainsi que celui du retrait de l'armée malienne hors de leur territoire.

Du côté nigérien, certains Touaregs ont voulu saisir l'opportunité offerte par l'instauration du multipartisme pour faire entendre leur voix. Cependant, lors de la conférence nationale qui devait élaborer les bases de la future démocratie nigérienne, ils n'obtiennent ni la condamnation

des véritables responsables des massacres de Tchin Tabaraden, ni l'ébauche d'un projet qui prendrait en compte la spécificité et les difficultés de la région et réglerait plus équitablement les rapports avec les instances étatiques. Plusieurs déçus rejoignent alors la résistance armée et forment le Front de libération de l'Aïr et de l'Azaouar (FLAA). En avril 1992, le maintien de l'ordre dans le nord du pays est confié à l'armée et le couvre-feu instauré. La trêve signée à la mi-mai 1992 par le « Comité d'intermédiation » avec le gouvernement nigérien n'interrompt en rien les interpellations de civils, la confiscation de leurs biens, les exécutions sommaires, tandis que les accrochages entre militaires et rebelles se poursuivent au nord de l'Aïr.

Des accrocs semblables s'observent du côté de la « paix malienne », faisant très tôt douter de la validité et de la bilatéralité de tels accords.

Aussi bien du côté nigérien que malien, les personnes qui se sont déclarées « intermédiaires » entre la rébellion et le gouvernement ou encore « porte-parole » de la communauté touarègue et maure ont parlé exclusivement la langue étatique, se réclamant de leur identité nigérienne ou malienne et se défendant de toute velléité de sécession. Force est de constater que cette position « minimaliste » n'a abouti en rien à une résolution du conflit qui s'est au contraire intensifié. Cette situation ambiguë se prolonge, révélant de plus en plus l'hiatus entre les combattants et les « intermédiaires » qui assument les fonctions diplomatiques et politiques, tâche endossée essentiellement par les scolarisés.

Manipulant sans précaution des arguments racistes (« Blancs » contre « Noirs » au Mali) ou ethniques (Touaregs contre Arabes au Niger), les autorités maliennes et nigériennes, comme pendant la période coloniale, créent et arment des milices pour régler l'affaire touarègue. Un véritable climat de guerre civile s'instaure. Le gouvernement

français prend nettement position en condamnant officiellement plusieurs attaques de la rébellion touarègue, sans dénoncer aucun des sévices exercés par les milices et les militaires, comme par exemple la tuerie de 36 civils effectuée le 22 janvier 1993 par l'armée nigérienne poursuivant les rebelles jusqu'à 400 km à l'intérieur du territoire malien.

Après quelques rivalités diplomatiques, la France et l'Algérie œuvrent de concert pour aboutir à une solution négociée au Niger. De discrètes réunions préparatoires pour un plan de paix au Niger ont lieu à Paris en janvier 1993, tandis que les affrontements continuent sur le terrain.

Dans le but d'aboutir rapidement à des accords de paix, les autorités françaises créent et imposent des « chefs » politiques touaregs, sans souci de leur représentativité ni de leur crédibilité dans les milieux touaregs, et s'emploient à leur conférer une autorité au moins militaire. Au début du mois de février 1993, Mano ag Dayak, ancien directeur d'une agence touristique à Agadez et allié médiatique du rallye Paris-Dakar, est convoyé avec ses compagnons par les services secrets français dans l'Aïr¹⁷, avec des moyens logistiques (radio, véhicules, armes lourdes, munitions, argent, et enfin deux conseillers militaires français) pour « mettre de l'ordre » dans la rébellion. Fidèle à sa politique coloniale, la France adopte pour stratégie la « tribalisation » du FLAA, obtenant sa division en trois groupes : l'unité du « ténéré » (désert) dirigée par Mano ag Dayak et composée des Ifoghas, l'unité de l'Aïr dirigée par Ghissa ag Boula, comprenant plusieurs groupes de l'Aïr non Ifoghas, l'unité de l'Azaouar (*Azawagh*) conduite par Khamed Attaher ag Abdelmoumin et constituée essentiellement de Kel Azawagh. Cette répartition crée de nouvelles dissidences qui s'organisent en autant de fronts différents, multipliant les centres de décision.

Quelques jours après l'arrivée de Mano ag Dayak dans

l'Aïr, les rebelles restituent aux autorités leurs prisonniers de guerre et une nouvelle trêve est signée le 16 février 1993. Par contre, parmi les 153 prisonniers politiques touaregs, arrêtés depuis août 1992 à cause de leur appartenance ethnique, 70 resteront détenus. L'une des conditions préalables posées par les promoteurs touaregs de la paix : la libération des prisonniers touaregs par le gouvernement nigérien, est à nouveau ignorée, tout comme le deuxième préalable, c'est-à-dire la levée de l'état d'urgence dans l'Aïr et l'Azaouar.

Début mai 1993, Mano ag Dayak retourne en France et des pourparlers sont à nouveau engagés sous la médiation des autorités françaises avec des représentants du gouvernement nigérien, tandis qu'une attaque à Arlit, suivie de quelques autres dans l'Aïr, démentent immédiatement la représentativité de ces intermédiaires, dans une sorte de routine qui conduit régulièrement à l'impasse. Le 2 juin 1993, une trêve est encore signée à Paris ; des observateurs français seront envoyés au Niger et la perspective d'un Pacte de paix est officiellement proclamée par le porte-parole de l'Elysée. En février 1994, la diffusion du *Programme-cadre de la résistance* comprenant un mémorandum et un programme politique signés de la CRA (Coordination de la résistance armée)¹⁸ provoque l'émotion de la classe politique nigérienne. Se référant au passé historique et à la situation présente de marginalisation et d'oppression des Touaregs, le document formule des exigences d'autonomie régionale et réclame que soient identifiés et jugés les responsables des massacres de civils touaregs. Une grande offensive médiatique s'ensuit, à laquelle prend part le gouvernement appuyé par des universitaires non seulement nigériens mais français, qui s'efforcent de disqualifier toute thèse laissant supposer que les Touaregs forment un peuple et qu'ils revendiquent à ce titre des droits légitimes. Selon une phraséologie

historiquement marquée, se réactive le procès virulent mené depuis le début du soulèvement touareg contre ce qui est taxé d'« affabulation », de « mensonge », de « contre-vérités » (Présidence de la République du Niger 1994 ; Hamani 1994), de « fantasme » (Hamani 1994), d'« invention », de « falsification » (Bourgeot et Casajus 1992 ; Salifou 1993 : 92 ; Hamani 1994), d'« idéologie » et de « forgerie » (Bourgeot 1992, 1994).

Finalement, après cette période marquée par des accrochages et des représailles, par plusieurs tentatives de négociations sous la pression française et algérienne, et par la naissance d'un quatrième front armé, le FPLS (Front populaire de libération du Sahara), une trêve est signée le 9 octobre 1994 à Ouagadougou par des représentants de la CRA, instance regroupant les quatre fronts mais excluant tous les courants de la rébellion – ceux qu'incarnent les combattants de base – qui refusent l'allégeance à la politique française et algérienne. Cette signature est à nouveau ponctuée d'attaques contestant la légitimité du traité. À la mi-octobre 1994, le gouvernement du Niger révèle l'existence d'un nouveau mouvement rebelle, le FDR (Front démocratique pour le renouveau) qui regrouperait des Toubou, Kanori et Arabes et se déclare partisan d'un fédéralisme octroyant une large autonomie aux régions. Six mois plus tard, en avril 1995, le gouvernement nigérien rencontre à Ouagadougou les représentants des fronts armés désormais au nombre de six. L'ancienne coordination des mouvements armés, la CRA, est dissoute, et son représentant Mano ag Dayak, qui dirige le FLT (Front de libération Temoust), est mis à l'écart. Les cinq autres fronts se regroupent au sein de l'ORA (Organisation de la résistance armée), plaçant à leur tête Ghissa ag Boula, chef de la formation la plus ancienne, le FLAA. L'« Accord établissant une paix définitive » entre le gouvernement du Niger et l'ORA est signé. Plutôt qu'une série de mesures

adoptées en vue d'améliorer la situation, le texte se présente comme un échancier de réunions de réflexion concernant la décentralisation conçue sur le modèle français de la régionalisation, avec le projet d'un nouveau découpage territorial prévu en fait de longue date, le désarmement des combattants, la création d'unités à statut militaire particulier, un programme d'aide d'urgence et de développement de l'agriculture et des infrastructures locales tandis que les mines d'uranium de l'Aïr restent richesse nationale. Chaque proposition pour être adoptée devra être validée par l'Assemblée nationale. L'amnistie générale est décrétée, éludant du même coup la question de l'enquête sur les responsabilités des militaires quant aux massacres de civils touaregs, en particulier avant le déclenchement de l'insurrection. Les autres propositions concernent le tourisme avec la suppression des visas pour les Européens, la création de charters directs entre la France et Agadez et le développement des infrastructures hôtelières.

Cet accord n'a jusqu'à présent abouti à aucun effet concret, hormis l'envoi d'observateurs militaires à Agadez jusqu'en décembre 1995 et la tenue d'une table ronde à Tahoua pour attirer les bailleurs de fonds internationaux. En janvier 1996, un coup d'État militaire renverse le régime amené au pouvoir par les urnes. Le gouvernement français annonce l'interruption des crédits de la coopération. Au nom de la démocratie virtuelle que la junte pourrait ramener, des intellectuels français à nouveau prennent publiquement position pour soutenir les nouveaux maîtres du Niger¹⁹. Avec le soutien de la France, le gouvernement militaire organise début juillet 1996 des élections présidentielles. Mais cette tentative du général Maïnassara pour se doter d'une légitimité démocratique aboutit à un deuxième coup de force. A la suite de contestations concernant les listes électorales et le bon déroulement du vote, le candidat président confisque les urnes, dissout la

Commission électorale nationale indépendante (CENI) pour en créer une à sa convenance, met les opposants en résidence surveillée, interdit tout rassemblement public, proclamant pour finir sa victoire électorale avec 52 % des suffrages. Une semaine plus tard, le 15 juillet 1996, un accord est signé entre le gouvernement et les fronts armés touaregs concernant l'intégration des ex-combattants dans l'armée ou dans les services publics.

Du côté malien, un paroxysme est atteint en 1994 dans les représailles atroces que l'armée et les milices opèrent contre les civils. Les victimes se comptent par centaines. Ni les femmes, ni les enfants, ni même les troupeaux n'échappent à la tuerie. Les survivants affluent en masse dans les camps de réfugiés en Mauritanie, en Algérie et au Burkina Faso. L'idée d'une commission d'enquête indépendante sur les massacres de civils, réclamée par les Touaregs mais jamais mise en pratique, est relancée après la mort d'un diplomate suisse tué avec des Touaregs le 4 octobre 1994, à Niafunké, vraisemblablement par les militaires maliens. La situation est explosive.

Les fractures de la lutte armée se sont multipliées et les courants divergents ont commencé à s'affronter militairement. Certains combattants ont été intégrés à l'armée malienne ou aux formations paramilitaires chargées de la « sécurité ». D'autres, quelque 3 000 ex-rebelles désarmés, sont cantonnés dans quatre sites à Léré, Bourem, Kidal et Ménaka²⁰, attendant les fonds internationaux promis pour être intégrés à leur tour dans le projet de « réinsertion socio-économique ». Enfin les troisièmes sont restés dans le maquis. Dépossédés de l'espoir qu'ils avaient mis dans la lutte, méfiants et désabusés, beaucoup de civils restent sur le qui-vive, craignant que le pacte de paix ne soit qu'une entente de façade. L'attitude fuyante des pouvoirs par rapport à la demande d'une enquête sur les violations des droits de l'homme et d'un jugement des responsables n'a

pas contribué à restaurer la confiance ni à démontrer que le gouvernement était décidé à changer de politique. Le 27 mars 1996 est organisée à Tombouctou une cérémonie officielle nommée « Flamme de la paix » pour marquer la fin de cinq années de rébellion touarègue.

En s'adressant à des individus plutôt qu'aux divers représentants des groupes armés concernés, les gouvernements ont trouvé des interlocuteurs certes accommodants et dociles, mais apparemment incapables de faire évoluer la situation sur le terrain. Cette « bévue » politique en rappelle bien d'autres comme, par exemple, l'obstination des militaires français, pendant la conquête coloniale, à soutenir un personnage par définition sans pouvoir sur la société, le chef arbitre d'Agadez, dont le rôle fut défini et imaginé comme celui d'un « sultan » oriental. Si la soumission de ce dernier et son enrôlement du côté français furent rapides, ils n'entraînèrent personne dans leur sillage.

Maintenir l'ordre étatique et les frontières héritées de la colonisation est un principe unanimement et clairement soutenu par les cinq pays où sont répartis les Touaregs. Par ailleurs, l'implication assidue de la France dans les divers projets de paix et son engagement direct avec notamment la fourniture de moyens logistiques (financement des patrouilles mixtes chargées de la sécurité en zone touarègue du côté malien ; financement d'intermédiaires prêts à signer des Accords...) renverrait non seulement à la défense, classiquement évoquée, d'intérêts « stratégiques » dans une lutte hégémonique engagée notamment avec les États-Unis, mais également, selon certains milieux politiques touaregs, à des perspectives économiques sous la forme d'un projet déjà ancien d'exploitation de pétrole au nord-est du Niger, dans le Ténéré, à la frontière nigéro-tchadienne (Elf s'approprierait à une mise en œuvre du chantier dans les prochaines années à venir).

Dans les diverses solutions négociées envisagées, remarquons que la population touarègue elle-même se trouve exclue de toute consultation. Cela a créé au sein de la société un sentiment de trahison et a accentué les doutes sur le processus démocratique pourtant annoncé à grands cris et au nom duquel l'armée s'autorise à expurger le nord de ses « bandits ». Face à cette politique de l'équivoque et à son échec patent depuis près de six ans, la méfiance la plus totale semble avoir gagné également les combattants de base qui ne se reconnaissent ni dans les transactions régionalistes menées par leurs « représentants » pour une paix malienne ou nigérienne, ni dans l'aboutissement unilatéral de ces accords. Ce sentiment va s'aggravant quand les « intermédiaires » légitimés par l'État et dotés d'une fonction officielle appliquent aux dissidents le traitement qu'on réserve aux « bandits ».

Pour conclure, les mouvements touaregs armés qui ont jailli depuis 1990 ne représentent que l'un des épisodes de la longue résistance engagée en pays touareg depuis la fin du siècle dernier. Lutte armée, opposition passive, refus de collaboration, exil, activités clandestines, vie taillée dans les marges... De façons multiples, les formes de rejet de l'ordre politique et économique imposé de l'extérieur – et dont l'iniquité est partout ressentie – ont continué à se manifester. Le sentiment de faire partie d'une même nation (*temust n imajaghen*) est encore vivace chez les Touaregs et prend un appui solide sur la reconnaissance d'une histoire, d'une organisation sociale et politique et d'un système de valeurs communs. Si les anciens milieux dirigeants privilégiaient un cadre politique large, s'appuyant sur des réseaux intercommunautaires et intersociétaux plutôt que tribaux et locaux, l'ordre rigide des États-nations-territoires et les pressions rivales qu'ils exercent sur les mouvements touaregs tendent progressivement à impulser des réactions de repli identitaire plus étroit.

Dans tous les cas, l'aboutissement des actions armées à des négociations qui sacrifient à la raison d'État l'idée de l'unité « touarègue » au sens politique du terme apparaît pour beaucoup comme un pis-aller, dont l'acception même est jugée douteuse et pourrait cacher de simples ambitions personnelles. Au sein même de la guérilla, des tiraillements se sont toujours manifestés à ce sujet. La séparation entre, d'une part, les fonctions diplomatiques et politiques, confiées essentiellement aux scolarisés en français, et d'autre part l'action militaire, assumée par des hommes de terrain, plus proches du milieu et des valeurs de l'intérieur de la société, n'a jusqu'ici conduit qu'à des malentendus, comme ce fut le cas dans les négociations du retour à Tchinn Tabaraden (1990), dans les Accords de Tamanrasset (1991), dans le Pacte de Bamako (1992) ou dans les Traités de paix de Ouagadougou (1994 et 1995) : ce qui paraît acceptable à un Touareg citoyen, formé à l'école de l'État jacobin – et souvent pressé d'être admis à son tour dans les rangs de la bourgeoisie d'État – l'est-il pour le reste de la société qui se ressent comme un « corps haché par les frontières »²¹ ?

En fait, les pactes signés et les plans de paix à l'étude consacrent l'éclatement de la question touarègue. Au problème abordé, il y a trente ans encore, comme une question homogène, se substituent à présent plusieurs « affaires touarègues », chacune envisagée séparément et relevant d'accords bilatéraux avec les États concernés.

Ce règlement éclaté de la question touarègue, qui s'appuie largement sur l'idéologie de l'éparpillement tribal de cette population et de son absence d'organisation politique, est comparable au cadre de paix imposé par la logique étatique à d'autres minorités, comme les Palestiniens ou les Kurdes.

Ce refoulement de la question touarègue fournit, comme on peut facilement l'imaginer, un terreau de choix à la radicalisation. Il aiguisé également les dissensions internes.

Au sacrifice de la notion de « peuple », quelles compensations offrent les traités de paix ? En 1920, juste après le soulèvement contre l'occupation française, les autorités coloniales cherchaient à encourager le trafic caravanier pour « donner comme but simple à tous les nomades l'élevage : labeur calme, incompatible avec la rébellion » (*Rapport du chef de territoire d'Agadez*, 1920)²². De même, aujourd'hui, ce sont les arguments économiques qui dominent, faisant du « développement » des régions touarègues le maître mot des actions futures. Un essor économique réel pourrait éventuellement endiguer – du moins temporairement – les ressentiments politiques des Touaregs partout marginalisés, mais la faillite économique actuelle des États qui les contiennent et la corruption encore régnante, laissent planer un doute sur la capacité des autorités à investir comme prévu l'aide internationale et d'autre part à laisser aux Touaregs la moindre initiative pour améliorer leurs conditions de vie.

Même si les projets de « développement » parviennent à enrichir une élite étatique touarègue, cette aisance mal partagée saura-t-elle rehausser aux yeux de la population humiliée sa « vie sans dignité » ? Saura-t-elle effacer son désir d'exister comme elle se représente et non comme les États la veulent, éparse, diluée, inexistante en tant que communauté ? Bref, la manne internationale pourra-t-elle évacuer la question politique ?

« *Nous préférons la mort à une vie sans dignité*, disait un vieux chef en exil, Mohamed Ali ag Ataher Insar. *Mourir pour notre nation (tumast), c'est ce que nous désirons. Tant que nous n'aurons pas repris en main notre pays, nous ne cesserons de lutter, pour libérer notre pays et notre nation.* »

Tourne-tête

Betchan welet Wajira

Air

Extrait d'un chant appartenant au genre dit ilegwan, « les fouets », composé en tamajaq (parler de l'Air), dans les années 1985-86.

Tourne-tête²³

d'être vivant
devant la nation déchirée
et n'avoir aucun rivet
afin de la souder.

Tourne-tête,
le pays déchiqueté.

Tourne-tête
d'être vivant
et ne plus avoir un seul méhari
pour monture
et ton père n'en possède plus
et pas davantage ton oncle maternel.

Tourne-tête
d'être devant la *tendé*²⁴
au crépuscule
avec ses poèmes-fouets flagellant
la torpeur du pays.

LE PAYS DÉCHIQUETÉ



LES TOUAREGS, NAGEURS DE L'INFINI

Mohamed Ali ag Ataher Insar

Dès les années 1920, pendant l'ère coloniale, deux ans après la défaite du dernier grand épisode de la résistance armée touarègue dans l'Air, Mohamed Ali ag Ataher Insar, qui deviendra chef des Kel Intesar à la mort de son père en 1926, s'investit dans la scolarisation en français des enfants touaregs, estimant qu'il faut savoir affronter l'adversaire avec ses propres armes (voir M. A. ag Ataher Insar, 1990 : 91-97). Il va se heurter à la réticence des familles touarègues par rapport à l'école coloniale, aussi bien qu'à l'opposition de l'administration française qui l'empêche de mener à bien son projet de former les enfants touaregs à une éducation moderne de haut niveau. Sa détermination le conduira à obtenir des États arabes l'inscription de ses recrues dans les universités moyen-orientales. Par contre, c'est en vain qu'il cherchera auprès de l'Égypte, de l'Arabie Saoudite et de la Libye un soutien politique pour sa lutte indépendantiste. Il se rendra ensuite au Maroc, juste avant la création des États du Mali et du Niger en 1960. Soupçonné de diriger la révolte touarègue qui en 1963 éclate dans l'Adrar sous une forme violente, il est extradé par les autorités marocaines et remis au gouvernement malien. Sa détention à Bamako durera de 1963 à 1977. À sa sortie de prison, refusant tout compromis avec l'État malien, il retourne à son exil marocain. Mohamed Ali s'est éteint à Témara en juillet 1994. Propos recueillis en touareg par H. Claudot-Hawad et Hawad à Témara (Maroc) en mai 1992.

Une nation piétinée et pillée

Au début, les Touaregs formaient une nation (*tumast*) qui avait sa structure et ses visions par lesquelles elle perpétuait son monde. Alors, la France est arrivée avec son ingénierie. Elle a tenté de les dominer et, eux, lui ont résisté jusqu'à ce qu'elle les brise et les asservisse. C'est dans cette situation que sont arrivées les années des indépendances africaines dont la nature n'a pas de nom²⁵, une face de la colonisation qui surpasse la première pour les Touaregs car cette époque – commencée aux environs de 1960 jusqu'à présent – a réduit l'Afrique à l'état de dépouille et en particulier le monde touareg, privé de tout l'héritage que la colonisation avait accaparé et qu'elle aurait dû restituer à chaque peuple ou nation colonisés. Bien qu'il s'agisse d'une phase de la colonisation, celle de la comédie, qui consistait à « libérer », la France n'a rien donné ni rien remboursé aux Touaregs pour l'invasion et le piétinement de leur nation, comme on l'a donné à d'autres peuples, mais au contraire les Touaregs après la comédie des indépendances, se sont retrouvés de nouveau colonisés et même encore plus qu'avant. La révolte de ces deux dernières années n'est qu'un petit aspect de l'éclosion d'un peuple assassiné²⁶, épuisé et étouffé sous une dalle. Mais ce soulèvement jusque-là n'a été l'affaire que de l'un des bras des Touaregs (*imashaghen*), tandis que l'autre partie, celle qui forme la majorité du corps touareg, même si elle continue à résister dans le silence, ne s'est pas encore dressée. Ce soulèvement par lequel avancent en rampant les Touaregs épuisés, va les amener à la conquête des droits (*turagen*) de leur nation. Il est difficile aux Touaregs aujourd'hui de reculer. Les nations du monde doivent savoir elles aussi que par leur renfort aux États qui nous colonisent, eux qui ont mangé tous nos droits, elles ont transformé notre carcan et même notre famine et notre soif en une fortune fructifiante pour ces États nés sur notre dos. Moi, quand j'étais en prison à

Bamako, chaque nuit j'écoutais la radio et je l'entendais souvent annoncer les aides venues de divers pays pour Tombouctou. Dans toutes ces années passées, j'ai compté jusqu'à onze milliards, mais moi qu'on torturait dans la prison de Bamako, chaque fois que je tombais malade et que je demandais au gouvernement de Bamako un médicament, il me chassait comme si j'étais un chien. Évidemment, ne parlons pas des pauvres de Tombouctou et surtout de ceux qui sont dans le désert : rien ne leur est parvenu de ces dons. Au contraire, cette aide a renforcé le pillage de l'État malien auquel ils ont à faire face chaque jour et pour lequel ils sont devenus l'appât à rabattre la charité mondiale qui engraisse les armées et le bon peuple qui nous broient socialement et physiquement. Jusqu'à présent, la situation en est à ce stade. Aucun Touareg n'a rien pu posséder ni entreprendre. L'État est devenu un outil de massacre des Touaregs.

Un seul avenir, la résistance

Quel est le devenir de notre société ? Pour moi, personne ne sait ce que sera son lendemain. La seule chose dont je suis sûr et que je partage avec tout mon peuple, c'est que nous les Touaregs, jusqu'à l'extinction, nous n'accepterons jamais cette colonisation ni ne nous y soumettrons.

Tant que notre peuple se fera massacrer, notre résistance ne cessera de puiser encore une force et un souffle nouveaux pour nourrir une résistance solide comme la pierre. Quel avenir pour nous, sauf continuer à résister en mourant ou en vivant pour perpétuer notre nation ?

De chaque côté nous encerclent la mort et la haine, tout un ordre qui ne veut que l'épuisement et l'effacement de notre peuple. Il n'existe personne ni aucun pays qui nous hissera au-dessus de tous les faits qui étranglent notre vie.

Dans cette voie de la résistance qui est devenue notre essence, rien ne nous déviera ni ne nous freinera. Et que le

monde entier le sache, nous, les Touaregs, ne sommes prêts à rien d'autre qu'à la lutte, au combat jusqu'au jour de notre victoire ou bien de notre anéantissement, en parcourant la route tracée et digne de la résistance.

Avec nos combattants et notre peuple qui s'est exilé pour se réfugier en Mauritanie et en Algérie, là encore nous avons constaté que la Mauritanie et l'Algérie veulent seulement notre disparition. Mais ce que ceux de Nouakchott et d'Alger ignorent, c'est que nous aussi nous préférons mourir en tant que résistants pour défendre notre nation. A une vie sans dignité – dignité par laquelle nous préserverions notre nation – à cette vie sans âme, nous préférons la mort dans l'honneur et la voie de la résistance.

La mort qui nous a foudroyés pour la cause de notre nation, cette mort nous la voulons et, chez nous, elle est toujours un trésor sur lequel se ruent nos combattants.

Mes frères et mes enfants me demandent : « Demain si nous libérons une ou deux bandes du territoire de notre nation, faudra-t-il cesser la lutte ? » Non, non. Même si nous arrachons à l'occupant un coude de notre terre, nous ne cesserons la lutte qu'à la libération du pays touareg. Ce combat ou cette résistance qui nous fait chanceler est déjà pour moi comme un soleil qui éclôt la nuit pour illuminer tout notre pays...

Les hommes et les femmes touaregs qui vendent la cause de leur nation au Mali, au Niger, à l'Algérie et même à la Libye, ces gens qui ont gâché leur âme en trahissant leur nation pour de l'argent, ces dilapidateurs n'ont et n'auront pour moi ni parole ni visage et nous nous attendons à ce qu'ils nous tuent aujourd'hui ou demain car nous, jusqu'à l'infini, ne cesserons de résister...

Pour abriter notre nation déchirée, nous en sommes au début, au commencement de la libération de notre pays. Partout où il y a un Touareg, pour moi, ce n'est qu'un

fragment du cœur de la nation touarègue éventrée. Et rien ne pourra la recoudre que le sang et les balles de ses enfants, ceux qui usent de l'esprit de la résistance, une résistance qui ne se soumet pas, une résistance comme celle de nos ancêtres.

Il faut que la France, qui a tailladé notre nation et notre pays, sache que ni l'argent ni le feu ne nous feront jamais accepter d'être dirigés par ses nouveaux serviteurs.

Moi aujourd'hui j'ai 95 ans et suis le voisin des cieux. Par les cieux je jure que moi et tous les Touaregs sommes décidés à naviguer dans les maux de notre nation, à naviguer jusqu'à parvenir à tenir de nos bras le gouvernail de nos destinées et de notre pays.

Touaregs, nageons, nageons jusqu'à atteindre notre jour et si nous périssons dans l'océan de la libération de notre nation, alors notre résistance sera une leçon pour les mondes qui adviendront.

A CEUX QUI ONT FAUSSÉ NOTRE DESTINÉE

Amuzar ag Eshim

Amuzar est septuagénaire. Il a démissionné, auprès de l'administration malienne, de son rôle de chef de tribu quand il a jugé que cette fonction ne lui permettait plus de garantir la protection ni même la survie des personnes qu'il avait en charge. Propos recueillis en touareg par H. Claudot-Hawad et Hawad, en février 1990 dans l'Awza, rive nord du fleuve Niger.

Aujourd'hui, les Touaregs ne représentent rien

Je veux écrire une lettre au chef de la France pour lui dire que nous sommes assassinés²⁷, que notre réputation est détruite, que nous sommes réduits à un état que nous ne connaissions pas auparavant. Nous, c'est la France qui nous a assujettis²⁸. Dans notre histoire, c'est le seul pays qui nous a vaincus et brisés. La France nous a coupé la ceinture²⁹, nous a usurpé le pouvoir, nous a diminués. Nous avons accepté ceci sous la contrainte, mais si la France nous avait laissés, nous aurions avancé jusqu'à atteindre l'horizon d'autres étoiles qui seraient un progrès pour notre société.

Puisque la France ne nous a pas laissés seuls avec notre destin, alors qu'elle ne nous abandonne pas à l'iniquité des personnes qui nous arrachent nos biens et notre pays. Puisque c'est elle qui nous a assujettis, alors qu'elle nous assujettisse totalement et non en retirant son bras quand elle donne à l'injustice les moyens de nous diviser en arrachant

nos troupeaux et nos terres. Si les Français ne sont pas capables de laisser aux Touaregs (*imashaghen*) leur chefferie (*tamenukala*) d'origine, celle de nos ancêtres, alors, qu'ils éloignent de nous les voleurs auxquels ils ont confié notre vie et qui sont arrivés aujourd'hui au stade où eux-mêmes ont gâché³⁰ leur propre subsistance qu'ils extirpaient de nous. Aujourd'hui, les Touaregs ne représentent rien. Ils ne sont que quelques points sur un océan de haine et de voleurs. Et même la charité qui, dit-on, est destinée à tout le peuple d'un pays, nous, elle ne nous atteint pas mais continue d'engraisser les bras qui nous tordent le cou.

Les Touaregs sont privés de toute décision politique et de tout droit sur leur pays. Nous n'avons pas le droit d'avoir des soins ni d'avoir nos écoles, ni le droit à la justice, tout nous est interdit, sauf d'être pillés pour ce qui nous reste. Les Touaregs sont devenus des sauvages asservis. Partout où il y avait un être humain libre autrefois chez les Touaregs, il est devenu aujourd'hui un misérable³¹. Dans l'Ahaggar, l'Aïr et le Denneg, la Tademekkat, l'Adghagh, l'Udalen... tous les hommes libres (*illelan*) touaregs sont asservis.

Les Français ont déchiré le tissu de notre nation

Cette oppression, qui l'a amenée ? La France. Oui, c'est la vérité. Nous, avant l'arrivée de la France, personne ne nous dominait, nous constituions des forces organisées, nos propres forces. Il est sûr que nos confédérations (*tigh-mawin nana*) se pillaient entre elles tandis que certains de nos bras s'entendaient et pouvaient s'organiser aussi pour piller l'un de nos bras ou pour répliquer à d'autres pillages. Tout ceci, pour nous, n'est que notre organisation (*ene-menek*), ce n'est nullement de la haine mutuelle. Là où une personne étrangère voit de l'animosité entre nous, nous y discernons au contraire notre entente (*enamakana*). Nous nous pillons entre nous et nous faisons des combats

mais les gens continuent à faire des échanges avec d'autres confédérations touarègues et ils voyagent, se marient, séjournent dans ces campements en plein pendant les combats, ils épousent leurs femmes et ils s'entraident. Ce n'est pas une chose que nous considérons comme la rupture de notre nation.

Quand les Français nous ont envahis, ils n'ont pas vu comment nous nous organisions, nous, les Touaregs. Nous nous sommes réunis³² et nous les avons empêchés de nous dominer. Nous avons lutté jusqu'au jour où ils nous ont terrassés sur notre sang et nous ont assujettis par la force.

On nous a tués, on nous a vaincus, on l'a accepté malgré nous et les Français nous ont dit : « Si vous nous obéissez et devenez disciplinés en nous payant les impôts, alors nous vous promettons que nous ne ferons rien de mal à votre nation. » Contraints et affaiblis, nous avons fait ce qu'ils nous ont conseillé. Nous avons pris nos biens et leur avons donnés comme impôts. Avec, ils ont renforcé³³ leur pays et leur armée et pendant qu'ils se renforçaient, nous, nous mourions du chagrin de la domination.

Par la terreur, ils nous ont soumis et nous ont fait aligner. Ils ont désigné arbitrairement certains de nos chefs, les uns étaient solides, d'autres sous leur coupe. Enfin, il n'y a rien qu'ils n'aient pas fait. Après ceci, quand ils sont partis, ils ont avec les Noirs et les Arabes manigancé dans notre dos une stratégie qui consiste à dire que les gens sont égaux et semblables, de même que toutes les nations sont semblables et égales et deviennent une seule nation. C'est ainsi qu'ils ont fait semblant de s'en aller. Mais quand ils sont partis, ils nous ont laissés en lambeaux, divisés, déchirés, gâchés. Nous n'avions aucun droit sauf suivre les épouvantails qu'ils avaient mis à notre tête et qui nous déplumaient la nation. Pourtant la France avait dit que les gens étaient égaux ; il n'y avait pas de maîtres. Mais les Touaregs, eux, étaient assujettis. Nous sommes

restés sans pouvoir hormis leur pouvoir. Les Français ont déchiré le tissu de notre nation et quand ils sont partis, non seulement, ils ne l'ont pas recousu mais ils l'ont confié à d'autres griffes qui l'ont déchiré à leur tour et l'ont déplumé sans lui laisser la moindre possibilité de se raccommoder. Chaque jour, la trame se déchirait. Nous sommes restés tout ce temps soumis, mais nous attendons que la France revienne pour bien coloniser tout le pays, et non cette hypocrisie d'un semblant de changement du pouvoir !

Quand les années de sécheresse sont arrivées, nous avons vu une telle misère et une telle humiliation : nous avons entendu que la France avait envoyé des dons pour les États, ses héritiers. Alors nous avons pensé que c'était peut-être une bonne chose qui s'annonçait. Les Français allaient revenir pour bien coloniser le pays, enfin une colonisation qui allait unir et rendre égal tout le monde dans la même misère, et non pas certains libres et certains asservis qui continuent de mourir au nom d'une pseudo-indépendance.

Nous n'avons vu qu'un dévorement qui nous dévore

Nous, depuis que la France est partie, nous n'avons vu ni paix ni bien venir de la main des États. Nous n'avons vu qu'un dévorement qui nous dévore.

Aujourd'hui personne ne vit sauf celui qui est protégé par un voleur qui lui donne un petit bout à grignoter chaque fois qu'il vole les gens au nom de l'État, l'ingénierie que la France a construite.

Après avoir détourné son visage, si, dans le mensonge de la libération sous laquelle nous souffrons, elle nous avait au moins fabriqué à nous, les Touaregs, nos propres chalcals qui volent pour nous au nom de l'État, je veux dire les dirigeants d'un État touareg voleur, ça ne serait pas si mal. On pourrait vivre comme ceux qui vivent sur notre dos. Mais voilà, nous n'avons pas un État qui puisse servir de récipient pour recueillir les dons de la charité pour la

sécheresse. Ces derniers sont détournés par la main de ceux qui ont un État comme outil.

Nous avons été chassés par la misère, nous sommes morts, et nous sommes morts en quémandant aux voleurs les biens qu'ils avaient détournés. A l'intérieur de l'État, ils ont fait des « akshio » (actions) et des « komitéten » (comités). Tant de bandes de voleurs qui s'engraissent et pendant ce temps, ceux qui ne volent pas et n'ont jamais pris les armes, je parle de pacifistes comme les Debakar que tu vois mendier dans les grandes villes africaines comme Niamey, Bamako et ailleurs, meurent de faim et d'autres microbes.

Notre peuple, puisqu'il n'a pas d'abri pour se couvrir en volant ou en recevant les dons de la France et d'autres États puissants a été chassé par la famine et toutes les contraintes, misères et injustices : certains sont partis à Abidjan, au Nigeria, en Libye, en Algérie et ailleurs.

Les Touaregs, vieux moutons sans berger ni pâturage, sont éclatés. Ils meurent sur les routes de l'exil. Et ceux qui ont pu survivre échouent dans les villes où ils vont encore mourir. La nation touarègue est brisée, éclatée, séparée, elle a fait le pas dans la mort et l'exil. Il ne reste dans le pays qu'un ou deux piliers contenant la résistance sur les ruines de leur nation. Ceux-ci, nous en faisons partie. Alors pourquoi, nous, attendons-nous dans les campements abandonnés et dans le gâchis ? Nous attendons seulement la liberté noble (*taderfa ta tellelét*) et suprême, nous sommes confiants et déterminés, nous attendons la liberté de Dieu.

Voici ma lettre

C'est moi, Amuzar ag Eshim, soixante-quatorze ans, paralysé par les rhumatismes, dans les débris de ma nation. Pourtant à ma naissance, je fus choyé comme un poisson dans l'eau. C'est ainsi que nous vivions tous, les miens et

moi, jusqu'au jour où l'armée française nous est tombée dessus. Jamais auparavant, nous n'avions été frôlés par un mal qui n'était pas naturel. Nous avons feint de cohabiter avec vous jusqu'à ce que vous nous léguiez au Mali. En ce temps, j'étais un semblant de chef de tribu. Dans ce rôle, au temps des Français, j'ai cru pouvoir protéger les miens par d'autres stratégies, mais le jour où vous nous avez confiés à vos enfants adoptifs (*ilagéten*), ces stratégies se sont révélées inefficaces. Le gouverneur français a été relevé par les Songhay et les Arabes qui nous ont écrasés. Aucune stratégie ne pouvait plus protéger notre dignité.

Comment avoir une politique face à ceux qui veulent seulement s'enrichir et n'ont d'autre projet que de « manger » et tout de suite. Nous avons payé les impôts, des impôts invraisemblables et innombrables. Nous avons payé et repayé jusqu'à ce que les gens au nom desquels nous payions s'éteignent ainsi que les biens vendus pour payer encore leurs impôts. C'est ce jour-là que j'ai acheté ma démission à la chefferie de mon groupement auprès d'un commandant de cercle de l'administration malienne, un Touareg à la solde des Maliens pour détruire ses frères. Je lui ai acheté ma démission à la direction de mon groupement en payant 50 000 francs CFA et une chamelle, et je lui ai dit : « Raye-moi de ce semblant de chefferie et mets à ma place un des fils de mes frères ; lui peut-être connaîtra les mensonges avec lesquels fonctionne votre État. » J'ai renoncé à la chefferie de nos ancêtres car je ne pouvais plus être utile à ma nation ³⁴.

L'époque qui a précédé celle-ci est difficile. Ils nous ont fait agenouiller dans un enclos de difficultés et de misère ; on s'est retrouvé, dirigeants et sujets (*tilaqawin*), dans le même enclos sans qu'aucun ne puisse plus être utile à l'autre ni le protéger, jusqu'à que les gens meurent devant moi et que je ne sache plus que faire pour les protéger. Alors moi, plutôt que de continuer d'être un semblant de

chef, j'ai préféré me déchoir moi-même, car c'est toute ma nation qui était déchue et brisée.

Les États, nés du départ ou du semblant de départ de la France, ont rompu tous les liens qui liaient les gens. Les chefs touaregs sont restés seuls, en continuant à porter le fardeau. Quand certains sujets ont compris que nous n'avions plus de pouvoirs, ils ont refusé de payer les impôts et ce fut à nous de les payer à leur place aux États. Alors, la sécheresse est arrivée, elle a tout décimé, mais elle est devenue une fortune pour ceux qui nous faisaient souffrir. A leur tour, les Touaregs qui ne faisaient pas partie du lot des anciens exilés du temps des Français, s'en sont allés. Ils ont fui : certains ont suivi les traces de ceux qui étaient partis à La Mecque au temps de l'arrivée de la colonisation française puis malienne³⁵, d'autres se sont exilés ailleurs. Ils ont couru à la recherche d'une vie ou d'un espace qui les éloignent de ceux qui les mastiquaient, bien qu'ils ne soient que des fibres de viande maigre.

Moi, je suis resté au pays en quémendant sa grâce. Mon seul espoir, je l'ai placé dans la grâce divine de mon pays. Ainsi, nous, nous sommes restés au pays. De temps en temps, quand les États sont rassasiés de la charité, ils nous envoient le maïs qu'on leur a offert³⁶. Ils nous donnent quelques sacs charançonnés qui font gonfler nos articulations et nos têtes et entraînent les gens vers la mort. C'est ainsi que nous avons résisté jusqu'à ce que soit passée la sécheresse qui nous tannait et que nous tannions, chacun avec de mauvais procédés.

Jamais de notre temps, nos sujets ne mouraient de faim

Nous, avant que la France ne nous ait envahis, notre rôle pour construire le pays de notre nation, c'était l'éducation. Nous nous occupions de tout ce qui est éducation et morale. Jamais, de notre temps, quand nous étions riches, nos sujets ne mouraient de faim. Nos biens étaient

en commun. Nous y faisons travailler nos sujets et ils en vivaient. Nous, nous étions l'armée et la chefferie ; nous protégeons, nous donnions l'éducation, nous n'avions d'autre rôle qu'éduquer, niveler les brèches et protéger les sujets de nos pays. Et plutôt que de voir mourir de faim celui qui était sous notre pouvoir, nous préférons le précéder dans la mort. C'est faux ce qu'on dit sur nous. Nous n'usurpions pas les biens de nos sujets. Nous ne pillions que nos suzerainetés (*timenukalawin*) avec qui nous faisions la guerre, et non ceux qui étaient sous notre protection, pas plus que nos alliés. Nous ne faisons pas la guerre pour la guerre à d'autres nations ni à nos sujets. La guerre quand on la fait, on la fait entre les confédérations (*tighmawin*) touarègues. Ce n'est pas une guerre destructrice de notre nation, mais sa structure même (*ékeni*)³⁷. C'est une de nos traditions correspondant à l'organisation de nos confédérations. Et de la même manière que nous organisons les rapports et les pouvoirs, ces traditions de guerre entre nous, ce n'est pas un voyageur de passage³⁸ qui va les comprendre sauf s'il a déjà compris comment fonctionne notre société depuis son origine.

Il existait une organisation entre nobles et vassaux, artisans et affranchis ; nous n'étions pas en difficulté. Chacun avait son avantage : notre société était structurée largement, aucun n'étant vainqueur de l'autre sauf par le pouvoir qui n'était qu'un symbole³⁹ jusqu'à ce qu'arrive l'indépendance (*astiglal*, terme arabe). Alors nous, on a été assujettis. Ce que les Français appellent l'indépendance, n'est-ce pas l'effondrement des Touaregs pour dresser sur nos os les Bambara, les Haoussa, les Jerma ?

A l'indépendance, la France a fait de nous les esclaves de ses esclaves. De Tombouctou à l'Adghagh, de Kidal à Niamey jusqu'à l'Udalen, jusqu'à Homberi, nous et les nobles Iwellemmeden, nous étions la même chose : nous ne nous combattons pas, nous ne formions qu'un seul corps, on ne

s'entre-tuait pas et on ne se pillait pas. On s'était organisé comme l'État français à l'intérieur de lui-même. A moins que les Français ne s'entre-tuent eux aussi, comme le Mali, le Niger et les Arabes (d'Alger) qui nous détruisent ?

Nous étions un État à notre manière

Quand les Français sont venus, nous étions un État (*édawlet*, arabe) à notre manière. Pour nous il n'y a rien de meilleur que cet État, le nôtre : c'est de la même manière que s'organisent nos frères de l'Aïr, de l'Ahaggar et de l'Ajjer, chacune des confédérations (*tighmawin*) touarègues est bâtie sur le même modèle. Chacune est libre dans sa région mais cela ne rompt pas les liens entre nous. Les gens par tribus entières partent d'un pays touareg à un autre : si une tribu ou un groupe est dans une confédération, il est libre de la quitter pour s'installer et s'organiser avec d'autres confédérations et établir des rapports avec elles. Car dans nos États touaregs, même si nous sommes dans l'un d'eux, nous avons un de nos bras dans les autres.

Si les Français disent que nous nous entre-tuons et que nous n'avons aucune organisation, et enfin que leur organisation et leur État sont meilleurs que le nôtre, alors pourquoi nous ont-ils ainsi envahis et pillés ? Et une fois qu'ils nous ont vaincus et détruits, pourquoi quand ils sont partis, ont-ils pillé notre pays et notre pouvoir pour le donner à d'autres pillards qui disent de nous qu'on les pillait autrefois ? C'est cette question à laquelle je demande aux dirigeants de la France de donner une réponse. Mais je me doute que la réponse à ma question se résume au gâchis qu'ils ont provoqué chez nous.

Comment se fait-il que celui qui annonce que sa société est meilleure que celle des autres, dépasse en mauvaises actions ceux dont il prétend qu'ils n'ont aucune structure ni aucun sens autres que la sauvagerie ? Des Touaregs et des Français, lesquels surpassent les autres en rapacité et en

pillage ? Est-ce nous qui avons été brisés sur notre terre ou bien ceux qui nous ont détruits en croyant que nous mettions en péril d'autres peuples dans le passé ?

Les Français croient que leur organisation et leurs manières valent mieux que celles des Touaregs, mais après avoir détruit ceux qu'ils méprisaient, ils les ont fait piller par ceux qu'ils étaient, soi-disant, venus protéger. Nous, les Touaregs, nous dirons que l'État français est inférieur à l'État touareg car, quand un être est sous l'abri d'un État touareg, rien ne pourrait le toucher ni lui faire du mal sans passer par ses dirigeants. Nous préférons nous détruire nous-mêmes plutôt que de laisser atteindre nos sujets.

Les pillages mutuels entre Touaregs ne sont orientés que là où il y a le pouvoir. Les Touaregs ne pillent pas les sujets (*tilaqawin*) ; ils ne s'attaquent qu'à ceux qui ont la force et le pouvoir, et non au peuple. C'est ainsi que fonctionnent toutes les confédérations touarègues.

Ferhum⁴⁰ et ses vassaux (*imghad*), Kaosen et d'autres Touaregs, en se soulevant et en combattant l'armée française, que voulaient-ils si ce n'est refuser que soient assujettis les Touaregs, état auquel nous sommes réduits aujourd'hui au Mali.

De la même manière que la France a refusé que les Touaregs possèdent des esclaves, les combattants touaregs, vassaux et suzerains, ont refusé d'être possédés par la France. C'est dans le même sens que Kaosen refusait que soit dominé le dos du pays touareg tout entier ainsi que celui des Noirs (*iwenanen*). Alors, les Touaregs et leurs Songhay (*ihatan*) ont combattu jusqu'au moment où furent défaits le pays et l'espoir avec lequel Kaosen était venu, lui qui avait voulu réunir toutes les forces touarègues et leurs voisins arabes et noirs avec lesquels nous avions des liens. La révolution (*tégriwela*) de Ferhum avec les Imédédaghen et leurs Kel Essuk n'était que la lame de l'aile de Kaosen.

C'est vous qui avez faussé notre destinée

Maintenant, après avoir énuméré les causes des problèmes de la nation, je dis au dirigeant de la France qu'un vieillard, un homme touareg, le salue. Il s'appelle Amuzar, l'un des chefs de tribus des confédérations (*tigh-mawin*) des Iwellemeden. Il marchait jusqu'à ce que le monde ait dérapé et que la fortune l'ait quitté. Il est affaibli et son peuple est appauvri et il n'a plus son pays, il ne possède ni biens ni pays ni aucun droit ni aucune décision politique (*tinaden*).

Maintenant puisque c'est vous qui nous avez ôté notre astre⁴¹, vous avez dit que vous alliez éliminer les contraintes et nous protéger, vous avez rompu notre sécurité et notre protection par laquelle nous nous protégeons nous-mêmes et tous ceux qui prenaient appui sur notre société, alors voilà ce que vous devez entendre.

Nous sommes décimés par la famine, la terreur, l'injustice, et notre misère, c'est vous qui en êtes l'origine. Nous, on nous a pillé tous nos biens à cause de la paralysie dans laquelle vous nous avez jetés, vous qui disiez jadis : « C'est nous le pouvoir, c'est nous la souveraineté, nous la justice, nous les égalitaires. » Tout ce qui nous a été usurpé, c'est vous qui l'avez fait et, si vous ne l'avez pas fait vous-mêmes, c'est vous qui êtes à l'origine de ceux qui l'ont fait après votre départ. Car c'est vous qui nous avez colonisés, vous avez faussé notre destinée. Vous l'avez arrachée à son parcours pour la mettre entre vos mains et la confier à vos serviteurs.

Aujourd'hui, il ne nous reste qu'à nous tourner vers le ciel ou vers vous. Trois solutions : soit vous nous aidez à restaurer notre nation, soit vous revenez en abandonnant le faux-semblant pour coloniser tout le pays, comme cela au moins il y aura une égalité dans le malheur, soit enfin, le meilleur de mon point de vue, vous nous laissez seuls avec les petits touche-à-tout auxquels vous nous avez livrés.

Par nos bras ainsi, si vous ne revenez pas encore pour nous massacrer, nous, nous sommes capables de construire notre société sous une forme nouvelle, qui sera même meilleure que celle d'autrefois, mais on en a assez de cette situation : les uns ont les droits, le pouvoir, la protection et l'armée que vous leur organisez et les seconds n'ont d'autres droits que l'effacement de leur nation : c'est impossible ! Comment se fait-il que ceux qui hier nous ont brisés parce qu'ils croyaient que leur civilisation était supérieure à la nôtre, aient oublié l'engagement pris devant nous le jour où ils nous ont brisés, divisés et arraché le pouvoir et les décisions ?

Nous n'avons pas eu la part qui nous revient

Vous, quand vous êtes venus chez nous et que vous nous avez soumis, vous nous avez dit : « C'est nous qui sommes maintenant vos maîtres. » Dirigeants français, je vous le rappelle. Il ne faut pas oublier vos sujets d'hier, je parle de ceux de la nation des Touaregs, qui n'ont toujours pas reçu leur part, leur solde de la colonisation, leur dédommagement de la destruction que vous avez infligée à leur nation : depuis le début jusqu'à aujourd'hui, nous n'avons pas eu la part qui nous revient, une dette que nous ne demandons pas qu'on nous rembourse. Nous demandons seulement aux dirigeants français qu'ils se rappellent qu'hier à peine, ils se frappaient la poitrine devant nous et chantaient l'éloge de leur société et de sa justice. Ils se frappaient la poitrine sur le cadavre de la nôtre. Celui qui a terrassé, comment serait-il capable de redresser ? Nous qui sommes les fantômes accroupis au-dessus du cadavre de notre société, nous vous supplions de penser à nous et de nous envoyer la charité, et surtout n'oubliez pas, si vous prenez cette décision un jour, de bien mettre notre adresse sur le colis et non celle des hyènes auxquelles vous nous avez confiés !

Vous, vous nous avez laissés et vous êtes très occupés, j'imagine, et vous avez beaucoup de travail. Pourtant quand vous étiez partis, juste hier, vous nous avez dit que vos rapaces d'adoptés pourraient nous faire vivre. Non, non, nous les Touaregs pensons que vous, les Français, avez de la raison et que vous savez que ceux qui mangent les cadavres ne font vivre personne, pas même eux-mêmes si ce n'est dans le corps puant d'une charogne. Les mangeurs de charogne, jamais on en a vu qui pourraient transformer quelque chose et être autre chose que des mangeurs de charogne. Tout ce qui est du domaine du lendemain n'est pas leur souci. Cessez de nous abandonner aux voleurs et au monde du mauvais travail qui ne cherche que la fortune, et non quelque chose qui réunisse l'ensemble du pays et des nations.

Qui sont les pillards ?

Vous, vous êtes la cause de la destruction de la nation des Touaregs et quand vous l'avez gâchée, vous avez dit que nous n'étions que des bandes de pillards. Nous ne comprenons pas alors comment vous laissez vous-mêmes aujourd'hui des pillards dans notre corps ? Alors que nous mourons de faim et que nous souffrons, nos biens ont été transformés en avions et en véhicules pour ceux qui ne sont même pas des « bandes » de voleurs mais des individus, chacun ne pensant qu'à son ventre. Nous, autrefois, quand on combattait, chaque armée partageait le butin de guerre entre ses sujets. Si c'est l'époque des pillages qui revient et que les Français de jadis, qui se vantaient d'être contre cette époque, laissent des nations piller et léser d'autres nations, si c'est vraiment une licence donnée nouvellement par la France, alors laissez-nous à nous aussi notre part de retour à l'époque de jadis dont nous et nos ancêtres étions, disiez-vous, les artistes.

Français, l'organisation des confédérations touarègues vaut mille fois mieux que les États que vous avez bâtis en Afrique. A notre époque à nous, on ne sciait pas le dos du pays jusqu'à la moelle épinière. Je n'accuse pas la France car on n'a jamais vu un vaincu traîner en justice le vainqueur ! Mais les braves Français d'hier qui sont venus à pied de chez eux jusqu'à chez nous pour supprimer la calamité du pillage et de l'esclavagisme dont ils affirmaient que les Touaregs étaient les concepteurs, je ne sais pas et ne vois pas comment ces Français avec leurs alliés qui font rouler leurs voitures sur les étoiles et la lune, ignoreraient aujourd'hui les Touaregs qu'on tue et ne verraient pas que l'organisation qui les consume n'est que l'art de la pensée et de la main des Français ? Ou bien les Touaregs n'auraient aucun autre droit que d'être pillés jusqu'à leur corps ? Quand la France est arrivée en Afrique, toutes les nations se pillaient : celles des Noirs, quand la France est venue pour les protéger des Touaregs, elles aussi se pillaient à l'intérieur d'elles-mêmes et en plus ses membres se vendaient entre eux, ils vendaient leurs frères comme esclaves. Nous, les Touaregs, nous n'avons jamais dominé ni capturé ni assujetti ceux qui sont de la même tradition (*tadawén*) et de la même langue que nous.

Les Français doivent voir que les États qu'ils ont fabriqués aujourd'hui dépassent les Touaregs en art de la destruction du pays et de la société.

Certains d'entre nous, les vieux Touaregs, qui n'ont plus d'espoir, désirent que la France ouvre les yeux comme elle les a ouverts hier sur la colonisation, nous voulons qu'elle voie aujourd'hui l'injustice qui fait effondrer les Touaregs dans la misère, tout un peuple renversé dans les traces de la France.

Il n'y a pas une chose ni un homme ni un pays en Afrique dont les Français ignorent l'existence. La France est au courant de tout ce qui se passe dans les pays qui ont été

colonisés par elle. Alors, je ne vois pas comment cela se fait que la France ne voie pas la nature des difficultés où vivent les Touaregs aujourd'hui, comment elle est incapable de regarder le visage de misère des Touaregs abandonnés entre les mains de ses héritiers dont elle est tant soucieuse, quant à eux, de leur douleur.

Nous les Touaregs, nous avions pensé que la France était une terre de parole. De la même manière qu'elle a affirmé aux Noirs qu'elle allait leur donner l'indépendance, pourquoi n'a-t-elle pas eu de parole envers les Touaregs ?

Aujourd'hui, il y a près de cent ans que nous, les Touaregs, attendons nous aussi, comme les Noirs autrefois, qu'on nous donne l'indépendance. Nous attendons notre dû. Nous attendons cette part, qui n'est pas importante, de l'indépendance qu'ils ont donnée aux Noirs car celle qui a été donnée à nos voisins n'est pas si grande pour la partager avec eux. Elle leur sert pour l'instant simplement à nous dominer. Et, comme dit le proverbe : « La liberté n'a jamais été une charité » pour que ceux à qui la France disait que nous avions cette liberté en commun nous y fassent goûter.

Nous, nous avons pensé, à l'époque du départ des Français, qu'ils nous avaient fait la charité de l'indépendance en commun avec les Songhay, les Bambara et d'autres Africains. Mais les Songhay, les Bambara et les autres ont dit que nous n'en faisons pas partie, qu'ils n'avaient pas de part pour nous. Ils prétendent que c'est la France qui leur a dit, car nous, nous ne savons ni lire ni écrire sa langue. L'indépendance, c'est comme la liberté : ne la méritent en Afrique que ceux qui sont déformés et savent lire le français. Pourtant nous avons nous aussi notre écriture, les *tifinagh*..., nous l'avons conservée et on l'utilise jusqu'à aujourd'hui. Et même cette écriture aujourd'hui, elle aussi, ils veulent nous la voler ou nous l'arracher pour nous donner celle des Français. Bref, puisque nous ne parlons ni n'écrivons le français, tant que nous n'avons que la langue

touarègue et son alphabet *tifinagh*, les Songhay affirment que la France leur a dit que nous n'avons pas le droit d'être libres sauf entre les mains de ceux que la France a élevés, je veux dire les gens de la France, ceux qui maintiennent son écriture. Mais ceux-là ne parlent même pas la langue de leur nation. Et s'ils connaissent le français, qu'en ont-ils fait d'autre que de griller le pays ?

Il n'y a pas de liberté ni de vie sauf entre les mains des héritiers de la France qui nous détruisent et font de nous ce qu'ils veulent. Nous, nous n'avons que nous-mêmes et la justice du Très-Haut.

Nous, au début, nous étions composés de nombreuses familles⁴². Mais dès que certaines d'entre elles ont appris la domination des Français, elles se sont exilées à La Mecque et dans d'autres pays. Plutôt que d'être dominées dans le pays de leurs ancêtres, elles préféraient l'être ailleurs, mais pas dans leur pays. Elles ne pouvaient supporter l'idée d'un être humain dominé dans son propre pays. Même les Français ne l'ont pas accepté, eux qui nous ont laminés. J'admets que vous ne puissiez pas comprendre quelqu'un de dominé dans son pays mais pourtant vous le savez vous-mêmes très bien : on ne peut pas vivre en étant colonisés dans son pays et en ayant une dignité.

Aujourd'hui, parmi les Touaregs de l'Ouest, dans notre seule tribu, nous avons cinq cents familles exilées en Arabie Saoudite. Ils sont partis pour ne pas vivre sous la contrainte et cohabiter au début avec le pouvoir français et ensuite avec celui du Mali. Ils ne voulaient pas être dominés sur les os de leurs ancêtres, être colonisés dans leur pays. Ils ont préféré être étouffés dans un pays éloigné de la terre de leur nation.

Ceux qui préfèrent leur dignité à leur ventre meurent

Les projets (*brujéten*) ! Les Français (*ikufar*, litt. « infidèles ») veulent que l'on travaille : il paraît que c'est

avantageux pour nous, afin que nous n'ayons plus besoin de rien auprès des Noirs. Maintenant que nous commençons à avoir la force de vivre par nous-mêmes, on se demande ce qu'ils vont nous amener : est-ce qu'ils vont faire justice à notre cause ou je ne sais ? Mais nous qui sommes dominés, comment arriver au stade de vivre par nous-mêmes sans que les citoyens aillent piller tout ce que nous pourrions posséder ? Vraiment, nous, les Touaregs, aujourd'hui... nous voulons communiquer directement avec les dominants. Nous avons assez de l'hypocrisie, nous savons que ce sont les Français qui dirigent le pays. Bon, alors nous, aujourd'hui, c'est avec eux que nous voulons être en contact sans intermédiaire. Même dans notre domination à nous, les Touaregs, il faut qu'on ait un dirigeant de l'extérieur qui soit entre nous et ceux qui nous assujettissent !

Le « projet » de W., ma femme, cela fait deux mois aujourd'hui qu'il a été remis et rien de neuf n'est arrivé. Les dons de charité qui nous sont envoyés ont été bloqués par les chefs de projets des villes. Cela fait deux mois que W. a formulé son projet ; elle l'a préparé soigneusement comme une bonne embuscade pour la charité de secours des *ikufar*, mais la charité ne dépasse pas les projets des pouvoirs de Gao, Bamako, Tombouctou.

Les villes ont tout pris, rien ne tombe dans nos filets. Nous, rien ne nous arrive sauf si l'intermédiaire s'est bien rassasié et est prêt à gaspiller. Et même là, où avez-vous vu celui qui est né dans la famine être rassasié ? Même si tu le gaves de toutes les nourritures du monde, jamais il ne sera repu. Ils nous ont dit : « Faites faire les projets aux femmes, c'est elles vos reines » ; mais rien n'est arrivé pour nous. Tout a été détourné par les intermédiaires qui nous vendent, qui sont insatiables, sans honneur et incapables de faire quoi que ce soit de leurs bras, sauf quémander auprès de leurs maîtres français.

Les pauvres d'entre les Touaregs qui s'appuient sur les Songhay, reçoivent quelques miettes parce qu'ils leur vendent leurs filles. Et les autres auxquels l'honneur barre ce chemin, meurent.

Plutôt qu'un État, une bande de mendiants

Seuls les voleurs et ceux qui ont jeté leur dignité et suivi les destructeurs de leur nation reçoivent un semblant de miettes de la charité. Mais les gens qui préfèrent leur dignité à leur ventre meurent.

Aujourd'hui, ne vacillent et n'avancent en trébuchant parmi nous que ceux qui quémangent et se prostituent auprès des Bambara et les Bambara quémangent et se prostituent auprès des Français. C'est ainsi que se prolonge l'indigne misère. Ne me dites pas qu'on peut nommer cela un État, mais plutôt une bande de mendiants.

Nous avons un Touareg Awsuk qui est député du Mali, il est à Tin Ahama, il vit, lui qui fonctionne pour ceux qui massacrent sa nation, lui, il vit et nous qui maintenons notre regard fixé sur notre société, nous succombons.

Chacun aujourd'hui marche pour ses propres ventre et tête et c'est cela qu'un État comme la France ose nommer État. C'est une honte !

Ils entassent les nourritures dans les magasins et autour d'eux les pauvres meurent et, de temps en temps, un jour, pour qu'ils reçoivent encore plus et entassent à nouveau, ils leur donnent des miettes. Pourtant, toute la charité est venue en leur nom, certains corrompus qui n'ont que cent personnes en charge, parce qu'ils sont proches de l'État corrompu, enregistrent sur la liste des centaines de personnes pour recevoir de l'aide en leur nom, charité qui dès son arrivée déjà est divisée entre les chefs militaires et les chefs civils du Mali. Et le peuple meurt devant eux.

Nous ne comptons que sur nous-mêmes

Nous, les Touaregs, aujourd'hui nous ne comptons que sur nous-mêmes et sur le redressement de notre volonté. Nous pensons qu'un jour qui ne saurait tarder, nous ne serons plus dans l'oppression. Nous allons la supprimer par nos mains et notre esprit et peut-être avec d'autres peuples frères avec lesquels nous partageons le souci de la liberté. Nous, aujourd'hui, nous n'avons aucune force sauf notre dignité (*ellelu*) et ceux qui pensent et croient qu'un jour la dignité de l'homme vaincra.

Maintenant, cela nous est égal parce que nos jours⁴³ s'annoncent, mais leur temps n'est pas encore arrivé. Nous sommes sûrs qu'un jour va éclore, une aube qui va remettre notre nation dans sa voie. Nous, de toute façon, notre direction et notre route sont déjà tracées. Nous ne faisons que trébucher. Nous n'avons pas quitté encore le champ de combat. Nous sommes toujours baraqués à notre place, nous n'attendons rien qu'une minuscule petite étincelle, notre tour de louche. Notre jour est à venir, certains de nos hommes sont en Amérique, d'autres en Europe, d'autres en Afrique du Nord et d'autres dans les pays arabes et les pays d'Afrique noire et tous, dans leur cœur, ils ont noué la revanche, la revanche contre l'oppression. Nos cœurs de Touaregs ont noué la revanche à prendre contre l'oppression, nos cœurs touaregs qui n'oublient pas et n'oublierons jamais que nous sommes asservis, écrasés. Nous pouvons tout oublier sauf le fait d'être assujettis. Tous ces bras, qui sont partis de nos familles en exil, demain reviendront et redresseront l'étoile de leur humanité⁴⁴. Ce jour-là, les États du monde entier, je pense, ne fermeront pas les yeux en nous voyant combattre et chercher à redresser notre société au-dessus de l'oppression, de la domination, de la famine, ce ne sera pas possible que le monde nous laisse ainsi. Comme hier, si la France nous laisse, après nous avoir réduits à l'état d'orphelin,

demain nos enfants par leur force ou par leur esprit vont nous ramener notre dignité. Seulement notre heure n'est pas arrivée, mais elle viendra. N'oubliez pas que celui qui est tombé est déjà debout, par contre c'est celui que la France a dressé sur nos omoplates qui va tomber. Je ne me considère pas comme un prophète mais voici ce qui éclôt en jubilant comme l'aube du jour.

Nous, les Touaregs nous avons une revanche à prendre sur l'époque, mais les États que la France a installés sur notre dos, eux n'ont rien, aucune volonté, sauf entasser la nourriture dans leur ventre, dans leur poche et dans leurs banques. Nous, nous avons le passé et les mythes antiques derrière nous et nous avons la longe qui nous fait regarder au-delà du futur de ces États qui nous dominent. Ils n'ont aucune racine, même pas celles qui les ont mis debout dans ce présent, et ne parlons pas d'un futur qui s'annonce déjà lourd de grisaille. Les Touaregs aujourd'hui regardent au-delà de l'horizon présent qui les étouffe. Qu'est-ce qui peut arrêter les gens qui cherchent à regarder au-delà des ténèbres quotidiennes qui embrument leur regard ? Ou bien y a-t-il quelque chose qui pourrait faire fléchir notre regard ? Non ! Seulement l'aube de demain, avec notre astre⁴⁵ entre nos mains.

Nos os sont comme des semences qui vont bourgeonner

Et même si le pays et la nation sont réduits en cendres, nos os sont semblables aux semences tombées dans le champ labouré. Si le cultivateur cueille les graines, les semences qui sont tombées dans le champ pendant la cueillette vont, quand la pluie va venir, bourgeonner, pousser et devenir un maquis de mauvaises herbes qu'aucune faucille ne pourra couper. Voilà ce que vont devenir nos os ou nos enfants qui s'annoncent.

Dans le désert, les semences originelles peuvent rester cent ans à attendre la pluie. Nos os, ces os-là, sont de

bonne qualité. Si demain une pluie arrive, les tentes reviendront, avec une volonté et notre regard que nous avons fait exiler, et elles vont fleurir dans le désert dont aucun œil ne croit qu'il peut faire pousser une fleur. Nos os, nous les Touaregs d'aujourd'hui, même si on nous efface demain, seront les racines pour un arbre qu'aucune tempête ne pourra fléchir. Demain seulement, à l'aube, nous allons nous redresser, nous les Touaregs. C'est la lutte contre l'oppression qui nous attise. Et même s'il ne reste qu'un seul Touareg dans nos campements désertés (*timishar*), un jour il va jaillir de la vengeance (*éggha*) de nos os.

Aujourd'hui, si, parmi nous les Touaregs, un homme apparaît avec de la force et qu'il nous appelle, même de nos tombes, les fantômes jailliront de la mort. Nous allons nous réunir pour l'entourer et, pendant ce temps, même si l'Allemagne, le Japon et l'Amérique cherchaient à étouffer les Touaregs, ils seraient rejetés loin de ce désert de nos ancêtres.

Il ne nous manque pour l'instant que le pilier central

Nous n'avons jamais renoncé à la résistance. Ce mot, on ne s'en est jamais séparé. Même dans notre sommeil, nous résistons aux rêves qui veulent nous dominer. Ce n'est pas les résistants qui nous manquent, c'est le pilier central des corps (*tamankayt n tighasawin*) de nos combattants que nous n'avons pas, un Touareg qui va crier notre dignité comme de Gaulle a chanté la France en Angleterre. Nous n'attendons que le cri d'un Touareg. Je prie Dieu et les esprits de nos ancêtres et l'esprit de je ne sais qui pour que fleurisse parmi nous la voix d'un homme, vassal ou suzerain, qui nous fera entendre l'écho de notre être. Ô monde des Touaregs, jusqu'à quand resterons-nous des moutons ? Sommes-nous les héritiers de ceux qui s'alignent et qui suivent ? Oh, je souhaiterais tant demeurer vivant jusqu'au jour de demain où j'entendrai l'une de nos voix

nous appeler dans le désert par nos noms d'excellence (*ettequl*), confédération par confédération (*taghma as taghma*), épelant nos noms un à un, pour les intégrer à notre destinée⁴⁶, comme de Gaulle a appelé les Français à partir de l'Angleterre.

Ceci, c'est moi, Amuzar, qui l'ai dit.

HACHIS TOUAREG POUR DÎNERS OFFICIELS

Hawad

Hawad, originaire de l'Aïr, écrivain et calligraphe, s'est volontairement exilé de 1973 à 1975, puis de 1981 jusqu'à aujourd'hui, vivant principalement en Hollande et en France. Ce texte a été écrit en octobre 1992 et publié par Libération le 12 janvier 1993.

Moi, le sauvage, l'indigène, le barbare, j'ai d'abord cru que le vacarme de moulinette que je percevais venait du lointain et n'était qu'une rumeur d'outre-tombe hantée par l'esprit de Laperrine, de Liautey, de Foucauld et d'autres héros de l'aventure saharienne. Puis, j'ai pensé que j'entendais la voix des États qui se sont partagé les morceaux touaregs. Mais non, le concert se tenait à Paris. Au début, c'était une presse mal informée, incapable de s'écarter du prêt-à-penser-l'homme-des-sables, qui activait la manivelle. Elle fut relayée par de hauts fonctionnaires d'État en charge du dossier touareg et rapidement par des ethnologues qui, titres à l'appui, se présentent comme les grands experts du monde touareg. Ainsi, j'ai appris de ces cerveaux éclairés à quel point nous les Touaregs étions primitifs : isolés et misérables dans notre pays aride, désunis, dispersés, indisciplinés, sans structure politique d'ensemble ni organisation territoriale, ni même conscience de notre unité, nous ne formions ni peuple ni nation et

nos revendications étaient empruntées tantôt à la confrérie senoussi, tantôt au livre vert de Kadhafi ou à je ne sais quelle bonne manière des pays civilisés.

L'esclavage d'ailleurs n'était-il pas une preuve de notre férocité ? Hélas, ce trait est loin d'être l'apanage des seuls Touaregs : pourquoi toujours omettre de parler de nos voisins immédiats : les Haoussa, les Songhay, les Bambara, les Jerma... qui sur ce plan n'ont rien à envier aux Touaregs. Et pourquoi, s'il s'agissait d'un retour de bâton, le peuple conscient et organisé de l'Afrique noire n'aurait-il pas, avant de se venger sur les Touaregs, liquidé d'abord ses propres chefs qui hier vendaient leurs frères aux négriers européens ?

Le mauvais Touareg que je suis, encore mal équilibré, mugit : Assez ! Assez d'être étudiés par des amateurs qui n'ont pas même l'ombre d'un doute sur leurs capacités analytiques. Assez de ces rustres naïfs à la vue brouillée par un rideau de cataracte qui pensent que ce qu'ils sont incapables de voir n'existe pas. Assez de ces spécialistes bornés autant que cupides qui défendent, dans la confirmation de notre sauvagerie, leurs appointements de consultants agréés par les États qui nous matent ! Assez des moutons tondus à la mode de l'école française qui bêlent de concert avec leurs maîtres !

Devant ce gâchis d'encre et de salive, nous avons longtemps opposé le silence et l'orgueil, pensant que cette bouillie médiocre et fade finirait par se coaguler toute seule, mais elle suit sa route jusqu'ici.

Loin de ces ragots, des hommes, des femmes, des enfants continuent de mourir au Niger et au Mali simplement parce qu'ils sont touaregs.

Ce que nous endurons aujourd'hui n'est que l'une des nombreuses étapes qui ont suivi la colonisation française et l'écrasement de la charpente touarègue, le démantèlement de son organisation politique, sociale, économique mais

aussi spatiale. Dans les années 1960, l'œuvre d'expropriation fut achevée : les cinq confédérations qui formaient les piliers soutenant le toit de la nation touarègue devinrent des pièces à raccommorder sur la trame des nouveaux tissages du Niger, du Mali, de la Haute-Volta, de l'Algérie et de la Libye.

Or, être Touareg, c'est avoir le sentiment de faire partie d'un grand corps articulé, dans lequel s'emboîtent de multiples petits corps structurés de la même manière. Et quelles que soient les conceptions divergentes quant à son développement et à son épanouissement, qu'un seul membre lui manque et le corps boîte, titube et s'effondre.

Chaque Touareg aujourd'hui porte sur son dos ces cinq barbelés, plaie douloureuse qui dans l'environnement corrosif des politiques étatiques de l'Afrique s'infecte chaque jour un peu plus.

Comme à l'époque de la pénétration coloniale française, turque ou italienne, plusieurs courants de résistance se dessinent actuellement.

Le premier, fortement imprégné de l'idée qu'on ne peut abandonner le pays sans défense, est celui de la résistance sur place, quoi qu'il arrive, selon le devoir de protection que tout homme doit à ses protégés, qu'il s'agisse des femmes, des enfants, des « pauvres » et autrefois des dépendants. Ce courant s'organise autour de la notion de *temujagha*, idéal modelé dans la continuité des valeurs touarègues. Refusant de reconnaître la légitimité des États qui se partagent le pays touareg, intransigeants quant à l'unité et à l'identité touarègue, ceux qui le prônent se tiennent à l'écart de toutes les instances étatiques en interposant entre eux et ces dernières des hommes de paille que, d'ailleurs, l'État ne sollicite généralement que pour collecter l'impôt.

La lutte de ces hommes et de ces femmes repose sur la non-collaboration avec l'ordre imposé sans leur assentiment. C'est une résistance de longue haleine, profondément

intériorisée, qui a sa propre voie et attise les braises de sa conscience à la multitude des obstacles auxquels elle se heurte. Actuellement, cette artère principale de la résistance n'est pas sur le terrain des fronts armés.

Le deuxième courant, incarné par les jeunes comme en 1900, est le parti de l'exil pour organiser une force à l'extérieur et monter une guérilla par tous les moyens afin de répondre à une situation de crise et d'oppression. Les revendications des différents fronts armés, cédant aux pressions de potentiels partenaires, se sont jusqu'à présent exprimées dans le cadre du découpage étatique et sur ce plan, elles n'ont pas su convaincre les tenants de l'autre résistance.

Dans ce contexte, les Accords que les États tentent de conclure avec les chefs de fronts armés ou encore la recherche du soutien des chefs dits « traditionnels » ne peuvent pas être durables, car ces derniers représentent dans le meilleur des cas seulement le petit groupe qui gravite autour d'eux et dans les autres cas un simple intérêt personnel.

L'autorité et la légitimité d'un représentant touareg ne s'acquièrent que dans le cadre d'une assemblée, à quelque niveau politique que ce soit : tribal, confédéral, interconfédéral ou national. Pour l'instant, ces assemblées qui ne font pas partie des mascarades officielles, ne sont pas tolérées. Si aujourd'hui ces instances politiques n'ont plus d'existence institutionnelle, les réseaux sur lesquels elles étaient bâties sont encore connus et demeurent une référence et même un recours en ces périodes de danger. Ainsi se sont réanimés activement certains réseaux d'échange et de décisions que l'on croyait enterrés depuis la colonisation.

Si l'on peut douter des capacités des jeunes combattants d'atteindre leur cible, eux qui violent la mort en affrontant les armées du Niger et du Mali, eux qui sont menacés aussi du côté de l'Algérie qui les arrête ainsi que de la Libye

qui, de plus, a fourni fin août 1992 au Niger une aide importante en armes, véhicules et carburants, on ne peut ignorer la cause de leur révolte : avant l'injustice et l'humiliation, il y a le chagrin d'une nation piétinée et cette douleur, aucune armée n'a pu la broyer ni l'amadouer.

Aujourd'hui la difficulté qu'éprouvent le Niger et le Mali à trouver un interlocuteur touareg prouve également que le rôle d'épouvantail n'est pas si facile à jouer et qu'il a des limites. On ne brade pas sans état d'âme certains principes fondamentaux comme celui de l'unité touarègue et s'il se trouve des gens pour le faire, comment seraient-ils capables d'imposer leurs idées, si ce n'est par la force ?

La situation est pour l'instant chaotique. Du côté malien, les accords rafistolés qui ont été signés avec les fronts touaregs n'ont jamais été respectés de part et d'autre et les civils non armés continuent de mourir. Les pourparlers que le Niger, la France et certains « porte-parole » touaregs ont essayé d'entamer à Paris dans le secret, sans consulter en fait les bases du Front de libération de l'Aïr et de l'Azaouar (FLAA), ont avorté dans le mystère qui les a entourés dès le début. Et leur échec s'est traduit le même jour par une nouvelle tempête : arrestations de civils par centaines, tortures, exécutions et loi martiale édictée en région touarègue où toute personne qui cherche à rejoindre marchés, puits ou pâturages pour s'approvisionner risque sa vie à chaque instant. La Libye, au nord-est du pays touareg, a fourni au Niger une assistance technique pour la lutte contre les rebelles. Début septembre 1992 également, l'Algérie a interpellé une centaine de membres du FLAA. Quant à la France, elle entraîne à la guérilla antitouarègue des officiers de l'armée malienne⁴⁷ et se prépare enfin à financer les patrouilles mixtes chargées de la « normalisation » de la zone touarègue.

Le massacre des Touaregs ou le refus de ce qu'ils sont saurait-il boucher le vide vers lequel glissent chaque jour

les États désincarnés de l'Afrique ?

A l'heure où les Européens se préparent aux épousailles de Maastricht et où l'on parle de respect et de souveraineté des peuples, du côté de l'Afrique saharo-sahélienne, les États s'effilochent et n'ont d'existence que par le fusil, la charité occidentale et l'annonce de démocraties qui avant même d'avoir éclos ont mangé leurs propres ailes. Pour nous, Africains, imitateurs de toutes les modes et les manières de l'Europe, n'est-ce pas le moment de saisir la corde qui nous sortira de cette décharge exiguë, avec son odeur de sang, de soufre et d'os, dont nous avons nous-mêmes sculpté les portes ?

Envisageons un débat libre, loin de tous les cadres usés de ces États en faillite. Pourquoi un État sans nation dont les membres s'entre-dévorent serait-il le socle fétiche de la paix et de la stabilité, tandis que des nations souveraines liées par leur choix d'affinité de voisinage, de parenté ou de culture, même utopiques, ne le seraient pas ? Jusqu'à quand interdira-t-on aux peuples de saisir eux-mêmes la longe de leur destin ?

Tant que les Touaregs n'auront pas acquis ce droit, ils ne cesseront de s'agiter en réclamant la restitution de tous les membres de leur corps mutilé. Cette conscience s'appelle *amujagh*⁴⁸. Elle est la mesure de toutes nos visions et elle n'est compatible avec aucune cage, fût-elle un paradis pour les autres.

SEULEMENT À CAUSE DE LA COULEUR DE NOTRE PEAU



Blessures

Issa Rhossey
Aïr

Extraits de *Ténérides ou les larmes du silence*, recueil
inédit de poésies en langue française

Vendredi 28 août 1992
Un jour macabre s'est levé
Sur la cité au minaret millénaire
La haine a déferlé
Comme un fleuve en crue
La haine nue
Sauvage
Tumultueuse
Une meute désemparée
Sans chefs ni subordonnés
S'est tournée vers la ville
La ville innocente et docile
Alors commença la danse barbare
Des proies faciles
Féroces
Les boucliers du peuple
Dévoraient le peuple
Qu'il est sinistre le festin des fauves
Maison par maison
La horde

Ecumait la ville
Mettait dans ses fourgons
Des civils innocents
Le deuil s'installait
La douleur incommensurable
Les miens traqués rasaient les murs
On arrête
On torture
Sans murmure
Au fond des maisons les miens
Tapis à l'ombre de la terreur

Seigneur pourquoi tant de haine ?
Quel démon Seigneur fait endosser aux miens
Tous les péchés de l'univers ?

Sur les routes
Dans les rues
Dans les taxis
Dans les gares
Et jusqu'au fond des cases sinistrement silencieuses
Ils arrêtent les miens
Tous les miens entassés
Dans la honte
Dans la sueur
Dans le sang
Dans les larmes
Des flots d'injures ensevelissent les miens
Les miens au creux des cellules sordides
Puantes
Puantes de mille pourritures
Une haine sauvage s'acharnait sur les miens
Sous des yeux indifférents
Exultant de joie
Applaudissant le carnage

Douloureusement indifférents
Si douloureusement indifférents
Seigneur ! Vous qui êtes toute-puissance
De quel crime répondaient les miens ?

Le fils et le père enchaînés
A la même chaîne de la honte
Les frères rampant
Dans la sueur et le sang
Sous les caresses cruelles
Des lanières brûlantes

Les enfants pitoyables
Et si seuls dans les nuits d'épouvante
Sevrés d'un père qui ne répond
Plus à l'appel
Les femmes !
Oui les femmes
Seules debout
Dans la tourmente
Le remords à la bouche
Le poing dur
Roseau fragile mais tenace
Salut femmes glorieuses
Salut mère
Toi qui affrontas les heures amères
Et jugulas la haine par tes prières sincères
Salut sœur
Toi qui bravas le fer
Pour nous apporter un peu de lumière
Jusqu'au fond de nos sombres tanières
Salut femmes
Gardiennes inlassables
De rejetons orphelins
Amazones des instants pénibles

Salut femmes
Cœurs d'airain
Boucliers de fer
Canne où s'appuyait mon peuple
Quand il chancelait
Et titubait dans les dédales du mépris

28 août 1992 - 28 août 1994
Deux ans déjà
Que la folie a foulé la face de mes cités
Elle a passé comme un tourbillon
Dans les rues on voit encore
Quelques filles au rire sonore
Des enfants jouent à leurs ébats
Les pères retrouvent la paix des maisons
Sur les terrasses des oiseaux chantonnet
La clameur haineuse a fait place à l'assalam de la paix
La peur s'est dissipée
Le sang et les larmes ont séché
L'amour a eu raison de la haine qu'il maîtrise
Les blessures lentement cicatrisent

Mais dans mon cœur
Une fibre a lâché pour toujours
Avide d'horizons plus libres

POGROM

TROIS TÉMOIGNAGES

Les trois interlocuteurs, deux hommes et une femme, sont des Kounta originaires de l'Azaouad, dont les clans étaient intégrés au pôle politique des Touaregs de l'Ouest (Tademekkat). Ces personnes avaient émigré depuis les dernières sécheresses dans des villes du Sud, à Mopti et à Hombori, vivant de petits commerces ambulants. Propos recueillis en touareg par Hawad en février 1995 au camp de réfugiés maures et touaregs de Luta, au Burkina Faso.

Khama ould Attahir

Un petit commerce de misère

Nous, nous sommes des « pauvres » (*tilaqawin*) qui faisons un petit commerce de misère à Mopti, si on peut appeler ainsi quelques poignées de dattes, sel, sucre et thé que nous rachetions aux grands commerçants. Certains d'entre nous n'avaient même pas de table ni de nappe pour étaler leurs poignées de marchandise mais seulement des plateaux en émail et des planches de bois portés à la main et, toute la journée, ils sillonnaient la ville de maison en maison et de lieu en lieu pour les vendre... Tout un commerce de misère ! Au début, nous cohabitons avec les gens de la ville, même s'ils nous humiliaient et nous injuriaient, nous restions dans la ville sans sentir de menace physique, mais par contre, notre honneur était atteint tous les jours. Nous vivions à la sueur de notre labeur, nous côtoyions les vrais citoyens. Ceux qui étaient riches ne nous remarquaient même pas et nous n'aurions jamais

cru qu'un jour, quelqu'un oserait se dresser et chercherait à nous tuer à cause de la couleur de notre peau. Par contre, nous nous doutions qu'on nous attaquerait plutôt à cause de nos biens, mais comme nous n'étions pas riches, nous pensions que personne ne pouvait nous toucher.

Toute la ville est tombée sur nous

C'est ainsi que nous vivions à Mopti jusqu'au jour où la nouvelle est arrivée qu'Abamba, une petite ville du bord du fleuve située entre Gao et Tombouctou, avait été attaquée par des combattants touaregs et leurs Maures. Ils ont attaqué l'armée du Mali. Alors, à peine l'événement connu en ville, d'un coup, la nouvelle s'est répandue. Nous, ce jour-là, un jour de dimanche, nous nous occupions de nos petites affaires. Les habitants de la ville nous ont laissés le matin étaler nos paquets, mais certains commençaient à colporter la nouvelle à travers la ville. A huit heures du matin, alors que nos étals étaient sortis, brusquement toute la ville nous a attaqués. Ils étaient armés de machettes, de lances, de poignards et de bâtons. La foule s'est avancée comme un paravent, encadrée à l'arrière par la police, l'armée et leurs chefs. Une fois proches de nous, ils se sont divisés en deux : ceux qui étaient armés se sont mis en arrière et ils nous ont envoyé ceux qui n'étaient pas armés. Ils sont venus comme des acheteurs qui demandaient le prix de nos marchandises, mais c'était pour donner aux autres le temps de nous attraper. La mise en scène de ceux qui disaient « combien ? » et qui nous injuriaient n'a pas duré quand la meute nous a attaqués. Les armes ont commencé à pleuvoir. Ceux qui étaient armés derrière surgissaient et attaquaient. Ils nous ont frappés, bousculés, nous sommes tombés, ils précipitaient la mort sur nous, nous avons vu toutes les mains de la ville, les unes qui nous frappaient et les autres qui pillaient nos misérables commerces, nous, les Touaregs et les Maures, réunis par la

couleur de notre peau. Nous n'étions pas forts ce jour-là car nous n'étions pas armés, nous tombions sous les coups et leurs hurlements de rage.

La ville est tombée sur nous, toute la ville. Nous, non seulement nous n'étions pas armés et peu nombreux, mais surtout, nous avons été pris par surprise, sans pouvoir nous réunir. Chacun s'était éloigné des autres pour tirer avantage de son commerce et ne pas se faire concurrence.

Seulement à cause de la couleur de notre peau

La ville s'est mise à frapper les hommes sans laisser les femmes ni les enfants. Ils frappaient et pillaient. L'armée et toutes les forces du Mali qui étaient derrière eux regardaient et suivaient au cas où une résistance apparaîtrait de notre côté pour prendre l'assaut. Encore, je me rappelle, avant qu'on ne m'écrase, j'ai vu un Arabe, mon voisin de commerce, appelé Didi ould Khamou. Je le vois quand ils l'ont frappé ; il est tombé à terre et d'autres l'écrasaient et d'autres encore plus nombreux se sont mis en meute à arracher sa misère de commerce. Mais ould Khamou avait l'âme dure. Je le vois encore tomber et se soulever, on le frappe et à nouveau il tombe et se redresse, il titube, on le frappe, et encore une fois il tombe et se remet debout, il se sauve, on le poursuit et je le vois courir comme un chien traqué par une meute humaine jusqu'à tomber sous les pieds d'un policier. Il s'accroche aux jambes et au pantalon du policier. Le policier qui surveille la sécurité de la ville encadre la meute qui assassine Didi ould Khamou. Le pauvre innocent est massacré aux pieds du policier qui surveille la ville et il se fait massacrer par les mains de toute la ville seulement à cause de la couleur de sa peau.

De mon côté, j'ai tenté de me protéger. J'ai continué à essayer de résister pour protéger ma marchandise car elle faisait aussi partie de ma vie, mais rien ne m'a protégé. La meute enragée s'est ruée sur moi. Je suis tombé, je me

suis redressé, j'ai couru devant les yeux de l'autorité et une nouvelle meute encore est venue m'accueillir et m'a traqué. J'étais encerclé et encore les coups tombaient sur moi, comme pour Didi ould Khamou, et des mains commençaient à me frapper de nouveau et à voler ma marchandise. Les cris de haine poussés par toutes les bouches de la ville en une seule clameur avec leurs mains sans nombre m'ont fait perdre connaissance et quand je suis revenu à moi, j'étais un mort vivant entre les mains miraculeuses d'un Bambara, mon voisin. C'est lui qui m'a extirpé hors des poings et des cris de haine. J'étais mort vivant. Dans cette situation, les civils Bambara qui habitaient la ville, une ville de Peuls et de Songhay, ne se sont pas comportés comme les Bambara qui sont au service de l'État malien. Ils ont refusé de se joindre à la meute qui nous frappait. Est-ce parce qu'eux aussi sont minoritaires dans cette ville, qui est loin de leur pays, ou à cause d'un regard humain, je ne sais ! Mais les civils Bambara, les pauvres, ceux qui n'ont pas de rapport avec l'État, ne nous ont pas touchés et certains nous ont même protégés, comme ce fut le cas pour moi.

Déchiqueté par la meute enragée

Un pauvre jeune homme, avec sa planche posée sur un carton, a été déchiqueté par la meute enragée. Elle l'a presque mangé. Je le vois encore, lui aussi, donner le dos au mur. Il essaye d'abord de défendre sa vie, son commerce, avant de défendre son âme. Il a renversé sa marchandise sous ses pieds et utilise la planche comme bouclier. Il paraît décidé à résister car il ne fait pas de différence entre la mort de son corps et celle de la perte de son capital, unique mamelle qui nourrit sa vie. Il vendait comme nous des poignées de sel, de dattes, de sucre et de thé, faisant vivre avec cela une grande famille de plus de dix personnes. Je le vois encore, la foule le frappe, et il bloque les coups

avec la planche, le dos au mur ; il est encerclé et une partie de la meute le frappe, les autres comme des hyènes ramassent les débris de son commerce à ses pieds. Je le vois, on le frappe jusqu'à ce que la planche, bouclier protecteur de sa vie, se brise. Alors, d'un coup il a oublié son avenir économique et s'est soucié du présent, de lui-même, encerclé et menacé. Il a lutté sans plus de planche à la main. Son capital s'était brisé et c'était au tour de sa tête d'amortir les coups. On l'a frappé à la tête, il est tombé sur la poussière et le sang, le thé, les débris de sucre, de dattes et les petits cristaux de sel qui étaient son capital et que la meute n'a pu ramasser car les nouées de chiffon qui les contenaient s'étaient déchirées.

Attaher ould Atta

La capacité de l'homme à se métamorphoser

Moi, c'est dans une autre ville qu'une foule haineuse est tombée sur moi. Moi aussi, ce jour-là, j'étais assis comme d'habitude derrière une table où j'avais étalé des pincées de dattes, de sel, de thé, de sucre pour les vendre. A côté de moi, se tenait mon fils cadet, très jeune. Alors une meute de Songhay est arrivée, encadrée par la milice Gandakoy, elle-même encadrée par l'armée malienne. Ils m'ont d'abord envoyé leur émissaire qui me posait des questions pour savoir si j'habitais dans cette petite ville de Hombori. Je leur ai dit : « Oui, vous me voyez, je vis là, et je vis de mon petit commerce. » Ce qui est absurde et qui illustre la capacité de l'homme à se métamorphoser, c'est que celui qui m'interrogeait et avait guidé la meute de la haine vers moi, c'était chez lui que je louais l'habitation où je vivais avec ma famille depuis trois ans et je lui payais chaque mois un loyer. Mais ce jour-là, il ne m'a pas reconnu : est-ce la rage qui l'avait rendu aveugle ou plutôt le désir de

manger la peau rouge. Je lui ai répondu : « Pourtant, depuis trois ans, je te paye mon loyer chaque mois. » Il m'a répondu catégoriquement : « Moi, je connais ton argent, mais toi, je ne te connais pas. Et maintenant debout, quitte ton commerce et suis-nous. »

Ils ont déchargé leur mitraillette sur ma femme

On est parti avec mon fils. Ils nous ont poussés jusqu'à arriver devant leur chef, qui était le chef de l'armée du Mali de cette région, assis dans la cabine d'une voiture où était arrimée une mitraillette. Il m'a dit : « Toi et ton fils, vite, en voiture. » On est monté dans la voiture mon fils et moi, mais au même moment, mon épouse (*tamghart*) leur a dit : « Qu'est-ce que c'est cette histoire, mon fils et mon mari, que vous ont-ils fait pour que vous les embarquiez ? »

Alors, ils ont déchargé leur lourde mitraillette sur ma femme devant moi, je l'ai vue tomber sur ses entrailles, elle est morte en répétant : « Même si nous sommes rouges et arabes ou touaregs, nous ne sommes pas des rebelles ni des coupeurs de route et, jusqu'à aujourd'hui, nous avons payé des impôts au gouvernement et nous sommes soumis à son armée. » Alors là, un des chefs militaires Bambara a retrouvé sa conscience humaine et a empêché que la meute se rue sur moi, une meute de gens du peuple et de militaires en grande partie Songhay. Il m'a protégé et m'a emmené dans la voiture jusqu'à sortir loin hors de la ville. J'ai couru, mon fils a couru de son côté, nous sommes devenus fous, je ne l'ai pas revu jusqu'à aujourd'hui et moi, en un seul jour, j'ai quitté le Mali en direction du Burkina à la recherche d'un abri. En un seul jour de marche, j'ai parcouru un trajet de deux jours. Me voilà à présent, errant dans ce camp de réfugiés qui n'a de réfugiés que le nom car il ne reçoit aucune aide, même pas une goutte d'eau, du HCR (Haut-Commissariat aux réfugiés) qui pourtant, il y a cinq mois, est venu nous recenser et

ensuite s'en est retourné dans ses bureaux du Burkina, mais jusqu'ici aucune nouvelle...

Jusqu'à ce qu'il n'y ait plus une tache blanche ou rouge

Ainsi, nous les Touaregs et leurs Arabes que le Mali a tués, non seulement nous étions innocents, mais nous étions une cible facile. A cause de la couleur de notre peau, la meute nous a chassés et pillés. Encadré par l'armée, le peuple noir de cette région, quand il nous frappait en meute, à haute voix criait, dansait et chantait en répétant : « Tuez les rouges » et « Balayez le Mali de tous les rouges » : *kokégé* en bambara et les Songhay en chœur répétaient : *ho may ga*, voilà l'hymne de toutes les meutes du Mali qui balayaient les rouges en disant : « nettoyez sec pour faire briller la couleur du Mali ». C'est avec ce slogan qu'ils nous ont massacrés et chassés jusqu'à ce qu'il n'y ait plus aucune tache blanche ou rouge pour souiller la propreté noire du Mali, ternie par le sang rouge des Touaregs et des Arabes, cette blanchitude à nettoyer et à éliminer par le feu, les couteaux et les bâtons simplement parce qu'une petite aile des Touaregs et des Arabes a pris le maquis⁴⁹ et s'est mise à affronter l'armée du Mali pour arracher leur vérité qu'on leur a volée depuis l'époque de l'esclavagisme français qui a confié leur pays au Mali et au Niger.

Femme anonyme

La couleur de notre peau est devenue un défaut

Moi aussi, j'ai habité Mopti avec mon mari. Il était comme ces deux témoins qui d'ailleurs sont nos frères. Nous vivions d'un petit commerce des mêmes denrées, qui nourrit beaucoup de ceux du Nord venus du désert de Tombouctou et qui vendent quelques poignées de dattes,

de sel, de sucre... Nous n'étions que des pauvres, qui gagnions notre vie dans ce petit commerce, une vie qui ne désirait rien d'autre que la survie au jour le jour, c'est tout.

Mais seulement, la couleur de notre peau est devenue un défaut et nous a attiré une haine et une violence dévastatrices. Cela faisait dix-huit ans que nous étions à Mopti. Jamais, nous n'avions fait de mal à personne. Nous aussi, nous recevions beaucoup d'humiliation avant, parce que nous sommes pauvres et peut-être parce que nous étions différents, mais personne n'avait trouvé de brèche pour nous attaquer. Bref, comme toute la foule, nous suivions la voie tracée par le Mali. De toute façon, nous n'aurions pas osé ni n'aurions eu les moyens de nous écarter du droit chemin. Nous habitons à Mopti. Pendant la journée, les hommes s'occupaient de leur planche de commerce et nous les femmes, nous nous occupions des maisons, on faisait de l'artisanat, des coiffures, il y en avait qui fabriquaient des cordes. Mais brusquement, un jour, toute la ville noire a fondu sur nous en criant : « Tuez les rouges, tuez les blancs. » D'ailleurs ces mots souvent sont associés. Ils disaient : « Nettoyez le dos de la terre, arrachez les rouges de toute la ville de Mopti. »

Le nettoyage des taches rouges

En un clin d'œil, toute la ville de Mopti est devenue une nuée de hurlements de haine et de bras noirs qui brillaient proprement, armés de machettes, de lances et de poignards mais aussi de sabres, de bâtons, de haches, de fusils, toute une tornade de haine et de violence qui se dirigeait vers nous, nous les quelques taches rouges, je parle de notre peau. Ils voulaient nettoyer le pays par notre sang. En un instant, comme la tempête noire de la mort, nous avons été noyés sous la violence.

Nous qui étions dans les maisons, quand nous avons eu la certitude des violences menées contre nos hommes, déjà

la nuée de haine, dans tout son paroxysme, était tombée sur nous aussi. Les mains de la meute nous frappaient, nous jetaient tout ce qui pouvait faire mal. Mais le plus horrible dans toute cette tornade, c'était le regard exorbité et troublé qui uniformisait tous les yeux de la foule qui se dirigeait vers vous et vous encerclait. Et vous, face à cette masse en rage, vous n'étiez rien qu'une minuscule tache. Je vais revenir aux coups et aux jets qui nous assaillaient, mais le plus horrible que je ne peux oublier, c'était le regard avant l'action. Les coups et les jets de bâtons tombaient sur mes sœurs, mes voisines et moi. Comme des chiffons, nous tombions. De mon côté, je voyais mes sœurs et mes voisines piétinées par la meute enragée qui se dirigeait vers ma tête. Je reçus deux coups de coupe-coupe tranchant et de nombreux autres coups venant de mains différentes. Je les recevais sur les épaules, j'en bloquais certains avec mon bras, mais le rouge du sang de mes veines enterré sous le rouge du regard en feu de la meute m'a fait perdre conscience, ma vue et ma mémoire se sont embrumées dans la haine et les hurlements de la foule. Tout s'est déroulé sous les yeux de l'armée et de la police du Mali. C'est eux qui les encadraient, les excitaient, les orientaient et leur montraient les cibles les plus faciles que nous étions, nous les rouges, touaregs et arabes.

Déversés comme on vide une poubelle

J'étais comme morte moi aussi. Je ne sais quelle main de la paix m'a ramassée avec mon sang, mes blessures et mes hardes. Quand j'ai repris conscience, j'étais dans un véhicule de la police du Mali, seule, sans mari ni enfants, ni frères ni voisins. Mais j'étais avec quelques personnes avec lesquelles je partageais la chance et la peau rouge. On nous a emmenés. Maintenant, c'était la police qui nous balayait : comme une poubelle, les policiers nous ont amenés eux-mêmes en exil, loin de notre pays.

Ainsi, l'État du Mali serait peut-être purifié de l'impureté de l'épiderme blanc ou rouge des Touaregs et de leurs Arabes. Les policiers maliens nous ont escortés jusqu'à la frontière du Burkina et en pleine brousse, sans eau ni nourriture, ils nous ont déversés comme on vide des déchets.

Alors, à pied, nous avons marché en traînant nos blessures et nos corps malades, assoiffés, affamés et l'âme endeuillée. Nous avons traîné tout cela jusqu'à ce camp de réfugiés. Nous voici, et maintenant, c'est au tour du HCR de nous faire souffrir comme s'il était complice de nos bourreaux.

Certains de nous, depuis la ville de Mopti, se sont sauvés en direction du nord vers la Mauritanie, d'autres ont traversé le désert et la soif vers l'Algérie et d'autres à pied sont partis jusqu'en Libye. Chacun a pris la direction vers où l'a poussé la violence et une grande partie de ceux qui ont pu échapper aux massacres avec leurs blessures sont morts de soif et de faim dans le désert et la brousse entre l'endroit d'où ils ont été chassés et leur refuge.

Je veux être un taxi de la liberté

Jusqu'à aujourd'hui, quand je pense à ce qui nous est arrivé au Mali, uniquement et simplement à cause de l'apparence de notre peau, la violence voile ma vue. C'est une violence qui me dit que si moi aussi j'en trouvais les moyens, je ne laisserai rien debout dans l'État du Mali. Je veux tout faire affaïsser, je veux tout casser comme l'armée du Mali et son peuple l'ont fait pour effacer toutes les traces de notre existence dans notre propre pays. Je ne parle pas du Mali mais de cette région du nord de Gao et de Tombouctou, l'Arabanda, qui était notre pays avant qu'il ne devienne le Mali.

Aujourd'hui, puisque j'ai le droit d'errer dans ce camp qui n'a rien d'un camp de réfugiés, c'est plutôt un camp de déchus, je vais dire, parce que j'ai pris du recul, qu'une

seule chose me donne l'espoir de vivre en surpassant mon ennemi : c'est le désir de la justice et de la construction du pays et de notre nation (*tumast*), en les construisant sur des piliers nobles et qui respectent la dignité de tous.

Dans mon âme, c'est vrai qu'il y a le désir de vengeance et de revanche sur l'injustice qui nous a frappés, nous, les Touaregs et les Arabes, nous, les innocents qui n'avions rien et jamais rien gâché, nous qui n'avions commis aucune faute et ne portions aucun défaut sauf celui de la couleur de notre peau.

Dans mon cœur, se superposent des quintaux de violence et de vengeance contre les États qui nous ont mis en joue comme un gibier à chasser, mais ces quintaux de rage, de haine et de vengeance contre l'État, je les refroidis par une volonté violente de saisir et de piller notre vérité. Notre vérité que nous n'aurons jamais sauf par notre travail, nos forces et notre désir de construire notre pays et notre liberté dans notre pays. Si ce n'était pas cela, en cet instant, je me vengerais du Mali, violence pour violence et je mourrais l'âme en paix. Mais, à mon avis à moi, il n'y a pas de paix pour moi ni pour les nôtres sauf combattre, travailler jusqu'à trouver notre vérité. Cherchons la force et l'organisation (*enemenek*) ; quand nous atteindrons notre vérité, par tous les moyens, ayons les forces utiles pour l'arracher aux États avec notre pays et par notre vérité, nous construirons et redresserons le pays et la vérité.

Vous, surtout ceux de l'Europe, qui nous avez pillés autrefois et qui avez usurpé notre vérité en la donnant à d'autres pays, pour nous faire mentir avec notre vérité, vous me dites : « Quand tu auras ton pays de désert aride et non développé, qu'en feras-tu ? »

Moi qui connais la liberté de jadis et son absence aujourd'hui, je vais vous répondre : je veux seulement errer en toute liberté dans mon pays, seulement dans mon pays, je veux être un « taxi » de la liberté, qui n'est guidé et

conduit dans son pays que par le vent de la liberté. Par la liberté de l'air, je veux sillonner le pays, je partirai d'est en ouest, du sud au nord, seulement comme le vent liberté. Mais, pour être un taxi de la liberté dans le désert de mon pays, il nous reste encore beaucoup de marches et de luttes jusqu'à pouvoir arracher notre vérité.

PARTIS POUR LIBÉRER LE PAYS
L'ESPOIR TRAH
DES COMBATTANTS DE BASE



Nous veillons la nuit

Kidou
Adagh

Chant composé en 1987 au Tibesti, dans la région d'Aouzou. Au cours de cette période, les Touaregs enrôlés dans l'armée libyenne pour des guerres qui ne les concernaient pas au Tchad ou au Liban, ont accepté, selon leurs termes, le sacrifice de « troquer leur sang contre le savoir » (c'est-à-dire contre une formation militaire moderne) dans le but de pouvoir un jour libérer leur pays.

Ô mon âme !
Nous veillons la nuit,
Nous veillons le jour.
Nous sommes dans des pays
dont les maîtres sont maîtres⁵⁰.
Nous attendons qu'ils viennent à nous.
La France et l'Amérique
les ont renforcés⁵¹.

Ô mon âme !
Compagnons,
Gardez le sourire
En pensant au pays
Qui est le vôtre,
Au pays où vous avez laissé
Vieillards et enfants.

Ô mon âme !
Hommes,

Gardez le sourire
En pensant à celles
Qui sont vos sœurs,
Là où sont les vieillards
Enracinés pour vous
Dans une attitude
Identique et unique.

Ô mon âme !
Les uns ont été brisés,
D'autres sont partis.
Ceux qui sont morts,
C'est au nom de quoi ?
Pour la liberté
du pays qui est le leur.

Ô mon âme !
Si vous aviez vu
combien ils étaient décidés
quand on leur a dit
qu'ils partaient au Tchad.
La nation déjà se dressait devant eux.
Le Mali s'il avait été proche
aurait été jaloux
de voir comment ils ont combattu.

Ô mon âme !
Les hommes sont morts.
Ils ne sont plus.
Certains au lac Tchad,
D'autres au Liban.
Nous veillons la nuit,
Nous veillons le jour.
Nous sommes dans des pays
dont les maîtres sont maîtres.

LA RÉVOLUTION TRAHIE

Akli

Akli est originaire de l'Adrar (Adagh). Il a une trentaine d'années. Propos recueillis en juin 1995 en langue française par H. Claudot-Hawad.

Venger mon père

Nous avons toujours nomadisé à cheval sur ce qui est devenu la frontière algéro-malienne, et donc, lors de la rébellion de 1963, nous sommes remontés un peu vers le nord, vers l'Ahaggar, vers Timisaw. Arrivés au puits d'In Uzzal, alors que je n'avais que six mois, mon père s'est fait arrêter [par l'armée malienne] avec plusieurs autres de ses camarades et on l'a fusillé, on les a tous fusillés, avec le bétail, les animaux. Et nous, les femmes, les vieillards, les enfants, on a continué vers l'Ahaggar où on est resté plusieurs années et puis on est redescendu. En redescendant, on est repassé au puits. Là, on a retrouvé les ossements. Cela m'est resté, j'étais encore petit, j'avais peut-être trois ou quatre ans, pourtant je m'en souviens. Il y avait plein d'ossements de vaches, de chameaux, d'os parsemés, c'était une forêt d'ossements. Juste à côté, se trouvait une petite dune d'où paraissaient les cheveux d'un homme qui était sommairement enterré. Vraiment, cela m'a frappé parce que moi je n'avais pas vu les exactions contre mon père et ses compagnons ; seulement je n'avais pas compris pourquoi il n'était pas là... Quand j'ai vu, quand on m'a dit que l'homme aux cheveux s'appelait Moussa, ça m'a marqué pour toujours et jusqu'à présent.

Donc il s'appelait Moussa et c'était un religieux (*aneslim*). Par contre, la tombe de mon père, je ne l'ai pas retrouvée. Je suppose qu'il a disparu comme tous ceux qu'ils ont tués. Et donc j'ai vécu dans ce milieu de défaite, de haine envers tout ce qui est pouvoir, État... Pendant des années, on fuyait le moindre bruit de voiture et même d'avion, on se cachait.

Donc, ma mère et toutes les femmes me disaient : « Ton père est parti en voyage, il va revenir. » Un jour, j'ai découvert qu'il était mort... Un jour, je me rappelle, c'était l'arrivée des caravaniers du Touat et tous mes camarades avaient reçu des cadeaux. Moi, je n'avais rien et les autres m'ont dit : « C'est normal, parce que ton père est mort. » J'ai répondu : « Non, mon père va revenir, je serai comme vous, j'aurai des cadeaux. » Alors, j'ai insisté auprès de ma mère, je lui ai demandé : « Où est-il ? Est-ce vrai qu'il est mort ? » Elle m'a dit oui et m'a raconté l'histoire : « C'est le Mali qui l'a tué. » Donc, à partir de là, la première pensée dont je me souviens a été de venger mon père, parce que le plus grand mal que j'ai ressenti, c'était de ne pas avoir un père comme le reste des autres garçons. C'était ancré dans ma tête. Ensuite, je suis parti à l'école, j'ai fait des études, mais avec dans ma tête l'espoir, un jour, de pouvoir faire quelque chose pour me venger. En 1981, quand j'ai eu la possibilité de partir comme les autres, quand je suis devenu assez grand, on a accepté de m'acheminer en Libye pour m'entraîner...

Le mouvement de la renaissance

C'est à partir de là qu'est parti mon intérêt pour suivre un peu les événements. Depuis le début des années 1980, dès 1975, il y a eu un mouvement très important de renaissance, un réseau politique qui travaillait pour « conscientiser » les gens ; ça avait un côté très secret. Il fallait jurer sur le Coran de ne pas dévoiler le secret, on ciblait les

gens, pas n'importe qui pouvait y entrer. C'était parti dans l'Adagh et ça s'était répandu partout où il y a des Touaregs, en Algérie, en Libye, etc. A un certain moment, ça a été élargi et c'est devenu possible pour moi et tous les autres jeunes de mon âge de pouvoir entrer et donc, en 1980, j'ai pu avoir accès à ce réseau et assister à des réunions secrètes. Pour moi, c'était normal, c'était en quelque sorte une continuité de ce que j'avais toujours espéré, une concrétisation de quelque chose qui était en moi. Cela a donné une nouvelle direction à ma vie parce que j'étais élève et j'ai décidé de passer en Libye, toujours par le biais du réseau, parce qu'on nous a dit qu'on ouvrait des camps d'entraînement pour pouvoir porter le message de notre peuple toujours en train de subir les conséquences de la défaite de 1963. J'y suis allé dans cette perspective de pouvoir m'entraîner et de revenir au Mali pour combattre auprès des autres pour libérer – parce que ma mère nous a toujours présenté l'armée malienne comme des envahisseurs qui sont venus, ont méprisé les gens, les ont tués dans leur propre pays – donc je suis parti pour les chasser, pour libérer mon pays, c'était comme ça. J'ai suivi l'entraînement militaire nécessaire pendant six mois et je suis revenu. Là, j'étais complètement accueilli, j'étais dedans, c'était parti.

Depuis 1982, on a dit beaucoup de choses sur le choix du jour J et la stratégie à adopter : fallait-il commencer par le Niger et ensuite le Mali ou embraser tout le pays en même temps ? Est-ce que ça sera demain, est-ce qu'on est assez entraînés, est-ce qu'on est en nombre suffisant, etc. Là, on se préparait sur le plan psychologique, sur le plan matériel, tout notre travail devait être consacré uniquement à ça. Pour ceux qui travaillaient et gagnaient de l'argent, cet argent devait être mis dans des caisses, ces caisses devaient servir à l'achat des armes, des moyens, des voitures... ; pour ceux qui étaient à l'école, il fallait qu'ils continuent à étudier parce que de toute façon on aurait besoin d'eux

plus tard. Et ça a été comme cela. J'ai toujours suivi les événements en continuant de lutter de cette manière.

Troquer le sang contre le savoir

Une fois arrivés en Libye et avant d'aller dans la caserne, on passait d'abord au bureau politique où on signait une déclaration disant qu'on venait dans le but de libérer notre pays. Il nous était possible de renoncer jusqu'à arriver à la caserne, mais ensuite c'était trop tard. Cette déclaration était pour nous une sorte de contrat moral qui déterminait nos rapports avec les Libyens.

Pourtant, une fois dans la caserne, les Libyens ont voulu rompre ce contrat. D'abord ils ont essayé de « nationaliser » les gens, c'est-à-dire de leur faire prendre la nationalité libyenne. Il y a des gens qui ont refusé et qui ont fait campagne dans la caserne parce qu'ils ne voulaient pas que les Touaregs deviennent libyens et oublient ce pour quoi ils étaient venus et avaient signé ; ceux-là ont été emprisonnés durant tout le temps de l'entraînement. Les autres ont dit : « Il va falloir jouer le jeu. En échange de cela, on va s'entraîner, parce que de toute façon les Libyens ne nous feront pas de cadeau » : il fallait « troquer le sang contre l'apprentissage » (*as emmeskal n ezni almud*).

Nous étions là pour libérer notre pays, le pays des Kel Tamashaq en général. Pour moi peut-être avant d'arriver à la caserne, c'était le pays où mon père était mort, mais arrivé à la caserne, il y a eu les discussions, on s'est rendu compte de la dimension de ce pays, on a rencontré des gens de Tombouctou, de Gao, de l'Aïr, d'Iferouan, de partout. On a commencé à discuter ; on n'était pas directement concernés par la stratégie à adopter mais quand même, en tant que militants, on discutait.

Les instructeurs militaires et les techniciens étaient libyens et tchadiens. Les dirigeants politiques touaregs n'étaient pas avec nous, ils étaient à Tripoli. Ils sont venus une fois.

Avec les Libyens et le chef militaire de la caserne, ils ont fait une campagne d'explication ; ils nous ont dit que de toute façon on ne peut pas réaliser cet objectif de libérer le pays pour lequel nous avions signé un engagement. Pour nous, le pays, c'était celui des Kel Tamashaq ; les Libyens, eux, parlaient avant du « grand Sahara arabe », mais là ils ont commencé à nous parler du Mali et du Niger. C'était en 1981. Nous avons été surpris, parce qu'au début, il s'agissait de tout le pays, mais là ils ont utilisé cette terminologie, ils nous ont séparés, ils nous ont dit « Écoutez, ce n'est pas possible », ils ont utilisé une métaphore, je me rappelle, de deux seaux lourds qu'on ne peut pas porter tous les deux à la fois, on doit en porter un et revenir ensuite chercher l'autre. « C'est ce qu'on va faire, on va commencer par le Niger, et après on reviendra au Mali. » Mais de toute façon, d'après ce que nous avons compris, nous, c'est-à-dire les gens du Mali, nous n'étions pas concernés. Donc, à partir de ce moment là, ils nous ont isolés de ceux du Niger. On a pensé qu'ils allaient les envoyer au front, mais on a appris par la suite qu'il y avait eu des accords entre la Libye et le Niger pour que ces exilés touaregs rentrent au Niger. Et là c'est devenu confus. On commençait à avoir des doutes sérieux sur les intentions véritables de la Libye. C'était une trahison. Certains ont voulu désertir mais c'était très difficile car nous étions dans une caserne isolée en plein désert. Malgré cela notre but était de libérer le pays touareg. Alors on a changé notre position vis-à-vis de la Libye.

L'abandon du projet initial

Les Touaregs ont commencé à reprendre l'initiative parce qu'ils ne comptaient plus sur les Libyens. Je ne sais plus en quelle année, il y a eu un commando « mixte » (avec des Touaregs du côté malien et du côté nigérien) qui a attaqué Arlit, c'était en réalité pour faire avancer cette idée et

jusqu'à la signature des Accords de 1991, c'était comme cela, notre stratégie concernait tout le pays touareg. On disait que de toute façon il fallait un État touareg où les policiers ne vont pas nous interdire nos activités, où on va pouvoir vivre comme on le veut, comme des Touaregs.

En 1990, j'ai dit à des amis que c'était le dernier soubresaut des Touaregs. Les événements de 1990 étaient une manière de renaître et si jamais cela échouait cette fois-ci, ça serait très pénible. Nous avions très peur de l'échec parce qu'on savait que les conséquences seraient très lourdes sur tous les plans. Donc il fallait faire tout ce qui était possible pour que ça réussisse, pour que le projet de rendre aux Touaregs leur pays qui avait été cassé par les Français et par les États après l'indépendance aboutisse. Ça a été l'espoir et nous avons toujours continué à agir dans ce sens.

Après la signature des Accords en 1991, il y a eu une première dissidence. Cela nous a fait du mal. Quoi que l'on puisse critiquer dans les Accords, il fallait continuer à adopter une position commune. Même si ce n'était pas la concrétisation du projet initial auquel nous avions cru, pour lequel nous avions souffert. A partir de ce moment-là, il est devenu difficile, pour moi personnellement, de continuer dans cette mouvance, telle qu'elle a été enclenchée par les Accords de 1991. Parce que j'ai vu des gens auxquels j'ai beaucoup cru, des amis, des compagnons, presque s'entre-tuer, s'entre-déchirer, et il m'était très difficile de prendre une position, parce que je pensais qu'ils étaient passés à côté de l'essentiel, c'est-à-dire le peuple, *tumast*, l'identité. *Tumast*, cela représente le pays, la langue, les valeurs, le comportement, le fait d'être touareg et tout ce qui en découle.

C'est autour de cela qu'il fallait discuter, qu'il pouvait y avoir des divergences et non pas autour de la forme, ce qui a été le cas. Donc, personnellement, j'ai préféré

considérer ce qui s'était passé comme une parenthèse dans le combat pour notre identité qui doit continuer.

La majorité du peuple n'a pas dit son mot

Le problème est qu'il y a seulement une partie du peuple touareg qui a été impliquée dans l'action armée. La majorité du peuple n'a pas dit son mot sur la conception du projet et les stratégies à avoir. En réalité même si on est parti au début de quelque chose qui existait déjà, d'un mal et de problèmes réels que nous avions, et que tout ce que nous avons fait c'est parce qu'il y avait quelque chose avant nous et qu'il fallait continuer, n'empêche qu'il y a eu quand même une coupure entre nous qui étions dans les casernes en Libye et le peuple, parce qu'en fait notre révolution a été préparée dans l'exil. Ce sont des exilés même s'ils étaient nombreux qui sont revenus. Et là, ça a posé beaucoup de problèmes d'abord parce qu'en fait il y a eu un décalage entre les espérances du peuple et l'issue du combat. Il y a une violence qui a emporté tout le monde, sans que tous puissent réagir et se protéger. Cela a brusqué les gens qui étaient restés, parce que le peuple dans ses souffrances, était resté attaché à la terre, tout en se reconnaissant dans ce projet. Notre but, c'était de le délivrer tout en assurant sa dignité. Il ne fallait pas le brusquer dans ses valeurs profondes, ne pas faire un placage artificiel en lui proposant un projet de société qui fait fi de tout ce qui est authenticité, valeurs traditionnelles, tout ce qui est philosophie touarègue. Et c'est là que je pense personnellement que se trouve l'erreur.

En fait, les gens qui ont négocié n'étaient pas porteurs d'un projet de société qui émanait de la société elle-même. Au début de la lutte, c'était la revendication du peuple, mais c'est une revendication dont ils n'ont pas suivi ni conservé l'esprit, ils n'en savaient pas la valeur, peut-être parce qu'ils étaient coupés depuis longtemps de la terre. En

fait, ces gens-là n'ont jamais participé de près ou de loin aux combats, ils sont venus à la dernière minute sans comprendre réellement la profondeur du problème lui-même, son sens profond. L'erreur c'était donc de ne pas harmoniser ce projet de société nouveau avec les réalités quotidiennes, historiques, les réalités du peuple lui-même de manière à l'enraciner, ça n'a pas été le cas. Là encore il y a un potentiel qui n'est pas utilisé, c'est celui du peuple. Il dira un jour son mot parce que jusqu'à présent il ne l'a pas dit.

Combattants et négociateurs : des voix discordantes

Il y a eu deux étapes dans le combat : le combat armé mené par les combattants avec à leur tête les chefs militaires qui avaient l'initiative sur le terrain ; et une autre étape à partir du moment où on a voulu négocier. Là ce n'est plus les combattants ou les chefs militaires qui négociaient parce qu'il s'agissait de nouveaux rapports sur le plan politique entre les pouvoirs centraux et les Touaregs et il fallait mettre en valeur les connaissances intellectuelles plutôt que les connaissances de terrain. Alors, on a fait appel aux gens qui étaient censés pouvoir parler avec les pouvoirs et traduire dans un langage théorique, écrit, les aspirations des combattants et du peuple. Ces gens-là n'ont pas été à la hauteur ; il aurait peut-être mieux valu laisser les chefs politico-militaires à la fois combattre et négocier... D'où les problèmes actuels de la mauvaise articulation entre les combattants qui continuent de croire en l'action qu'ils ont initiée mais qui a été mal traduite par les scolaires qui ont négocié.

Les combattants, leur tâche, c'était de combattre pour un idéal, de traduire sur le plan pratique ces revendications. Les combattants, même s'ils se sont exilés, sont quand même beaucoup plus proches du pays que les gens qui ont négocié pour eux. Il y aurait eu certainement un rappro-

chement ou une harmonisation avec les revendications du peuple. Et là je pense que l'essentiel reste encore à faire, continuer la lutte, continuer d'espérer et de penser que même la défaite n'est pas la défaite du peuple en fait mais la défaite de ces points de vue qui ont cru en la volonté du pouvoir de résoudre le problème touareg et qui se sont rendu compte que tout ça ne servait qu'à gagner du temps.

La répression a toujours été la réponse

La répression a toujours été la réponse à la revendication touarègue, à toute tentative de s'affirmer que ce soit à l'époque coloniale ou à l'époque des indépendances. Et la répression en fait n'a jamais cessé. Il n'y a pas eu de moments d'accalmie. Peut-être qu'elle a changé de forme pendant un moment, mais le résultat et le but ont toujours été les mêmes, c'est d'en terminer avec ce peuple, de casser le peuple touareg que ce soit sur le plan physique ou sur le plan culturel, sur le plan de sa civilisation. Là je fais allusion aux problèmes de la famine qui ont été exploités pour en finir avec les Touaregs, aux problèmes de scolarité, de développement, qui ont touché tous les États sans exception. Ce sont les politiques qui changent seulement : il y a les politiques qui veulent en finir avec les Touaregs en les intégrant, et d'autres en les faisant disparaître. En fait les Touaregs n'ont pas le choix, il faut trouver un projet de société pour pouvoir continuer à exister, c'est stratégique pour nous ; la répression a toujours existé, peut-être que plus tard, dans l'avenir, ce sera différent, on a appris à se défendre, ce n'est plus comme avant.

On a essayé d'appliquer aux Touaregs l'image qu'on a d'eux, c'est-à-dire des gens qui doivent être comme leurs troupeaux. Dans l'esprit de ces États, ils ne pourraient être ni civilisés ni urbanisés, ce sont des gens qu'il faut soit chasser, soit intégrer dans le sens algérien ou libyen du terme, c'est-à-dire en les déracinant. Là aussi, il y a une nou-

velle stratégie des États face aux Touaregs, dont l'enjeu est la terre. Ce n'est plus comme avant où l'enjeu était l'existence, la survie, maintenant c'est la terre des Touaregs qui est convoitée. Et là aussi la politique des États est la même. En les extirpant de leur terre, les Touaregs n'ont plus aucun point d'attache, d'ancrage, ils n'auront plus de revendication pour une terre qui leur est propre.

Par exemple, il s'agit d'implanter au sein même du pays touareg d'autres groupes sociaux qui vont servir de relais aux pouvoirs centraux.

Dans l'Ahaggar, on a installé des groupes tels que les Chaamba et maintenant on installe les Kounta du Mali et du Niger en leur donnant la nationalité algérienne, pour que plus tard les Touaregs n'aient plus de revendication territoriale. Par contre on refuse la nationalité aux Touaregs Kel Adagh qui sont du côté algérien et que l'on chasse actuellement parce qu'ils risquent d'augmenter le nombre des Touaregs qui sont en Algérie. Du côté de la Libye, c'est la même stratégie : dans le sud libyen on installe un million d'Égyptiens sur le territoire touareg ; on crée des déséquilibres démographiques. Au Mali, c'est pareil. Déjà au temps colonial les Français cédaient les terres touarègues aux Songhay. Après il y a eu la redistribution des terres agraires, on a enlevé aux Touaregs des terres. Avant même Gandakoy, en 1993, les Kel Séréré ont eu des problèmes. Actuellement, on passe à un stade supérieur : il faut vider de force les Touaregs de leur territoire et l'investir.

Beaucoup de gens voient dans l'organisation traditionnelle des Touaregs une forme archaïque. Ces gens sont dans la continuité de la pensée des États. Ce sont les relais des États. Non seulement ils pensent mais ils agissent. Je ne sais pas s'ils sont conscients ou inconscients. Mais c'est grave, même quand on joue le jeu sans le savoir.

La pression des États et la scission des fronts

Au début, le projet politique des mouvements c'était de reprendre le combat pour que les Touaregs reprennent leur destin en main. C'était le temps où c'était secret, jusqu'en 1981 où on est sorti de la clandestinité vis-à-vis de la société. Alors, c'est devenu visible et c'est devenu aussi un enjeu pour beaucoup d'États où il y avait des Touaregs, mais aussi parce que l'Algérie essayait de contrôler cela pour diverses raisons... Dès 1983, en Algérie, il y a eu un courant qui est apparu, en disant que la Libye était loin, de toute façon, ils ne pourraient rien nous faire, les Algériens étaient d'accord pour nous aider, mais à condition qu'on rompe avec la Libye.

La majorité des chefs de mouvement qui étaient en Libye étaient des Ifoghas. Du coup, on développe un discours qui dit que les Ifoghas ne sont pas des Touaregs, ce sont des chorfas, ils sont originaires du Maroc et ils n'ont aucun droit chez les Touaregs, il faut qu'ils repartent chez eux, la terre de l'Adagh appartient aux Idnan, aux Taghat Mellet, aux *imghad* (tributaires). Donc, ils ne peuvent pas non plus s'approprier la lutte. S'ils ne veulent pas céder, il faut en finir avec eux d'abord. C'est à partir de ce moment-là qu'il y a eu tous les emprisonnements des Ifoghas au niveau de Tamanrasset. Ensuite, beaucoup d'autres groupes ont investi le problème, les Eshamanamas, les Iwellemmeden, tout le monde... Mais il y a aussi des gens qui n'ont pas cédé à ce discours. Alors ça n'a pas marché et l'Algérie a emprisonné les gens mêmes qui véhiculaient cette idée pour les griller politiquement. C'était en 1989. Juste après il y a eu la révolution en 1990. Quand il y a eu l'éclatement, cette idée était dépassée.

Il y avait eu deux projets en confrontation : celui de mener un combat pour l'ensemble touareg à partir de la Libye où les Touaregs avaient plus de possibilités pour s'entraîner et acquérir une formation militaire, et un autre

qui disait que tout le monde est égal, mais à condition que les Ifoghas soient en dehors du problème. C'est le premier courant qui l'a emporté et a permis de résister aussi aux pressions de la Libye avec son idéologie panarabiste. A partir des Accords de Tamanrasset en 1991, en Algérie, ce même discours a été repris disant que les Ifoghas voulaient s'emparer de la révolution. On a créé des dissidences avec les Idnan, Taghat Mellet, *imghad* face aux Ifoghas. On a fait des pressions sur Iyad⁵² pour qu'il démissionne, il n'a pas voulu, alors on a créé l'ARLA (Armée révolutionnaire de libération de l'Azaouad).

A partir de ce moment-là, tous les Touaregs ne se retrouvent plus dans ces deux projets. Il y a aussi un autre courant qui apparaît, celui des Eshamanamas et les autres groupes qui disent « Cela ne nous concerne pas, il faut privilégier la lutte pour la nation touarègue ». Mais en même temps, à partir des dissensions de l'ARLA, il y a eu l'éclatement : les *imghad* (tributaires) ont poussé l'idée plus loin en disant aux autres : « Vous dites que les Ifoghas nous ont toujours dominés, mais en fait vous n'êtes pas différents d'eux parce que vous aussi vous avez eu des tributaires. » Alors, les Idnan, et ensuite les Taghat Mellet, se sont retirés de l'ARLA et ont essayé de rejoindre le MPA qui a refusé. Le MPA a toujours essayé de maintenir l'image qu'il est un mouvement qui regroupe différentes catégories sociales. Donc ce n'est pas parce que vous êtes nobles, ont-ils dit, que l'on va tout naturellement vous accueillir.

Suzerains/tributaires : l'invention d'un schéma bipolaire

En juillet-août 1993, il y a eu des réunions, des tentatives des Idnan et des Taghat Mellet pour rejoindre le MPA qui n'ont pas marché. Donc, il y a alors une bipolarisation qu'on est en train d'imposer : d'un côté les *illelan* (nobles) et de l'autre les *imghad* (tributaires). Mais en même temps il y a des gens qui continuent d'espérer dans le projet initial

de libérer les Touaregs et ces gens-là avaient peur qu'il y ait un affrontement entre les Touaregs qui fasse abandonner le projet initial, ce projet c'était *tumast*. A la limite, il y a des gens qui admettaient qu'il y ait plusieurs fronts, mais il fallait que ce soit l'expression de divergences d'opinion au sein d'un ensemble et d'un projet politique plus vaste comme *tumast*. Et ces gens étaient aussi bien au sein de l'ARLA que du MPA ou du FPLA, ou en dehors. Ils tenaient ce discours parce qu'ils l'avaient toujours tenu.

Mais les choses se sont exacerbées. Nous sommes arrivés au pire, c'est-à-dire à l'affrontement des forces qui se trouvaient ensemble sur le terrain et, à cause de l'exacerbation de ce schéma poussé à l'extrême, à la radicalisation des *imghad* (tributaires) : à partir de là, il faut valoriser les *imghad* en tant qu'*imghad*, il n'est pas question d'effacer les catégories sociales, *ellelu* (« fait de se comporter noblement ») n'est plus le discours de tous les Touaregs quelles que soient leur origine et leur catégorie, il s'agit maintenant des Ifoghas qui sont nobles et des *imghad* (tributaires) qui doivent valoriser leur appellation et se débarrasser de tout le complexe qu'elle implique.

Les *iklan* (esclaves), *ighawellen* (affranchis), *ibughelliten* (« mélangés ») ont été marginalisés à partir du moment où on a tout réduit à l'opposition *illelan* et *imghad*. Au moment où il s'agissait de *ellelu* ou de *temujagha*, c'est-à-dire de la réhabilitation du peuple touareg face aux États, ils étaient partie prenante. Il y avait tout le monde. Mais quand c'est devenu *temeghada* (fait d'être tributaire) et *ellelu* (fait d'être noble), entre ces deux catégories, ils ont mal vu leur place. Cela a évacué tous ceux qui n'étaient pas là-dedans. Donc ils se sont retrouvés en marge.

Cette idée a été diffusée par les « intellectuels », les idéologues des mouvements, les maîtres penseurs qui avaient besoin de se faire une place. Les chefs militaires, certains d'entre eux, ont investi ce schéma plus tard, mais ils étaient

toujours les moins chauds pour ce schéma. Il ne venait pas des combattants.

Les *iklan* (esclaves), *ighawellen* (affranchis), *ibughelliten* (« mélangés ») ont investi le MPA parce que pour eux c'était le plus proche du projet initial. Ils disent que ce n'est pas un mouvement raciste, c'est un mouvement qui est proche de ce qu'on voulait avoir comme modèle pour la société touarègue. La mort de Billal Salem⁵³ les a plus encore rapprochés du MPA, car c'est ce mouvement qui a dénoncé cette injustice.

En fait, la Libye a été loin avec les Touaregs puisqu'elle est allée jusqu'à les former militairement. Donc, c'était dangereux. Il fallait arrêter ce mouvement. Il s'agissait de trouver un moyen. Comme les Ifoghas étaient en Libye, on a inventé ce discours des Ifoghas contre toutes les autres tribus. Après, le discours a été adapté en fonction des circonstances.

L'objectif général des États reste de diviser. Dans ce cas particulier, le discours tenu au début – un discours accrocheur parce qu'il s'appuie sur les traditions orales mêmes des Ifoghas – avait pour mobile d'empêcher la Libye d'avoir une quelconque influence sur le mouvement touareg. L'alternative proposée à la place de la Libye était l'Algérie : cela nous fait donc penser que c'était l'œuvre de l'Algérie.

***Ellelu/temeghada* : la théorie prolétarienne au service des États**

Ellelu a deux niveaux d'interprétation : au sens de noblesse, le terme s'oppose à *imghad* (tributaires) ; sur le plan de la *tumast* (nation), cela concerne tous les hommes libres par les agissements, la manière de se comporter. *Ellelu* est le contraire de *ettukrish*, qui désigne le fait d'être possédé, d'être sous tutelle...

Les *imghad* sont les gens qui se situent sur le plan traditionnel au-dessous des *illelan*, mais au-dessus de toutes

les autres catégories : *inhaden* (artisans), *ibughelliten* (« mélangés »), *iklan* (esclaves)...

Actuellement, ceux qui se réclament de la *temeghada* (fait d'être tributaire et de se comporter comme tel) veulent inverser les valeurs. Ils agissent méthodiquement. Il faut frapper la tête, l'élite, ceux qui ont le pouvoir d'agir...

Normalement, chez les combattants, au début, les gens ne reconnaissaient pas les chefs « traditionnels » parce que pour eux c'étaient des relais du pouvoir. D'ailleurs, je me souviens que la première tentative de médiation a commencé par les chefs traditionnels. Ils sont venus chez les combattants, avant la signature des premiers accords, et là on leur a interdit l'accès, on leur a dit « On ne veut pas de vous, ce n'est pas avec vous qu'on se bat, on se bat avec le Mali, donc si on doit négocier, c'est avec le Mali, pas avec vous. » Ils les ont chassés.

En fait, dans la société traditionnelle, n'importe qui, et même un esclave, peut être *elleli* (noble) : on dit *akli n ellelu* (« esclave noble ») si un esclave a agi d'une manière noble. Il y a ce dicton qui dit : *igi ay s-illellan*, « c'est l'acte qui anoblit »...

Donc il y a tout un canevas de critères et de valeurs que l'on doit respecter. Si on les respecte, on est *elleli*. Théoriquement, c'est comme cela. Avant les dissidences on allait vers cette idée.

Au moment de la lutte donc, on ne parlait pas de *temeghada*. On estimait que l'émancipation, en fait l'image de *ellelu* (liberté, dignité, noblesse) – les Touaregs se battent pour *ellelu* – doit s'opposer au régime oppresseur. *Ellelu*, c'est donc les valeurs et les agissements de chacun, c'est sa manière de vivre, c'est sa bravoure : les combattants incarnaient sur ce plan-là l'un des critères de *ellelu*, c'est-à-dire le brave qui combat pour sa nation, pour son honneur. Parmi les combattants, il n'a jamais été question d'*imu-shagh*, *illelan*, *imghad*⁵⁴ parce qu'ils combattaient tous

pour la dignité de l'homme. Même dans la société traditionnelle, c'était la même idée, car les gens ont souffert ensemble. La domination des *illelan* sur les *imghad* de toute façon est apparue dépassée, cela n'avait plus sa raison d'être. Les *imghad* ne donnaient plus la *tiwsé* (tribut) aux *illelan*. Tout le monde donnait quelque chose à l'État. Les *imghad* à côté des *illelan* dans les guerres défendaient la même chose. Leurs enfants sont allés les venger ensemble. C'était comme ça au début.

Cette idée a été travaillée : d'abord par les États en particulier en 1986 où ils les ont utilisés les uns contre les autres, et dès la signature des premiers accords, où cette idée a ressurgi. Car, au moment fort de la révolution, ces gens-là s'étaient carrément effacés, c'est la négociation qui leur a permis de se manifester à nouveau et de reprendre leur projet. Deux jours après les Accords, on les a trouvés en train de se réunir et c'est là que cette idée qui avait été évacuée a été reprise. Ils n'en étaient d'ailleurs pas les initiateurs, ce sont les États qui les ont initiés. Au moment où les États n'avaient plus d'emprise sur le mouvement, en pleine guérilla, les gens qui ont véhiculé ces pensées ont été écartés. Mais au moment où les États ont repris l'initiative en négociant, ces gens-là se sont mis de nouveau sur le devant de la scène, ont repris leur travail et c'est là qu'il y a eu des dissidences, des clans.

Je n'ai pas de preuves pour dire qu'actuellement les États continuent d'alimenter les dissensions, mais je dis que ce sont les États qui les ont initiées au départ, directement en intervenant auprès des acteurs, en les formant spécialement.

MOI, JEUNE COMBATTANT RÉVOLUTIONNAIRE DE BASE

Ouray ag Wanayer

Ce jeune combattant d'une vingtaine d'années est originaire de l'Azaouad. Sa position politique a failli lui coûter la vie, lui valant d'être blessé lors d'un désaccord avec ses supérieurs hiérarchiques. Il vit actuellement en exil au Burkina Faso. Propos recueillis en touareg à Ouagadougou par Hawad au mois de février 1995.

La division est aisée

Ghabdallah ag Khassan
Adagh

La division est aisée,
l'unité difficile.
Qu'il le sache,
celui qui n'aime pas son frère
est un dénaturé.

Les deux courants politiques des fronts de l'Ouest

Aujourd'hui, les fronts touaregs de l'ouest sont divisés en deux tendances. La première est incarnée par les premiers combattants des fronts qui se sont entraînés aux armes et aux manières des armées modernes dans les casernes de Libye. Les dirigeants de ces combattants sont porteurs d'une pensée à caractère militaire qu'ils ont héritée des casernes libyennes. Et cette manière de voir qu'ils ont ramenée, au début, ils ont voulu l'utiliser auprès des gens, comme s'il s'agissait d'un peuple avec lequel ils ne partageaient aucun héritage intellectuel ni aucune éducation commune. Cela a amené les *ishumar* venus de la Libye à imaginer que leurs conceptions étaient supérieures à celles du peuple touareg et, au fond d'eux-mêmes, ils ont cru qu'ils avaient ramené à leurs parents un savoir bénéfique, une lumière de conscience suprême qui seule pourrait libérer et protéger la nation et la sortir des ténèbres et de l'agonie où elle était engluée. Bref, dans les certitudes et la vanité des combattants revenus de Libye, c'est comme si le

peuple touareg n'avait pas de conscience, qu'il était un peuple troupeau que les États piétinent et que ce peuple ne pourrait avoir aucun berger ni aucune lueur pour le protéger et le guider hormis les *ishumar*, eux qui avaient étudié et amené le savoir moderne.

Devant cette menace de l'« extérieur-intérieur » que sont les *ishumar*, il y a à présent le deuxième courant, c'est-à-dire la force, l'idéal ou le point de vue de l'intérieur que je nommerai *wan amashagh* (« du Touareg »). C'est la jeunesse qui n'a jamais quitté le pays et qui, à l'arrivée des *ishumar*, est partie rejoindre le soulèvement et s'est entraînée aux armes modernes dans l'Azaouad. Ces jeunes forces touarègues sont composées en grande majorité de bergers qui ne connaissent pas les villes et n'ont jamais entrepris de voyage qui les fasse sortir de l'espace de leur nation. Bref, il s'agit des gens du peuple de l'intérieur, des nomades qui habitent dans leurs vallées. Avant, ils avaient la conscience de la douleur de la domination et de l'agonie de leur peuple, mais n'avaient aucune force pour se soulever et lutter. Ils étaient dans cette situation comme leurs parents jusqu'au jour où ils ont vu leurs grands frères revenus de l'exil, qui avaient ramené des armes et étaient décidés à résister par un défi que jamais, depuis la défaite de la nation touarègue traditionnelle, personne n'avait osé entreprendre avec une action. Alors les fils de bergers, eux qui n'étaient pas partis en exil, se sont entraînés aux armes et aux armées dans les bases et ont rapidement appris à maîtriser le matériel et la logique que leurs grands frères avaient ramenés.

Libérer le pays et être un monde au sein du monde

Les bergers ont pris les armes. S'éloignant des parcours du puits et des pâturages, ils ont épousé le sentier de la guérilla, de la résistance armée, pour libérer leur pays et montrer au monde qu'eux aussi sont un monde, et qu'il

n'est pas concevable pour eux de rester dans le monde marginalisé, ni d'accepter l'oppression et l'agonie.

Alors en 1990, nous avons vu beaucoup de jeunes bergers rejoindre la résistance armée que leurs grands frères exilés avaient ramenée. Ils les ont entraînés, et les fils de bergers sont vite devenus des champions en armes, d'autant plus vite que, pour eux, il n'était pas normal de laisser inactif le savoir moderne que les *ishumar* avaient ramené, il ne fallait pas que soit gaspillée cette connaissance dont le peuple touareg avait énormément besoin.

Une des choses qui a accéléré aussi la rapidité de l'éducation des jeunes bergers, c'est que dès le début, ils ont exprimé l'exigence, le besoin absolu d'une révolution nouvelle qui se tienne sur quatre jambes : prendre les armes, se libérer eux-mêmes, être maîtres de leur pays, être un monde au sein du monde.

C'est autour de ce désir ou de cette soif, que se sont rejointes les deux forces touarègues, celle de la résistance de l'exil et celle de la résistance traditionnelle de l'intérieur du pays dont les fils de bergers dans leur désert étaient porteurs. Quand ils se sont réunis et se sont mis à résister par les armes, la guérilla a commencé à gagner du terrain du côté militaire : on a repoussé l'ennemi, pas un jour où nous n'avons gagné du terrain sur l'ennemi. Alors d'un coup, pendant cette troisième étape de la révolution, tandis que la victoire s'annonçait et que l'aube de la libération du pays de la nation touarègue commençait à s'incruster dans la visière du fusil, a jailli soudain le courant rétrograde (*amughal n imaghla*) qui est celui des Touaregs qui ont étudié le français dans les écoles des États de l'Afrique.

Un troisième courant : les enfants adoptifs de la France

Les gens de ce courant, avant la révolution, ni la libération du pays ni la construction de la nation ne sont jamais entrés dans leur cœur. Ils sont venus sur la scène de la

résistance touarègue avec leurs pensées soumises aux ordres et à la vision des États. Ils se sont installés dans les bases des fronts et, comme un microbe froid, doucement doucement, ils ont commencé à corrompre l'esprit de la révolution de la même manière et selon la même stratégie qui consiste à donner des privilèges à des individus : « Déposons les armes et négocions ; seule la politique peut nous donner quelque chose, pas les armes. » Cette voie-là, au début, les dirigeants des grands frères *ishumar* la méprisaient et la discréditaient auprès des plus jeunes, pas seulement auprès des bergers mais aussi de leurs combattants : ils leur disaient et avaient enraciné en eux que seule la voie de la révolution armée amènerait la nation au puits de la libération de son pays.

Donc, ce troisième courant corrupteur, domestiqué par le complexe des écoles françaises de l'Afrique noire, quand ses adoptés (*ikufad*) sont venus le colporter sur le terrain de la révolution, ils l'ont emporté dans les poches de leur cœur où était tari l'esprit de la résistance... Alors, sur le dos des combattants de base qui étaient la force de la révolution, c'est-à-dire les bergers, rapidement ces rétrogrades ont corrompu les dirigeants de la lutte des grands frères *ishumar* en leur tendant un miroir tentant, celui qui les amènerait au luxe facile des villas et des hôtels de Niamey, de Bamako, de Tripoli, d'Alger et d'ailleurs. A partir de là, quand les enfants adoptifs des écoles françaises de l'Afrique noire se sont installés dans les camps de la résistance et ont tendu leur miroir aux dirigeants *ishumar*, ils se sont mis à distribuer des rôles rétrogrades pour être des chefs légitimes : ils sont devenus chefs de la politique et des relations extérieures. Aussi, dès que les dirigeants *ishumar* ont laissé le combat, les politiciens ont maîtrisé les bases et ont verrouillé les têtes dirigeantes des *ishumar* contre tout esprit révolutionnaire. Bref, ces manœuvres ont abouti à un semblant de chefs militaires et politiques que j'appellerai des

corrupteurs et des marginalisateurs de l'esprit de la révolution.

Pour influencer et maîtriser la résistance, les politiciens ont utilisé beaucoup de stratégies semblables à celles de leurs maîtres des écoles françaises au temps de la colonisation. Ils ont ressorti la politique des ennemis, celle des appâts et des privilèges, celle de la rapacité, de la trahison et de la collaboration avec les pays contre lesquels combattent les résistants de leur nation.

La cause transformée en gagne-pain

Ils ont tout organisé pour réduire leurs frères et leur nation à n'être que de la viande à partager et à cuire. C'est toute une stratégie de refroidissement de la lutte et de la résistance touarègues, comme si, jamais, elles n'avaient eu de cause et que, jamais, il n'y avait eu un soulèvement, jusqu'à arriver à mettre en doute l'existence même du pays et de la nation touaregs comme un peuple que se déchirent les États, tout un monde que l'on déchire dans le Sahara.

Le courant rétrograde qui, dès le début, s'est emparé de la politique et des rapports avec l'extérieur, est arrivé à la fin à contrôler même les décisions militaires, à maîtriser les dirigeants des fronts, à les faire collaborer et, comme s'ils ne résistaient pas au nom de la nation, à faire d'eux, de leur lutte et de leur cause, comme un gagne-pain pour vivre personnellement en dessous de la France, du Mali, du Niger, de l'Algérie. A la fin, ils n'ont à l'esprit qu'une chose : faire collaborer pour qu'eux restent le seul monde sur les vertèbres de la nation touarègue.

C'est pourquoi aujourd'hui la résistance armée touarègue boite et divague, qu'elle est en difficulté et divisée en de multiples fronts.

Mais pour conclure sur ce point, je préfère m'interroger moi-même : pourquoi est-il si facile de corrompre ceux qui ont grandi dans les misères et les difficultés de la colo-

nisation ? Et pourquoi est-il toujours facile de les transformer en collaborateurs jusqu'à dépasser les États ennemis qui exterminent leurs parents et leur nation ?

Ces Touaregs sevrés par les écoles de la colonisation française, leur cerveau a été pétri du complexe qui non seulement va jusqu'à leur faire mépriser l'éducation et toute la culture de leurs parents, mais aussi jusqu'au mépris d'eux-mêmes. Pour eux, il n'y a rien d'admirable, ni aucune connaissance valable à part celle des maîtres de leurs écoles, les écoles qui les ont rendus orphelins et qui les ont abreuvés des complexes qui consistent à dire qu'il n'y a d'autre savoir et idéal que ceux de leur maîtres, comme des têtards incapables d'affronter le désert, toujours trempés dans la mare de l'esprit colonial.

Le fardeau honteux de la lutte gâchée

Aujourd'hui, nous, les jeunes Touaregs, comme notre peuple, nous sommes honteux, nous n'osons plus dire ni affirmer que notre lutte était une révolution pas plus qu'une résistance, car même nos grands frères qui sont revenus de l'exil et ont ramené les armes et l'esprit de la révolution moderne, ces grands frères eux-mêmes ont dévié, se sont mis en retrait car ils ne pouvaient plus tenir en main la révolution. Ils ont douté d'eux-mêmes car ils se sentent responsables et coupables d'avoir abandonné la révolution, leur art, aux microbes froids et rétrogrades auxquels ils l'ont confiée. C'est pourquoi aujourd'hui, ceux qui ont amené la révolution, autrefois les plus libres et originaux, sont arrivés au stade où ils préfèrent retirer leurs mains plutôt que d'être accusés d'avoir détourné la révolution. Ils ne supportent plus qu'on les accuse d'avoir dévié la lutte, eux qui, au début, portaient l'âme et le corps de tout leur peuple sur leur cou. Eux qui ont engagé le combat, ils se sentent responsables des massacres de civils : c'était très grave pour eux, ils se sentent coupables et il leur est difficile

de maintenir la voie noble de la résistance. Aujourd'hui les aînés ne sont plus capables de porter encore le fardeau du gâchis de la lutte.

Du côté des combats, jusqu'à présent, la résistance armée touarègue n'a montré pas même un pour cent de ses capacités. Mais la chute est venue du côté de la morale. La trahison de l'intérieur est toujours celle qui attise les brûlures dans le cœur des résistants. L'impasse où nos frères corrompus ont fait échouer notre résistance est telle qu'elle est devenue une honte qui est en train de dépasser pour nous celle de voir notre peuple et notre pays se faire déchirer et massacrer comme des chiens sans autre secours que le brasier de leurs cahutes.

La révolution trahie et polluée

La résistance qu'on a engagée en 1990, il faut la considérer comme une révolution non seulement trahie, mais polluée. C'est comme si un homme d'honneur arrache les vêtements du corps de sa digne mère et qu'il la laisse nue. C'est pour nos sentiments la même chose que la trahison de nos frères que nous avons accueillis dans nos tentes, qui sont arrivés à nous des écoles françaises de l'Afrique noire, nos frères complexés par la colonisation.

Des petits combattants bergers aux *ishumar* qui se sont entraînés à la guérilla, jusqu'aux Touaregs de toute catégorie sociale, nous tous, aujourd'hui, souffrons du mépris de nous-mêmes à cause de l'embrouille, du trouble, du gâchis et de la haine que nos frères encadreurs de la corruption, qui se nomment les politiciens, ont semés dans nos bases de la guérilla et dans nos camps de réfugiés. Ils les ont sillonnés en installant la bagarre et ils les ont soudoyés avec l'argent de la France et des États, ils ont corrompu et acheté encore d'autres réactionnaires. Chaque pan de la trame de la résistance que nous essayons de rabattre pour une révolution morale, d'un coup le troisième

courant gaspilleur va nous le déchirer encore, car il nous dépasse en moyens et en forces qui lui viennent des caisses des États. Ils ont le droit auprès des États non seulement de sillonner le pays en pleine guerre mais aussi tous les pays extérieurs, ils ont des passeports diplomatiques.

La résistance de la nation touarègue, celle de ces dernières années depuis 1990, n'a de maladie qu'un seul microbe que les attiseurs de ces microbes eux-mêmes dénomment d'un mot arabe : les politiciens, *asiyasiten* (de *siyasa*, « politique » en arabe). Et même le mot touareg de *tinaden*⁵⁵, ils n'arrivent pas à l'utiliser pour parler à leur peuple.

Dans les bases des combattants et dans les camps de réfugiés, il n'y a que des *asiyasiten*, toute une politique d'instabilité et de débandade. Aussi, jusqu'à aujourd'hui, parmi les chefs des combattants et les politiciens, aucun n'est respecté. Ils ne se respectent même pas eux-mêmes, c'est pourquoi, je dis que rien n'est stable.

Les États ne font pas la distinction entre civils et combattants

Devant cet effet horrible, maintenant la jeunesse, la force des bases, celle des bergers fils d'éleveurs qui ont rejoint la *teshumara* (mouvement des *ishumar*, c'est-à-dire de la résistance armée) et ont pris les armes, cette force – représentant les artères qui portent la résistance touarègue entre les deux épaules – ne dit, ne cherche et ne croit qu'une seule chose aujourd'hui : le combat, la résistance armée et la résistance armée totale qui protégera la nation touarègue. Car pour ces jeunes, il n'y a pas d'autres choix, ils sont parfaitement conscients que les États ne font pas la distinction entre les civils touaregs et les combattants, aucune distinction sauf le feu : ils les marquent tous par les flammes. Les États n'ont pas de politique pour la nation touarègue hormis le feu et le génocide, c'est pourquoi les fils de bergers eux aussi ne croient qu'en la résistance

armée jusqu'à la libération de la nation et la maîtrise de leur pays.

Car les fils de bergers formés aux armes dans l'Azaouad depuis 1990, cette jeunesse touarègue n'a pas d'esprit pervers ni autres petites stratégies gagne-petit, rien de compliqué. Ils n'ont et n'auront pas de place ni de salut dans les États : garder leurs troupeaux, ils savent tous que c'est devenu impossible, ils ne pourront plus être libres avec leurs troupeaux dans leur pays. Et si cette liberté pouvait exister demain comme autrefois, ils sont sûrs que tant que meurent leurs parents, ils ne l'auront pas sauf par le fusil et le combat.

Le gaspillage du courage et de la détermination

Tous savent que seule une liberté que nous avons arrachée nous-mêmes nous donnera le droit de pâturer notre misère dans notre pays. Mais les pauvres sont victimes des stratégies et des politiques réactionnaires que nous venons d'énumérer.

Et cette force réactionnaire est installée aujourd'hui dans leurs bases. Elle les ronge de l'intérieur, les maintient dans les camps et les isole d'une manière digne de celle de toute une armée classique avec sa discipline et ses soumissions hiérarchiques. Les politiciens, dans les bases, les réunissent et créent des animosités entre eux. Les réunions militaires dans les camps des fronts armés, cela consiste chaque nuit et chaque jour, du matin au crépuscule, du crépuscule au matin, à vous perturber, à vous maintenir en place, à vous faire perdre du temps en vous ressassant la litanie : « Attendez, par la diplomatie, on va tout vous arranger, et quand on ne pourra plus rien faire, on vous le dira et vous irez combattre », toute une stratégie de perte de temps et de perte de volonté. Les politiciens un jour veulent le combat et un autre ils ne le veulent pas et le lendemain ils veulent la paix, ainsi de suite. Et toujours ils arment les combattants

de faux espoirs, l'espoir de quelque chose qui va venir, un petit espoir qui n'aboutira jamais, infiniment suspendu dans les lendemains, des lendemains fiévreux, soumis et corrompus.

Aujourd'hui cela fait quatre ans que nous attendons un jour suspendu dans les « demain » des corrompus qui ont détourné nos décisions. Une grande partie des combattants de base commence à quitter les camps de la guérilla car il n'y a plus d'affrontement avec l'ennemi. Et sous les politiciens, les camps sont devenus les bases de l'animosité, de la division, de toutes les corruptions et réactions rétrogrades. Il n'y a plus de combat. Une grande partie des combattants préfère quitter les bases au lieu de mourir pour rien de faim, de soif, de froid ou de chaleur en été et de la pluie. Tous, nous étions d'accord au début pour faire ce sacrifice afin de libérer notre nation. Tous nous étions prêts à donner nos vies pour une lutte décidée, déterminée, verticale (*tataghtet*)⁵⁶, nous les combattants touaregs de base. Cela ne nous faisait rien, du moment que c'était au nom de la libération de la nation, de rester dans le désert pendant des dizaines de jours sans manger ni boire et de combattre contre les armées entières des États du Mali ou du Niger, assistés par l'Europe, l'Amérique, la France.

Mais si tous les combattants sont d'accord pour le combat, les souffrances et les difficultés dans le but de construire et de libérer la nation, ils ne le sont pas pour rester dans les bases comme une marchandise pour les politiciens qui les bradent ou en augmentent le prix en fonction du vent. Alors non, les combattants ne sont pas d'accord avec cette trahison et ce gaspillage des forces et de l'esprit, et surtout du courage et de la détermination.

Une grande partie des combattants a quitté les bases pour repartir dans les pays afin de travailler à une nouvelle révolution radicale, et non pas à ce raccourcissement de la volonté, de l'espoir et du regard qui guide aujourd'hui nos

politiciens et les chefs de nos bases. Mais tous les combattants qui ont quitté les bases sont partis en disant que quel que soit le jour ou l'heure où l'on a besoin d'eux pour travailler dignement à la libération de la nation et du pays, il leur suffit de dix jours pour se réunir. En ce moment, ils sont tous dispersés, mais le mot de passe est donné, si on annonce un jour la résistance et l'affrontement, ils seront tous capables de se rassembler et de former une seule armée dont la volonté et la cause sont de libérer la nation.

Beaucoup de combattants, surtout les jeunes et une grande partie des *ishumar* révolutionnaires purs se sont dégoûtés des bases. C'est parce que les politiciens ont implanté des situations de division par tribalisation et favoritisme, un favoritisme qui sépare les gens par tribus, par clans : ce sont les politiciens qui ont introduit cette idée. D'abord ils ont divisé la politique en « extérieure » et « intérieure ». Au début, la politique intérieure a été laissée aux chefs militaires et celle de l'extérieur à la pseudo-élite éduquée dans les écoles des États et de la colonisation française.

Mais à la fin, la situation est devenue différente : dans les camps il y avait des gens sous l'influence des politiciens qui ne toléraient aucun autre point de vue que le leur. Et ils ont tout fait pour imposer leur vision et diriger les bases.

La souffrance comme moteur

Alors face à cette difficulté, pourquoi les jeunes bergers – eux qui sont de l'intérieur du pays, eux qui se sont formés dans le pays – n'ont-ils pas quitté les camps, déboussolés par la cupidité, pour partir loin organiser leurs propres bases et imposer de nouveaux chefs qui allaient respecter leur esprit ? Cette réaction idéale, ils ne l'ont pas concrétisée pour plusieurs raisons : d'abord, par absence de maturité. Leur niveau de conscience s'arrête aux difficultés et à l'oppression de leur nation, ce sont les seuls éléments qui

forment sens dans leur conscience. Mais en ce qui concerne les organisations militaires et politiques, ils ne sont pas encore mûrs.

N'oublions pas qu'une grande partie de ces combattants de base, de ces jeunes, ne vient pas des tentes éduquées à la politique et à l'organisation traditionnelles du peuple touareg. Quand la révolte a été déclenchée, la majorité d'entre eux n'était avancée ni en âge ni en éducation, ni même en capacité physique : ils n'avaient que la souffrance comme moteur. Il ne faut pas oublier qu'une grande partie de ces jeunes, avant de terminer leur éducation et de mûrir physiquement après les sécheresses de 1973 et de 1980, sont devenus eux-mêmes les parents de leurs parents : la seule école touarègue qu'ils ont eue, c'est celle de la survie de leurs parents. Donc, ces enfants ont eu en charge de grandes familles. C'est pourquoi ils sont aptes à la résistance militaire, ils étaient les premiers à offrir leur corps aux ennemis de leur nation ; pour le reste, ils n'y arrivent pas.

C'est en grande partie cette jeunesse des bergers qui compose aujourd'hui les combattants de base. S'ils ne peuvent pas s'organiser sans les politiciens et les chefs des bases dirigées par les *ishumar*, leurs aînés qui les ont trahis, c'est que ces jeunes, pas encore familiarisés avec les stratégies politiques et le commandement, n'ont qu'entre treize et vingt ans. C'est cet âge-là qui est majoritaire parmi la force des bergers qui se sont entraînés à la guérilla dans l'Azaouad. Aujourd'hui cette jeunesse a été plongée dans les ténèbres par ses dirigeants aînés et les politiciens qui leur ont fait perdre confiance en eux-mêmes et les ont divisés au point que s'ils partent de manière autonome et désertent les bases, ils sont contraints de revenir aux bradeurs de conscience, de force et de volonté, parce qu'ils ne peuvent plus rester dans le pays et ne savent pas vivre dans les villes : ils sont devenus un gagne-pain et un appât pour leurs politiciens corrompus.

L'amadou pour le feu de la résistance

S'ils désertent ils ne vont pas loin. Même s'ils partent tout seuls avec une arme, que peuvent-ils faire ? Là-bas les armées des États et de l'autre côté les fronts de leurs frères qu'ils viennent de désertter, ou avec lesquels leur front est en guerre évidemment à cause de cette politique de division. Alors il ne leur reste qu'à moisir dans les bases. S'ils désertent, ils meurent soit par les balles des États ou des fronts, soit de faim ou de soif. Et s'ils partent aux camps de réfugiés, là-bas, les femmes, ces redoutables usines à critiques qui ne veulent rien comprendre, les attendent et leur font honte : « Tu es un lâche, tu as déserté, tu as laissé tes frères résister tout seuls, il conviendrait que tu meures sur place ou que tu retournes auprès de tes compagnons pour combattre. »

La jeunesse touarègue dans tous les fronts n'a soif que d'une chose : la résistance radicale et déterminée qui ne s'arrête que le jour de la libération de la nation et de son pays. Et ce qui le démontre, c'est que 90 % des embuscades contre les armées des États sont faites seulement par la jeunesse et les fils de bergers. Disons avec certitude qu'aujourd'hui la majorité des attaques n'est menée que par la deuxième force des fronts, celle des bergers.

Par contre, il est rare dans les affrontements avec le feu de l'ennemi de trouver parmi les forces touarègues la première, celle des *ishumar*, qui se sont entraînés en Libye. Seulement un ou deux *ishumar* du début oseraient aujourd'hui affronter la mort. Cet effet est dû à d'autres stratégies encore, complexes : le noyau des *ishumar* qui s'est entraîné en Libye, s'est convaincu qu'eux, ce sont des chefs et ils ne veulent pas la mort car ils sont les encadreurs de la révolution, les savants en stratégies de combat, bref, ils se prennent pour quelque chose d'important, alors ils envoient les jeunes bergers : même s'ils meurent, rien n'est gâché car dès le début ils les ont entraînés seulement pour

la guerre. Cette jeunesse est aujourd'hui l'amadou pour le feu de la résistance de la nation touarègue. Seuls les bergers qui n'ont pas quitté le pays, qui ont beaucoup souffert et ont été témoins des massacres de leur peuple sous leurs yeux, qui connaissent les difficultés, la souffrance et le carcan, eux qui ont vu tous les malheurs qu'ont endurés leurs tentes, ont le cœur au combat et n'ont pas peur de la mort quand ils se battent : ils se battent en tant que Touaregs qui ont souffert et ont une liberté à arracher.

Sur le champ de combat, aucun *ashamur* (sing. *ishumar*) ni politicien qui a connu le luxe des villes et des casernes libyennes ne porte sur ses épaules les armes lourdes comme les grandes mitraillettes, les mortiers et les roquettes. Il n'y a que les bergers qui les prennent, chargés comme des ânes, parce que ces armes non seulement sont lourdes pour les cadres de la résistance, mais parce que les combattants qui les tiennent dans le champ de combat sont la cible numéro un de l'ennemi. Dans les combats de guérilla du Sahel et du Sahara, pour les armées des États, la mitraillette fixée sur une voiture tout-terrain avec le chauffeur du véhicule, sont la première cible. La deuxième, c'est le combattant qui porte le mortier lourd et dans nos guérillas touarègues, il n'y a que les fils de bergers qui les portent, car ils sont les seuls à être déterminés mais aussi les seuls auxquels le chef des *ishumar* le confie parce qu'il est lourd, parce que le frère berger est connu pour ne rien refuser de ce qui peut l'amener à la mort tant que la lutte sillonne le sentier de l'anoblissement des pauvres que sont ses parents. Et à leur tour, les scolarisés les envoient, les fils de bergers, car ils savent que les bergers ne peuvent pas se révolter contre eux ni désertir parce que là où ils partent, ils seront attrapés ou ils vont mourir car ils ne connaissent que le pays touareg où pâturent leurs bêtes, devenu le champ de la guerre et de l'exil et ils ne savent pas se glisser à la recherche de la vie entre les villes et les frontières.

Combien de fois ai-je vu les fils de bergers qui tiennent les roquettes se diriger vers les chars. Ce sont tous des enfants, jeunes et affamés, avec leur roquette. Combien de fois, les ai-je vus exploser avec leurs roquettes que les chefs de la guérilla ont peur de toucher, car elles sont la cible recherchée par les chars de l'ennemi. Normalement, il faut organiser autour du combattant qui porte une roquette dans un combat une couverture de trois gardes. Et en plus, lui-même doit porter un pistolet au cas où sa couverture s'éloigne de lui et le laisse avec sa roquette lourde, avec les chargeurs. Ce sacrifice pour la cause, tu ne peux pas le trouver sauf parmi les bergers. Seuls eux sont radicaux et déterminés. Et ils sont sûrs et certains que sur toute la terre ils n'ont aucune place que dans le champ de la résistance, il faut mourir ou vivre les armes à la main.

Ni la fraternité ni la solidarité d'une armée de libération

Les chefs de nos guérillas ne descendent pas dans le champ de combat car ils savent que le combat des pauvres est fait de fuite et de traque. Chaque combattant a une faille particulière à boucher et il est la cible de l'ennemi. Mais les chefs de nos fronts, eux, sont dans les voitures, loin, et ils envoient les bergers et les regardent comme une curiosité. Nos officiers ne respectent pas le droit de la fraternité qui lie et égalise une armée de libération. Non, aucune fraternité ni solidarité et aucun partage du fardeau, comme s'il s'agissait de vrais États au sein desquels nous combattrions. Nos chefs se considèrent comme très importants et toutes les souffrances, les mauvais traitements et le sale travail, comme si nous étions leurs esclaves, ils nous le laissent à nous les jeunes et surtout à ceux qui n'ont pas étudié dans les écoles des États qui occupent notre pays. Les bergers parmi nous, c'est eux les pauvres combattants de première ligne. C'est eux qui combattent : ils tuent et on les tue et comme des ânes, ils portent les armes lourdes. Nous

les jeunes, surtout les bergers, c'est nous qui travaillons à la révolution par nos mains et nos volontés, mais les officiers et les politiques, eux, non. Ils ne font rien, sauf vendre notre lutte et notre révolution au Niger, au Mali, à l'Algérie et à la France, elle qui ne veut que la disparition de notre nation, elle qui fournit la solde de la corruption.

Nous voulons l'égalité des combattants révolutionnaires

Ces affaires rétrogrades ont amené des divisions par tribus ou par catégories sociales, par exemple dans la façon dont on choisit l'officier de chaque action, qui va diriger la division partant à l'attaque. Au contraire des règles militaires, chez nous on sait d'avance qui va l'être et il choisit ceux qui vont partir sans respecter les stratégies révolutionnaires, mais par favoritisme. C'est de la même manière que l'on désigne ceux qui vont faire le sale boulot comme la cuisine et toutes les autres opérations indignes d'un combattant de libération.

Et aussi, les nombreuses punitions ne sont pas équitables ; ce n'est pas une affaire démocratique. On condamne lourdement les combattants de base même si leur faute est identique à celle des autres. Le chef du jour est capable de gaspiller tout un chargeur devant les combattants seulement pour son plaisir, mais le combattant de base, s'il perd une balle, le paye durement : on le frappe, on l'emprisonne, ils le mettent dans les ténèbres et on lui fait subir de mauvais traitements, toute une affaire de discipline indigne pour un combattant révolutionnaire de la guérilla. Mais pour les chefs et les politiques, les combattants bergers ne sont pas des humains... Nous, les combattants de base, les chefs nous traitent comme les États traitent notre peuple. Ils nous traitent, nous leurs frères, de la même manière que les a traités jadis l'armée de la Libye, de l'Algérie, du Mali, du Niger, avant qu'ils prennent les armes. Et si ces souffrances, ces vexations avaient

pour but de nous former à la discipline pour faire de nous des combattants, nous ne les ressentirions même pas car pour nous elles feraient partie d'une étape de la libération du pays. Mais non, rien. Nos chefs dans leur tête ont pris les mauvaises habitudes des armées des États qui nous étouffent.

Nous, nous voulons qu'il y ait une justice des résistants dans les camps des fronts et qu'il n'y ait personne au-dessus d'un autre quand il s'agit de cette justice. Dans les bases, nous connaissons des gens que l'on ne condamne jamais et qui sont au-dessus de toute loi. Pourquoi dans une armée et surtout dans un front de guérilla, les officiers ne seraient-ils pas condamnés ? Alors, où est la révolution et le consensus de la fraternité et de l'amour ? Dans les bases, les officiers avec leurs frères proches et les chefs du jour se tiennent à l'écart et se placent au-dessus de tout. Même s'ils ne sont pas de la même famille ni de la même tribu, ils s'aiment et s'entraident et partagent tout entre eux. Ce groupe des officiers dans les bases maintient les combattants sous pression pour toujours attiser des situations de méfiance afin que personne n'ait confiance en l'autre et ne fasse attention... Chaque base est divisée par des groupes qui n'ont aucun autre rôle que la défense de leurs officiers, et non la cause de la nation. Ce sont des politiques à courte vue de division et de séparation qui ont fait leur apparition quand on a annoncé le pacte avec les « politiques » : c'est eux qui les ont amenées. Les politiques faisaient la navette entre les bases et le Mali. Quand ils sont arrivés, ils ont amené les papiers du Mali, les papiers du pacte avec les projets. Les *ishumar* de base ne savent pas lire le français, alors ce sont les politiques qui les ont traduits et évidemment ils en ont fait une arme pour leur stratégie rétrograde et ont annoncé l'argent que les banques et les bailleurs de fond allaient donner, ils ont annoncé les galons et les officiers qui allaient être intégrés, et les

projets de développement qui allaient surgir dans l'Azaouad et la France qui allait les financer : c'est à partir de là que sont apparus leurs pas rétifs et que nos grands frères *ishumar* ont commencé à rêver du pouvoir et des hôtels de Bamako ou de Paris et que chaque officier a essayé de se distinguer avec son groupe. Il en fut ainsi dans le cadre du pacte, jusqu'à ce que quelque chose encore fasse son apparition, appelé : « patrouilles mixtes ». Les combattants libérateurs de leur pays sont devenus des collaborateurs de l'armée qui extermine leurs parents et leur peuple.

Les patrouilles mixtes

Au début, la patrouille mixte, ce sont les hommes du MPA et du FIAA et quelques hommes de l'ARLA⁵⁷. Au début leur tournée de sous-fifres de l'armée du Mali débute à Gao : c'est de là qu'ils ont commencé à prendre du poids ; ils se sont installés à Kidal et sont venus ensuite à Gossi. Pendant ce temps toute l'armée du Mali et son gouvernement comptait les faire déménager à Tombouctou et les mettre aussi dans toutes les régions où ils pourraient chasser leurs frères, ceux des fronts qui continuent de résister.

Pendant ce temps, le Mali a pesé de tout son poids et sa politique sur le groupe des politiciens, ceux qui relient les bases et l'État. A Bamako, le Mali leur a donné hôtel et villa, luxe et argent, on leur a ouvert la porte de tous les avantages pour les corrompre afin qu'ils consomment eux-mêmes leur peuple en paralysant sa lutte à la recherche de son droit et de sa dignité. On leur disait : « Que voulez-vous ? De quoi avez-vous besoin ? Faites rentrer vos frères, le pays est à vous aussi, nous l'avons en commun avec vous : aucune différence entre vous et nous. »

Pendant ce laps de temps, où la corruption a rendu le cœur creux, le Mali a commencé à faire apparaître un autre chapitre qui s'appelle CCF, commission de cessez-le-feu. En quoi cela consiste-t-il ? Il faut que chaque base

des fronts touaregs freine ses combattants et les envoie s'installer dans les villes et les plaines pour qu'ils arrêtent les « bandits et coupeurs de route ». Et en même temps encore, ils doivent transmettre et exécuter les ordres entre les bases et l'armée malienne. Les coupeurs de route, les bandits armés, qui est-ce pour l'armée du Mali et ses alliés touaregs ?

Chaque Touareg qui prend les armes pour essayer de se protéger de l'armée du Mali assistée de sa milice armée Songhay sillonnant le pays et tuant tous les Touaregs qu'ils ont croisés – il suffit qu'ils soient de couleur claire⁵⁸ – devient le prétexte pour exterminer toute une nation qui ne cherche qu'à vivre dignement dans son pays.

Nous sommes devenus des soldats d'une armée ordinaire

Au début, quand les *asiyasiten* ont amené au camp les papiers du pacte, il n'y avait pas de suspicion. A nous, les combattant de base, les officiers ont dit : « Écartez-vous ! Laissez-nous, nous les officiers, et occupez-vous de votre travail. »

Chaque fois que les politiciens arrivaient dans les bases, ils amenaient du Mali de l'argent, des tenues et des bottes de l'armée et les partageaient entre les officiers, comme si nous n'étions pas une armée de guérilla, de révolution et de fraternité pour la libération du pays. Non, non, nous sommes devenus des soldats d'une armée ordinaire : la seule différence, c'est que la nôtre était pauvre et corrompue de la tête et de l'esprit. L'argent et les tenues militaires qu'on partageait à nos chefs, c'est comme s'il ne s'agissait pas de la peau de nos mères que l'armée du Mali avait dépecées et dépouillées seulement parce qu'elles étaient claires de peau.

Pendant neuf mois, nous avons trempé dans le CCF qui répandait sur nos chefs et sur les politiciens tout un paradis qui entravait la volonté et aveuglait le regard. Dans le

cadre du CCF, les fronts qui avaient rejoint la patrouille mixte sans passer par la voie normale (du pacte), chaque mois recevaient leur salaire et chaque fois qu'ils poursuivaient un groupe de frères dissidents qui continuaient à résister, ils touchaient en plus une prime avec les frais de déplacement et d'hébergement pour chaque nuit où ils dormaient dans le désert. Où avez-vous vu un rebelle dont on massacre les parents à cause de la couleur de leur peau qui, chaque fois qu'il dort dans le désert, touche la prime à la chaleur ? Chacun de nous sait que cette politique de salaire, de prime et de récompense n'est ni celle de l'armée malienne ni celle du gouvernement malien. Comment le Mali abandonnerait ses manières haineuses d'extermination des Touaregs en leur payant des primes avantageuses, luxe qu'elle n'offre même pas à ses soldats ? Nous, tous les combattants de base, sommes sûrs et certains que ce n'est pas le Mali qui les donne mais la France qui les paye et c'est elle aussi qui finance le feu avec lequel l'armée malienne brûle le peuple touareg et c'est la France qui veut pour nous des missions sahariennes bien payées !

La maladie du pouvoir et de l'argent

Ainsi, nos hommes, ceux qui ont corrompu notre révolution, recevaient et gaspillaient l'argent et dans leur délire disaient à haute voix à qui voulait les entendre : « Consommez et mangez au compte de la France. » Ainsi, pour vendre le génocide et la colonisation de leur nation, nos dirigeants nés dans le désert étaient payés de la prime du vent et du soleil. Pourtant nos parents, dans leur campement de misère du Burkina, d'Algérie et de Mauritanie, et dans les grottes et les cavernes où ils se lovaient pour échapper au feu que la France donne au Mali, eux ne rêvaient que du vent, du soleil, du désert de leurs ancêtres, un désert où tout leur peuple serait libre. En dehors du droit de respirer, comment notre peuple rêverait-il de

l'argent et des tenues en treillis, couleur guépard, des bottes et des bérêts avec lesquels nos dirigeants font des caprices dans nos maquis en criant « Mangez, mangez l'argent et habillez-vous au compte de la France » ?

A nous, les combattants de base, qui avions besoin de vêtements car nous étions nus, nos dirigeants, dans leur excessive rapacité et corruption, vendaient au prix fort ces tenues militaires que la France donnait pour eux au Mali. Pourtant, c'était au compte des mère et père France, Dieu de l'Afrique noire.

Nous les combattants, rien d'autre ne nous parvenait dans nos maquis que les officiers rendus élégants par la France. Nous qui étions leur bouclier, si nous trouvions un petit fil pour nous couvrir parmi les lots de cadeaux destinés à nous corrompre, ce ne pouvait être que les chiffons cousus au Mali !

Le déchirement des fronts

C'est cet état d'humiliation et d'affaiblissement, qui a amené un air lourd de haine et de manque de confiance dans les camps entre les dirigeants et les combattants de base. C'est cet esprit foireux qu'on a attisé aujourd'hui dans les fronts et même une partie des combattants de base commence à être contaminée à cause des liens parentaux qu'ils ont avec ceux qui dirigent. Mais le proverbe ne dit-il pas : « Ton entourage forge ta mentalité ! »

Tous les fronts touaregs de l'Azaouad, depuis l'Adagh jusqu'à la frontière de Mauritanie, sont contaminés par cet esprit rétrograde et corrompu mais, bien qu'ils aient les mains et les bouches enchaînés par leurs grands frères, il n'y a dans le cœur de la grande majorité des combattants de base que l'unité et la parenté pour une révolution noble, car elle seule libérera tout le désert et le peuple déchiré de la nation des Touaregs.

Ce microbe corrupteur qui a entravé les combattants de base, cette maladie commence à frapper maintenant ceux qui l'ont attisée dans nos camps : les politiciens et les officiers. Même entre eux, ils commencent à se détester, chacun veut manger l'autre parce qu'ils sont tous assoiffés de pouvoir et d'argent, et à cela, se rajoute la conscience que la situation est gâchée ; il y a trop de divisions, cela devient un déchirement.

Pour nous au début, notre révolution était une seule chose, un seul Touareg, un seul cœur, résistant et révolutionnaire, libérateur et constructeur du pays et de la nation. Nous les jeunes et tout notre peuple, en 1990, quand nos grands frères *ishumar* se sont dressés, d'un coup, on est parti pour un soulèvement, une révolte, un mouvement populaire. C'est pour rendre sa dignité à notre nation et à notre pays tout entier et non pas seulement celle d'une fraction touarègue, que nous avons répondu. C'était pour la nation et pour le pays, une révolution libre, digne et originale car il s'agissait de la révolution d'un peuple pauvre, nomade, touareg, gardien de la résistance de toute l'humanité du monde. A quoi riment ces différenciations par tribus, par clans, par catégories sociales... Toutes ces divisions, ce n'est pas une affaire de points de vue différents sur la révolution, mais seulement la soif du pouvoir.

Les Français ont inculqué aux Ifoghas qu'ils étaient supérieurs aux tributaires et ces derniers se sont mis à dresser la tête et à se placer fièrement au-dessus des autres. Alors les tributaires (*imghad*) ont quitté les Ifoghas et ont formé leur front ARLA. Ensuite les Eshamanamas eux aussi sont partis là-bas et ont fait surgir leur front FPLA et, là, l'aile du monde touareg de l'ouest du côté de Tombouctou, lui aussi a commencé à former son front : au début il réunissait toute la confédération (*ettebel*) des Kel Intesar et ensuite dans ce front, s'est formée une fraction *isherifen* qui a fait son apparition en disant : « Les Kel In-

tesar nous dépassent en science, nous, les *isherifen* ; ils ont beaucoup d'élites, puisque c'est ainsi, s'ils ne nous ont pas dominés, un jour, ils vont nous vendre. » Alors, ils se sont mis de côté et ont fait un front pour une cause qui n'a aucune cause qui mérite qu'on l'entende, avec des gens qui sont non seulement de la même nation mais de la même confédération et de la même catégorie sociale.

Les Arabes de cette région au début faisaient partie du mouvement populaire de l'Azaouad : le MPA. Alors ils sont partis eux aussi, ils ont bâti leur front, le FIAA. Lui aussi s'est scindé en deux fractions : ceux de l'Est qui sont à Tin Agama et ceux de l'Ouest, Tin Afara, qui se sont encore disloqués. Ils ont séparé eux aussi leurs stratégies, ceux de l'ouest ont quitté la région d'Arna et sont partis à Albejaya, ils se sont éloignés, ils n'ont même pas un point d'eau commun, et leurs dirigeants comme ceux des Touaregs les ont divisés sans qu'ils sachent pourquoi.

Une division antistratégique

Voilà ce que les politiciens nous ont amené : ils ont divisé une armée révolutionnaire au point que chaque tente est prête à avoir son armée. Ce n'est pas bien. Jamais dans son passé notre nation ne s'est disloquée comme cette fois avec nos dirigeants qui n'ont aucune politique, aucune stratégie pour s'unir et élargir les réseaux des alliés. Dans le domaine de la guerre, de l'économie et de la politique, non seulement les chefs touaregs et arabes étaient des spécialistes, mais tout groupe humain qui est sain, qu'un microbe ne ronge pas, ne peut survivre en passant son temps à écarter les alliés et à raccourcir son réseau d'alliances, d'autant plus dans un moment de crise comme la guerre. Non, c'est impossible, la division que nous vivons aujourd'hui est anormale parce qu'elle vient de l'extérieur. Elle est complètement antistratégique pour un groupe qui veut vivre. C'est pourquoi toutes ces politiques sont l'œuvre

d'une main qui, elle, est dans la sécurité et la stabilité et qui joue l'Afrique comme on joue sur un échiquier de cailloux et de crottin.

Même une famille normale n'a jamais fait cela, car si elle était frappée par une calamité sans pouvoir compter sur sa voisine et en plus en étant loin, elle ne pourrait rien faire. Comment nous les Touaregs qui sommes une seule nation qui a la conscience de sa fraternité et de la menace d'extermination imminente qui pèse sur elle, comment accepterions-nous une dislocation comme celle-ci, nous qu'on massacre seulement à cause de notre couleur, comment cela se fait-il que nous acceptions de jouer la cause de l'ennemi d'hier et d'aujourd'hui ?

Le chemin menant au puits de la libération

Moi, jeune combattant de base et révolutionnaire, maintenant je ne désire et n'exige de nos chefs aînés que de se redresser avec la conscience de la menace qui pèse sur notre nation. Je dis : « Tous debout et unis pour que rapidement nous libérions totalement le pays et le peuple. » Il faut que tous ceux de ma nation le sachent : la libération totale du pays et de la nation est une marche longue qu'un seul homme ou une seule femme ne peut accomplir. Seulement le peuple entier peut dégager le chemin menant au puits de la libération totale.

Aucun Touareg dans son vallon, aucun esprit, aucun fusil ne nous amènera seul au puits de la libération. La libération et la révolution sont une unité, non pas l'unité des fusils mais l'union et la reconstitution de la pensée des Touaregs. Il faut que les Touaregs soient déterminés à rassembler leurs esprits sur un seul sentier, celui de la libération du pays. Et notre peuple et notre armée, tous doivent être un seul esprit et un seul corps au service de la libération d'un seul pays, d'une seule nation que nous sommes.

Touaregs, unissons-nous en une seule gâchette et une seule visière, car le fusil n'a qu'une gâchette et qu'une visière. La cible que nous nous sommes fixée est le puits de la libération de notre nation : elle est sur le museau du fusil. Quant à la gâchette, c'est l'esprit d'un peuple uni et fraternel dans le sentier aride d'un rêve : la liberté.

Touaregs, soyez le peuple d'un seul fusil et je vous le dis : « Ôtez de vos âmes l'absence d'amour et les sentiments rétrogrades... En ce jour⁵⁹, aimez-vous ; en ce jour marchons dans le sentier de la liberté de la nation, ô jour ; et, en ce jour, marchons, le puits de la libération est loin ; en ce jour, il est le jour ; en ce jour où nous marchons comme un seul Touareg, nous sommes ce jour, nous sommes le jour. »

S'il ne me reste qu'une veine

Khalifa ag Elansari
Tademekkat

Nous voulons être
le premier nœud de la nation
d'ici à la Mauritanie
et jusqu'à la Libye
et tisser de ce nœud une trame
et de cette trame un paravent
pour protéger la nation

Et s'il ne me reste qu'une veine
je la donnerai à la nation
pour qu'elle s'abreuve
Et s'il ne me reste qu'un œil
je le donnerai à la nation
pour qu'elle voie son pays
Et s'il ne me reste que le cœur
je le donnerai à la nation
pour qu'elle se nourrisse
et elle se soulèvera pour son pays
Et s'il faut donner mes doigts
pour tisser encore la nation
je les donnerai
afin qu'elle se retisse

VOIR PLUS LOIN
QUE L'ADVERSAIRE
TRACER DE NOUVEAUX SENTIERS



PORTER EN COMMUN

LE FARDEAU

Emeslag ag Elaglag

Emeslag est originaire de l'Azaouad. Ce septuagénaire vit actuellement en exil au Burkina Faso, dans le camp de réfugiés de Lota. Propos recueillis en touareg par Hawad en février 1995 au Burkina Faso.

Le gaspillage

Aujourd'hui tous nos fronts sont gâchés, leur esprit est déchiré. Même le crédit et le renom qu'ils ont eus, ils les ont négligés, ils n'ont rien fait pour les garder, pas plus qu'ils ont fait quelque chose pour la nation. Et ce qu'ils ont gâché ne reviendra plus, c'est impossible. Nos fronts armés sont devenus moins que rien, leur esprit et leur travail ont été gaspillés pour rien.

A l'époque où nous avons pris la lutte et les armes, tout se faisait dans la noblesse et le respect mutuel. Pour nous, gens du peuple, le soulèvement s'est fait et a commencé à partir d'une cause connue qui a frappé tout notre peuple, car au début, tout se faisait dans le respect d'une lutte digne. Alors, s'il y avait la paix à faire et les accords, c'est pendant ce temps qu'il fallait les faire avec l'ennemi. Cela aurait été une vraie paix et de vrais accords qui auraient bénéficié à notre peuple.

Mais maintenant la situation est gâchée, on a massacré notre peuple, on en a chassé une partie et, à l'intérieur de tous les fronts, la situation s'est affaiblie ainsi que la considération pour un peuple résistant au massacre. Tout cela a été dévalorisé à présent qu'on a terrorisé le peuple, que

les résistants se sont séparés et que chacun avec son fusil continue de marcher tout seul pour rien et non pas pour libérer sa nation. Voilà pour nous les actes les plus horribles et nous ne savons pas ce que cela va engendrer, bref nous ne savons pas ce que cela pourrait arranger pour notre peuple et notre pays.

Au stade actuel de notre lutte, je ne sais pas et je ne vois rien qui soit respectable ni une autorité qui amènerait cette respectabilité. Je ne vois rien de valable, je n'en sais rien, la situation a pris un virage qui l'a déviée de sa direction et de sa cible.

Pas même le chas d'une aiguille pour respirer

Au début de notre colonisation, nous n'étions déjà pas grand-chose, mais maintenant, nous sommes encore plus loin d'être quelque chose. A présent, nous entrons dans un état désastreux. Et nous sommes tellement sinistrés que même la situation dans laquelle nous a jetés la colonisation française qui a mis à la tête de notre peuple des gâteux et des débiles mentaux, même cette façon de faire et de nous déshériter, même cette époque de souffrance, nous l'envions et ne pourrions plus y retourner. C'est vrai que c'était une époque horrible, mais il n'y avait pas un Bambara ni un Songhay qui nous oblige à une vie de carcan : la domination frappait tous les peuples en un seul fléau. Aujourd'hui ceux qui nous assassinent et nous épurent, sont comme nous dans la même calamité et les mêmes difficultés. La domination de cette époque, c'est particulier : ce n'est pas une colonisation mais ce sont des peuples qui s'entre-tuent et les plus forts, pour rien, gratuitement, veulent effacer les faibles et les pauvres.

Aujourd'hui, dans notre pays, même les animaux ont plus de valeur et de droit à la vie que nous, les gens du peuple touareg. La situation touarègue est gâchée, compliquée, salie, embrouillée. A présent, quelle solution

pourrait la remettre sur le chemin et quelle issue nous reste, sauf que l'autre boive et te laisse le résidu ? Que peut-on faire avec les résidus ? Et même les résidus, aujourd'hui, on ne nous les a pas laissés. Il ne nous reste pas même le chas d'une aiguille pour respirer. Aujourd'hui, voici devant et derrière nous rien d'autre que le massacre dans notre pays. Même les troupeaux d'animaux ont plus de prix que nous auprès de ceux qui nous dominent aujourd'hui et sont décidés à nous effacer.

Notre assiette est brisée

Et la paix vers laquelle nous traînent ceux qui nous dirigent, eux qui ont divisé et perturbé nos fronts, eux qui nous fractionnent la nation campement par campement, tente par tente et chacun avec sa petite vallée et son projet pour développer les cailloux que la France financera, cette paix pour nous les Touaregs du peuple, ce n'est pas la paix.

Et c'est faux, personne ne refuse la vraie paix, personne n'est contre la paix, pour que nous, ceux du peuple touareg, nous la refusions, nous qu'on massacre simplement à cause de la couleur de notre peau. Pourtant, pour nous, tendre la main, c'est quelque chose de terrible. Pour nous, les Touaregs, la paix ne s'attrape pas la main tendue. L'attraper dans la main, c'est abominable. L'homme digne la prend dans un récipient. Même la charité, chez nous, on ne la prend pas dans la main mais dans un récipient. Aujourd'hui, devant vous tous, notre assiette est brisée. Et à sa place, il ne nous reste que les mains tendues au ciel vers la solitude. Que pourrais-tu faire avec des mains auxquelles on a brisé l'assiette et qui dans le désert sont tendues vers le vide et l'ennemi ? Certains hommes, ceux qui dirigent nos fronts, nous ont dit : « Vous, les gens du peuple, rabattez vos mains et nous, nous allons tendre les nôtres à votre place, mais sans le récipient de votre dignité. »

Vous voulez que je vous dise clairement ce que je pense de ces hommes qui veulent tendre leurs mains sans récipient à la place de celles de leur peuple ? Ce qui se fait est quelque chose d'inconnu qui donne le tournis à toutes les têtes. C'est difficile de savoir ce qui est mieux et ce qui est noble pour la nation des Touaregs. Tout est brisé.

Nager dans un océan sans rivage

Et puisqu'on a brisé toute une nation et qu'on l'a terrassée, puisque la situation a atteint un tel niveau de gâchis, ce que nous voulons – maintenant que dans le voyage que nous avons entrepris, il n'y a que la lutte – c'est entreprendre un voyage qui aille encore plus loin. Il faut que les gens partent, qu'ils se dirigent en avant de la marche. S'il y a un arrangement, ce n'est pas de ce jour qu'il naîtra mais seulement de la marche en avant. Aucune force, aucune politique aujourd'hui, au stade que nous avons atteint, ne nous ramènera en arrière, pas plus que nous viendra quelque chose de digne de l'extérieur. Maintenant, morts ou vifs, nous n'avons plus qu'à marcher car nous sommes déjà sur la route. Il nous reste seulement à nager dans l'océan de notre mal. On va réussir à traverser ou on va se noyer, car notre mal est devenu notre essence : nager dans notre mal afin d'œuvrer pour notre pays ou nous noyer pour la cause de notre pays. Tout ce que nous avons fait, maintenant il faut le faire pour la cause de la libération de notre pays. Nous ne sommes plus à l'étape où il faut calculer, ou autres considérations. Seule la cause est devenue pour nous l'unique chemin, l'unique marche avec aujourd'hui quelque chose qui s'ajoute, l'océan de notre mal dans lequel nous nageons et où nous allons encore nager, qui lui-même est noyé dans d'autres océans du mal. Vous comprenez, je veux dire que le mal qui nous engloutit est englouti par d'autres maux. La situation mondiale est complexe aujourd'hui : tu as l'impression que tu es noyé

dans un océan mais cet océan n'est qu'une mare noyée dans un autre océan.

Comment allons-nous traîner un peuple entier en nageant dans un océan qui n'a pas de rives ? Même si je ne sais pas quand notre nage aura une rive, je suis sûr qu'il y en aura une. Un jour notre nage aura une fin, même si son océan n'a pas de rivage. Un jour, il aura sa rive.

Toute chose et tout parcours aura et a déjà sa fin, même si elle reste incertaine. La marche touarègue si elle n'a pas atteint son stade, celui de la libération du pays et de la construction de sa nation, un jour, tout naturellement, aura quelques rivets, ce que j'appelle « mange et fais-moi manger », et il se produira quelque chose. Une seule chose ne pourra se faire : c'est que cette marche boiteuse retourne en arrière. Quoique veuillent les États pour les Touaregs, aucune force ne ramènera leur peuple dans le passé où on veut les fossiliser et les faire mourir tandis que la vie continue d'avancer.

Non, les Touaregs, en ce jour, se réconcilient avec la marche, même s'ils n'ont pas la force ni les moyens de marcher, même s'ils marchent mal, maintenant, ils marchent, ils marchent avec leur mal. Le désert est vaste mais un jour, même lui, ne sera qu'un souvenir.

Notre regard est rougi par le sang de notre nation versé pour rien

Notre pays nous l'aimons d'un amour que nous n'avons pour rien d'autre. Mais nous n'avons pas le cœur⁶⁰ d'y retourner... Tout ce que nous trouvons, même si c'est la valeur du monde entier, nous n'en voulons pas sauf dans notre pays. Je dis que notre pays aujourd'hui, nous n'avons pas le cœur d'y repartir, car nous n'avons plus pour notre pays des yeux comme ceux de jadis où nous le regardions en l'habitant. Nous n'avons plus d'yeux pour retourner dans notre pays. Notre regard est changé et rougi par le

sang de notre nation versé pour rien, versé sur notre sol : entre nous et notre pays, aujourd'hui il y a une dette⁶¹. Là où en est notre situation, même si nous retournons dans notre pays, même si personne ne nous tue à l'intérieur et qu'on nous laisse, je ne crois pas que nos yeux retrouveront notre pays sous l'aspect où nous le connaissons. Rien dans l'exil ni dans notre pays, rien ne pourrait devenir pour nous comme autrefois. Notre vue, notre pays et notre âme ont été métamorphosés pour avoir avalé l'injustice et le massacre gratuit des innocents de notre peuple.

Est-ce qu'aujourd'hui, une fois massacrés, une fois qu'une grande partie de nous est exilée et encore une grande partie s'est armée et a pris le maquis⁶², est-ce que si nous déposons les armes et que nous tous, en une seule nation que nous sommes, nous retournons dans notre pays et que nous disions au monde et à ceux qui nous massacrent : « Nous, ceux de la nation touarègue, nous avons essayé de résister par les armes et la parole, nous avons été vaincus et nous nous sommes fait massacrer et maintenant on renonce à la guerre, mais nous n'abandonnons pas la résistance », est-ce que les pharaons qui nous assujétissent nous donneront la paix et un respect, celui qu'on offre même à un chien, le droit à la vie ?

Même en passant par cet acte noble, je ne crois pas que ceux qui nous dominent nous laisseront vivre en respirant comme tout un chacun. Même si les États qui nous ont massacrés nous accordent un semblant de paix, nous la recevrons mal, la paix ne s'attrape pas la main tendue, même celle qui est propre, et la paix est quelque chose de noble, non seulement il n'y a personne de noble qui peut la saisir la main tendue, mais jamais la paix n'a été un résidu.

Le découpage du tissage, pièce par pièce

La France, elle qui a usé et déchiré la trame de notre

nation et qui a éventré ses liens avec les peuples voisins, est incapable d'être aujourd'hui une aiguille qui recouse. Même si elle voulait ce rôle, elle se cantonne dans un travail de découpage du tissage, pièce par pièce, ruban par ruban, elle taille, déchire, raccommode grossièrement, laisse des chutes et perce des trous qu'elle comble en creusant et en déchirant d'autres trames et en créant d'autres trous et d'autres déchirures. Nous, les Touaregs, si nous acceptons qu'on nous déchire et qu'on rejette de notre trame des rubans et des pièces et des lisières non usés en prenant celles qui ne nous servent à rien, pour boucher des trous dans d'autres trames d'un assemblage grossier de pièces et de lambeaux, alors nous aussi les Touaregs, en tant que lambeaux, nous trouverons un rôle pour boucher les ébréchures des États.

Si nous acceptons qu'on effiloche notre tissage pour raccommode un tissu qui ne nous appartient pas et qu'on ne raccommode pas pour nous, nous, dans ce travail, rien ne pourrait nous revenir. Nous serons seulement les fils et les pièces d'une grande trame effilochée et déchirée pour raccommode une autre trame qui nous étouffera non seulement nous-mêmes mais jusqu'à l'ombre du passé de notre existence.

De tous les raccommodages qui sont faits et se feront, il ne restera de nous, la nation des Touaregs, et de notre trame, qu'une pièce pour ravauder une énorme tunique-État que la France coud et découd grossièrement : c'est l'Afrique, l'Afrique du pièce à pièce, du peuple à peuple destinés à boucher les trous, tout un mauvais tailleur qui prend un seul coupon pour en faire un pantalon-tunique. Mais attention, le chiffon jadis pantalon va devenir la tunique et la tunique, elle, va devenir pantalon, voilà le premier travail. Ensuite ces loques seront assemblées en un énorme pantalon-tunique, non seulement mal taillé, mal rapiécé et cousu dans des haillons, mais aussi mal

ajusté et plein de bourrelets. Tous les Touaregs connaissent le proverbe : « Un gros bourrelet, c'est au tissu qu'il fait mal. »

Pas la charité mais le droit

Tous ces raccommodages de chiffons cousus avec un clou de fer, ce tissu qui se déchire et devient un voile cache-misère ou un pantalon-chemise ne bénéficiera pas de la solidarité du voisinage. Les peuples qui n'ont rien en commun ne vont pas se réunir : même deux êtres humains n'arrivent pas à s'habiller d'un seul pantalon-tunique, alors encore moins les nombreuses nations qui n'ont rien en commun et ne partageront pas un seul vêtement, sauf si chacune à son tour peut un jour le porter et qu'on ne lui donne pas cette possibilité comme une charité mais comme un droit véritable. Vous voyez, on peut partager un seul pantalon en se respectant mutuellement, on peut être deux nations et avoir en commun un pantalon si chacune, quand vient son tour, l'obtient comme un droit obligatoire... C'est la seule chose qui amène le respect, la convivialité et la vie de bon voisinage lorsqu'on a en commun un seul pantalon.

Le monde a en commun l'ombre, l'eau et les fruits de la terre : c'est comme le fait de se couvrir avec un seul vêtement. Quand le droit d'autrui lui parvient comme une charité ou quelque chose qu'on lui donne derrière le dos, alors non seulement on ne peut partager le même habit mais même ceux qui se l'arrachent entre eux n'existeront pas pour qu'il puisse exister.

Le vêtement qui est déjà sur leur lit, ils l'ont déchiré en le tirant chacun à soi. Nous, tout ce qui nous est arrivé, s'est fait parce qu'on nous méprise. Ceux qui nous dominent ignorent le respect des faibles et ne comprennent que la force. Voilà ce qui est horrible dans notre colonisation. Notre occupant n'a aucun autre projet que l'injustice, la force et la mort. Si les nations des États qui veulent enterrer

l'humanité pratiquaient en utilisant la justice et en prenant un peu de chacun, alors nous les Touaregs, nous accepterions de laisser une partie de nous-mêmes s'insérer dans la mauvaise marche qui se fait aujourd'hui. Cette situation existe où des nations différentes se réunissent et forment, dans la justice et l'égalité des chances, un seul État et pays. Même dans mon œil, il y a deux couleurs : le noir et le blanc. Comment cela ne pourrait l'être pour un pays ? Nous, les Touaregs, si on respecte ce que nous sommes et qu'on nous donne ce qui nous est dû dans un esprit de partage et de justice, nous sommes prêts à porter la vie en commun avec nos voisins, noirs ou blancs. Les Songhay qui nous massacrent aujourd'hui sous couvert de l'armée du Mali, cela fait longtemps et jusqu'à hier, au moment de la colonisation française, que nous leur avons servi de bouclier pour les protéger des Raygibat et autres gens qui essayaient de les tuer et de les réduire en esclavage. Nous, qui avons offert jadis nos âmes et nos corps pour la protection de nos voisins, comment ne pourrions-nous pas entrer avec eux dans un seul État où chacun donne et porte le pan du poids de la vie qui est de son côté ?

Mais nous, jusqu'ici, nous ne désespérons pas de nous-mêmes ni des êtres humains. Ce qui s'annonce, l'âme le sent déjà. Nous ne savons pas en ces jours ce qui va nous arriver ni ce qui va arriver à nos enfants ni aux enfants de nos enfants. Mais comme le dit le proverbe : « Les âmes sentent ce qui s'annonce. » Un de nos jours s'annonce, je dis notre jour s'annonce, une aube qui va bourgeonner.

Porter en commun le fardeau

Si vous et moi nous partons là-bas dans la clairière la nuit, nous nous couchons et il fait chaud jusqu'à ce que le froid arrive, alors au lieu que je vous réveille pour rentrer à l'abri, non, je vous arrache la couverture qui nous couvre tous les deux et chacun la tire à soi, je vous laisse dans le

froid ou au contraire, on se l'arrache tous les deux et elle se déchire sans qu'aucun ne puisse se couvrir ; mais si on se consulte et qu'on se rapproche pour faire demi-tour avec en commun notre unique couverture, non seulement notre couverture va nous protéger du froid mais demain elle nous protégera aussi du soleil. Mais s'il faut que la couverture, tu me la cèdes ou bien je te la cède, alors l'un de nous restera nu, même si on fait semblant de couvrir l'autre avec une protection qui serait commune et indivise.

Mais, dites-moi comment cet idéal de porter en commun le fardeau pourrait se faire avec un monde qui ne cherche qu'à couvrir son ventre ?

Le jour où nous les Touaregs avec les Songhay, les Bambara et les Haoussa, nous saurons que c'est d'autres qui nous utilisent, nous enflamment et nous exterminent, alors c'est obligé, nous et nos voisins chercherons à partager le mal mais aussi nous aurons un projet commun pour demain et ce projet nous le réaliserons dans la paix, le respect et le partage des difficultés. En ce jour, ce qui fera mal à l'un déjà aura tué l'autre et en ce jour où la prise de conscience sera revenue pour dominer les ténèbres, en une seule aube de ce crépuscule de brouillard opaque écrasant la conscience, se feront l'entente, l'amour et la vie commune.

Mais si nous ne sommes que les tirailleurs de l'ordre établi, nous ne cesserons jamais, comme des cabots, de nous manger et le rapace, tant qu'il continue de manger la viande de son frère, n'interrompt sa rage que le jour où il se mange lui-même. Tant que nous ne reconnaissons pas la souffrance et la famine des autres parmi nous, certains ne cesseront de tuer leur faim par la viande de leurs frères jusqu'au jour où le cannibale dévorera son propre cœur.

Des fagots pour nourrir un autre feu

Moi, j'ai arrêté mon point de vue là-dessus. Pour nous, jusqu'à aujourd'hui, c'est la domination d'autrefois qui

nous met en guerre. C'est faux, ce n'est pas la paix qu'on fait chez nous : la colonisation nous divise et ne nous réunit pas. Seulement la France ne sait pas que nous les Touaregs, même si elle peut nous diviser avec les Bambara, elle ne nous divisera jamais avec les Touaregs noirs et les Songhay car nous sommes une seule communauté et un seul pays, la France ne saura jamais comment on peut s'entendre entre Touaregs, Songhay, Haoussa. Elle ne le saura jamais, mais elle cherchera toujours à nous diriger et c'est pourquoi longtemps elle nous maintiendra en guerre pour qu'on se mange entre nous et, pendant ce temps, elle sèmera son microbe entre nous et gagnera sa vie comme arbitre, mais c'est trop tard pour son rôle diabolique, le gâchis est déjà fait. Tout est trop tard et trop déchiré, les pays et les peuples se mangent entre eux et on commence à s'engager déjà dans le chemin du non-retour qui fait que la division ne sera jamais recousue, chacun partira de son côté.

Tous les arrangements, les équilibres, la nomination de dirigeants que la France utilise et les accords ne sont qu'un feu qu'elle allume et rallume. Tous nos groupes africains que la France utilise comme des fagots pour brûler leurs frères, n'ont aucune autre utilité que celle-là : brûler et encore brûler. La France coloniale encore en Afrique n'a pas atteint sa vraie vérité, je veux dire son vrai projet, qui est au-delà de la division et de l'attisage des haines et conflits, au-delà du pouvoir, tant que la France n'est pas arrivée au jour où nous et nos voisins nous nous détesterons totalement, elle n'aura pas fini son travail, sa victoire. Mais ce qui n'est pas connu, c'est qu'un peuple ce n'est pas seulement les armes qui l'exterminent : un peuple se détruit lui-même seul sans armes. Exterminer un peuple entier, les pharaons l'ont tenté et Hitler aussi l'a fait pour les Juifs mais jusque-là les Juifs vivent. Nous, même si on nous massacre, aucun pharaon ne nous exterminera et peut-être notre pharaon en nous exterminant va s'exter-

miner lui-même car lui il n'a pas d'autre essence de vie et de vision en dehors de notre anéantissement.

Tout cela va continuer : la France possède certains de nous, qui ne sont ni de ce côté ni de l'autre, mais entre les deux, ce sont les attiseurs de feu que la France sème entre nos peuples qui se battent, qui se massacrent sans savoir pourquoi. Toutes ces politiques ont commencé depuis 1940 quand la France a annoncé ce qu'elle nomme l'« indépendance » d'une Afrique qu'elle a déchirée elle-même. Notre chef Mohamed Ali⁶³ depuis ce temps a compris que nous, ceux de la nation touarègue, dans la politique française qui s'annonçait, nous ne serions et nous n'aurions aucun rôle sauf d'être des brindilles pour nourrir les feux. Les États de l'Afrique qui nous exterminent n'ont pas encore compris, eux qui nous assassinent, que nous ne sommes que du bois d'allumage, eux c'est le feu, et la France l'allumeuse. Mohamed Ali ag Ataher depuis cette année 1940 a compris la politique française qui s'annonçait. Pour que la nation touarègue soit capable de se protéger de la politique française, il a imaginé la stratégie d'éduquer les enfants touaregs, de leur faire apprendre le savoir français. Et pendant ce temps, il n'y a pas un bâton que la France ne lui ait mis entre les jambes pour qu'il tombe et rate sa cible et son projet de résistance.

Actuellement, nous n'avons fait que relancer une résistance qui a commencé depuis nos ancêtres. La France va nous laisser, en dehors de quelques intermédiaires qu'elle utilise. Nous, même si elle nous tue, elle ne nous utilisera jamais comme les armes de sa politique et si nous combattons et que nous nous séparons d'avec nos voisins noirs ou si on fait la paix avec eux et qu'on cohabite, nous ne cessons jamais de lutter pour jouer ce rôle qui est le nôtre et qui est notre art, mais il faut que ce soit notre œuvre et pas celle d'un colonisateur qui jusque-là n'a pas encore retiré son feu au-dessus de nos têtes.

Ni biens ni forces, mais encore la mémoire

Nous, même si nous n'avons ni biens ni forces, nous avons encore de la mémoire. En ce crépuscule que nous traversons, si la France a un rôle à jouer entre nous et les Noirs, c'est parce qu'il y a la guerre. Le jour où nous allons nous entendre avec eux, la France qui nous fait nous entre-tuer, à nouveau va essayer de jouer un autre rôle, celle qui installe la paix entre nous et nos voisins.

Nous, pour gouverner d'autres nations, nous n'avons jamais agi ainsi. Nous avons nos défauts, mais jamais nous n'avons combattu des nations voisines une fois que la France a rompu les liens entre nous, et maintenant elle se met à nous exciter pour qu'on se batte comme des chiens. Aujourd'hui la France et tous les pays qui utilisent sa politique coloniale ont perdu la grande tunique de leur passé. Il ne leur reste qu'à attiser le feu du chaos pour qu'ils aient l'air de maîtriser la situation et avoir le sentiment de gouverner sur le vent. Toutes ces guerres entre les nations de l'Afrique qui se dévorent entre elles, pour moi, ce n'est qu'un alibi pour que la colonisation revienne encore et se mette entre nous comme arbitre et attiseur de haine jusqu'à s'immiscer entre deux frères de même père et même mère. Dans tout espace entre nous et eux, ils glissent leur pied de feu et seront les conseillers d'untel ou d'un autre et l'allié de celui-ci pour combattre celui-là.

Ce problème n'a pas de remède, maintenant tout est brouillé, et cela va continuer par des massacres jusqu'au jour où s'équilibreront les forces, et ce jour-là les hommes vont avoir le pays en commun et les tapis et l'eau. Je dis aujourd'hui que pour l'Afrique, il n'y a pas de remède sauf se dresser et se mettre dans la voie d'une lutte et la continuer, mourir ou vivre dans cette voie de la course contre le temps. Quelle que soit la situation, un jour nous allons nous asseoir et faire la paix car nous avons un pays commun et pour chacun de nous, cette terre est notre pays

hérité de son père et de sa mère. Mais entre nous, il y a le Mali, l'œuvre de la France, qui nous partage et nous met en guerre pour ne pas qu'on s'occupe de nos affaires communes. Le Mali qui est entre nous et nos voisins lui aussi n'est qu'à la solde de la France. Seuls les Bambara du Mali ignorent que ce n'est pas pour eux ni pour le Mali que la France travaille, mais pour elle-même.

Les Bambara font de mauvais calculs et sont égarés ; les pauvres, ils ne sont que les tirailleurs d'un ordre colonial qui n'a pas encore cessé car il n'a pas encore montré son vrai visage. Si les Bambara et les États continuent d'utiliser envers nous la politique française, alors demain la France trouvera ce qu'elle désire : nommer son messenger ou son conseiller à Tombouctou et un autre à Bamako et cette stratégie coloniale de la France, nous, les Touaregs, l'appelons comme dirait l'écureuil : « qui multiplie ses terriers multiplie sa sécurité ». La politique française, celle de la démocratisation et de la décentralisation de l'Afrique, n'est que la semence du chaos et demain chaque ville et chaque région et chaque tribu sera un État lui-même dirigé par une poignée d'experts français, tous les chômeurs et les vauriens de Paris qui auront trouvé de quoi travailler. Jusqu'à maintenant, ils n'ont que la démocratie du Mali qui porte leurs escarres et qu'ils ont rendue chauve.

Nous de la nation touarègue, il ne nous reste rien d'autre que la résistance. Nous ne savons pas ce que pourront être les lendemains, mais nos cœurs et nos vues sont en train de voir se dessiner un halo au-delà de ce crépuscule qui est le nôtre. Et là encore, nous n'en sommes qu'au commencement d'une résistance qui trébuche pour retrouver le flux de la crue de ses ancêtres que la France a bridés en 1920. Nous allons continuer car il nous reste seulement le rêve d'un jour meilleur que celui où nous sommes aujourd'hui.

INVENTER NOUS-MÊMES NOTRE FUTUR

Hawad

Propos recueillis en français en novembre 1995.

La régression

Nous sommes revenus aujourd'hui à la case départ, comme au début du siècle, quand nos ancêtres devaient faire face à l'ordre colonial français, turc ou italien. Aucune tuerie ne nous fera admettre la légitimité des fusils et des lois qui nous exterminent. En 1990, la jeunesse touarègue, les *ishumar*, ont pris les armes, ils ont affronté les États qui les étranglaient et occupaient leur territoire. Mais dès le début, dans l'exil, leurs chefs, dans les camps d'entraînement militaire, ont été formés pour gommer tout contact avec ceux qui incarnent les valeurs qu'ils voulaient défendre, c'est-à-dire la *temujagha*, la conscience des Touaregs d'appartenir à une nation qui a un territoire confisqué, des droits niés, une vérité à arracher. Les combattants qui ont pris les armes pour affronter le système qui massacre leurs parents ont même renoncé à leur propre nom. C'est parce que les États comme l'Algérie, la Libye, le Niger, le Mali, la France ont trouvé parmi les scolarisés des relais à leur politique. Non, le tableau n'a pas changé. Aujourd'hui nous renvoie à hier.

Le peuple et les combattants de base vivent à présent dans un désarroi total, qui ne vient pas d'une défaite militaire ni d'une défaite politique, car sur le plan politique, il n'y a pas eu de lutte ni de résistance de la part de ce qu'on appelle la rébellion. Aucune politique. On a juste

l'impression qu'ils étaient poussés par cette douleur, par cette inspiration commune à tous les Touaregs : faire quelque chose pour repousser ce monstre des États qui les broie. Alors nous voici aujourd'hui, nous les Touaregs, devant cette défaite qui n'est pas la défaite, c'est-à-dire une lutte dès le début détournée par la Libye et l'Algérie, et maintenant par les sous-traitants de la France, le Mali et le Niger. Que ce soit dans les camps de réfugiés, à l'intérieur du pays, dans ses vallées ou dans le maquis, le peuple crie à la trahison, au détournement de ce qui fait sens pour lui, c'est-à-dire la liberté d'exister et de se gérer sur son territoire.

Certains d'entre nous pensent que cette situation, même si elle est terrible, est préférable à celle d'une lutte qui nous mène à la mort sans être conduite au nom des valeurs pour lesquelles nous sommes prêts à mourir. Les choses commencent à retrouver leur place. D'un côté, il y a les collaborateurs à l'école de leur maîtres, les valets du système qui nous opprime et nous tue, ceux qui, par le biais de Paris, ont pu détourner le sens de la résistance touarègue pour transformer le désert et le Sahel en circuit de safari. Ces hommes n'ont aucune politique ni pour le peuple touareg ni pour eux mêmes – ils ne défendent même pas les intérêts de leur ventre pour lequel ils courent – ni pour ces États. De l'autre côté, trébuche le peuple touareg qui bien qu'anéanti n'a pas encore perdu le cap de son idéal ni le rêve d'être libre demain. La question est de comment retrouver le sentier qui conduit vers cet idéal pour l'instant inaccessible dont la cible pourtant est encore dans la visière de l'œil touareg.

Nous sommes convaincus qu'on va continuer à nous massacrer dans le silence. Rien n'a changé, mais c'est de là que nous devons puiser notre force, car l'adversaire n'a aucun autre projet que le feu et la chasse pour nous ligoter le cou sur les genoux. Nous préférons encore cette exclusion

à l'époque où on nous jouait la mascarade des singes qui soi-disant nous représentent. En même temps, les années qui viennent, pour les personnes qui ont besoin de solutions faciles et rapides, vont être difficiles.

L'autonomie de pensée

Il ne faut compter que sur nous-mêmes et sur notre désir de transformer la mort en vie. La première autonomie que nous revendiquons, nous ne la réclamons ni à l'Algérie, ni au Niger, ni au Mali et ni à leur maître la France, nous l'exigeons de nous-mêmes : c'est l'autonomie de pensée. Ce n'est pas un droit, c'est un devoir. Nous sommes obligés d'y revenir car l'opresseur n'a aucun projet ni pour nous ni pour lui.

Je ne dis pas qu'il faut se déconnecter du monde, mais il est nécessaire de se brancher à notre propre centrale de pensée.

Une société qui ne fabrique plus ses idées, ni sa culture, ni son propre regard, c'est la banlieue exclue du centre. Pour moi le centre, c'est comme un sens giratoire qui tourne sur lui-même pour fabriquer son énergie. Or, le centre d'aujourd'hui n'est plus le centre : il devient sa propre banlieue. Pour être centre, il faut qu'il y ait convergence des axes, des arrivées et des départs : il n'y en a pas. Nous, on nous a exclus ; en Afrique, les États font exiler tout le monde sauf la bureaucratie, l'administration et la langue de bois. Nous, les Touaregs et les autres peuples, sommes devenus des banlieusards.

Il faut faire de ces banlieues des centres et oublier ce centre qui n'est pas un centre : c'est la seule chose qui me donne de la force. Les jeunes qui ont accepté de poser les armes, comme un troupeau de moutons, ont constaté que pas plus Bamako que Niamey n'était un centre où on pouvait trouver à se nourrir ; il y avait un terroriste appelé FMI et la bouche béante des États agglutinés dans le vide.

Il faut inventer des axes indépendants et faire de notre marginalisation et de notre exclusion par les États le point de départ de nouvelles routes. C'est notre seul salut.

Un centre, carrefour pour tous les peuples

Le pseudo-centre, comme un furoncle sur la gale des pauvres dos africains, s'est retrouvé pareil à un campement abandonné, car son action essentielle est d'exclure. On arrive au stade où les exclus, ayant perdu tout espoir de revenir un jour au centre, rompent avec lui. Un autre centre va se dessiner devant eux : nous voulons que ce nouveau centre soit un miroir pour tous les peuples, et pas seulement celui d'un seul peuple. Il faut un centre différent de celui qui les a exclus et s'exclut lui-même car il n'est plus capable de créer son propre dynamisme, même plus capable de nourrir ses perroquets. Ce centre d'un autre type se trouve en avant de la marche, vers les territoires inconnus et en friche, au-delà des frontières artificielles et des modèles technocratiques. Il faut l'inventer et seuls les peuples des marges du monde, eux qui sont éperonnés par la douleur, sont aptes à ce cheminement et à cette transition car eux-mêmes représentent les angles à assembler dans ce nouveau centre-carrefour.

Le problème se pose pour tous les peuples africains face à cet État qui n'est pas africain et n'a pas été créé pour les intérêts des peuples africains. Plus on nous soumet, plus on nous empêche de créer des systèmes alternatifs, plus le problème devient un problème commun. En fait, il l'était dès le début, mais nous n'avons pas trouvé de complicité auprès des peuples qui souffrent.

Nous, nous voulons vivre avec les autres. Mais à part des oppresseurs, nous n'avons pas vu pour l'instant de vrais acteurs prêts à jouer un théâtre neuf qui échappe aux scènes usées. Nos voisins meurent de faim comme nous. Il n'y a sur scène que des États fantômes. La solution est la

disparition de ces faux interlocuteurs pour que vivent nos vrais voisins et qu'ils se réveillent au lieu d'être utilisés pour nous massacrer afin qu'ils oublient la peste qui les ronge eux aussi. Nous n'avons plus de voisins, plus de compagnons, plus d'alter ego.

Il faut déstabiliser la pyramide d'en haut. Le pouvoir est devenu un butin qui enrichit certains et affame la majorité de la population africaine, il faut le distribuer, l'arracher à ceux qui s'en sont emparés au nom de l'État-nation et maintiennent ce privilège à l'aide de l'armée. Il faut que les nations africaines, les peuples de ces pays, exigent sa redistribution, s'en emparent, car jamais ceux qui ont confisqué ces richesses ne les leur restitueront. On a volé les biens de l'Afrique.

On va bientôt se retrouver avec nos vrais frères : un Jerma ou un Bambara que le FMI a mis au chômage, qui meurt de faim comme moi et qui lutte pour essayer de renverser le système qui a permis cela, voilà mon frère, mais pas ces Nigériens, Maliens, Algériens ou mon propre frère qui avec son arme veut me faire appliquer un système qui le détruit lui-même et dont il n'est que le gendarme ou le rabatteur pour nous faire égorger par lui.

S'il y a d'autres Africains qui pensent cela, nous les appelons à faire la route avec nous, à débattre, à trouver une solution pour toute l'Afrique, car c'est l'Afrique entière qui a besoin de solution.

Des États qui s'étranglent eux-mêmes

Économiquement, personne ne nous nourrit aujourd'hui. Nous, cela fait longtemps que les frontières des États nous ont étranglés, mais aujourd'hui ce sont les États eux-mêmes qui sont étranglés par leurs propres frontières.

L'ennemi détruit sa propre logique. Maintenant on en est au stade où tout est cassé, mais c'est là que va germer notre liberté. Il n'y a plus rien à voler chez nous. Le système

colonial n'a plus rien à se mettre sous la dent.

Nous sommes aidés par la manière dont l'adversaire, les États, nous bouchent toutes les portes de sortie. On va quitter ces enclos où ils ont fait de nous des loups enragés pour qu'on se mange nous-mêmes. Notre corps n'a plus de chair à donner. Cela ne sert plus à rien aujourd'hui de vendre ses frères pour avoir un poste de ministre. Les fonctionnaires à Bamako, à Niamey, à Alger ne sont pas payés.

Il y aura des mendiants chez nous mais plus de vrais collaborateurs actifs.

Le pacte, qu'est-ce que c'est ? Du folklore. Il n'a pas de contenu. Les gens qui l'ont signé, on leur a tordu le bras avant qu'ils ne signent. Ils n'ont plus foi en rien et ne connaissent que le mépris de soi et des autres.

Pour moi, un pacte de paix est un accord entre deux parties liées par l'entente et le respect mutuel : qu'est-ce qu'ils ont respecté chez nous du moment où ils nous éven-trent ? Qui peut-on tromper avec cela ? Comment un pacte est-il possible entre l'hyène et le lapin ?

C'est comme les experts français qui veulent nous faire admettre que nous ne sommes pas une nation, que nous ne sommes pas un peuple, que nous n'avons jamais existé... Le jour où on nous le fera admettre, nous ne serons plus nous-mêmes. C'est nos fantômes qui l'admettront. N'est-ce pas risible que ceux qui se prennent pour les détenteurs de la vérité et de la raison commencent à dialoguer avec des fantômes ?

Le jour où il n'y aura plus de diable touareg, il y aura le diable songhay ou haoussa. Le jour où les Touaregs qu'ils appellent blancs auront disparu, ce sont les Touaregs noirs – que les États cherchent à enrôler dans leur idéologie négrafricaniste – qui serviront d'alibi. Il ne faut pas être aimable avec ces pouvoirs carnassiers et gloutons qui ont besoin d'un bouc émissaire pour conquérir, massacrer, manger et roter sur les cendres.

Les relais du système

Les « représentants » des fronts armés n'ont rien changé : ils ont confirmé les Touaregs dans leur conviction que chaque fois qu'on se laisse manipuler, on n'est rien. C'est une foudre qui à nouveau nous frappe comme au moment de la colonisation. Les scolarisés comme les auxiliaires d'hier sont le relais des systèmes oppressifs qui nous colonisent, encore et toujours. En plus, le système ne les utilise même pas comme des clous, mais comme des pantins qu'il jette, dès qu'ils commencent à tirer sur les ficelles. C'est une leçon jusqu'à la face pâle du désespoir, une leçon de philosophie que nous avions déjà. Et ceux qui parlent en leur nom ou les orchestrent ou les conseillent, les experts, pour nous, ne parlent que la langue des officiers coloniaux de l'époque.

Aux piliers de la République du Niger, je réponds que dans l'Aïr ma région, il n'y a pas un seul tracteur pour labourer le sol afin de semer l'orge et le blé sous les palmiers et les figuiers, non, pas un seul tracteur mais des centaines de chars et de voitures tout-terrain bourrées de soldats à l'affût. Et il n'y a pas un seul jardin de l'Aïr qui est arrosé par un moteur ; ils le sont par les ânes, les bœufs et les chameaux.

Je ne crois pas que ce soit le ministère de la coopération française qui ait fourni aux Touaregs ces ânes ou ces chameaux. Quant aux routes, il n'y en a qu'une qui sert à acheminer l'uranium vers la métropole. Peut-être ont-ils fabriqué des routes invisibles pour les *Kel essuf*⁶⁴, mais nous, nous ne les avons pas vues !

A tous ceux qui raccourcissent notre mal en un simple problème de sous-développement et d'archaïsme, nous rappelons à leur vanité aveugle que la plus grande partie du pétrole et de l'uranium qui engraisent Alger, Tripoli, Niamey et leurs partenaires, sont extraits du Sahara touareg, notre pays où ces richesses reviennent sous la forme

d'armées d'apocalypse qui nous plongent dans une misère et une agonie sans fin.

La solution n'est pas dans l'attente, elle est dans la résistance. Elle tourne le dos à tout. Elle est dans les banlieues sans plus de regard en direction de ce centre vers lequel ces pseudo-chefs de front sont tournés ; elle est orientée vers un autre rêve, le rêve de notre peuple d'être un jour libre, de pouvoir vivre dans la dignité sur un sol qu'il appelle sa terre. Eux, ils pensent qu'il est possible qu'une brèche s'ouvre. Ils n'ont besoin d'aucun centre. Leur résistance, leur endurance et l'esprit qui les anime, ils les dévident d'eux-mêmes, de ce qu'ils étaient, de ce qu'ils sont et de ce qu'ils veulent être.

Les combattants de base se sont trompés. Ils pensaient que les *imushéten*⁶⁵ luttaient comme eux pour la libération de leur nation. Ils attendent. Ils leur ont dit qu'on a abouti à une autonomie. Mais nous, maintenant, nous ne comptons plus sur les combattants. Nous comptons sur de futurs combattants, c'est-à-dire sur nous-mêmes, sur ce que notre regard est capable de fabriquer et d'imaginer au-delà de ce chaos.

Il faut tisser une nouvelle trame à partir de nos propres fibres, les vieilles fibres usées de la trame touarègue. Il faut tisser, il faut marcher de l'avant. Du moment qu'on se lève pour tisser et qu'on se met à l'œuvre, la trame est déjà tissée. C'est cela qui nous intéresse et c'est cela qu'exige le peuple touareg aujourd'hui.

Les nouveaux féodaux

Il n'y a plus de classes hiérarchiques à présent chez les Touaregs. La nouvelle classe, c'est la France qui l'a créée avec le tourisme et les mercenaires touaregs qui s'enrichissent. Les autres sont tous nivelés et égalisés par la misère et la mort. La différence, aujourd'hui, c'est que les nouveaux féodaux n'ont ni la morale ni le paternalisme des

anciens, ils sont rapaces et avides, capables de tout ruiner pour rester les seuls détenteurs du pouvoir et des richesses.

La rébellion n'a pas eu la capacité de fournir ses propres idées, son originalité. Pour nous, la révolution ne se réduit pas à mettre au sommet ceux qui sont en bas et à faire descendre ceux qui sont en haut. C'est de nouvelles idées et la capacité d'en inventer sans obligatoirement singer les autres. Ils confondent aujourd'hui révolte et révolution. La lutte armée favorise la révolution mais elle n'est pas en elle-même révolution. Nous, nous voulions que la lutte militaire devienne comme une école de la prise en charge de soi-même. Mais ils ont refusé. Ils ont dit pourquoi raccommodez nos chiffons puisqu'on peut trouver du tissu déjà tissé ailleurs. Nous, nous voulions une véritable remise en cause de soi-même.

Aucun peuple n'a jamais vécu en autarcie. L'autonomie, c'est de fabriquer ce dont on a besoin, importer ce qu'on n'a pas et renoncer à l'inutile. Flexibilité et nomadisme, voilà la liberté d'action que nous revendiquons. Il n'y a pas d'autonomie matérielle mais l'indépendance d'esprit est nécessaire. On a besoin par exemple de la radio pour écouter les informations mondiales, mais on a encore plus besoin de l'autonomie de l'oreille pour écouter la radio. Et celui qui fabrique la radio a aussi besoin de moi pour que je la lui achète, il n'est pas autonome non plus.

S'ouvrir au monde

Le seul courant que je peux appeler aujourd'hui courant politique est celui qui défend l'idée d'une nation touarègue autonome, libre de rester chez elle dans son pays et de s'ouvrir au monde. L'idée est que les peuples doivent être de vrais acteurs.

La meilleure chose, nous l'avons dit, c'est le fédéralisme, mais nous pensons, pour certains d'entre nous, qu'il ne faut pas se contenter de fédérer les Touaregs avec l'État où

ils sont mais fédérer toutes ces régions saharo-sahéliennes qui ont en commun une géographie, une culture, une économie... à condition de ne pas les transformer en un État qui exclue et étouffe. Chaque communauté posséderait son propre conseil libre de se fédérer avec celui des autres.

Ce qu'il faut qu'on évite absolument, c'est cette main horrible du père État sans âme, sans cœur, qui a tout empaqueté dans une seule logique. Il faut décriquer ce poing fermé du père, il faut le briser pour que les choses bougent. Évidemment, pour qu'elles se mettent en route, il faut fabriquer des gens qui circulent, des nomades, créer des flux libres, mais avec des étapes.

En fait, il n'y a pas de différence véritable entre les États qu'ils soient algérien, nigérien, malien..., c'est la même logique anti-unité, l'unité dans le sens où on se met coude à coude pour travailler. Non, eux, c'est plutôt de la malaxation pour fabriquer une unité nationale par la force. Nous, nous ne participons à la construction nationale d'aucun de ces États, sauf par les impôts qu'on nous oblige à payer et par le fait qu'on nous sacrifie sur l'autel de ces États-nations qui n'existent pas. De toute façon, le dieu État aura bientôt besoin de poules plus grasses, cela ne va pas durer longtemps... Nos poules, c'est-à-dire nos combattants et notre peuple, sont trop maigres pour l'instant.

Le système africain autrefois était plus efficace que le système occidental de l'État-nation. Nous, notre mode de gestion de la société est fondé sur la représentation des groupes à tous les niveaux par des assemblées qui s'articulent autour de fonctions d'arbitrage.

Un grand parlement auquel nous, les Touaregs, nous prendrions part, pourrait réunir tous les Sahéliens et les Sahariens. Il faut fédérer toute cette Afrique des déserts qui a aujourd'hui trois traits en commun : l'écologie, la pauvreté, la proximité culturelle. Il faut redistribuer les pouvoirs du haut vers le bas, en recréant des représentants

véritables et légitimes des communautés qui habitent ces pays et non des États qui les divisent et les exterminent. Aujourd'hui nous n'avons que des soldats et des tirailleurs. Et les héritiers de la France et du droit de cuissage ne sont prêts à aucun changement.

Nous ne mettons en cause aucune nation africaine mais par contre ce sont les États que nous mettons en cause.

La résistance touarègue fait peur aujourd'hui. Pourtant nous ne voulons pas prendre le pouvoir à Niamey ni à Bamako, ni à Alger. Nous voulons être Touaregs au Sahara central et travailler avec les Arabes d'Alger, les Jerma de Niamey...

Au contraire de ceux qui cherchent, en faisant un coup d'État, à s'emparer des crédits de la coopération, nous ne voulons pas nous servir de la République du Niger ou du Mali comme d'un vase à traire, non, nous voulons qu'il y ait des Jerma, des Haoussa, des Bambara, mais pas comme les détenteurs du système central.

Nous, c'est le système colonial que nous mettons en cause et ces micro-États centralisés qui rackettent le peuple.

Cet État héritier du système colonial a échoué. Et peut-être va-t-on en faire d'autres qui seront encore plus monstrueux. Il faut réagir.

Voir plus loin que l'adversaire

Les vrais résistants qui ont un projet de société et rêvent d'une paix pour tous – souvent plus engagés que ceux qui tirent des balles –, je les ai trouvés en exil ou au pays : ce sont des gens qui voient plus loin que leur adversaire et cherchent une solution pas seulement pour eux mais pour tous ceux qui vivent ce chaos.

La résistance du peuple touareg en ce crépuscule est faite de la souffrance et du désarroi d'un peuple acculé, encerclé, minorisé et affaibli, qui se sent seul. Comment glisser entre les mailles de feu qui quotidiennement le harcèlent ?

Comment protéger les civils qui n'ont d'abris que la famine et la mort dans les camps gardés par l'armée le long de la frontière entre l'Algérie et le Mali et Niger, des camps d'où on ne peut sortir et où on ne peut vivre ? Pour résister malgré l'éclipse qui nous submerge, il faut appuyer notre regard sur la mémoire, sur une petite étincelle de notre esprit qui refuse leur incendie, et imaginer un projet qui surpasse celui de l'adversaire.

Imaginons une pauvre vieille femme juive au fond d'un four crématoire qui adopte la logique de Hitler. C'est impossible. C'est pourquoi cette vieille juive, qui est aujourd'hui ma mère, il ne faut pas qu'elle se dise qu'elle est au fond du gouffre et que c'est naturel qu'elle y soit, mais plutôt qu'elle imagine comment ses ancêtres ont réussi à échapper à la dictature de Pharaon...

Le modèle politique dominant est actuellement celui de l'État-nation-territoire. Nous n'en voulons pas mais, pour l'instant, pour exister il faut avoir un État. Je reçois un coup de poing, j'en rends un. Si les Africains retrouvent la raison, il faut faire une Afrique des nations qui se fédèrent si elles le veulent bien. Pour moi la nation, ce sont des gens qui se reconnaissent une culture commune, des intérêts communs et l'envie de rester ensemble.

Nous, les Touaregs, nous cherchons aujourd'hui un interlocuteur, même ennemi, mais interlocuteur. Evidemment, nous préférons un frère qui discute avec nous avec des idées originales, mais pas un rabatteur qui nous ramène au moule pour nous y comprimer à l'intérieur.

Nous allons résister et marcher, même si nous marchons en vrille comme le font les âmes blessées. Et nous appelons tous les hommes et les femmes du monde et en particulier de l'Afrique, proche de nous, à venir nous rejoindre et à marcher avec nous, à débattre librement pour élargir le sens étriqué de toutes ces notions d'État, de nation, de frontière, de fédéralisme... Ne laissons pas l'Afrique de

demain aux experts, aux compagnies pétrolières et aux ONG, avec leurs barbelés et leurs cloisonnements, car aucun peuple ne résistera à leurs appétits.

Le désert, je ne le vends pas

Kidou
Adagh

Le désert,
Je ne le vends pas,
Je l'aime.
Je ne renonce pas à sa sueur.

Je ne m'assieds pas dans les réunions
qui parlent de son départ.
Cela sera ainsi jusqu'à ce que mes os
Se mêlent à ses cailloux.

Compagnons, aidez-moi
Nous allons rassembler ses rocs
pour bâtir un jardin
où nous ferons la sieste
sous son ombre.

Le désert,
Je ne le vends pas,
Je l'aime.
Je ne renonce pas à sa sueur.

Puits blanc

Ghabdallah ag Oumbadougou
Aïr, octobre 1991

Puits blanc.
Montagne haute
habitée par les partisans
et par les faucons.

Puits blanc
qui ne contient ni or ni dollar
à partager.
En lui s'éveillent
les douilles de kalachnikov
avec leur poudre à feu
emplie de brume⁶⁶
et irritant les narines.

Puits blanc.
J'ai dit aux hommes,
Protection de l'honneur
devant les sœurs
dans le malheur.

Puits blanc.

NE PLUS ÊTRE
OU ÊTRE AUTREMENT
LE RÔLE DES FEMMES



LES FEMMES DOIVENT LUTTER AUX CÔTÉS DES HOMMES DANS L'ÉGALITÉ

Dawsa welet Amayor

Dawsa est originaire de l'Azaouad et vit en exil au Burkina Faso. Elle a une vingtaine d'années. Propos recueillis en français par Hawad en février 1995 à Ouagadougou.

Réticence masculine

Je pense que la femme peut faire beaucoup dans la situation actuelle, mais il faut que les hommes soient convaincus de ce fait. Parce que, actuellement, il y a des hommes qui sont des résistants engagés dans la guerre, mais il n'y a pas de femmes qui interviennent directement. Peut-être doivent-elles parvenir à convaincre les hommes qu'elles en sont capables et qu'il faut qu'elles participent. La plupart des hommes, je ne sais pas pourquoi, sont quand même réticents pour certaines activités que les femmes peuvent assumer. Par exemple, une femme guerrière. Il y a vraiment des hommes qui sont réticents pour que les femmes viennent dans les fronts. Sur le plan politique aussi, c'est la même chose, des femmes intelligentes, même si elles ne sont pas scolarisées, ont de très bonnes idées et elles peuvent beaucoup aider dans la politique.

Moi, je pense que les hommes qui sont réticents à la participation des femmes sont ceux qui n'ont pas eu l'éducation touarègue complète ; ils ont été un peu acculturés en

étudiant, par exemple, dans les milieux soudanais arabes où la femme n'est pas libre. Ils ramènent ces préjugés dans leur propre société, mais il y a bien sûr des exceptions.

Je ne sais pas exactement quelles ont été les stratégies militaires des fronts parce qu'elles ont toujours été taboues pour les femmes. Moi, particulièrement, je me suis beaucoup intéressée à ce genre de chose : comment les combattants font leur attaque, comment ils s'organisent, comment on peut les aider, nous, les femmes disponibles, mais comme je te l'ai dit, on n'a pas de force pour rentrer dans ce domaine. Moi, à un moment, je suis allée jusqu'à essayer. Il y a quand même, parmi ces groupes, des exceptions, des gens qui me comprenaient et qui ont pensé que c'était possible que j'aie dans une base pour mieux comprendre et peut-être apporter des solutions même si c'est seulement intellectuel et pas physique. Mais après je me suis trouvée bloquée, on m'a dit que ce n'était pas possible.

Par contre, quand tu es un homme et qu'ils pensent que tu as les mêmes idées qu'eux, que tu n'es pas un espion, tu peux rentrer dans une base, mais une femme ne peut pas y rentrer.

Même avant, dans notre milieu, les femmes ne portaient pas à la guerre, mais quand même elles participaient à la préparation, elles étaient au courant et elles intervenaient.

Je pense que cette attitude est quelque chose d'étranger et que les gens ne font pas cela volontairement. La seule chose qu'ils disent c'est que les femmes risquent de ne pas conserver les secrets.

La femme pourrait aider sur tous les plans. Sur le plan militaire, il y a des filles qui sont dévouées, prêtes à agir, et quand on a la volonté de faire quelque chose, on réussit. Je ne vois pas ce qui empêche qu'elles le fassent. Il suffit de leur apprendre, c'est tout. Moi, je pense que je peux me battre comme un homme et je pense que je peux faire de la politique comme un homme, et même mieux qu'eux.

Ce n'est pas une affaire d'hommes ou de femmes d'ailleurs, mais d'individus.

Si les femmes vraiment dévouées pour la cause et qui savent réellement que leur but c'est la libération de leur peuple, avaient été dans le processus, si on les avait consultées et si elles avaient participé réellement, ça n'allait pas se passer comme ça⁶⁷.

L'égalité des rôles

Il y a des hommes qui pensent que s'il y a une femme dans le groupe qui va aller attaquer, ils ne pourront pas fuir devant la femme, donc ça risque de faire massacrer toute l'équipe, et s'il y a un danger, ils vont tous mourir.

Moi, à mon avis, ils n'ont pas à voir les choses de cette façon parce qu'ils doivent considérer la femme comme eux-mêmes. Si une femme est combattante, elle doit être considérée comme tous les autres combattants. On ne doit pas changer de stratégie parce qu'il y a des femmes qui participent.

Tant qu'on n'intègre pas les femmes dans les fronts, ils ne vont pas faire face au problème du changement de mentalité, donc on ne peut rien faire. Tant que la femme n'est pas intégrée, il n'y aura pas de solution.

Je pense qu'il faut que la femme soit complètement dans l'affaire, militairement, politiquement, matériellement. Il y a des femmes qui sont mieux pour aider matériellement, elles savent très bien travailler, elles peuvent vendre ce qu'elles font, avoir de l'argent, beaucoup d'argent ; il y a des femmes qui savent faire des spectacles ; il y a des femmes qui sont meilleures sur le terrain et peuvent combattre avec les combattants ; et il y a des femmes qui sont politiquement mûres et peuvent parfaitement jouer un rôle sur le plan international.

Les femmes dont je te parle sont prêtes à aller sur le terrain pour se battre aux côtés des hommes, sont prêtes à tout

perdre pour atteindre leur but. Et du moment qu'elles se donnent à la mort, pour moi c'est clair qu'elle sont prêtes à renoncer à leurs privilèges de femme touarègue traditionnelle, assistée par l'homme.

Il y a des filles qui n'ont jamais vu l'extérieur⁶⁸ et qui ont les mêmes intentions que moi. Beaucoup de femmes veulent défendre cet idéal de lutter aux côtés des hommes dans l'égalité.

Je pense que la femme touarègue doit avoir une intégration totale dans la société touarègue. Il y a des plans où elle est marginalisée, par exemple sur les fronts, les lieux de combats, et sur le plan politique.

Il y a des milieux où la femme n'est pas totalement libre de faire ce qu'elle veut, par exemple voyager seule, aller faire une exposition, alors que cela peut être très important. Il y a des femmes qui sont vraiment compétentes pour des choses de ce genre et qui peuvent beaucoup apporter à leur société, à la construction de la nation. Mais le fait que la femme ne doive pas voyager sans un homme et ne doive pas rentrer dans une salle sans homme est un blocage. Je pense que c'est parce que la femme touarègue est très choyée.

Pour les combats, par exemple, c'est parce qu'on la respecte, on ne veut pas qu'elle subisse certaines choses, donc les hommes se sacrifient pour leurs femmes. Pour les voyages, c'est la même chose, c'est pour leur épargner la dureté du voyage.

Changer les mentalités

Pour changer les mentalités, il faut qu'il y ait des femmes prêtes à mener cette lutte. Elles doivent commencer d'abord par les femmes elles-mêmes. Le message sera plus facile. C'est-à-dire que les femmes qui sont engagées et comprennent la situation, rencontrent d'autres femmes, qu'elles parlent avec elles et échangent leurs idées et leur fassent

prendre conscience, pour qu'elles puissent en parler aussi à d'autres femmes, et à leur mari, à leurs frères, à leur père...

Pour pouvoir résister, c'est très important.

Si les hommes voient que les femmes sont sur la bonne voie, ils vont accepter.

Investir le plan militaire est très important pour les convaincre. Il y a aussi l'ouverture avec le monde extérieur.

Pour l'instant, il y a des exceptions, les combattants sont de plus en plus disponibles à cette idée. Il y a des femmes qui ont commencé à agir. Malgré les entraves, elles ne se découragent pas. La plupart sont des jeunes. Pour les jeunes filles aujourd'hui et les femmes qui se sont exilées, c'est un engagement de la personne, elles veulent être actrices. La plupart de ces femmes n'ont pas connu les villes.

L'union des combattants

Si les femmes veulent l'union et sont prêtes à accepter n'importe qui au nom de l'union, c'est parce que la division est un danger qu'elles voient. Si on accepte quelqu'un qui est là pour désunir, c'est pour le connaître mieux. Par exemple, ton ennemi, si tu ne le connais pas, tu ne peux rien faire contre lui.

Dans la situation actuelle, tu peux avoir par exemple dans notre groupe un ami, nous nous connaissons, on est ensemble, on est en train de lutter pour la même cause. Tout d'un coup, lui se fait acheter. C'est le cancer qui rentre. Il devient une autre personne, donc on ne le connaît plus. Et pour qu'on ait une chance de le récupérer, il faut qu'on le ramène.

Si on le garde, on a l'espoir de le récupérer en discutant avec lui souvent, et d'autre part, sur les stratégies de l'ennemi, il y a des choses qui vont lui échapper malgré lui. Ou bien même dans son comportement, il y a des indices qui

peuvent nous guider. On peut le surveiller et avoir des renseignements.

Si on est bien organisé et qu'on sait ce que l'on fait, on veille pour qu'il ne nous ronge pas de l'intérieur. Mais si c'est le désordre, s'il n'y a pas de stratégie, là c'est vrai qu'au lieu qu'on le récupère, c'est lui qui va nous récupérer.

Une union qu'on ne cherche pas à mener avec des stratégies bien fondées ne va jamais se réaliser. C'est comme la paix, la paix qu'on chante : « On est en train de faire la paix », mais c'est une paix « des bouches »⁶⁹, ce n'est pas une paix qui est élaborée, ce n'est pas une paix qui a des objectifs, ce n'est pas une paix qui est préparée.

Le but

Le rêve c'est de reconstruire sa nation, d'être libre dedans et de pouvoir faire ce que le monde entier est en train de faire chez nous.

Un État touareg, ce n'est pas impossible mais il y a quand même beaucoup de difficultés. En tout cas, au point où on en est actuellement, on n'a pas le choix. Donc il vaut mieux combattre. On ne peut plus revenir en arrière. Par exemple, si on suit le pacte, on nous dit qu'il y a la paix aujourd'hui, on retourne au Mali, après ça sera la même chose, il y en aura quelques-uns qui seront intégrés, il y aura des bandits qui sont peut-être des Bambara, ou des Songhay, ou des Peuls ou des Touaregs, qui vont faire un coup. Et puis, on ira trouver cent ou deux cents Touaregs, puisqu'on dit qu'il n'y a que les Touaregs pour faire ça, on les tuera et ainsi de suite. Dans les villes, dans tout le Mali, le Touareg ne sera jamais respecté, on trouvera toujours quelque chose à dire contre lui, que c'est un assassin, un voleur, n'importe quoi, et n'importe qui peut dire cela sans être jugé. Rien, aucun droit. Donc il n'y a aucun espoir.

Quand ils te parlent, les gens pensent qu'ils sont divisés en deux lignes : il y a ceux qui pensent tout simplement

qu'on est dans la bonne voie, qu'il faut rester dans le Mali et le Niger, que les Touaregs ne peuvent pas entretenir une nation, qu'ils vont s'entre-tuer et qu'après, cela serait pire. Donc, ils sont découragés, pour eux c'est mieux de vivre comme ils sont, malgré tout ce qu'il y a eu, ils croient toujours que s'ils s'engagent dans cette révolution pour faire une nation touarègue, la situation va empirer, c'est-à-dire qu'au lieu que ce soit positif pour les Touaregs, ce sera négatif. Les gens vont encore plus mourir. Donc il y a un groupe de gens, parmi ceux qui sont à l'intérieur du Mali et du Niger, qui réfléchissent comme ça.

Il y a des gens qui avaient de bonnes idées, qui étaient convaincus qu'il pouvait y avoir la nation touarègue, mais pas de tous les Touaregs : seulement ceux de l'Azaouad (au Mali) et ceux de l'Aïr (au Niger) ; pour eux, c'est ça la meilleure des choses. Mais ces gens après ont été détournés, certains c'est par la misère et d'autres simplement par la parole, ils ont été influencés par d'autres personnes, et derrière ceux-là, il peut aussi y avoir des personnes étrangères, c'est possible.

L'autre groupe, c'est celui qui pense qu'il faut reconstruire la nation touarègue entière, un État touareg uni. Ces gens-là ne sont pas très nombreux, peut-être que c'est parce qu'ils n'ont pas beaucoup d'espoir.

Le problème des gens qui pensent que le Mali et le Niger peuvent les intégrer, c'est qu'ils ne cherchent pas à se poser de question. Pour eux, si on ne les tue pas avec le fusil, alors ça leur suffit, c'est-à-dire qu'on peut les insulter dans la rue, dans les journaux, on peut les priver de beaucoup de droits, ça ne va rien leur faire. Ils ne veulent pas aller ailleurs qu'au Mali et au Niger. Ils ne savent pas s'ils peuvent gagner leur vie ailleurs. Ils ne veulent pas risquer. Ils ont peur de mourir de faim.

MA MAISON EST MA NATION QUI EST LA MAISON DU MONDE ENTIER

Karsa welet Elghelas

Karsa est originaire de l'Adrar (Adagh) et réside à Ouagadougou depuis de nombreuses années. Elle est mariée à un Burkinabé et mère de plusieurs enfants. Elle est quadragénaire. Propos recueillis en touareg par Hawad en février 1995 à Ouagadougou.

Dans ma maison, la paix et le bien

Pour moi, ma maison représente ma nation et la maison-nation touarègue est la maison de tous. Quiconque rentre dans ma maison trouvera la paix et le bien. Il aura mes biens et ses biens seront ma force.

Et la force de toute personne qui rentre dans ma maison et dans mon campement, c'est qu'il devient mon frère. Je ne fais aucune différence : Songhay, Haoussa, Peul, Touareg, Arabe, Bambara et tout être humain qui entre dans ma maison est semblable à moi et à mes frères.

Même mes ennemis et ceux de ma nation, une fois qu'ils rentrent dans ma maison je les accueille, je les protège et je les soigne jusqu'au jour où ils me quittent. Ce fait et cette hospitalité, même mes ennemis et ceux qui tuent mes frères, s'ils rentrent dans ma maison, les trouveront aujourd'hui.

Tout homme, pour nous les Touaregs, qui est entré dans nos réceptacles est devenu notre frère et trouvera parenté, fraternité et protection, car pour nous, la guerre ne se fait pas dans les maisons mais à l'extérieur, dans la plaine.

L'intérieur des tentes et de notre vaisselle appartient à la fraternité et à l'humanité, c'est ainsi la tradition chez nous les Touaregs.

Pour nous, la guerre et la haine se font en dehors de notre espace, et jamais sous les bagages, lieu qui est pour nous celui de la fraternité, des humanités et non la place des vilénies et de la sauvagerie.

Cette coutume, cet idéal, j'en suis détentrice et je sais que nous, les Touaregs, nous les avons hérités de nos ancêtres. Si demain le projet de reconstruction de notre nation voyait le jour, c'est cet esprit que je voudrais que tous mes frères de la nation touarègue perpétuent.

Tout jeter sauf le côté généreux de nos traditions

A mes frères qui combattent pour construire notre nation, je souhaite demain de garder cette tradition de nos ancêtres et de répandre un savoir, une raison et des humanités nobles et élevées qui respectent nos traditions, celles qui ouvrent nos tentes et notre pays à tout homme qui vient à nous et cherche protection, hospitalité et aide. Car moi, je considère l'identité culturelle d'un homme comme quelque chose de sacré, il n'est pas normal qu'elle s'effondre ou soit enterrée au nom d'une haine ou d'un quelconque mirage moderne.

Nous pouvons jeter toutes nos traditions et toutes nos valeurs sauf leur côté généreux, je veux dire la dignité que l'on accorde même à l'ennemi ou à l'hyène quand ils rentrent dans nos maisons. Alors, ils deviennent ceux que l'on doit préserver, ceux qui méritent le respect, la dignité, la paix, l'hospitalité noble comme celle que tu t'octroies à toi-même. C'est ce pan de nos traditions qu'il ne convient

pas d'enterrer demain au nom d'aucune illusion, ni aucun paradis.

Quand les Touaregs abandonnent leur identité (*temusa*), ils deviennent des morts vivants.

Ma maison-pays de ma nation (*éhan akal-in n tumast-in*) est le carrefour de toute l'humanité, car pour moi tout être humain qui vient à moi m'amène un objectif et un point de vue que moi, maison-carrefour, je redistribue et fusionne avec mon identité, et qui me sont bénéfiques.

Le caractère, la culture et le savoir des hôtes qui viennent dans ma maison, je les accepte et je les saisis, et ils deviennent pour moi une lumière qui attise celle des Touaregs de ma nation.

Une nation comme un carrefour pour toute l'humanité

Mon cœur est pour moi ma maison, c'est la nation touarègue. Alors je voudrais que nous, les Touaregs, on reconstruise une nation comme celle que nous étions jadis. Une nation qui considère son cœur-tente comme un carrefour pour toute l'humanité du monde. Un de nos proverbes dit : « Si tu veux les hommes, donne tes sœurs. »

Celui qui n'a pas d'enfants ne vit pas. Nous, tout ce que nous avons pratiqué comme générosité et dignité en dépassant l'ennemi en humanité, tous ces actes, je voudrais que demain ils soient les petits-enfants de la nation touarègue, celle qui s'annonce pour demain.

L'homme que tu as fait entrer dans ta maison est comme l'homme qui épouse ta sœur. Peut-être que demain, quand vous vous rencontrerez, il va te procurer une aide et peut-être que tu ne le penses pas et tu n'en as même pas besoin. Nous les Touaregs, dans nos stratégies et notre politique, même le fou a son rôle à jouer. S'il vient à toi, fais-le rentrer dans ta maison et retiens-le pour bâtir demain avec lui un autre univers. Il y a beaucoup d'éléments dans la vie. Aucun ne ressemble à l'autre et chacun a son rôle et son

intérêt. C'est au nom de cette philosophie, de cet esprit, que ma tente, même ici à Ouagadougou, déplacée de son territoire touareg et installée à étranger, je l'ai ouverte à longueur de jour et de nuit à tout le monde, à toutes les nations. Et c'est ainsi que demain je désire ouvrir la nation touarègue, celle que mes frères vont reconstruire. La nation touarègue, je voudrais qu'elle soit comme ma tente ouverte à toutes les nations.

Mon désir, c'est une nation touarègue à nouveau libre et qui ouvre tous les cœurs-tentes de son pays à tous les vents et peuples de l'humanité.

Mon désir, ce sont mes frères touaregs libérés, qui s'entraident et gardent leur tente ouverte à tous.

Il n'y a pas un être qui n'offre un avantage pour l'unité du monde. Chaque être a quelque chose et chaque personne amène un pan qui sert à hisser le monde. Aucun être ni aucun acte n'est dénué d'intérêt, chacun amène le bien ou le mal ; c'est ainsi qu'est bâti le monde. Oui, le mal n'est pas une fortune, mais le monde ainsi marche et avance. Notre théorie de la vie, si quelqu'un ou quelque chose nous fait du mal, c'est de regarder à plus tard : on va lui faire du bien et s'il comprend il nous rendra le bien qu'on lui a fait, ceci est bon. S'il nous fait du mal, nous comptons sur le bien qu'un autre nous fera demain.

Nous, les femmes touarègues, il ne nous reste aucune place

De quoi d'autre est fait le monde que du fils d'Adam : l'homme est un produit du mal et du bien. Personne, c'est faux, ne peut rester tout seul. Ainsi, nous les Touaregs, nous pensons que c'est obligé que l'homme ait découvert qu'il a son double ou son triple, son pair. Il n'y a pas un seul homme sans son double ou son triple et si même il existe, il ne peut, pour nous, être quelqu'un d'important.

Même dans nos déserts, le puits qu'on n'utilise pas pour

extraire de l'eau et qu'on n'écope pas, à la fin, finit par tarir et mourir, et la terre boit son eau. Voilà notre philosophie, nous, les femmes de la nation touarègue, mais hélas, dans ce monde moderne, nous, les femmes touarègues, il ne nous reste aucune place. Dans ces difficultés que traverse le peuple touareg, dans la lutte par laquelle il cherche à se libérer et à se construire lui-même et son pays, hélas, la femme touarègue n'a pas sa place. Pour la femme touarègue des générations anciennes que je suis moi, les humanités, l'esprit et l'éducation que nous avons hérités de notre nation n'ont pas leur place dans ce monde. Nous n'avons pas de place, mais la femme touarègue, malgré son absence de force et d'assise, continue de résister et tente comme d'habitude de couvrir son humanité et sa philosophie.

Hélas, la maison-cœur du monde-femme touarègue n'a pas sa place en ce monde sans cœur large. Aujourd'hui les femmes touarègues qui pensent le monde comme moi sont nombreuses, mais elles se cachent, se mettent en retrait et se taisent, bref elles sont blessées, leur humanité est heurtée, frustrée et elles sont étouffées. La volonté de la femme touarègue en ce crépuscule est tombée, opprimée, périmée, violée, blessée, assassinée. Son regard et ses paysages sont atrophiés, car c'est elle la porteuse du fardeau de sa nation, sa nation qu'on massacre et qu'on chasse, toute une situation mauvaise avec des actes horribles que le peuple touareg traverse. Et c'est nous, les femmes, qui portons le fardeau sur notre dos, car c'est nous qui avons la mémoire et c'est nous qui connaissons l'opposition entre les jours de notre enfance et nos jours d'aujourd'hui. Notre monde, pour nous les femmes qui avons eu une éducation touarègue, est renversé.

Nos sœurs qui sont des générations nées après nous et qui n'ont pas eu l'éducation touarègue, ont été déracinées de leur identité. Elles sont plus fortes que nous, aptes à épouser

le changement et elles nous dépassent, elles peuvent résister à toutes les mauvaises images qui jaillissent à chaque instant du miroir du crépuscule aveugle que leur nation traverse.

Je n'ai pas dit que ces femmes qui ont épousé la métamorphose ne souffrent pas et ne sont pas en difficultés mais elles nous surpassent en résistance, déjà endurcies par le fait de ne pas avoir connu un monde libre, digne, noble comme celui où nous avons grandi nous-mêmes. Bref, la génération des femmes touarègues qui sont nées après nous n'a pas d'autre mémoire ni d'autre souvenir qui les empêche d'affronter leur crépuscule, comme nous qui rêvons d'un passé noble et d'un futur digne.

Les femmes touarègues de ma génération, aujourd'hui, n'ont pas de rôle sauf se recroqueviller sur les regrets car nous n'avons aucun présent. Tous nos cœurs et têtes sont penchés sur les jours de jadis. Vieilles avant d'atteindre la vieillesse et plongées dans un passé sans le cadre d'un présent ni la lumière d'un futur, dans ce monde sens dessus dessous, nous ne pouvons regarder l'envers du miroir du monde, à moins d'épouser la métamorphose. Mais comment épouser la métamorphose, accepter le changement, quand on a vécu et que nous étions fiers de notre existence ? L'amertume a tué et tue les femmes touarègues, héritières des valeurs de leur nation.

Je n'ai aucun désir ni vœu ni remède pour mon amertume ni celle de mes sœurs si ce n'est voir demain ma nation renaître, une nation avec des piliers, des piliers forts qui auront des rameaux pouvant abriter de leur ombrage tout lieu.

Cette nation ne renaîtra pas, sauf par l'entente et le partage du fardeau et de la raison, la raison de toute une nation.

Quand j'ai dépassé Akakus

Ghabdallah ag Oumbadougou
Aïr, 1993

Quand j'ai dépassé Akakus
En direction du Tassili,
J'ai regardé le mont Bous
Où sont mes frères.
Il y faisait chaud.

J'ai interrogé le désert
Où demeurent mes frères.
Le désert m'a dit
Seul compte le retour
à l'entente de mes frères.

Le désert m'a dit
qu'il ne veut rien d'autre
que l'unité des frères.
Je vous demande
de vous hisser noblement.
Nous allons libérer le désert
en allant jusqu'aux villes
sans laisser les montagnes
et jusqu'au moindre vallon.
Alors la révolution deviendra
un rapiéçage pour tout le désert.

LES EXIGENCES INCONTOURNABLES DE LA MODERNITÉ ? LA VOIX DES SCOLARISÉS



SORTIR DU TUNNEL POUR VOIR ET ÊTRE VU

Sidalamin

Sidalamin est originaire de l'Adrar (Adagh) et a été scolarisé au Mali. Il a une trentaine d'années. Propos recueillis en français par Hawad en février 1995 au Burkina Faso.

Aucune lutte ne se mène inutilement

On a été un peuple qui d'abord a été révolutionnaire et puis il s'est replié sur lui-même. Et maintenant, extraordinairement, en peu de temps, c'est comme une coquille qui est en train de s'ouvrir, mais avec violence ; donc cette coquille est en train d'exploser. C'est pourquoi, moi, je ne condamne personne. J'observe et je trouve que tous ceux qui luttent, même s'ils font des bêtises, font avancer la cause. J'ai des parents et amis dans les fronts ; je vois leur manière un peu mesquine de gérer les choses, de voir l'avenir, de construire, mais je pense qu'avoir plusieurs fronts parallèles est aussi une façon de lutter pour cette cause. Tout cela, il faut que ça avance et un jour, ça va se mettre en place et ça formera une société extraordinaire qui est passée par tous les stades de la lutte.

Je pense que tous les ennemis de la cause actuellement sont en train de lutter pour la cause sans le vouloir. Ceux de l'extérieur et même ceux qu'ils utilisent à l'intérieur sont en train de lutter pour la cause. Parce que dans un

passé très récent, les gens ne réfléchissaient pas à certaines choses. Tandis qu'il y a des revirements, des traîtres, alors les gens se posent certaines questions. Pour qu'ils sachent qu'il n'y a pas seulement la survie en jeu mais aussi des intérêts énormes que cette société-là doit combattre... Et cette anarchie devient utile parce que si le courant était unique, on aurait déjà trouvé une solution pour nous abattre.

Je pense qu'aucune lutte ne se mène inutilement. Il y aura des conséquences à long, moyen ou court terme. Je sais que malheureusement l'horizon est obscur, presque bouché, mais je pense que quand un peuple, dans toutes ses générations, a une pensée nouvelle, c'est comme s'il sortait d'un tunnel... Quand on sort au grand jour, on se fait voir et on voit.

S'adapter aux temps actuels

Pour résister, les Touaregs se sont repliés sur eux-mêmes... Je pense qu'aujourd'hui, la force que notre peuple doit puiser à l'intérieur de lui-même, c'est de refuser de continuer son hibernation. Donc il faut qu'il ait un réveil parce que les temps ont changé et que le monde sera bientôt un gros village planétaire ; il faut que cette nation évolue pour qu'elle ne soit pas dans ce gros village la bête à abattre.

Elle doit trouver en elle-même la force de s'adapter à l'époque et à la philosophie des temps actuels.

L'adaptation dans ce sens, c'est faire en sorte que ce peuple puisse se soigner, puisse produire lui-même, se nourrir, qu'il devienne autosuffisant ; il faut pour cela une grande évolution de la mentalité que nous avons adoptée comme stratégie à une époque. Cette époque est dépassée. Maintenant pour s'adapter, il faut avoir plutôt une philosophie agressive dans tous les sens, provoquer et attirer sur soi les phares de l'humanité, qu'on sache qu'il

y a des gens qui ont souffert dans cette vie-là, qui souffrent et qui souffriront encore vingt ou trente ans et qui ont droit un jour à ce que leurs plaies soient soignées.

Voir et être vu par des yeux nouveaux

Il faut que ce monde extérieur porte un regard nouveau sur nous et se pose des questions. Pourquoi est-ce que cette solution n'a pas marché ? Pourquoi est-ce que, malgré les moyens fournis, telle politique a échoué ? Cela n'a pas échoué pour rien. C'était ou parce que la politique n'était pas bonne, ou parce qu'elle a trouvé un corps politique suffisamment résistant pour que la greffe ne prenne pas.

Nous, nous devons accepter de voir le monde avec des yeux nouveaux et le monde lui aussi doit nous regarder différemment. Même les anthropologues, les sociologues, les géographes, les historiens les plus réputés, ceux qui ont la plus grosse valise de diplômes, n'arrivent pas à se départir de cette image des Touaregs brigands, esclavagistes, le Touareg qui est l'homme méchant par définition. Il faut qu'ils voient en nous un peuple civilisé qui a été esclavagiste à un moment de l'histoire : les Touaregs l'étaient parce que les Noirs qui s'en plaignent participaient à l'esclavagisme et les Arabes leurs voisins étaient des esclavagistes ; ils ont été esclavagistes à une échelle infiniment moindre que les Noirs, les Arabes et les Européens.

La différence est une richesse

Je crois que toute société porte en son sein un projet. La société touarègue, malgré les problèmes auxquels elle est confrontée, n'a pas complètement échoué comme les autres sociétés. Tu vois ses voisins immédiats, à quatre-vingt dix pour cent, ils sont en train de singer l'Occident...

La société touarègue, son projet de société ancien n'a pas échoué. Mais je crois qu'il faut lui apporter des corrections.

C'est un modèle humain, qui donne le droit à tout homme d'avoir une dignité, de vivre libre... Les Touaregs ont toujours côtoyé d'autres populations, d'autres sociétés, et malgré la force qu'ils avaient à l'époque, ils n'ont pas voulu dire aux gens : « Hé vous, votre culture est inférieure, il faut adopter la nôtre... »

C'est une société qui pense que toute chose qui est sur cette terre a une utilité, de l'infiniment grand à l'infiniment petit, tous ont un rôle à jouer dans cet univers. Cela, c'est sa force, c'est une manière de penser des Touaregs. Ils pensent que la différence est une richesse et non un handicap.

Quand quelqu'un fait semblant de t'ignorer ou essaie de te regarder à travers une loupe déformante, il faut casser cette loupe ou lui donner une claque pour qu'il te regarde et dise : « Mais tiens, il y a quelqu'un à côté. » Donc, pour moi il faut que le monde ait un nouveau regard sur cette société. Ce qui est aberrant, c'est que même les « intellectuels » de l'Afrique n'ont pas compris cette société. Les docteurs, les licenciés pensent pire que les associations villageoises. Les paysans Bambara sont davantage capables de comprendre cette société que les intellectuels. Nos intellectuels, au lieu de mettre la lumière et d'aider les gens à mieux réfléchir, les mettent dans l'obscurité et dans la haine. Ils attisent le côté animal et ignoble de l'homme.

Un pont entre le Nord et le Sud

Quelque chose d'extraordinaire m'a frappé... Des gens qui ont tout le bagage intellectuel utile comme les fonctionnaires maliens, nigériens, africains ne comprennent pas qu'il faut un pont entre l'Afrique noire et l'Afrique du Nord. Et ce pont-là ne peut être que touareg ; c'est lui seul qui se sent aussi bien au Sud qu'au Nord. Je ne crois pas qu'en l'effaçant de la carte, on résoudra le problème. Car le problème est celui du découpage des frontières et ce

n'est pas les Touaregs seulement qu'il pénalise ; il pénalise même les Noirs : les Songhay de Gao ont leurs cousins à Say ; les Djoula de Sikasso ont leurs cousins à Ferkedessougou en Côte-d'Ivoire ; les Baoulé ont leurs cousins au Ghana. Je pense que tôt ou tard, l'Afrique comprendra que les tracés des frontières étaient une chose diabolique et qu'ils étaient faits à une époque où la France était aveuglée par son ignorance et son souci d'invasion et de colonisation. Il faut maintenant une intégration africaine, donc il faut que ces frontières disparaissent et au grand ensemble du Sud auquel s'oppose le grand ensemble du Nord, il faut au centre, un grand Sahara. Ce grand espace qui ne peut être vivable que pour ses habitants ne doit pas être un vide ni une frontière mais être un pont, un trait d'union.

L'ILLUSION D'IMPORTANCE

Sidi Mohamed ag Ichrach

Originaire de l'Adrar (Adagh), S.M. ag Ichrach a grandi à Tessalit et a fait des études en Algérie. Il a participé aux négociations qui ont abouti à la signature du Pacte national entre les fronts armés et le gouvernement malien en 1991. Propos recueillis en français par Hawad en février 1995 à Ouagadougou.

Les Touaregs doivent changer

C'est difficile d'être touareg aujourd'hui. On ne peut être touareg qu'en luttant. Aujourd'hui il y a une logique de lutte qui se développe depuis vingt ans et qui est perturbée à présent parce que les gens se reposent des questions par rapport au fait d'être touareg, mais d'une manière autre que ce qu'on était avant, pas pour être un « autre » touareg mais un « nouveau » touareg. Le monde change et les Touaregs doivent changer avec le monde, et les Touaregs doivent changer idéalement pour qu'ils puissent garder le meilleur de leur personnalité, de leur mode de vie, bref de leur culture.

C'est par leur propre lutte que les Touaregs peuvent changer pour continuer à être eux-mêmes sous une forme qu'ils auront eux-mêmes choisie. Alors que s'ils ne luttent pas, ils vont être changés par l'environnement, par les peuples qui les entourent sans contrôler le changement.

Je crois que les Touaregs ont toujours lutté pour maintenir un mode de vie que l'entourage considère comme archaïque. Et les sédentaires ont toujours considéré le

nomadisme comme le reste d'une civilisation morte ; nos voisins du Nord, les Arabes, aussi. Les Touaregs ont toujours lutté contre un environnement extrêmement hostile.

Aujourd'hui l'environnement s'est rétréci, l'espace contrôlé par les Touaregs s'est rétréci ; parce que d'abord les voisins occupent de plus en plus d'espace, avec les projets de développement, la modernisation. L'espace s'est rétréci aussi parce que nous avons la radio, les cassettes, la télévision... Avant on avait un combat à mener hors de nos maisons, avec les gens qui nous étaient hostiles. Aujourd'hui le combat se trouve à l'intérieur de nos murs, dans nos chambres : quand tu as la télévision chez toi, tu dois lutter pour qu'elle n'envahisse pas la culture de tes enfants. Aujourd'hui la lutte a plusieurs aspects.

Il n'y a pas sur la terre une seule radio qui s'intéresse aux Touaregs dans leur langue en parlant des préoccupations des Touaregs. Tous les hommes touaregs qui se disent cultivés savent beaucoup plus ce qui se passe à Paris, à Londres, à Bamako ou à Niamey que ce qui se passe en milieu touareg.

Marcher en zigzaguant

Il y a deux problèmes. D'abord la société touarègue marche, mais on a l'impression qu'elle avance en zigzaguant. C'est le propre d'un peuple qui a un environnement plus puissant que lui. Ce n'est même pas contrôlé, c'est obligatoire. La société veut avancer, elle a des difficultés car dans cet environnement hostile, elle ne sait pas exactement où elle pourrait se frayer le meilleur chemin. Elle trébuche en se posant des questions, elle trébuche en rêvant, en entreprenant souvent des actions d'éclat, en s'exilant... On s'exile, on revient, on ne retrouve plus ce qu'on a laissé là et on repart encore...

Aujourd'hui les individus pensent que la solution est toujours quelque part, elle est dans une idée, dans un

endroit, dans un espace... Certains pensent qu'ils pourraient mieux vivre leur personnalité ailleurs, par exemple en Algérie, c'est devenu la mode, la tentation du groupe installé là-bas : c'est une ville où il y a une majorité de Touaregs et où on peut vivre en Touareg, s'habiller en Touareg, penser en Touareg, parler en Touareg, et même si on meurt, on disparaîtra au milieu de nos frères. Mais quand tu arrives là, tu trouves que dans ce milieu aussi il y a des contraintes imposées par l'autre et tu te dis, « Ah, la liberté du Sahara et l'hivernage », et tu te dis que rien ne vaut l'odeur des tentes au petit matin, et tu reviens.

Les gens ramènent de l'exil une nouvelle manière de voir, ils sont riches d'expérience et ils font bouger la société touarègue.

Le regard déformant de l'extérieur

Au sujet du regard de l'extérieur sur les Touaregs, chaque fois que je lis un livre sur les Touaregs, ça me fait rire. Je n'ai jamais retrouvé dans un livre les Touaregs que je connais. Je ne dis pas qu'il n'y a pas de bons auteurs, mais il y a des gens qui à l'occasion d'un voyage au Mali ou au Niger côtoient quatre, cinq Touaregs et qui écrivent un livre en abordant des thèmes extrêmement complexes et déduisent sur la base de leur voyage qu'ils sont devenus spécialistes du monde touareg.

Le regard de l'extérieur sur les Touaregs a été extrêmement déformant. Le drame aujourd'hui, c'est qu'un nombre important de Touaregs, qu'ils aient étudié ou pas, se voient à travers les yeux de l'extérieur.

Le syndrome de l'illusion d'importance

Il y a un phénomène qui apparaît de plus en plus entre les Touaregs et disons les pays qui les colonisent. Aujourd'hui quand on veut faire passer un message parmi les Touaregs, c'est très simple : à Bamako on choisit quelques chefs,

on les invite, ils sont reçus en grande pompe par les hauts responsables de l'État, ils sont habillés, filmés, ils ont droit à la télévision, à la radio, peut-être à la visite de courtoisie du président de la République ou d'un haut responsable de l'État. On ne leur pose pas les questions essentielles parce qu'on sait qu'ils ne peuvent pas y répondre, mais on leur donne l'illusion qu'ils sont importants, qu'ils sont représentatifs, c'est un mot à la mode, et maintenant ces gens, tout respectables qu'ils soient, tombent dans le piège de se sentir vraiment les seuls et uniques décideurs de ce qui concerne la communauté touarègue. C'est ce que j'appelle le syndrome de l'illusion d'importance : ces gens qui n'ont aucune prise sur la société ou en tout cas très relative, du fait qu'ils sont reçus en grande pompe, ont l'impression qu'ils sont devenus importants, incontournables ou propriétaires de la communauté touarègue.

En réalité, ce sont des gens qui ne peuvent rien faire pour la communauté. Au contraire, ils sont même un facteur de blocage parce que par ces gens on fait transiter les messages hostiles à la marche de la société.

Le rétrécissement de l'espace

Moi, je pense que les Touaregs n'ont pas d'autre choix que de lutter pour continuer à exister sur leur espace traditionnel. Maintenant, la lutte qui doit se développer, c'est un choix qui relève de considérations d'ordre politique.

Le sens de la lutte armée, c'est que les Touaregs se sont sentis de plus en plus compressés. L'espace se rétrécissait de plus en plus, tu ne peux plus aller voir le campement d'à côté, tu ne peux plus aller voir ton parent parce que brusquement les gens ont ramené une règle disant qu'ils ont tracé quelque chose qui s'appelle frontière. Il y a ce rétrécissement de l'espace et en fait la lutte est dirigée contre ça.

Le sens de la lutte militaire qui a lieu actuellement, c'est d'abord de modifier la méthode de l'appropriation de

l'espace. Parce que cette méthode appliquée durant la colonisation et qui s'est poursuivie après l'indépendance, c'est que tu as un espace officiellement touareg ; mais de cet espace, les Touaregs n'avaient pas la maîtrise, ils sont exactement comme les biches... S'il y a un oued, on peut lui donner le nom de l'oued des biches, mais tout le monde sait que cette vallée n'appartient pas aux biches mais à l'homme. C'est la même chose qui s'est passée depuis l'indépendance. Il y a des gens qui sont dans un espace géographique donné, officiellement on dit que cette région est habitée par les Touaregs, mais réellement, les Touaregs n'ont aucun pouvoir de gestion de cet espace... Donc la lutte d'aujourd'hui, c'est de se réapproprier son espace sur le plan administratif, politique, culturel, vraiment de pouvoir faire ce qu'on veut faire chez nous et y développer notre personnalité avec nos contradictions, mais avoir notre espace et y vivre comme nous l'entendons.

La carte politiquement jouable

La lutte des peuples se fait par étapes. La carte qui nous paraît politiquement jouable aujourd'hui, c'est d'obtenir une forme d'autonomie pour les régions touarègues. La communauté touarègue n'est pas grande. Il faut faire les choses les plus simples pour arriver aux plus compliquées. Si tu fais de la politique, tu es obligé de tenir compte de l'échiquier politique et des réalités en place. Nous sommes un petit peuple, nous n'avons pas les moyens de remettre en cause tout le système. Nous risquons de nous faire écraser. Je pense que ce qui est important pour nous maintenant, politiquement jouable, c'est d'obtenir à l'intérieur des pays une forme d'autonomie pour notre communauté. Après, on verra bien comment les choses évolueront... Mais les considérations politiques n'ont rien à voir avec les aspects culturels du problème.

Aujourd'hui nous sommes abandonnés, mais pas autonomes, parce qu'on nous empêche de nous organiser et de gérer nos problèmes pour améliorer la situation. L'autonomie, c'est vraiment quand on te laisse en paix.

Quand tu fais de la politique, tu es obligé de transiter par les États. C'est la démarche utilisée en ce moment et qui a abouti aux accords signés au Mali et au Niger. Mais, il est évident que les Touaregs, c'est les Touaregs. Pour moi, il n'y a pas de différence entre les Touaregs que les Français, en faisant la carte d'Afrique, ont envoyés au Mali, au Niger, en Libye, en Algérie... Il y a une réalité historique qui est là, nous avons un espace incontestablement à nous. Mali, Niger... sont des expressions tout à fait nouvelles qui ont été données à des espaces géographiques créés par la France.

Revoir l'analyse

Quand le pacte a été signé au Mali, on reconnaissait officiellement par la voix du président de l'époque la légitimité de la lutte du peuple touareg. Et maintenant, il y a un nouveau langage. Il faut que les signataires du pacte en prennent conscience.

Mais tout cela encore n'est pas très mûr, parce qu'il n'y a pas eu de rencontre véritable entre les meneurs de la lutte militaire et le peuple. La guerre au départ opposait des hommes armés à des hommes armés. Mais de plus en plus le problème est en train de prendre une tournure raciale, et ça c'est une nouvelle donne. Donc il doit y avoir une nouvelle politique.

La lutte militaire entreprise depuis 1990 doit être revue aujourd'hui à la lumière de la nouvelle situation. C'est vrai, il y a dans nos mouvements, des gens fortement indépendantistes, sécessionnistes... Mais à un certain moment de l'évolution, la majorité de la résistance armée s'est définie par rapport au pacte national et a opté pour la

signature du pacte national. Beaucoup qui n'y croyaient pas, s'y étaient engagés parce que la majorité l'avait décidé. Est-ce mal, on verra par la suite...

Ce qui a été observé depuis la signature du pacte national, c'est d'abord que ce pacte ne s'applique pas. Deuxièmement, c'est qu'il n'a pas empêché la poursuite des massacres des populations civiles et enfin que les massacres des populations civiles se sont amplifiés après la signature du pacte, ce qui dévoile qu'il y a de l'autre côté une politique qui consiste à vider le Mali de ses Touaregs. C'est après la signature du pacte national que les pamphlets qui disent que les Touaregs sont des peuplades errantes, sont apparus.

Deux constats : le pacte ne s'applique pas et le pacte qui est censé ramener la paix dans le pays n'a pas empêché la poursuite des massacres des populations civiles. Il faut tirer des conclusions. Nous avions dit à l'époque, avant la signature du pacte national, notre peuple a assez souffert, trouvons-lui une petite opportunité de vivre en paix, mais en s'autogérant, n'est-ce pas ? Beaucoup de gens, tellement ils voulaient la paix, ont dit oui, on marche. Aujourd'hui on se rend compte que tout cela a échoué. Tous les jours le peuple meurt pour rien. On nous a dit : « Si vous demandez l'indépendance, on va mourir encore »... Mais peut-on mourir plus que ce que nous avons subi ?

Donc, c'est sûr que cette analyse qui avait prévalu au départ était erronée.

C'est une analyse à laquelle à l'époque les responsables des mouvements croyaient fortement, parce qu'ils avaient de l'autre côté des hommes qui paraissaient convaincants, sincères, dans l'application d'une éventuelle solution politique. J'ai le sentiment que nous, responsables touaregs de la résistance, nous avons été floués. Et comme on nous a trompés, il faut que nous ayons le courage de remettre en cause ce que nous avons fait et de dire « ce que nous avons fait ne sert à rien, on nous a trompés », et sur la base de

cette remise en cause se fixer de nouveaux objectifs et organiser la lutte avec le peuple cette fois-ci, parce qu'il faut dire qu'au départ, c'est la frange du peuple qui était en exil qui a été prise en considération, mais celui de l'intérieur n'a pas été pris en considération, donc aujourd'hui il faut reposer les problèmes et les défendre quoi qu'il en coûte, parce que de toute façon, cela ne pourra pas coûter plus que ce que nous avons déjà subi.

Les volets du pacte national sur lesquels on s'est acharné le plus, c'est des volets pratiquement insignifiants : l'intégration des combattants dans l'armée, etc. Pour moi, ça ne sert à rien pour la communauté touarègue d'avoir un capitaine de plus ou un caporal de plus dans l'armée. Les aspects les plus importants du pacte national qui sont liés à la mise en place des assemblées régionales ont été pratiquement oubliés. On s'est acharné sur des aspects inutiles, les mesures d'accompagnement pour l'intégration des combattants dans l'armée, c'est ce que j'appelle le désarmement en douce.

La philosophie des signataires du pacte

La vie d'un peuple n'est pas limitée dans le temps. Ce qui s'est passé, c'est que les gens souvent ont vu la lutte du peuple comme une lutte à la taille de l'espoir d'un individu. Les gens ont dit, nous avons commencé cette lutte, il faut en voir les résultats de notre vivant. Les gens n'ont pas accepté de mener un combat de longue haleine. Saisissons tout de suite ce qui est faisable : c'est la philosophie des accords de Tamanrasset, puis du pacte national au Mali et de l'accord du Niger : c'est comme si les gens n'espéraient pas plus que ce qu'ils ont eu. Voilà, c'est un manque de formation politique.

Nous n'avons pas su exploiter l'environnement diplomatique et la situation politique à l'intérieur des pays. Il y a peut-être beaucoup de critiques à faire. Je sais que les

signataires du pacte national, des accords de Tamanrasset, et aussi de la paix au Niger étaient de bonne foi. Ils avaient vraiment espéré. J'en suis certain. Les gens ont réellement cru que ça allait être une solution pour permettre au peuple touareg de vivre dans une paix relative, de se reconstituer, de revenir chez lui avec des activités économiques qui feraient revivre la région, et de s'approprier la gestion de ses problèmes, libre à lui d'en faire ce qu'il veut par la suite. C'était le raisonnement sincère qui a présidé à la signature du pacte national. Et ce raisonnement, il y a encore des hommes qui l'ont aujourd'hui. Comme je te le disais tout à l'heure, après la signature du pacte national, il y a eu une situation qui est apparue : nous avons découvert les hommes au Mali, aussi bien les Touaregs que les responsables du gouvernement malien et par rapport à cela aujourd'hui, il y a une conclusion à tirer et à tirer ensemble.

La désillusion

Aujourd'hui beaucoup d'entre nous ne croient plus en un quelconque engagement du gouvernement malien, parce que nous avons été mis devant le fait accompli. On a utilisé le pacte national non pas au profit de la communauté touarègue mais contre la communauté touarègue. On a profité du pacte national pour massacrer la population civile, pour piller la région et toute la communauté est aujourd'hui le dos au mur. Et pourtant je sais que les responsables des mouvements qui ont signé le pacte s'étaient engagés sincèrement dans cette action. Personne ne peut dire le contraire, n'est-ce pas ? Est-ce une erreur de jeunesse, une erreur d'appréciation ? Cela, l'histoire nous le dira.

Aujourd'hui, nous sommes plus bas qu'au départ. Parce qu'au départ les Touaregs pouvaient au moins aller dans un village pour faire leurs achats, à présent ce n'est pas possible. Au départ, il y avait des cadres à l'intérieur du

Mali dans le parti unique de Moussa Traoré mais qui avaient quand même une certaine crédibilité et pouvaient régler un certain type de problèmes pour les Touaregs à Bamako, à Gao, à Kidal ; aujourd'hui ce n'est pas le cas. Il y avait des chefs de fractions et des chefs de tribus qui étaient crédibles même s'ils collaboraient, ils pouvaient régler quelques petits problèmes avec le sentiment de l'illusion d'importance ; aujourd'hui c'est impossible.

Aujourd'hui la communauté touarègue dans son ensemble se trouve dans une situation de désespoir beaucoup plus importante qu'au déclenchement de la guerre de 1990.

C'est pourquoi aucune stratégie d'avenir ne peut être élaborée en dehors de la communauté actuelle. Au départ, quelques hommes, une centaine peut-être, ont déclenché les opérations militaires à Menaka en 1990 et avant ça, en 1980, quelques hommes, une centaine, avaient décidé de monter un mouvement. Aujourd'hui cela ne peut pas être sans une consultation plus large du peuple qui doit donner son avis, qui va donner les moyens et se fixer un objectif que personne ne peut dénier.

Quand un peuple se fixe des objectifs, il finit par les atteindre.

Une situation de guerre ethnique

Il a été créé au Mali une situation de guerre ethnique, raciale, et cela affecte la coexistence des communautés au Mali. En tout cas, sous la forme où elle a duré jusqu'à maintenant, elle n'est plus possible. Et cela est d'autant plus vrai que c'est le pouvoir à Bamako qui aiguillonne ces divisions.

Maintenant, il y a une autre réalité historique. Parce qu'il y a eu la décolonisation. La plupart des peuples d'Afrique, en tout cas, ceux qui avaient un espace géographique où ils étaient prééminents, ont eu droit à disposer

d'un État qui leur était propre. Nous sommes aujourd'hui minorisés à l'intérieur de plusieurs pays alors que nous avons un espace géographique plus important que la plupart des pays créés. Moi, je pense que les Touaregs ont le droit d'avoir un pays sur leur espace géographique où ils vont développer leur personnalité, leur culture, leur existence, leur marche... Je pense que les Touaregs ont ce droit. Et il faut qu'ils se battent, qu'ils se lèvent pour l'acquiescer, pour y parvenir parce que c'est possible.

Quand on discute avec beaucoup de gens ils nous disent qu'un État touareg n'est pas possible. Qui aurait pensé qu'un État ukrainien était possible ?

Les hommes qui sont à tout prix pour la paix, quand on discute, me disent : regarde les Palestiniens qui se sont battus depuis si longtemps, finalement ils sont arrivés à une forme d'autonomie pour seulement deux ou trois villages.

Pour moi, l'exemple le plus proche, c'est l'Erythrée. Voilà un petit pays de moins d'un million d'habitants qui a les mêmes conditions géographiques que nous et contre lui les Américains d'abord, ensuite les Soviétiques, mais il y est quand même arrivé. Rien n'est impossible, pour un peuple décidé à changer sa condition politique. Aujourd'hui les Touaregs sont placés le dos au mur. Les cadres touaregs à Bamako doivent mendier une reconnaissance de faveur. Le nomade touareg, dans tout le Sahara, doit mendier auprès d'un sédentaire, auprès d'un militaire, le droit à la vie. Aujourd'hui les Touaregs sont le peuple le plus humilié au monde. Au Niger je suis certain que ça prendra la même voie, mais pour l'instant je ne dis rien, on attend de voir.

Il faut qu'il y ait un objectif que les hommes se décident à atteindre parce que moi je préfère mourir en luttant que mourir de paludisme.

TEMUST ENTRE LES FRONTS OU LES CONTOURS BRISÉS DE LA «TARGUITÉ»

Gens des on-dit

Anonyme

Chant visant successivement les chefs dits « traditionnels » et les scolarisés qui ont été les intermédiaires avec le gouvernement (années 1980).

Gens des on-dit,
Qu'avez-vous dit ?
Vous irez dire
Que la révolution
Est enracinée.
Vous ne pourrez plus
La briser.
Vos frères,
Tous jusqu'au bout,
Vous les avez vendus.
Et cela vous nourrit.

Vos frères,
Tous jusqu'au bout,
dans les prisons,
vous les avez jetés.

Dahbia Abrous

Quelles formes l'émergence identitaire revêt-elle dans l'aire touarègue depuis les affrontements armés de mai 1990 ? Ce travail tentera d'en approfondir l'analyse, déjà amorcée dans deux précédents articles⁷⁰.

La question centrale à laquelle ces différents angles d'approche tentent d'apporter des éléments de réponse est la suivante : comment et en fonction de quoi la targuité est-elle redéfinie aujourd'hui ? Quelle configuration politique les actuels mouvements de lutte lui donnent-ils ?

Avant de démêler l'écheveau de ces réélaborations, il faut rappeler très brièvement qu'à la différence des berbérophones du Nord, l'aire touarègue présente une spécificité culturelle qui s'articule sur un double enjeu, un territoire et un mode de vie : le nomadisme.

Cet enjeu vital est au cœur des luttes que mènent aujourd'hui les mouvements touaregs et, partant, il constitue le nœud de ces réélaborations identitaires.

Les textes récents produits par ces mouvements sont à cet égard significatifs : comparés à ceux de 1990, ils ont un

D. Abrous, sociologue, est enseignante et responsable du Département de langue et culture amazigh à l'université de Béjaïa en Algérie.

contenu politique beaucoup plus précis, certains portent l'esquisse d'un projet de société et, fait nouveau, la catégorie de territoire y devient centrale. En fait, les textes actuels négocient et posent – en s'opposant aux pouvoirs malien et nigérien – des catégories aussi fondatrices que celles d'État, de nation et de territoire⁷¹.

Un des objectifs de ce travail est de tenter de saisir la nature du lien que ces réélaborations établissent avec les anciennes catégories socio-politiques touarègues.

Le corpus⁷² sur lequel reposent les analyses qui vont suivre – soit au total quinze documents – est pour l'essentiel constitué de textes produits (en langue française) par les mouvements armés touaregs au Mali et au Niger ; les articles de presse, quant à eux, présentent des interviews de leaders politico-militaires de ces mouvements.

Tous ces textes fondent leur argumentation et légitiment leurs revendications en sollicitant largement l'histoire ; ils sont traversés – bien qu'à des degrés divers – par les éléments de cette triade : État ; nation ; territoire. Dans un processus de constitution et/ou de légitimation politique, on sait que ces catégories sont très intimement liées ; elles ne font, ici, l'objet d'analyses séparées que pour la clarté de l'exposé. Le point relatif au territoire sera traité de manière plus détaillée, même si cela devait disproportionner l'article.

Le territoire-enjeu

Au risque de se répéter – car ce point a fait l'objet d'analyses très fines⁷³ – il faut rappeler que nomadisme ne signifie pas absence d'ancrage territorial mais gestion particulière de l'espace. Ce rappel est nécessaire car le cliché du nomade errant sans foi ni toit est d'une remarquable constance ; il constitue, pour les États qui se partagent le pays touareg, un atout précieux pour dénier toute légitimité à une quelconque revendication territoriale.

Nous reviendrons plus loin sur le nomadisme, il faut seulement préciser, ici, que la catégorie de territoire associé à l'abri est un élément fondateur dans l'organisation de la société touarègue et partant dans sa cosmogonie : « La tente représente un abri et cette image est associée à diverses notions. En effet, pour que ce refuge existe, il faut d'abord qu'il ait une assise, un espace sur lequel s'édifier, et pour qu'il se perpétue, ses fondations doivent être sans cesse consolidées. Dans un autre langage, cela signifie que les attributs indispensables à l'établissement d'un groupe humain, quelle que soit son envergure, sont le territoire, qui représente un simple prolongement de l'abri, et les biens destinés à le "nourrir" » (Claudot-Hawad, 1990b : 13). Le territoire n'est pas seulement une assise fondatrice pour la tente, il l'est pour l'entité touarègue toute entière, c'est la raison pour laquelle il est inclus dans la définition de la catégorie clé de *temust*. Le terme *temust* signifie en effet « Le corps social auquel se rattachent les individus, liés par la même identité culturelle et politique. Les traits retenus pour définir cet ensemble sont la langue, le mode de vie, le système de valeurs et l'organisation politique. La notion de *temust* que l'on pourrait traduire par "nation" est associée à celle de "pays" (*akal*). Elle est considérée comme un toit qui recouvre exactement l'espace du monde qu'elle définit. L'aire d'extension du territoire est ainsi déterminée suivant celle de l'ensemble humain qui l'occupe » (Claudot-Hawad, 1990b : 17).

Les notions d'identité, de territoire et de nation sont donc intimement liées dans les représentations touarègues. En quels termes le problème du territoire est-il posé aujourd'hui ? La dimension territoriale, bien que présente dans ces mouvements de lutte dès leur constitution (leur dénomination en est la meilleure preuve), n'était pas apparue au début sous forme de revendication explicite. Alors que les textes de 1990 se contentaient d'une targuité aux contours

imprécis, les textes actuels sont amenés à formuler des revendications territoriales précises, à les étayer et à les argumenter ; le mémorandum de la CRA, préparé au Niger en vue de négociations avec le pouvoir est, à ce titre, très significatif.

Ces revendications territoriales ont pour caractéristiques communes, aussi bien au Mali qu'au Niger :

- a) d'être légitimées par l'Histoire et d'établir un tracé assez précis des régions revendiquées,
- b) de proposer le fédéralisme comme solution au conflit qui oppose les Touaregs aux États malien et nigérien,
- c) de sonner le glas du nomadisme.

a) *L'histoire-témoin*

L'histoire est largement sollicitée pour légitimer ces revendications territoriales. Un point fait l'unanimité : les territoires revendiqués aujourd'hui sont occupés par les Touaregs depuis des millénaires : « Même les scientifiques les plus réticents qui y ont étudié les vestiges et les traces civilisationnelles s'accordent pour dire que le Sahara central est notre domaine depuis des millénaires » (*Mémorandum*, CRA, p. 1).

Le regard est ensuite centré sur la période coloniale car elle a provoqué la fracture et l'éclatement de l'espace touareg. Sur ce point, les textes sont très précis pour dénoncer la responsabilité de la France dans la création artificielle des États du Mali et du Niger et le caractère arbitraire des frontières héritées de la colonisation. Le document du FULA souligne (p. 18) « le caractère artificiel des frontières qui ont séparé les familles d'une même origine, de même culture ». Le mémorandum de la CRA ajoute (p. 2) : « Nous avons été dépossédés de notre territoire dans son intégralité (...). Nos colonisateurs ont d'abord partagé notre espace par des frontières arbitraires, constituant ainsi des pays taillés à leurs intérêts. »

Si du côté malien, c'est l'Azaouad qui est revendiqué sans autre précision, le document de la CRA, lui, est beaucoup plus explicite : rompant avec l'actuel découpage administratif, il souligne que « l'Aïr et l'Azaouar en tant qu'espaces géographiques et politiques vont au-delà de l'actuelle compréhension qu'en ont les dirigeants du Niger, leurs techniciens et les autres peuples du Niger (*Programme politique*, p. 4) ; et, se référant à l'histoire (*Programme politique*, p. 4 et 5), il restitue à ces régions leurs aires d'extension traditionnelles, c'est-à-dire antérieures à la conquête française. Tel que reconstitué – et les textes le disent très bien – l'espace géopolitique (touareg) occupe les deux tiers du territoire national (nigérien) et ceci bien avant l'avènement du Niger qui ne date que de 1922 » (*Mémorandum* p. 8). Le ton est ferme et ces revendications sont présentées par la CRA comme le minimum en deçà duquel aucune négociation n'est possible : « Comme base de travail, la CRA exige le retraçage des limites administratives du Niger (...). Toute opposition à cette option fondamentale de la CRA sera de nature à rompre définitivement le processus (de négociations) » (*Programme politique* p. 5).

Du côté des pouvoirs malien et nigérien, l'importance de cet enjeu territorial est, bien sûr, parfaitement perçue ; plusieurs indices le prouvent :

- la manière dont sont négociés les pactes et accords avec les mouvements armés touaregs ; nous y reviendrons ;
- certaines déclarations d'hommes politiques qui émaillent la presse malienne et nigérienne à propos des « régions septentrionales » : « en lieu et place des chefs de bandes ou de tribus incultes et politiquement limités (...), l'on a des intellectuels plus ambitieux qui voient les choses en grand, qui revendiquent un territoire (...). La rébellion n'a pas lieu d'être ou alors l'on défend moins un "peuple touareg" que des mines d'uranium ou de charbon » (Dr Souley

Adji, Université de Niamey, *Libertés* n° 11, Avril 1992) ;
 - enfin, du côté malien, les milices Songhay qui ont été armées contre les Touaregs portant le nom de Ganda-Koye qui signifie « maîtres de la terre », dénomination que récuse Sidi Mohamed Ag Ghissa, secrétaire général du FPLA : « Ce qui m'ennuie dans ce mouvement, c'est le sens du mot Ganda-Koye qui veut dire "maîtres de la terre". Comment pouvez-vous vous dire maîtres de la terre alors que vous vivez depuis longtemps avec d'autres populations. Pour moi, en tout cas, ce serait difficile d'accepter cette nomination » (*Le Journal du soir*, 25 août 1994, p. 4).

Il est donc clair que ce n'est pas la reconnaissance d'une spécificité linguistique et culturelle, elle aussi très clairement revendiquée dans ces textes, qui gêne le Mali et le Niger, c'est surtout le fait que cette spécificité prenne ancrage dans un territoire devenu enjeu capital en raison de son étendue et des richesses qu'il recèle.

Face aux États malien et nigérien, le mode de formulation de ces revendications et le tracé qu'elles proposent appellent quelques remarques.

En premier lieu, ce sont des revendications strictement régionales, elles se limitent aux régions sous contrôle malien et nigérien, soit : l'Azaouad (au Mali) ; l'Aïr et l'Azaouar (au Niger). Les régions comprises à l'intérieur des frontières algériennes, libyennes et burkinabé semblent pour le moment connaître une évolution différente⁷⁴. Il faut aussi préciser que ces revendications ne sont pas nées *ex nihilo* en 1990 ; elles ont été explicitement formulées à la veille des indépendances malienne et nigérienne. En effet, le 30 mai 1958, les chefs coutumiers, notables et commerçants de la boucle du Niger adressent au président de la République française une lettre très précise dans laquelle ils affirment « leur opposition formelle au fait d'être compris dans un système autonome ou fédéraliste d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord ».

« C'est, ajoutent-ils, nos ancêtres sahariens les Touaregs et les Maures, nomades et sédentaires qui ont habité et dominé le Sahara des milliers d'années avant l'Islam (...). Nous n'étions jamais soumis à aucune autorité d'Afrique noire ou d'Afrique du Nord » (*Cahiers de l'IREMAM*, n° 4, 1993, 134).

Une lettre analogue aurait été écrite au président de la République française en juillet 1960 par les Kel Aïr, elle réitère les mêmes revendications : « Puisque vous quittez le pays touareg, rendez-nous notre pays tel que vous nous l'avez arraché après la défaite de Kaosen. Nous ne voulons pas que les Noirs ni les Arabes nous dirigent. Puisque l'indépendance s'annonce et que vous la donnez, alors, nous aussi les Touaregs, nous voulons nous diriger nous-mêmes et rassembler notre société toute entière, là où elle se trouve dans notre pays. Nous voulons que notre pays soit un seul pays » (Claudot-Hawad, 1993 : 80).

Ces lettres, bien qu'émanant de deux pôles différents du pays touareg sont porteuses des mêmes revendications, elles expriment le même refus face au découpage imposé par la France. L'enjeu que représentait déjà le Sahara, l'état des rapports de force au moment de la décolonisation, ont instauré définitivement la cassure imposée par l'ordre français et les trente années d'indépendance africaine n'ont fait que l'approfondir. La fracture est telle qu'aucun de ces mouvements de lutte ne dépasse le seuil de la région.

Deuxième remarque, la nécessité de reconquérir l'ensemble du territoire touareg (*temust, tafella n imajaghen*) est absente des textes de ces fronts armés ; lorsqu'elle est soulignée dans les documents analysés, elle l'est par les Touaregs en exil. Dans des propos qui ont valeur de testament, Mohamed Ali ag Ataher des Kel Intesar⁷⁵ affirme : « Pour abriter notre nation déchirée, nous en sommes au début, au commencement de la libération de notre pays (...). Il faut que la France qui a tailladé notre nation et

notre pays sache que ni l'argent ni le feu ne nous feront jamais accepter d'être dirigés par ses nouveaux serviteurs. » Dans le même sens, Hawad poursuit : « Au fond de nous, nous savons que seule l'indépendance avec un espace affranchi de tous ces cloisonnements internes, de toute cette crispation centralisée (...) nous permettra de survivre et d'endosser notre rôle de front mobile entre le nord et le sud du Sahara (...). La résistance jusqu'à réunir les rotules de notre société pour un État qui dans l'ordre actuel de ce monde malade saurait peut-être l'abriter » (*La République internationale des Lettres*, n° 10, déc. 1994, p. 7). On notera la récurrence de la notion de territoire-abri.

Troisième remarque, nous reviendrons plus loin sur cet éclatement des fronts, il faut seulement souligner ici que leur stratégie est porteuse d'une ambiguïté de fond : celle-ci est perceptible au moins à deux niveaux.

Bien que ces textes se livrent à une critique en règle de ce qui fonde la légitimité des États malien et nigérien, leur objectif est en réalité intégrationniste, l'exclusion des Touaregs est récurrente dans ces textes : « Ici, on fait très attention car les Touaregs scolarisés, personne n'en veut (...). Pour mieux les écarter des affaires de l'État, il faut les maintenir hors des moules qui produisent les cerveaux qui conduisent les systèmes politiques, administratifs et économiques » (*Mémoire* CRA, p. 13). La même logique prévaut du côté malien : « Si on nous faisait de la place au même titre que les Maliens, je pense que nous avons les mêmes capacités que tout le monde pour pouvoir être officiers dans notre pays » (Mohamed Sidi ag Ichrah, coordonnateur des MFUA au *Journal du soir*, 18 août 1994, p. 3).

C'est cette position (objective) de périphériques aspirant à l'État qui explique que les revendications territoriales de ces mouvements ne remettent pas en cause les frontières établies. Le MPA et le FPLA, signataires du Pacte national

en avril 1992, sont partisans de « la reconnaissance de l'Azaouad dans un Mali uni et prospère » (*Rencontre de Gossi*, p. 23) ; les Forces armées de libération de l'Aïr et de l'Azaouar, tout en affirmant qu'au Niger, « il n'y a pas d'unité nationale », que « le Niger n'est pas une nation », se défendent : « Nous ne sommes pas des séparatistes, des indépendantistes et nous ne voulons pas la partition de notre pays » (*Libertés*, n° 11, avril 1992, p. 3).

On pourrait dire sans jeu de mots que ces fronts sont empêtrés dans les frontières ; c'est sans doute une des raisons – ajoutée à celle de leur éclatement mais relevant de la même logique – pour lesquelles ils ne parviennent pas à négocier en position de force avec les États, d'où l'inefficacité des accords, traités et pactes.

b) Un fédéralisme en pointillés ou l'impuissance des pactes

La critique à laquelle ces mouvements touaregs soumettent les États malien et nigérien porte sur les fondements mêmes de ces États :

- dans leur constitution, ces États ont été créés artificiellement par la France : « Le Niger est une entreprise franco-française pilotée de Paris », affirme le mémorandum de la CRA (p. 4). Ces États ne sont pas des nations (nous y reviendrons), ils n'ont pas de profondeur historique ;
- dans leur mode de fonctionnement, ces États se sont alignés sur le modèle français centralisateur ; or, ne s'étant pas constitués en nations, ils ont à gérer des populations non homogénéisées culturellement, une mosaïque disent les textes nigériens, d'où la faillite de ces systèmes depuis trente ans.

La solution fédérale qui semble faire l'unanimité de part et d'autre de la frontière nigéro-malienne, est donc présentée comme une réponse à cette faillite de l'État et surtout à l'échec de sa fonction d'intégration.

Par ailleurs, le fédéralisme permet de concilier les trois points sur lesquels porte la revendication :

- reconnaissance d'une spécificité culturelle,
- avec ancrage territorial,
- dans le respect des frontières établies.

Enfin, il est présenté comme la solution de dernier recours susceptible de maintenir ces États en vie et de juguler d'éventuelles revendications sécessionnistes. Les déclarations des responsables politico-militaires sont nombreuses et se rejoignent quant à leur fond, elles soulignent la nécessité d'« un système fédéral ou (d')un État fortement décentralisé, qu'importe le nom que l'on donnerait à cette forme d'organisation (...) ». Ce que les Touaregs veulent aujourd'hui, ce n'est pas seulement pour notre communauté. Nous le voulons pour les minorités Peuhl, Toubou et autres. Il faut faire en sorte que chaque communauté puisse se prendre en charge sur tous les plans (...). Il n'est nullement question de revendications sécessionnistes. Si ces demandes n'arrivaient pas à être satisfaites, il est à craindre que demain les tendances maximalistes l'emportent et qu'on assiste à une remise en cause des frontières actuelles de notre pays » (Mano Dayak, porte-parole de la CRA à *Libertés* n° 15, septembre 1992, p. 3).

En dehors de la menace séparatiste énoncée en filigrane, le fédéralisme, ici, renvoie à une certaine autonomie qui serait accordée aux régions dans la gestion de leurs affaires intérieures sur les plans économique, social et culturel. C'est sur cette base qu'ont lieu les négociations entre les mouvements touaregs et les États, et que sont signés pactes et accords. Jusqu'à présent, on en compte deux pour le Mali :

- Les Accords de Tamanrasset, 6 janvier 1991, signés par le MPLA et le FIAA
- Le Pacte national (Bamako), 12 avril 1992, signé par le MPA et le FPLA.

et deux pour le Niger :

- les Accords signés à Ouagadougou, le 9 octobre 1994 par le CRA et en avril 1995 par l'ORA.

Il y aurait toute une analyse juridico-politique à faire de ces traités, nous relèverons ici quelques traits qui leur sont communs.

D'une part, ils sont signés avec la médiation de pays voisins qui accueillent à leurs frontières des réfugiés touaregs. La médiation algérienne est constante. Les Accords de Ouagadougou ont réuni, en plus de l'Algérie, le Burkina Faso et la France. La France est sollicitée parce qu'elle est à l'origine du tracé actuel des frontières et en raison de son poids encore déterminant dans la région. Quant au Burkina Faso et à l'Algérie (surtout), cette médiation vise à les prémunir d'une éventuelle contagion du conflit. Le langage diplomatique est intarissable sur la nécessité de « garantir la paix et la stabilité dans la région et le long des frontières ».

D'autre part, ils affirment tous comme préalable le principe d'une République (malienne et nigérienne) une et indivisible, ce qui exclut tout risque de partition et du même coup confirme l'irréversibilité des frontières héritées de la colonisation.

En matière d'administration territoriale, de légères divergences apparaissent entre le Mali et le Niger. Dans ces deux pays est concédée aux régions touarègues une certaine autonomie dans la gestion de leurs affaires intérieures, cette marge d'initiative qui concerne les domaines économique, social et culturel s'inscrit dans un principe dit de « libre administration » valable pour l'ensemble des deux pays et pas seulement pour les régions touarègues ; cependant, et c'est là que se situent les nuances, au Mali, le Pacte national a fait « reconnaître le principe de la libre administration pour l'ensemble du pays et un statut particulier pour les régions du Nord », (*Rencontre de Gossi*,

p. 15) ; les Accords de Tamanrasset allaient déjà dans ce sens (Abrous, 1993 : 9), aucune précision n'est cependant donnée sur ce « statut particulier ». Les Accords de Ouagadougou, eux, ne mentionnent à aucun moment la spécificité des régions du Nord, terme voilé par lequel sont toujours désignées les régions touarègues.

Dans le même ordre d'idées, les organes de cette libre administration sont dotés de prérogatives « délibérantes » (législatives ?) et exécutives au Mali (*Accords de Tamanrasset, Procès-verbal*, p. 2) alors qu'elles sont strictement exécutives au Niger (*Accords de Ouagadougou*, p. 2).

Ces accords oscillent entre une solution de type fédéral vers laquelle semble s'acheminer le Mali et une forme de décentralisation pour le Niger assez proche du modèle français dont elle reprend les unités territoriales : régions, département, arrondissement, commune.

Enfin et dernier point, ces accords laissent dans le vague la question des liens entre ces instances régionales et les instances nationales et celle du découpage des régions.

Ce sont ces flottements et ces imprécisions qui expliquent le qualificatif de fédéralisme en pointillés et c'est sans doute là aussi que réside une des raisons de l'impuissance de ces pactes et accords car ils se suivent, se ressemblent et n'apportent aucune solution à ce conflit ; pour le moment, ils se présentent comme des voies sans issue. Leur effet est nul car, d'une part, pour les États (en particulier au Mali), ils sont lettre morte dès leur signature. Les responsables politico-militaires des mouvements touaregs sont unanimes sur ce point (cf. *Rencontre de Gossi*, p. 16, le *Journal du Soir* du 25 août 1994, *Document du FULA*, p. 3 et 4). D'autre part, ils ne font pas l'unanimité au sein des mouvements et fronts touaregs.

Cette situation d'impasse s'exprime dans l'évocation même de ces pactes qui aboutit à une tautologie : les accords ne sont pas respectés à cause de l'insécurité, l'insé-

curité règne parce que les accords ne sont pas respectés.

Outre les luttes intestines qui traversent ces mouvements touaregs, une des raisons principales de cet échec est donnée par un ancien administrateur du Mali, devenu cadre dans un mouvement armé : « Actuellement, dans les mouvements et les fronts a surgi une nouvelle opposition, cette fois-ci entre les combattants et les intellectuels. Les premiers sont parfois plus radicaux, allant jusqu'à demander l'indépendance, alors que les seconds sont plus modérés et parlent de fédération ou d'autonomie⁷⁶. »

L'échec de ces accords est signe d'un hiatus entre ces mouvements et les aspirations de la base ; les responsables de ces mouvements négocient les formes de la phagocytose et de l'intégration aux États, alors que le reste de la société ou un pan de celle-ci – mais qui n'a pas voix au chapitre dans ces textes et manifestes – semble ne pas se contenter de la solution fédérale (nous reviendrons sur ce point dans la dernière partie de ce travail).

Cet échec enfin peut être lu comme un indice de l'enlèvement de ces fronts entre les frontières.

Outre le statut des « régions du Nord », et le problème du découpage administratif, ces accords soulèvent un dernier point, celui du développement économique. Cette approche développementaliste est amenée à poser le problème du nomadisme ; il est important de s'y arrêter ici car, par-delà sa dimension économique, le nomadisme est un des fondements de la société touarègue, la distinction entre Nord : nomades, Touaregs (et Maures ou Arabes) et Sud : sédentaires, autres peuples (ou Noirs) traverse en filigrane la majorité de ces textes, il faut donc tenter de voir quel sort ils réservent au nomadisme.

c) Le nomadisme : mode de résistance ou archaïsme à dépasser ?

Ce problème a déjà été abordé (Abrous, 1990 : 172 et

suivantes). Sur le fond, tous les textes produits depuis 1990, sont d'une constance remarquable : acculturation ou réalisme (ou les deux à la fois), pour les auteurs de ces textes, le nomadisme est condamné à mort, sa survie aujourd'hui n'est qu'un sursis. Si nous soumettons encore ce point à l'analyse, c'est parce que les textes actuels, à contenu plus nettement politique, apportent quelques éléments nouveaux qui permettent de mettre en relation la position de ces mouvements touaregs avec celle des États, sur cette question du nomadisme. Nous nous contenterons de quelques remarques.

Premièrement, le nomadisme, de moyen de résistance qu'il était, est devenu un archaïsme à dépasser. Le texte du FULA oscille entre ces deux perceptions : se référant à l'histoire, il affirme que le nomadisme a été pour les Touaregs, « un moyen de résistance contre les Arabes, contre les Français (...) et contre l'esprit de revanche et d'exclusion de son territoire... » (p. 1), aujourd'hui, cependant, poursuit le texte, « un changement de mode de vie est devenu une nécessité (...) car le nomadisme dépendait et continue à dépendre de la générosité naturelle, d'où il risque même de devenir un rêve pour cette société depuis longtemps adaptée à ce mode de vie » (p. 2).

Cette nécessité de rompre avec le nomadisme est justifiée au moyen des arguments suivants :

- la destruction de l'écosystème : sécheresse et action des États font que le nomadisme n'assure plus la viabilité économique des régions touarègues. (*Document du FULA*, p. 7, *Mémoire CRA*, p. 6 et suivantes).

- le nomadisme est porteur de valeurs qui freinent l'accès à la modernité ; sur ce point, l'argumentation est identique à celle développée dans les textes de 1990. Les textes actuels précisent que ces valeurs constituent une entrave à la résistance touarègue ; le nomadisme est alors assimilé à dispersion, division. Le document du FULA (pp. 13 à 15,

incrimine « le syndrome de la tradition (qui) a gagné tous les esprits », et souligne que « c'est un défi aujourd'hui pour ce peuple d'oublier les mauvaises et vieilles habitudes des campements isolés (...) pour émerger en société unie sédentaire dans ce Sahara », (p. 15). Dans tous ces développements (pp. 13, 14, 15), l'auteur reproduit très fidèlement tous les vieux poncifs sur « l'anarchie berbère ».

Deuxièmement, le développement des « régions du Nord », lorsqu'il sera réalisé, rendra caduque « la nécessité d'être nomade » (Claudot-Hawad, 1986). Ces mouvements et fronts se situent dans une optique développementaliste dans laquelle le développement rendra inéluctable la sédentarisation : « Ces infrastructures socio-économiques se réaliseront au besoin dans des endroits vierges de nos zones qui recèleraient les conditions d'implantation en vue de drainer les populations pour les fixer » (*Programme politique CRA*, p. 12).

Cette perspective est identique du côté malien où elle est reprise aussi bien par les dirigeants des mouvements touaregs que par les porte-parole de l'État : « Certains combattants non intégrés dans l'armée malienne devront troquer l'arme de guerre contre l'arrosoir, le bâton de berger, la charrue ou la daba, tandis que d'autres ouvriront boutique ou deviendront des capitaines d'industrie », (Ali Nouhoun Diallo, président de l'Assemblée nationale du Mali à la *Rencontre de Gossi*, p. 19).

Ces propos ressemblent étrangement à ceux d'un tract produit au Niger en 1990 (Abrous, 1990 : 175) qui exhorte les Touaregs à sublimer par le travail érigé en vertu les excès d'une targuité (encore !) belliqueuse.

Dans cette logique évolutionniste qui associe nomadisme – archaïsme – sous-développement et sédentarité – modernité – développement, la position des mouvements touaregs rejoint parfaitement celle des États malien et nigérien pour lesquels l'unique solution à ce conflit réside

à terme dans la sédentarisation-contrôle.

Privée de ses deux assises essentielles – un territoire qui a volé en éclats et le nomadisme condamné à mort – on peut se demander s'il reste à la spécificité touarègue aujourd'hui un point d'ancrage possible ; autrement dit (et pour nous en tenir à la seule analyse de ces textes), dans quels « lieux » ces mouvements de lutte peuvent-ils encore enraciner la targuité et à partir de quels débris est-il possible de la réélaborer ? C'est la dernière question que nous posons à ces textes ; elle nous amène à aborder les deux derniers points de cette analyse, nous ne les séparons que pour la clarté de l'exposé. Que reste-t-il de la spécificité touarègue, et sur quelles bases est-elle réélaborée ? Au nom de quelles valeurs la lutte est-elle menée ?

Le Mali et le Niger : des États sans nation

Nous avons souligné plus haut que ces mouvements touaregs se posaient en s'opposant aux États malien et nigérien. Ce rapport d'opposition entraîne une critique en règle des fondements mêmes de ces États :

- le Niger et le Mali sont des créations artificielles de la France, sur la base de frontières arbitraires (cf. *supra* le rapport au territoire)

- ces deux États ne sont pas des nations mais des mosaïques de peuples.

C'est cette deuxième affirmation qui nous intéresse ici car c'est dans ce « creux » que fronts et mouvements inscrivent la spécificité touarègue.

Sur ce point, les textes sont unanimes : « Le Niger n'est pas une nation. Il ne faut pas que les intellectuels nous fabriquent une nation comme ça. Le Niger est composé de peuples et de nationalités qui ont leur culture et leur civilisation que la France a balkanisés et regroupés sur un territoire qu'elle a créé de toutes pièces » (Ghissa Boula, commandant des FALAA, *Libertitres* n° 11, avril 1992).

C'est dans cet arbitraire de départ, reprend le document du FULA (p. 20), qu'a été scellé le sort du peuple de l'Azaouad, il a été scellé « à l'intérieur des États dont (*sic*) le monde entier a ouvert les yeux sur l'expérience d'intégration d'un peuple devenu, avec les cartes des indépendances, une minorité. »

Érodée sur les deux versants du territoire et du nomadisme, réduite au rang de minorité par le jeu de cartes des indépendances, la spécificité touarègue se fraie difficilement la voie entre les débris sauvés du naufrage et une reconstruction des plus laborieuses autour de la notion de « peuple ».

Des références liées à la catégorie de *temust* qui servait aux Touaregs de pôle d'identification, seules ont pu être sauvées de la débâcle, la langue, l'écriture et ce que les textes appellent vaguement la culture, mais on sait que la culture, si elle est abstraite du mode de vie qui lui donne un sens, est condamnée à emprunter les différentes voies de la folklorisation qui mènent vers la mort (Abrous, 1990 : 172). C'est parce que la langue et l'écriture sont désormais les seuls traits définitoires de la spécificité touarègue que leur institutionnalisation est revendiquée avec force dans tous les textes (*Programme politique de la CRA* p. 42, *Rencontre de Gossi*, p. 6, *document du FULA* pp. 9 et 20, etc.)

L'enseignement de la religion n'est évoqué qu'une seule fois avec des réserves, il est demandé « la création de medersas et d'écoles coraniques sous réserve qu'elles ne soient pas le lieu d'embrigadement et d'exploitation des enfants, encadrées par des maîtres bien formés et d'une moralité fiable » (*Rencontre de Gossi*, p. 7).

Dans ce domaine culturel, enfin, l'appartenance au grand ensemble berbère n'est pas évoquée. Une seule fois et de manière allusive, l'émigration des jeunes Touaregs vers l'Algérie ou la Libye est présentée comme « répondant à un

appel du sein »⁷⁷ (*Mémoire de la CRA*, p. 6) ; il s'agit probablement de la référence à l'Ajjer, considéré comme la matrice des confédérations touarègues.

Dans cette « inscription en creux » de la spécificité touarègue, l'érosion subie dans les références traditionnelles semble ici compensée (?) par une laborieuse reconstruction de l'entité touarègue autour de la notion de « peuple ».

Cette notion devenue centrale dans le processus d'émergence de ces mouvements touaregs a déjà fait l'objet d'un début d'analyse à partir de documents du FPLA (Abrous, 1993), nous nous contenterons ici de relever les éléments nouveaux apportés par ce dernier corpus de textes.

Comme nous l'avons souligné pour les textes précédents, cette notion de peuple – qui renvoie à « peuple de l'Azaouad »⁷⁸, « peuple touareg du Niger », ou « peuple touareg » sans précision – remplit une double fonction.

D'abord, vis-à-vis de l'extérieur, de l'opinion internationale, elle inscrit cette lutte dans le principe devenu universel du « Droit des peuples à disposer d'eux-mêmes ». C'est ainsi que dans le document de la CRA, le terme « peuple » est systématiquement associé à l'idée de lutte : « les peuples dignes ne s'écrasent pas, ils finissent toujours par resurgir de ce qu'on croit être des cendres » (*Mémoire*, p. 14), « La résistance armée dans sa lutte pour la défense des intérêts du peuple touareg » (*Mémoire*, p. 28). Ce terme qui épouse le contour de l'éclatement territorial joue le rôle d'acte de naissance, acte signé sur les ruines de *temust*.

Ensuite, à l'intérieur et partant du principe que le Mali et le Niger ne sont pas des nations, la notion de « peuple » met en exergue la spécificité touarègue, distinguant ces derniers des autres « peuples », « communautés », ou « composantes ».

Dans une logique identique à celle des textes du FPLA, la notion de peuple sert, ici aussi, à réfuter le statut de

minorité : « Tous les recensements entrepris au Niger avancent le taux de dix pour cent pour évaluer notre importance démographique, ce qui nous placerait en situation de minorité (...). Les Touaregs constituent en nombre le deuxième peuple du Niger si ce n'est le premier, alors, il serait absurde de concevoir un Niger qui aurait à sa semelle les Touaregs (*Mémoire*, p. 8). Nous avons souligné (Abrous, 1993) que la notion de « peuple de l'Azaouad », mise en relation avec celle de communauté, composante, proposait une réélaboration – elle aussi érodée – de la catégorie de *tamurt*.

Enfin et toujours dans cette perspective de lutte, la notion de peuple – avec ses connotations populistes, par exemple : « les masses populaires touarègues » (*Mémoire*, p. 28) – a pour fonction de rassembler et d'unifier les rangs par-delà les clivages liés à la stratégie politique, à l'appartenance sociale ou tribale ; pour ces textes la notion de peuple constitue le lieu dans lequel doivent fusionner toutes ces différences.

Dans ce contexte, les textes, en particulier le document du FULA, signalent l'existence de plusieurs approches de la résistance sous-tendues par des conceptions différentes. Les deux forces qui sont à l'œuvre sont celles que le texte du FULA (p. 13, 14) dénomme le « système traditionnel » et la « conception des ichoumar ».

Il s'agit – et c'est le dernier point de cette analyse – de voir quelles relations existent entre ces deux conceptions et, partant, comment elles s'interpénètrent pour produire les valeurs au nom desquelles est menée cette lutte.

*Temujagha, teshumara*⁷⁹ ou comment assurer la permanence

Les quelques remarques qui vont suivre n'ont nullement la prétention d'épuiser ce sujet, elles peuvent tout au plus constituer des jalons pour un prochain travail.

L'analyse de ces textes fait apparaître quelques lignes de fond que nous tenterons de relever et de mettre en perspective.

A travers ces textes (et les précédents), il apparaît clairement que la fracture subie par la société touarègue est telle que cette ultime lutte pour la survie lui impose – si elle en sort vivante – une dynamique de reconstruction qui touche à ses fondements mêmes, d'où la nécessité de se poser le problème des valeurs au nom desquelles se mène cette lutte, étant entendu que la continuité ne signifie pas la reproduction du même et que les valeurs ne sont pas des abstractions.

Cette lutte menée contre les États malien et nigérien n'est pas uniforme, elle est traversée par plusieurs tendances dont une est, pour le moment, dominante.

Une première tendance vise à reconstituer le grand ensemble touareg avec un État. Cette tendance qui continue à se référer à *temust*, *tafella n imajaghen*, ne semble pas impliquée dans les fronts armés, les textes n'en font aucune mention.

L'existence au sein des fronts armés d'une tendance dite « indépendantiste » est soulignée par les textes (Baqué, 1993 : 118, doc. du FULA, p. 14 etc.) sans donner d'autres précisions. S'agit-il d'une indépendance des régions dans le cadre des frontières actuelles ou de l'indépendance pour le grand ensemble touareg ? Auquel cas cette tendance rejoindrait la première.

Faute de données plus précises, nous ne pouvons que signaler ces courants dont les textes nous révèlent l'existence sans plus de précision, mais ils sont à l'œuvre dans ce processus de lutte et un matériau plus significatif (travail de terrain, entretiens) devrait nous en permettre une analyse plus fine.

Une troisième tendance est porteuse de la solution fédérale dans le cadre des frontières établies. Cette tendance

est dominante au sein des fronts armés qui négocient avec les États maliens et nigériens. La quasi-totalité des textes analysés jusque-là ont été produits par ce courant.

C'est aussi dans ce dernier courant que prédomine, comme le souligne le document du FULA, p. 14, « la conception des ichoumars » (terme ou plutôt néologisme formel à partir du mot français « chômeur »). Dans ce mouvement de migration économique qui les a menés vers le Nord (Algérie, Libye), les *ishumar* ont peu à peu réussi à se forger une « idéologie », la *teshumara* (Hawad, 1990), qui les a amenés à prendre position aussi bien vis-à-vis de la société traditionnelle que des États malien et nigérien. Ce sont ces *ishumar* en liaison avec les élites scolarisées qui, aujourd'hui animent et dirigent les mouvements et fronts touaregs ; c'est dans ce creuset que s'opèrent toutes les « négociations » que nous tentons d'analyser ici, celles-ci ne font que réactiver – sous des formes nouvelles, l'adversaire n'étant plus le même – un débat qui traverse la société touarègue depuis le début de ce siècle, c'est-à-dire depuis la conquête française (Claudot-Hawad, 1990b).

La résistance à la pénétration française mettait en jeu et en débat deux stratégies qui renvoyaient à deux conceptions différentes de l'ordre social et des valeurs qui le sous-tendent : résister de l'intérieur en protégeant les « dépendants » conformément au code de l'honneur, de la *temujagha* et donc maintenir la hiérarchie sociale ; choisir l'exil et donc bousculer la hiérarchie sociale, l'exil ne permettant plus la protection des « dépendants ». Par ailleurs et dans la même logique, l'adversaire n'étant pas un pair, la lutte doit être menée en dehors du code de l'honneur, ce qui doit entraîner des relations plus égalitaires entre les combattants.

C'est dans cette stratégie que s'était inscrite la résistance de Kaosen dans l'Aïr, et c'est cette stratégie qui est aujourd'hui, dans un contexte d'éclatement achevé, réactivée

par les *ishumar*.

On constate que le fractionnement caractérise aujourd'hui cette stratégie : fractionnement des fronts (leur nombre en est un indice significatif), rétrécissement des revendications qui ne dépassent pas le seuil de la région, impasse dans les accords conclus avec les États.

Cette difficulté à négocier, au sens plein du terme, pose le problème de la position et de la distance de ces fronts aussi bien vis-à-vis des États que de la société touarègue dans son ensemble.

Liste des documents analysés

Articles de presse :

- *Libertitres* n° 11, avril 1992 ; n° 15, sep. 1992 (Extraits de la presse africaine)
- *Nouvel Horizon* (Mali) : n° 224, 23 déc. 1994
- *Le Journal du soir* (Burkina Faso) : n° 206 du 18 août 1994; n° 210 du 25 août 1994; n° 233 du 27 sept. 1994
- *Le Tambour* (Mali) : n° 64 du 29 nov. 1994
- *Le Nouveau Quotidien* (Suisse) : 7 avril 1992
- *Les Lettres françaises* (France) : n° 30, mars 1993
- *La République internationale des lettres* (France) : n° 10 du 30 déc. 1994

Textes produits par les mouvements et fronts

- *Programme-cadre de la résistance* (CRA) : Niger, février 1994 (1. *Mémoire*, 31 pages ; 2. *Programme politique* : 16 pages).
- *Le peuple (Touareg et Arabe) de l'Azawad est toujours entre la résistance et l'oubli* (FULA) : Mali, 1994, 27 pages
- *Rencontre de Gossi* (MPA) : Mali, septembre 1993, 43 pages.

Accords et traités

- *Accord de Tamanrasset* (Algérie) 6 janvier 1991 (Mali) : *Accord, procès-verbal de la rencontre*.
- *Accords de Ouagadougou* (Burkina Faso), 9 octobre 1994 (Niger).

SIGLES

- ALNN** : Armée de libération du Nord Niger (Niger)
ARLA : Armée révolutionnaire de libération de l'Azaouad (Mali)
CRA : Coordination de la résistance armée (Niger)
FALAA : Forces armées de libération de l'Aïr et de l'Azawak
FIAA : Front islamique arabe de l'Azaouad (Mali)
FLAA : Front de libération de l'Aïr et de l'Azaouar (Niger)
FLT : Front de libération Temust (Niger)
FPLA : Front populaire de libération de l'Azaouad (Mali)
FPLS : Front populaire de libération du Sahara (Niger)
FULA : Fronts unifiés de libération de l'Azaouad (Mali)
MFUA : Mouvements et fronts unis de l'Azaouad (Mali)
MPA : Mouvement populaire de l'Azaouad (Mali)
MPLA : Mouvement populaire de libération de l'Azaouad (Mali)
ORA : Organisation de la résistance armée (Niger)

Variantes dans la notation du nom des régions
(notations phonétiques en italique)

Adrar, *Adagh*, *Adghagh*
Abaggar, Hoggar
Aïr, *Ayr*
Azaouad, *Azawad*
Azaouar, Azawar, Azawak, *Azawagh*
Oudalen, *Udalen*

NOTES

- 1 Voir par exemple Ag Hamadou, 1996, au sujet du retour de soixante familles Debakar en février 1996 dans la région du fleuve Niger au Mali.
- 2 Cette définition nouvelle des faits intervient après qu'une enquête ait été demandée par la Suisse au sujet de la mort de l'un de ses ressortissants, diplomate, tué avec cinq Touaregs le 4 octobre 1994 à Niafunké.
- 3 Voir par exemple dans la presse malienne : « Le lieutenant Abdoulaye Cissé dit Blo, le tueur de Ber, démasqué », *L'Union*, 19/7/94 ; « Tueries sauvages au Nord », *L'Union* du 5/8/94 ; « Horreur à la rwandaise », *Le Républicain* n° 100, 10/8/94 ; et dans la presse nigérienne : « Agadez : les "escadrons de la mort" passent à l'attaque », *Le Républicain*, 29/9/94.
- 4 Par exemple, du 12 au 29 juin 1994, à Tombouctou et aux environs, 455 victimes civiles ont été nominalement identifiées (*Enquêtes préliminaires regroupées sur les massacres de Tombouctou*, Association des réfugiés victimes de la répression de l'Azawad, Nouakchott).
- 5 Voir par exemple l'article publié dans *Le Monde* du 31/1/1996 : « Ganda Koy ou la revanche des paysans ».
- 6 Pour une analyse détaillée des documents émanant de ce courant politique, voir également les articles successifs de D. Abrous (1990, 1993) et ci-après.
- 7 Voir H. Claudot-Hawad, 1990b.
- 8 Voir rubrique « Aïr, système des ighollan », in *Encyclopédie berbère*, 1988, II et H. Claudot-Hawad, 1990b.
- 9 Voir la rubrique « Cosmogonie touarègue », *Encyclopédie berbère*, n° XIV, 2137-2138.
- 10 Ce terme emprunté au français « chômeur » a d'abord été appliqué aux jeunes gens partis en quête de travail dans le nord

- du pays touareg, c'est-à-dire en Algérie et en Libye, et désigne aujourd'hui les combattants des fronts armés. A ce sujet, voir Hawad 1990 : 123-140.
- 11 Document d'archives reproduit par H. Claudot-Hawad (ed.), 1993 : 133-151.
 - 12 Kaosen ag Gedda des Ikazkazen dirigea dans l'Aïr en 1916-1918 la guerre touarègue anticoloniale ; voir H. Claudot-Hawad, 1990 : 11-47.
 - 13 Citation traduite du touareg.
 - 14 Voir leur analyse dans les articles de D. Abrous : 1990, 1993 et *infra*.
 - 15 Voir H. Claudot-Hawad, 1993b.
 - 16 Voir Hawad, 1990, 123-140.
 - 17 Ces informations de source touarègue coïncident avec celles données du côté français par C. Silberzahn, chef de la DGSR, dans un ouvrage récemment publié (1995 : 231-233).
 - 18 Voir l'analyse de ce document dans l'article de Dahbia Abrous ci-dessous.
 - 19 Voir par exemple E. Grégoire et J.-P. Olivier de Sardan : « Il faut reprendre la coopération avec le Niger », et A. Warter : « Coup d'État, coup d'éclat », *Le Monde*, 8 février 1996 : 14.
 - 20 Voir *Amawal* n° 53, Bamako, février 1996, « La victoire de la paix ».
 - 21 Hawad, 1990 et *infra*.
 - 22 Cité in Kimba Idrissa, 1987 : 1953.
 - 23 Littéralement: *taqanéghaf*, « lie-tête » ou « verrouille-tête », image traduisant un état de déroute psychologique qui se traduit notamment par la perte de l'orientation physique et mentale.
 - 24 Désigne à la fois le mortier, le tambour que l'on fabrique avec, et enfin la réunion qui s'organise autour des percussionnistes et des chanteuses, ainsi que leur répertoire poétique qui met la société en scène, souvent sur le mode pamphlétaire.
 - 25 Littéralement : « visage ».
 - 26 Littéralement : « tuer d'une manière qui n'est ni noble ni licite ».
 - 27 Dans le sens de « tuer non pas de manière noble mais illicite et indigne ».
 - 28 Littéralement : « qui nous a possédés ».
 - 29 Ou : « cordon de pantalon », qui symbolise à la fois le pouvoir et l'autorité morale.
 - 30 Littéralement : « versé dans la poussière ».
 - 31 *Talaqé*, pl *tilaqawin* : littéralement, le « pauvre » dans le sens de celui qui est obligé de se placer sous la protection des forts pour subsister ; désigne dans ce sens les « tributaires ».
 - 32 Littéralement : « nous avons fait une seule tête ».
 - 33 Littéralement : « construit ».
 - 34 Voir la réaction comparable du chef des Ikazkazen de l'Aïr, Akédima (H. Claudot-Hawad, 1993b).
 - 35 Une importante diaspora touarègue existe en Arabie Saoudite, constituée depuis le début du siècle jusqu'à aujourd'hui par des flux successifs d'exilés qui ont toujours conservé des liens avec leur communauté d'origine.
 - 36 Littéralement : « sacrifié ».
 - 37 Au sujet de la conception des pillages d'honneur et de la redistribution des biens, voir Claudot-Hawad et Hawad, 1982.
 - 38 Littéralement : « un vagabond ».
 - 39 Littéralement : une « balise ».
 - 40 Chef des Iwellemmeden de l'Ouest.
 - 41 C'est-à-dire ce qui permet de s'orienter.
 - 42 Littéralement : « tentes ».
 - 43 Le terme *eshil* (*ejil*) signifie à la fois le jour et la victoire.
 - 44 *Amushagh* : fait d'être et de se comporter en Touareg et plus largement en être humain. Le terme peut être traduit à la fois par « tarquité » et « humanité ».
 - 45 C'est-à-dire « notre destinée ».
 - 46 Littéralement : « les insérer dans notre étoile ».
 - 47 Voir *La Lettre du Continent*, 3 septembre 1992, p. 4.
 - 48 Voir note 44.

- 49 Littéralement : « la montagne ».
- 50 Littéralement : « où sont dedans leurs propres maîtres ».
- 51 Il s'agit des Tchadiens.
- 52 Chef militaire du premier front armé de l'ouest, le MPA (Mouvement populaire de l'Azaouad).
- 53 Billal, combattant touareg noir, qui faisait le lien avec les habitants de Gao, aurait été tué par des gens manipulés par les services maliens.
- 54 Le terme *imushagh* s'applique dans l'Ouest aux suzerains Iwellemmeden, situés le plus haut dans l'échelle politique et sociale. *illelan* désigne ici des nobles de moindre pouvoir, placés sous la tutelle des Iwellemmeden. Dans le reste du pays touareg, ce terme a le sens plus large d'« hommes libres » et concerne toutes les catégories sociales sauf les esclaves.
- 55 Désigne dans le domaine politique les « conseils », les « avis sages », la faculté de faire de la politique.
- 56 Verticale : c'est-à-dire sans détour, droite, radicale par opposition au cheminement « horizontal » qui épouse les aspérités du terrain.
- 57 Voir la liste des sigles en annexe.
- 58 Littéralement : « rouge ».
- 59 Jeu de mots sur ce terme *eshil* qui signifie à la fois le « jour » et la « victoire ».
- 60 Littéralement : « l'âme ».
- 61 *égba* : « dette de vengeance ».
- 62 Littéralement : « a pris la montagne ».
- 63 Il s'agit de Mohamed Ali ag Ataher Insar (voir ci-dessus).
- 64 Habitants de l'*essuf*, monde de l'« extérieur », étrange, sauvage et invisible, par opposition à l'univers familial et domestiqué de l'« intérieur », incarné par la tente.
- 65 Du terme français « monsieur » ; désigne les maîtres des écoles françaises et dans ce contexte les scolarisés qui ont servi de négociateurs pendant les accords avec le gouvernement.
- 66 Ou « grisaille », connotant l'incertitude et la mélancolie.

- 67 Allusion aux accords signés avec le gouvernement.
- 68 C'est-à-dire qui n'ont pu être influencées par les idées occidentales ou le modernisme.
- 69 C'est-à-dire une paix signée par des personnes qui ne cherchent qu'à « manger » et agissent uniquement pour leur intérêt personnel.
- 70 Abrous, 1990 et 1993. Une approche comparée de la catégorie de *temust* (*tumast*) fera l'objet d'un article à paraître.
- 71 Pour une analyse de ces trois catégories, voir : Baduel, 1988.
- 72 Voir en annexe la liste des documents constituant ce corpus.
- 73 A ce sujet, voir : Claudot-Hawad, 1986, 1989, 1990, 1994 ; Hawad, 1993.
- 74 Ce point nécessiterait à lui seul toute une analyse que nous n'avons pas les moyens d'entreprendre dans cet article. Pour le côté algérien, voir : Vallet, 1990 ; Bellil et Badi, 1993.
- 75 Cité in Hawad, 1994 ; voir l'intégralité des propos de Mohamed Ali recueillis en 1992 et publiés ci-dessus.
- 76 In Baqué, 1993 : 119.
- 77 Le sein et « tasa » (ventre, foie) sont des expressions pan-berbères pour désigner le siège de l'affection maternelle de la parenté par voie maternelle. Les femmes kabyles prêtent serment « au nom du sein commun ».
- 78 Dans les documents du FPLA (Mali), la notion de « Peuple de l'Azaouad » désigne les Touaregs et les Maures qui étaient autrefois leurs assimilés. Les autres composantes sont regroupées sous la dénomination de « Communauté historique de l'Azaouad ».
- 79 Sur ces deux notions, voir : Hawad, 1990, 1993 ; Ag Ahar El-leli, 1990.

BIBLIOGRAPHIE

ABROUS, Dahbia

1990 « Le prix de la survie ou le deuil d'un passé », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 163-181.

1993 « Touaregs de l'Azawad, *tamurt* ou comment négocier son identité », *Cahiers de l'IREMAM* n° 4, Aix-en-Provence.

AG AHAR, Elleli

1990 « L'initiation d'un ashmur », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 141-152.

AG ATAHHER INSAR, Mohamed Ali

1990 La scolarisation moderne comme stratégie de résistance, *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 91-97.

AG FONI, Eghleze

1979 *L'impact socio-économique de la sécheresse dans le cercle de Kidal*, Ed. Borda, Musée d'Outre-Mer, Brême, 154 p.

AG HAMADOU, Elbachar

1996 « Une insécurité à double face », *Amawal* n° 53, Bamako, 12 février, p. 5.

BADIAGA, Saloum

1996 « La victoire de la paix », *Amawal* n° 53, Bamako, 12 février, p. 5.

BADUEL, Pierre-Robert

1988 « Le front de l'État, éléments pour une approche comparative autour de la Méditerranée », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée* n° 48-49, 127-161.

BAQUÉ, Philippe

1993 « Camps de réfugiés touaregs en Mauritanie. Les rapports Nord-Sud et l'aide au développement », *Cahiers de l'IREMAM* n° 4, 11-120.

1995 « Nouvel enlèvement des espoirs de paix dans le conflit touareg au Mali », *Le Monde diplomatique*, avril.

BELLIL Rachid et BADI Dida

1993 « Évolution de la relation entre Kel Ahaggar et Kel Adagh », *Cahiers de l'IREMAM* n° 4, 95-110.

BERNUS, Edmond

1987 Les Touaregs, *Ethnies*, n° 6-7, 7-13

1992 « Être touareg au Mali », *Politique africaine* n° 47, 23-30.

BOURGEOU, André

1992 « L'enjeu politique de l'histoire : vision idéologique des événements touaregs (1990-1992) », *Politique africaine*, n° 48, 129-135.

1994 « Le corps touareg désarticulé ou l'impensé politique », *Cahiers d'études africaines*, 136, XXXIV-4, 659-671.

BOURGEOU A. et CASAJUS, D.

1992 « Les Touaregs piégés par la guerre », *Libération*, 27 juillet.

1993 « Les vertus de la démocratie », *Le Monde des débats*, juillet-août.

BROCK, Lina

1991 « Histoire, tradition orale et résistance : la révolte de 1917 chez les Kel Denneg », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 49-76.

CLAUDOT-HAWAD, Hélène

- 1987 « Lin-dé-pen-dance », *Ethnies*, n° 6-7, 15-19.
- 1987 « Des États-nations contre un peuple : le cas des Touaregs », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 44, 48-63.
- 1989 « Les Touaregs ou la résistance d'une culture nomade », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 51, 63-73.
- 1990a « Nomades et État : l'impensé juridique », *Droit et société*, n° 15, CNRS, 211-222.
- 1990b « Honneur et politique, les choix stratégiques des Touaregs pendant la colonisation française », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 11-47.
- 1992 « Bandits, rebelles et partisans : vision plurielle des événements touaregs de 1990 à 1992 », *Politique africaine*, n° 46, 143-149.
- 1993a « Histoire d'un enjeu politique. La vision évolutionniste des événements touaregs », 1990-1992, *Politique africaine*, n° 50, 132-140.
- 1993b « La coutume absente ou les métamorphoses contemporaines du politique chez les Touaregs », *Cahiers de l'IREMAM*, n° 4, Aix-en-Provence.
- 1993c *Les Touaregs, Portrait en fragments*, Edisud, Aix-en-Provence, 204 p.
- 1994 « L'évolutionnisme bien-pensant ou l'ethnologie à sens unique », *Cahiers d'études africaines*, 136, XXXIV-4, 673-685.
- 1995 « Agonie sous scellés ; "Négrafricanisme" et racisme », *Le Monde diplomatique*, avril.
- 1996 « Les fractures de la lutte armée », *Tifinagh* n° 8, Rabat.

Collectif (sous la dir. d'H. Claudot-Hawad).

- 1990 « Touaregs, exil et résistance », *Revue du monde musulman et de la Méditerranée* n° 57, Edisud, Aix-en-Provence, 198 p.
- 1993 « Le politique dans l'histoire touarègue », *Cahiers de l'IREMAM* n° 4, Aix-en-Provence, 153 p.

CLAUDOT-HAWAD H. et HAWAD

- 1982 « Coups et contrecoups. L'honneur en jeu chez les Touaregs », *Annuaire de l'Afrique du Nord* XXI, CNRS, Paris, 793-808.
- 1986 « La conquête du "vide" ou la nécessité d'être nomade chez les Touaregs », *Revue de l'Occident musulman et de la Méditerranée*, n° 41-42, Edisud, 397-411.
- 1996 *Tourne-tête le pays déchiqueté, Anthologie des chants et poèmes touaregs de résistance de 1980 à 1995*, L'Harmattan Italia en version italienne et Amara, La Bouilladisse en version française.

DUPRAZ, Paule et DECOUDRAS, Pierre-Marie

- 1993 « Hawad : l'utopie des marges et la quête d'une autre vérité », *Politique africaine*, n° 51, 110-120.

ENCYCLOPÉDIE BERBÈRE, 15 volumes, Edisud, Aix-en-Provence.

HAMANI, Djibo

- 1994 « Une gigantesque falsification de l'histoire », *Niyya*, n° 4, Niamey, 5-8.

HAWAD

- 1985 *Caravane de la soif*, Edisud, Aix-en-Provence.
- 1987 *Chants de la soif et de l'égarement*, Edisud, Aix-en-Provence.
- 1990 *La teshumara*, antidote de l'État, in *Revue du*

- monde musulman et de la Méditerranée*, n° 57, 123-140.
- 1992 « Lettre d'un homme touareg à une femme haoussa », *Le Républicain*, Niamey, 20 février.
- 1993 « Une identité dans le sillage de l'infini », *Les Lettres françaises*, mars.
- 1994a « Les marges », *Le Monde diplomatique*, février.
- 1994b « Les Touaregs, nageurs de l'infini », *La République internationale des lettres*, n° 10, décembre.
- 1995 *Sept fièvres et une lune*, Eds. de l'Aphélie, Céret.
- 1996 *Buveurs de braises*, version bilingue touareg/français, MEET, Saint-Nazaire.
- KIMBA, Idrissa
- 1987 *La formation de la colonie du Niger, 1880-1922. Des mythes à la politique du « mal nécessaire »*, Thèse de doctorat d'État, Paris VII, 4 volumes.
- PIERROT, Jean-Marc
- 1994 Bilan de l'aide humanitaire au profit des populations déplacées d'origine malienne et nigérienne installées dans le Grand Sud algérien entre 1990 et 1994, Oxfam-Paris.
- PRÉSIDENTE DE LA RÉPUBLIQUE DU NIGER
- 1994 Document de base du Gouvernement du Niger pour servir aux négociations avec la rébellion, Niamey, Haut-Commissariat à la restauration de la paix, avril 1994, 30 p. et annexes.
- SALIFOU, André
- 1993 *La Question touarègue au Niger*, Paris, Khartala.
- SILBERZAHN, Claude et GUISEL, Jean
- 1995 *Au cœur du secret. 150 jours aux commandes de la DGSE, 1989-1993*, Fayard, Paris, 332 p.

- TAYLOR, Charles
- 1994 *Multiculturalisme. Différence et démocratie* (trad. de l'anglais), Aubier, 143 p.
- TOURAINÉ, Alain,
- 1994 « La recomposition du monde », *République internationale des Lettres*, n° 10.
- VALLET, Michel
- 1990 « Les Touaregs du Hoggar entre colonisation et indépendances (1954-1974) », *Revue du Monde Musulman et de la Méditerranée*, n° 57, Edisud, Aix-en-Provence, 77-90.

Régions sous influence politique touarègue au début du siècle (comprenant les zones périphériques de contact et d'échanges avec l'extérieur) et États saharo-sahéliens actuels.

ETHNIES

La question amérindienne en Guyane française, sous la direction de Bruce Albert, Patrick Menget et Jean-Patrick Razon, n° 1-2, 1ère édition : été 1985, 64 p., 2ème édition : printemps 1988, épuisé.

Papous, Kanak, Aborigènes, sous la direction de Barbara Glowczewski, n° 3, automne 1985, 48 p., épuisé.

Amérique centrale : les Indiens, la guerre et la paix, sous la direction de Yvon Le Bot, n° 4-5, automne 1986, 64 p., épuisé. Version espagnole, juin 1988, 50 F.

Touaregs, Pygmées, Bushmen, sous la direction de Michel Adam, n° 6-7, automne 1987, 64 p., épuisé.

Renaissance du Pacifique, sous la direction de Jean-François Dupon et Murray Chapman, n° 8-9-10, version française et version anglaise, printemps 1989, 128 p., 90 F.

Brésil : Indiens et développement en Amazonie, sous la direction de Bruce Albert, n° 11-12, printemps 1990, 148 p., 100 F.

La fiction et la feinte. Développement et peuples autochtones, sous la direction de Dominique Perrot, n° 13, printemps 1991, 64 p., épuisé.

Chroniques d'une conquête, sous la direction de Bruce Albert, Simone Dreyfus-Gamelon, Jean-Patrick Razon, avant-propos de Claude Lévi-Strauss, n° 14, hiver 1992, 128 p., 75 F.

Terre d'asile, terre d'exil : l'Europe tsigane, sous la direction de Patrick Williams, n° 15, automne 1993, 160 p., épuisé.

ETHNIES-DOCUMENTS

Feu maya. Le soulèvement au Chiapas, sous la direction d'Aurore Monod, n° 16-17, hiver 1994, 320 p., 120 F.

Chroniques kanak. L'ethnologie en marche, par Alban Bensa, n° 18-19, hiver 1995, 352 p., 120 F.

Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué, sous la direction de Hélène Claudot-Hawad et Hawad, n° 20-21, hiver 1996, 256 p. 120F.

ETHNIES

BON DE COMMANDE ET BULLETIN D'ABONNEMENT

Commande au numéro (ajouter 16 F de port)

- | | |
|---|-------|
| <input type="checkbox"/> 8-9-10 Renaissance du Pacifique | 90 F |
| <input type="checkbox"/> 11-12 Brésil, Indiens et développement en Amazonie | 100 F |
| <input type="checkbox"/> 14 Chroniques d'une conquête | 75 F |

Nouvelle série : Ethnies-documents

- | | |
|---|-------|
| <input type="checkbox"/> 16-17 Feu Maya. Le soulèvement au Chiapas | 120 F |
| <input type="checkbox"/> 18-19 Chroniques kanak. L'ethnologie en marche | 120 F |
| <input type="checkbox"/> 20-21 Touaregs. Voix solitaires sous l'horizon confisqué | 120 F |

Abonnement pour 2 volumes (4 numéros) « Ethnies-documents » port inclus (par avion ajouter 40 F)

- | | |
|--|-------|
| <input type="checkbox"/> Particulier | 220 F |
| <input type="checkbox"/> Institution | 250 F |
| <input type="checkbox"/> Abonnement de soutien | 500 F |

Nom.....Prénom.....

Adresse.....

Code.....Ville.....Pays.....

Ci-joint un chèque de :FF à l'ordre de Ethnies

CET OUVRAGE A ÉTÉ ACHEVÉ D'IMPRIMER

RESPONSABLE DE LA PUBLICATION : J.-P. RAZON